

صوتنا من الامل

M. Giscard d'Estaing décide la construction d'un sous-marin nucléaire supplémentaire LIBRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,80 F. Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 6,75; Danemark, 5,70 kr.; Espagne, 48 pes.; Grande-Bretagne, 23 s.; Grèce, 25 dr.; Iran, 30 rials; Italie, 400 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 12 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,20 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un nouveau canton francophone en Suisse

En approuvant massivement la création d'un nouveau canton du Jura — plus de 92 % des votants ont répondu « oui »... Les électeurs suisses semblent avoir combié les vœux d'un peu près tous les responsables politiques de leur pays.

Si le résultat dépasse, quantitativement, les espérances des plus ardents partisans du nouveau canton, ceux-ci trouvent également matière à se réjouir dans l'examen détaillé des chiffres de suffrages recueillis par le « oui ».

Une ombre subsiste cependant au tableau idyllique de l'unité nationale et de la vigueur des institutions helvétiques que l'on serait tenté de brosser au lendemain du scrutin.

Le Vallais n'a ainsi voté qu'à 34,3 % le canton de Vaud à 35 % et celui de Genève à 31 % seulement. Il est vrai que les électeurs qui étaient intéressés au premier chef, ceux du canton du Jura ainsi créé, se sont massivement rendus aux urnes : on relève parmi eux le chiffre de 82 % de votants, parmi lesquels 89 % ont voté « oui ».

L'ampleur du succès, outre l'autorité de la chose votée, très grande en Suisse, paraît en mesure de désarmer l'obstination des intégristes du nationalisme helvétique. Il n'est pas sûr pourtant que ce scrutin mette un point final à cette querelle délicate.

Ces réserves ne peuvent faire oublier que la Suisse, qui passe, on sans quelque raison, pour un pays profondément conservateur, le est relativement rapide pour échanger une « bombe » politique dont on estimait il n'y a pas si longtemps qu'elle pourrait user de sérieux dommages à l'unité et à l'image de marque du pays.

lire nos informations page 63

Le Fonds monétaire va créer 176 milliards de francs de liquidités supplémentaires

Un réquisitoire de M. McNamara contre l'égoïsme des pays riches

La trente-troisième assemblée générale du Fonds monétaire international s'est ouverte lundi matin 25 septembre, à Washington, sous la présidence de M. Tengku Razaleigh Hamzah, ministre des finances de Malaisie.

Cette session sera marquée vraisemblablement par deux importantes décisions : une augmentation de 50 % des quotas-pour des Etats membres au Fonds et la création de 4 à 6 milliards de dollars de tirage spécial par an pendant trois ans (1 D.T.S. égale 1,26 dollar, soit environ 5,50 F).

Dans l'après-midi, M. McNamara, président de la Banque mondiale, devait prononcer un violent réquisitoire contre le protectionnisme « égoïste » des pays riches, essentiellement des Etats-Unis, de la R.F.A. et du Japon.

Washington. — Voici la meilleure réunion du comité intermédiaire qui ait eu lieu jusqu'ici, a déclaré, dimanche 24 septembre, en fin d'après-midi, M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier britannique, et président en exercice du comité intermédiaire, au cours de la conférence de presse qu'il donnait avec M. Jacques de Larosière, ancien directeur français du Trésor, devenu en juin dernier le nouveau directeur général du F.M.I.

On espère qu'il en résultera une moindre instabilité sur les marchés des changes, seule allusion officielle — o combien discrète — au déclin quasi ininterrompu du dollar, qui occupe pourtant ici tous les esprits, déclin dans lequel on voit un signe d'une longue évolution qui devrait conduire à la retraite progressive du dollar en tant que monnaie universelle à plus court terme de cette chute en termes d'inflation eue dans le monde ne semblent, en revanche, guère perçues. Elles risquent cependant de remettre en question les prévisions du F.M.I.

Ce qui marquera cette session, c'est la décision, qui ne manquera pas d'entraîner l'assemblée générale sur la recommandation du comité intermédiaire unanime, de créer, ou moins potentiellement, quelque 32 milliards de D.T.S. (droits de tirage spécial, 1 D.T.S. = 1,26 dollars environ) de liquidités internationales supplémentaires : un relèvement de 50 % des quotas du F.M.I., dont le total sera porté de l'équivalent de 40 milliards de D.T.S. à celui de 60 milliards (le relèvement des quotas augmentant d'autant et même davantage les facultés de tirage des pays membres). Une allocation de

12 milliards de droits de tirage spécial, répartie en trois émissions annuelles successives, sera, en outre, décidée. PAUL FABRA. (Lire la suite page 41.)

Poussée confirmée du P.S. aux élections partielles et recul de la majorité qui perd le siège de Nancy

Les cinq élections législatives partielles rendues nécessaires par les décisions d'invalidation du Conseil constitutionnel risquent fort de se solder toutes par des échecs pour la majorité. Alors que le parti communiste avait conservé le siège de la Seine-Saint-Denis (2<sup>e</sup> circonscription) et le parti socialiste ceux de Gers (2<sup>e</sup> circonscription) et du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription), M. Sarvan-Schreiber (U.D.F.) est battu par M. Tandon (P.S.) dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle et M. de La Motte (R.P.R.) est mal placé face à Mme Avico (également P.S.) pour conserver son siège de la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris.

Ces scrutins ne sauraient manquer d'être analysés et commentés à Orléans (Var) où l'ouverture des journées parlementaires U.D.F. a donné lieu à des incidents (voir page 46), à Biarritz, où les élus du R.P.R. s'élèvent de mercredi à vendredi, et à Paris où le comité central du P.C.F. délibère mercredi et jeudi.

En Lorraine, la grève lancée ce lundi 25 septembre par le C.G.T. et le C.F.D.T. de la sidérurgie, et approuvée par d'autres syndicats, a été massivement suivie dans les secteurs les plus menacés. Plusieurs centaines de grévistes ont barré pendant vingt minutes l'autostrade Metz-Thionville et les bretelles d'accès dans le benne de Metz. (Voir page 46.)

M. André Millgent, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, a déclaré, jeudi dernier 21 septembre : « Si j'étais Lorrain, je me dirais : quand on a un Jean-Jacques S. ruan - Schreiber, on s'en sert. »

Trois jours plus tard, les électeurs et électrices de la

1<sup>re</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle ont jugé tout différemment et ont refusé de renouveler leur confiance au président du parti radical invalidé. Très largement distancé par M. Tandon socialiste (21 861 voix, contre 30 757) J.-J.S. ne profite pas ainsi qu'on pouvait le prévoir, d'une moindre démobilisation du corps électoral (31,97 % d'abstentions au lieu de 41,47 % le 4 juin et 41,8 % le 25 juillet) et n'obtient que 41,83 % des suffrages exprimés au lieu de 50 % le 19 mars 1978, 42,21 % le 11 mars 1978 (élection « triangulaire ») et 55,28 % le 25 juillet 1970 (élection « triangulaire » également).

RAYMOND BARRILLON. (Lire la suite page 10.)

Cinq défaites cinq leçons

CINQ élections partielles, quatre défaites claires pour la majorité, en attendant peut-être une cinquième. Quatre victoires éclatantes de la gauche et avant tout d'un parti socialiste et une cinquième possible dimanche prochain.

On dira, on a déjà dit, que dans les cinq cas il n'y avait pas d'enjeu national. Les électeurs pouvaient, sans aucun risque, manifester leur mécontentement en votant pour l'opposition. Mais un phénomène de cette ampleur, d'un bout à l'autre du pays, ne peut être dû à la seule malignité des Français ; il ne peut être sans causes, ni demeurer sans leçons.

Pour le gouvernement, c'est le désaveu. On dira, on a déjà dit, que la politique économique qu'il fait est la seule qu'il puisse faire. A supposer que cela soit vrai, le malheur, pour lui et pour le pays, c'est qu'il ne le fait pas. Cette politique consistait essentiellement à lutter contre l'inflation en prenant le risque d'une crise de l'emploi. Or, les prix continuent d'augmenter en même temps que le chômage. Comme il s'y ajoute un style de gouvernement qui semble faire plus de cas des chiffres que des hommes, comment veut-on que cette situation soit supportable et supportée ?

Pour la majorité, c'est l'échec. En passant, deux mythes sont morts. L'un, qui est le vie dur : les abstentionnistes seraient plus nombreux à droite qu'à gauche. Cette loi n'en a jamais été une. Elle a été démentie par tant d'études et de scrutins qu'on s'étonne de l'entendre encore proclamée après chaque premier tour défavorable à la majorité. La seconde loi est celle du privilège que tout député invalidé aurait d'être réélu ; elle est plus souvent vérifiée. Cette fois, elle ne l'est pas. Et de l'avoir invoquée ne fait qu'illustrer un peu plus la défaite de la majorité, en soulignant davantage encore l'écart des voix entre ses candidats et ceux de l'opposition.

Pour les deux composantes de la majorité, il y a une leçon commune à tirer. Peut-on critiquer, condamner même, une politique, intérieure ou extérieure, et donner ou prêter ses hommes ou gouvernement qui l'applique ? C'est la fameuse formule de « la participation, sans soutien » si pratiquée et si vilipendée sous le IV<sup>e</sup> République. Aujourd'hui, comme autrefois, elle trouble l'électeur et déconcentre la parti qui croit s'en faire un bouclier.

J. F. (Lire la suite page 11.)

SEUIL Raymond JEAN La rivière nue Une jeune femme se baigne nue dans une rivière : la folie et la violence s'emparent d'une petite ville... 224 pages, 42 F.

AU JOUR LE JOUR HAUT LES CŒURS Il semble donc que les partielles de la rentrée soient moins favorables à la majorité que les générales du printemps et profitent avant tout au P.S. malgré son « virage à droite » et en dépit de « certains archaïsmes ». Mais cela ne décourage en aucune façon M. Roger Chénouat, qui a déclaré en prélude aux journées parlementaires de l'U.D.F. que « dans une situation difficile les coeurs fatibles n'ont pour nous aucun intérêt. Ce qu'il nous faut ce sont des coeurs à l'écoute et qui soient actifs ». N'allons cependant pas en conclure qu'en politique le jour où les coeurs auront de petites oreilles pour entendre et de petites jambes pour marcher les poules auront des dents. BERNARD CHAPIUIS.

HÄNDEL A LA BESNARDIÈRE Une grange autour d'un orgue L'autoroute de Touraine est la plus décevante qui soit : le jardin de la France apparaît comme une immense plaine sans rivières, sans forêts, sans châteaux (si ce n'est sur des panneaux touristiques), tout au long de cette usine à moulin des kilomètres. Les châteaux de la Loire, certes, ne se laissent pas oublier, mais comment imaginer tout ce qui se cache ou creux de ces vallons qui entaillent la plaine et les maisons selon le caprice des ruisseaux, sans même qu'on les devine à moins de 200 mètres ? Il y a une quinzaine d'années, un propriétaire de galeries d'art du côté de la rue des Beaux-Arts découvrit ainsi, non loin de la nationale 10, deux exquises maisons tourangelles dans un maquis de verdure. Elles s'appelaient « la Besnardière ». Claude Bernand fut-il frappé par ce clin d'œil homonymique du destin ? De ces demeures, il eût fait des « folies », comme on disait au XVIII<sup>e</sup> siècle, avant d'y attirer, comme jadis les rois, une « élite » parisienne, voire internationale. Le choc est rude lorsqu'on franchit le seuil de la maison principale en découvrant un clairnet muresque dû à un artisan marocain, entouré d'un patio rempli d'une éblouissante végétation tropicale à ciel ouvert, tandis que se profile au fond l'armée rigide des tuyaux d'un orgue, et que dans les recoins tortueux de la gentilhommière luisent les meubles du terroir. De l'autre côté de la route, sous un toit à double pente avec un gros monton de charnières apparente, un deuxième orgue voltine avec une grande bibliothèque. JACQUES LONGHAMPT. (Lire la suite page 26.)

Après les accords de Camp David ● Une interview de M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien des affaires étrangères (page 3). ● Paix ou non-guerre ? par Maurice Duverger. (page 4).

Le réveil de l'aménagement du territoire

La Délégation à l'aménagement du territoire (DATAT) vient d'adresser à quatre-vingt mille personnes (parlementaires, élus locaux, fonctionnaires, responsables économiques régionaux, syndicalistes, chefs d'entreprise, animateurs d'associations, diverses personnalités) un questionnaire destiné à mieux connaître les nouvelles aspirations des Français et à déterminer quelles en seront les conséquences pour la nouvelle politique d'aménagement du territoire.

I. — QUINZE ANS DE CONTRADICTIONS

La nécessaire réorientation, après quinze années d'exercice, de la politique d'aménagement du territoire implique un examen critique de l'application de cette politique et de ses résultats.

L'aménagement du territoire a été conçu, à l'origine, comme le complément et, dans une certaine mesure, le correctif nécessaire de la planification.

Les activités économiques et les zones territoriales déjà assez évoluées constituent un terrain d'accueil favorable pour l'effet incitatif de la planification. Il n'est pas de même pour les activités déprimées et les régions en état de dégradation démographique et économique. Si la planification n'est pas assortie d'une action volontaire en vue d'une

Dans une série de trois articles dont nous commençons la publication, M. Philippe Lamour, président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon, qui a été associé depuis quinze ans à toutes les étapes et à toutes les inflexions de la politique d'aménagement du territoire, analyse les erreurs commises et propose pour l'avenir plusieurs ouvertures nouvelles.

La région parisienne, c'est-à-dire l'ensemble du périmètre vivant dans la zone d'influence de la capitale, tendait à absorber la cinquième de la population du pays et de son activité économique. Paris n'était pas seulement le centre industriel et commercial, mais aussi le centre culturel le plus important, et son pouvoir d'absorption se nourrissait de ses propres effets. La région parisienne était seule, en France, à offrir, en permanence, l'abondance et la variété de l'emploi : « Paris et le désert français... »

(Lire la suite page 40.)

HISTOIRE

Berdiaev et la tradition

par JEAN LACROIX

B ERDIAEV et son prédécesseur Soloviev comptent un nombre de philosophes russes les plus remarquables et dont l'influence sur la pensée française a été (et demeure) grande.

En 1918, il avait écrit un livre : la Philosophie de l'Inégalité, où il développait ses idées politiques.

Pour caractériser une société organique, Berdiaev part de son fondement religieux. Un Etat tort et hiérarchisé est nécessaire. Il est une construction juridique et a besoin de la force pour faire régner le droit.

Internationalisme et universalisme et ainsi substitué une humanité abstraite à une humanité concrète : pour eux ce n'est pas l'humanité qui existe mais seulement des catégories économiques.

En d'autres termes, plus habituels, le thème essentiel ici est celui de la tradition : il faut connaître la volonté de tout le peuple dans son histoire.

Cette analyse de la nation conduit à une conception « aristocratique » du pouvoir. Mais cette conception elle-même est spirituelle, religieuse.

Tout égalitarisme est antipersonnaliste : le pouvoir illimité de la masse aboutit à la tyrannie d'un seul. La tendance égalitaire conduit à la tendance totalitaire, qui n'est que la substitution du pouvoir de l'Etat au pouvoir des masses.

Par là même se détache le sens de l'histoire. Pour Berdiaev, l'histoire est un « degré particulier » de l'Etat : il est le point de rencontre de l'Etat et de l'homme.

théandria, rendant possible la rencontre de la divinité et de l'homme : elle est le champ où l'éternel peut se manifester dans le temporel.

Ces diverses études de l'Etat, de la nation et de l'histoire reposent toutes, en définitive, sur une « philosophie de l'Inégalité » qui donne son titre à l'ouvrage.

Le personnalisme chrétien seul peut arracher valablement l'homme à l'Etat. Il permet l'établissement d'une véritable alliance de l'esprit : à l'Inégalité fondée sur le loi du plus fort il substitue l'Inégalité des meilleurs, des saints et, surtout, non pas proprement des savants et philosophes mais des créateurs, préfigurés déjà en partie par les « surhommes » qu'imaginait Aristote.

\* La Philosophie de l'Inégalité et les autres ouvrages de Nicolas Berdiaev, par Marko Markovic, préface de Jean Bouvier, un volume de 320 pages, Nouvelles Editions Latines, 1976.

La créativité, sixième sens pour l'historien ?

par PHILIPPE COTTIER (\*)

DES capacités créatrices existent dans chacun d'entre nous. Elles se déclinent simplement faute d'être promues, reconnues et fautes d'une occasion de se développer.

Ces méthodes ont été mises au point aux Etats-Unis dès les années 30 et sont utilisées avec profit dans des domaines tels que la recherche scientifique, le marketing ou le développement de nouveaux produits.

Notre propos est de suggérer quelques applications potentielles de telles techniques, alors même qu'à notre connaissance de tels outils n'ont pas jusqu'à ce jour été utilisés dans des études historiques.

Ainsi, dans la vaste domaine de la recherche des sources, la créativité pourrait rendre d'appréciables services : il est, en effet, certain qu'un historien au cours de son travail passe à côté de documents qui concernent son sujet.

Tout historien se rend compte rapidement qu'il doit classer d'une façon raisonnée les données dont il dispose. Une méthode de créativité peut l'aider : la méthode morphologique de Zwicky (5), qui vise à rechercher la totalité des solutions possibles.

(1) E. Jung, Par là sur l'homme, Paris, Lactone, 1974, p. 76. (2) A.P. Osborn, Applied Imagination, New York, Ch. Scribner, 1953. Traduction française : Fimagination créatrice, Paris, Dunod, 3e éd., 1968.

thode pompeusement baptisée synectique par l'Américain Gordon (3) offre l'avantage de systématiser une réflexion basée sur l'analogie.

Grâce à ce procédé et malgré l'élimination au cours de la phase critique d'une très importante proportion des idées, on obtient un large éventail de solutions, ce qui ne peut être que profitable dans un domaine où l'exhaustivité est un des buts à atteindre.

Un historien peut aussi avoir à identifier des personnages évoqués dans un document, ou dont on alterne les paroles sans en mentionner l'auteur, par exemple. Dans cette situation, la méthode morphologique

« tri possible à l'aide d'un ordinateur » pourrait être satisfaisante en tout cas de quatre façons différentes : cartes perforées, bandes magnétiques, disques magnétiques, microfiches insérées dans une carte perforée. Si nous admettons, par exemple, que trois autres fonctions doivent être remplies et que chacune d'entre elles peut être satisfaite de quatre façons différentes, la méthode morphologique permettra de définir (4 x 4 x 4 x 4 =) 256 solutions théoriquement possibles à ce problème de stockage d'informations.

Une autre tâche à laquelle l'historien doit souvent s'attaquer est celle de devoir envisager toutes les relations possibles entre toutes les données d'un problème. Comment être systématique et exhaustif ?

Le sujet n'est pas épuisé, et de loin. Notre groupe, créé sous l'impulsion de M. J. Menchonnet, professeur de méthodes quantitatives à la faculté des lettres, et composé d'étudiants en histoire, se consacrerait à entrer en contact avec des personnes intéressées par l'utilisation des techniques de créativité (6) dans la recherche historique.

Une méthode morphologique

Une autre tâche à laquelle l'historien doit souvent s'attaquer est celle de devoir envisager toutes les relations possibles entre toutes les données d'un problème.

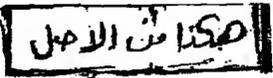
Développée par A. Moles (4), l'utilisation d'une « matrice de découverte » sorte de tableau à double entrée, force le chercheur à associer de façon parfois inattendue certains aspects de la question envisagée, ce qui lui permettra souvent de faire des corrélations intéressantes, enrichissant sa réflexion.

Tout historien se rend compte rapidement qu'il doit classer d'une façon raisonnée les données dont il dispose. Une méthode de créativité peut l'aider : la méthode morphologique de Zwicky (5), qui vise à rechercher la totalité des solutions possibles.

(\*) Groupe « Histoire et Créativité », P.L. Cozart, Meeting 12, 1005 Lausanne (Suisse), 1977.

Chris. Marker. Le fond de l'air est rouge. Texte et description d'un film. Nestlé contre les bébés ? Les pièces d'un procès, présentées par le groupe « tiers monde » de Berne. FRANÇOIS MASPERO. 1 place Paul Painlevé 75005 Paris

Royalistes de l'Ouest. L'ouvrage s'ordonne en trois ensembles : « La Restauration, pour quel faire ? », « Emigrés de l'intérieur ou réconciliation », « Religion ou politique ». Jean-Marie Mayeur. Un légitimisme populaire. Ce livre approfondit également notre connaissance du légitimisme. L'importance du repli des légitimistes sur leurs terres après l'avènement de Louis-Philippe a été rarement aussi fortement montrée.



étranger

LES DIVISIONS DU MONDE ARABE APRES L'ACCORD DE CAMP DAVID

La plus grande erreur des membres du Front de la fermeté est de penser que leurs décisions enflammeront le peuple égyptien et sa direction...

DAMAS : la riposte mise au point par le Front de la fermeté exclut toute politique aventuriste

Damas. — Le sommet du Front de la fermeté s'est achevé dans la nuit de samedi 23 septembre, aux conditions syriennes. Et c'est également aux conditions syriennes que s'est déroulée dimanche la visite à Damas du secrétaire d'Etat américain, M. Vance.

Le pays du Front de la fermeté, de leur côté, ont dû accepter le principe de cette visite du secrétaire d'Etat. Vendredi soir, pourtant, l'Algérie et le Yémen du Sud avaient fini par poser la question qui était sur toutes les lèvres...

Les clauses secrètes. Les modalités de constitution du commandement militaire unifié des deux principales résolutions secrètes du sommet. Les participants seraient allés plus loin dans ce domaine qu'ils ne l'ont annoncé...

Rendez publics samedi à 22 h 30, les résolutions du Front de la fermeté vont, dans chaque domaine, aussi loin que chaque intéressé a pu aller. Sur le plan politique, le frein était syrien...

Interviews à l'A.F.P. et au quotidien « le Matin », a déclaré notamment : « Bien qu'on ne puisse naturellement dire qu'Husseïn suive la même politique que Sadate, la Jordanie se trouve sans contestation possible dans le camp américain... »

Il a également annoncé que les commandos du F.P.L.P. allaient multiplier les actions de type militaire au Proche-Orient et « attaquer les intérêts américains dans la région ». L'objectif idéal exemplaire, a-t-il ajouté, serait de frapper les intérêts américains en Egypte, ce serait leur deuxième d'un seul coup.

De son côté, M. Nayef Hawameh, secrétaire général du F.D.P.L.P., a déclaré au « Nouvel Observateur » que l'attitude de l'Egypte « passait de l'état de confrontation à l'état d'alliance avec Israël ».

LE CAIRE : une paix limitée à l'Egypte et à Israël serait dangereuse et inutile

déclare au « Monde » M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères

Le Caire. — Avant de répondre à nos questions, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a tenu à indiquer que « contrairement aux rumeurs qui ont circulé au Caire, et dont vous vous êtes fait l'écho, à l'exception de mon collègue et ami, Mohamed Ibrahim Kamel, il n'y a eu aucune démission, défection ou mise à l'écart dans la délégation égyptienne à Camp David, ni dans notre ambassade à Washington. Chacun d'entre nous a participé pleinement, aux côtés du président Sadate, à une négociation qui, évidemment, a été extrêmement d're, extrêmement éprouvante ».

« C'était « Hris clos », de Sartre », précise le ministre. « Cela prouve qu'à Camp David la pièce s'est bien terminée. »

« En êtes-vous sûr ? Vous étiez parti là-bas en nous affirmant (Le Monde daté 3-4 septembre 1978) que même un accord partiel n'était pas envisagé de peur, ajoutiez-vous, qu'il ne soit interprété comme un obstacle à l'accord global que l'Egypte recherche. Or ce que vous rappelez prouve bien des engagements avec une paix séparée ? »

« Un rebelle. C'est une espèce que j'aime ». Jean Guhenno, de l'Académie française

MARCEL MERMOZ L'autogestion c'est pas de la tarte ! Entretien avec Jean-Marie Domenach

M. Arafat, que « la Jordanie ne fermera aucune porte qui puisse conduire à la paix », mais ne « sacrifiera pas non plus ses droits, ses principes et son honneur ». Il a ajouté que « des changements substantiels devraient être apportés aux accords de Camp David pour permettre à la Jordanie d'y participer ».

An Maroc, M. Mohamed Boncetta, ministre marocain des affaires étrangères, a insisté, alors qu'il s'apprêtait à partir pour New-York, sur les « solides relations fraternelles » qui unissent le Maroc et l'Egypte, mais il a souligné que toutes les nations arabes restaient liées par les décisions du sommet de 1974, qui avait désigné l'O.L.P. comme seul représentant du peuple palestinien et avait demandé à tous les dirigeants arabes de ne pas conclure d'accords séparés avec Israël.

A Jérusalem, le premier ministre, M. Begin, a accepté, à la demande de l'opposant travailliste, de soumettre à la Knesset, devant laquelle il se présente ce lundi, les accords de Camp David et la décision d'évacuer les implantations israéliennes dans le Sinaï, politique déjà acceptée dimanche par le conseil des ministres.

En Orient, les passions, dans un temps, sont venues plus fortes que les intérêts et le raisonnement, mais étendues, que retombe l'émotion soulevée dans les capitales arabes par les résultats de Camp David, les résultats d'ailleurs atténués par la surprise, car la plupart de ces capitales avaient prévu que le conflit arabo-israélien se poursuivrait d'une sourde Souvenez-vous de ce qui s'est passé après les deux dégagements militaires au Sinaï, en 1974-1975, comme au

La Syrie changera peut-être d'avis...

« Que va entreprendre le Liban pour persuader ses partenaires arabes de lui emboîter le pas ? »

« Nous allons nous efforcer au maximum de pratiquer un parallélisme entre les avantages que nous retirons pour nous-mêmes au Sinaï et ceux dont bénéficieront les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, étant entendu que dans cette dernière région, nous remplacions la Jordanie si celle-ci persiste à refuser son concours. Le premier retrait au Sinaï devrait ainsi coïncider avec la fin du gouvernement militaire en Cisjordanie et à Gaza, le second retrait avec la formation de l'autorité palestinienne à Jérusalem. Sur le terrain, les Palestiniens se rendront compte eux-mêmes, à mesure que l'occupation israélienne se réduira, que nous avons cherché, qu'il est de leur intérêt de jouer le jeu. De toute façon, le processus engagé à Camp David est irréversible, et la situation ne pourra donc que s'améliorer au fur et à mesure de l'application des textes, en faveur de la réalisation de l'idée d'entité palestinienne. »

« Sur le plan diplomatique, nous nous efforçons d'obtenir le consensus d'un premier groupe d'Etats arabes, des pays non alignés du monde musulman. Les gouvernements arabes, de leur côté, saisiront l'intérêt qu'ils ont à nous aider à faire qu'Israël devienne peu à peu un Etat comme les autres, dans un Etat qui cessera d'entretenir des relations spéciales avec l'Afrique du Sud, de tout cela-ci se trouvera attaché pour le plus grand bien de la libération totale de l'Asie ».

« Il paraît actuellement douteux que vous parveniez avec ces méthodes à convaincre les Syriens et les Palestiniens du bien-fondé de votre politique. »

« La Syrie changera peut-être d'avis lorsqu'elle se rendra compte que nous avons réellement obtenu pour elle à Camp David, si elle signe avec Israël un traité de paix du même type que le nôtre, que lui soit restitué le Golan dans des conditions analogues à celles dans lesquelles nous avons restitué le Sinaï. O.N.D.R. : la péninsule serait évacuée intégralement et comporterait une zone frontalière délimitée. »

« Quant aux Palestiniens, pour lesquels nous avons travaillé à Camp-David avec tant d'acharnement, ils avaient : — Il serait fort utile qu'ils relisent attentivement les textes. »

« Peut-être. Mais les Palestiniens voient surtout que les colonies juives ainsi que des soldats israéliens restent sur leur sol. »

« Il y a en Cisjordanie environ 750 000 Palestiniens et de 4 000 à 5 000 colons israéliens. Quant aux colonies militaires, nous avons obtenu que leur nombre diminue de moitié. (N.D.L.R. : de 11 000 à 6 000.) Laissez-nous faire pour la Palestine comme jadis pour la Tunisie. Tout ne s'obtient pas en un jour. On ne peut régler en quelques mois une question qui se pose avec l'unité que vous savez toute aussi. La période de gouvernement palestinien autonome porte sur un lustre. Ensuite l'Egypte et le monde arabe seront dans une position leur permettant d'obtenir par la négociation d'autres avantages destinés aux Palestiniens, pour peu que ceux-ci nous

moment du voyage du président Sadate à Jérusalem en 1977, ce furent les mêmes clamours, les mêmes rumeurs qui, peu à peu, s'apaisèrent. Après nous la Syrie algé, elle aussi un accord de dégagement avec Israël. »

« Dans l'immédiat, laissons les réactions épidermiques se calmer et l'intelligence prendre peu à peu le dessus. Nous savons aussi que tels régimes arabes soient un peu plus attentifs à leurs opinions publiques, hélas muselées, car nous croyons savoir que dans ces opinions publiques la perspective de la paix est aussi populaire qu'en Egypte. »

« Aidez-nous en faisant preuve d'habileté et de sagesse. Laissons la dynamique du règlement pacifique se créer. »

« Même si les Palestiniens de Jérusalem et de Gaza ne arrivent à jouer le jeu des accords, il restera les Palestiniens de l'extérieur. »

« Nous ne les avons pas oubliés, mais il est vrai que nous avons d'abord pensé à ceux de l'intérieur, qui sont les plus malheureux, car ils subissent l'occupation militaire israélienne depuis plus de dix ans. Là encore, proposons par étapes et relisons les documents de Camp David : le retour des personnes expulsées de Cisjordanie et de Gaza en 1967 y est prévu sans équivoque, ainsi qu'un « règlement rapide, juste et équitable » du problème des réfugiés. Et quand on parle de réfugiés palestiniens, on entend bien sûr au premier chef ceux de 1948. »

« Avez-vous évoqué le cas du Liban à Camp David ? »

« L'idée d'un règlement partiel par l'Egypte, la France et les Etats-Unis fait son chemin. L'idée est d'aboutir, dans un Liban un peu plus libre de ses mouvements, à mettre sur pied entre les seuls Libanais un pacte national renouvelé. »

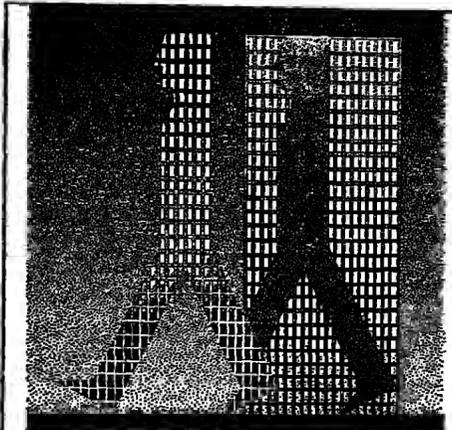
« On peut imaginer un apaisement, mais un règlement général progressif au Proche-Orient, mais sera-t-il solide si la seconde superpuissance n'y est pas associée ? »

« Il est vrai que l'une des bases du succès de Camp David, après le désir de paix, a été la volonté des trois participants de faire pièce à l'influence soviétique dans le monde arabo-africain. Cela dit, vous remarquerez que nous avons fait inclure dans les accords non seulement une référence à la résolution 242 du Conseil de sécurité de 1948, mais aussi une référence à la résolution 338 qui mit fin à la guerre d'octobre 1973 et qui est le texte d'où est née la conférence de Genève, mais aussi par l'Union soviétique. De même les Cinq Grands du Conseil de sécurité seront invités à approuver, signer et garantir les accords de paix. Une conférence générale entérinant une série de traités bilatéraux serait tout à fait dans cet esprit de coopération et de détente internationale. »

« Le peuple égyptien vient d'acclamer la paix dans les rues du Caire, mais au fond est-ce déjà la paix, alors que tant de problèmes restent à régler ? »

« Je crois que nous avons franchi des pas immenses vers la paix, mais que le chemin vers celle-ci sera encore très long, et que même lorsqu'elle aura été signée par tous il faudra encore attendre très longtemps se monter attentifs à sa sauvegarde. Mais nous ne manquons pas d'atouts pour réussir : nous avons fait admettre par Israël, à Camp David, que l'Amérique était désormais partenaire à part entière dans tous les pourparlers de paix égypto-israéliens. Nous avons offert aux Israéliens les moyens de sortir de leur ghetto psychologique et aux Palestiniens de leur univers concentrationnaire. Puisent-ils chacun de leur côté user de ces moyens quand il est temps. »

Propos recueillis par J.-P. PEONCEL-HUGOZ.



**L'ENTREPRISE SE RENCONTRE AU SICOB®**

Ces dernières années, l'entreprise a considérablement évolué. Il est donc important de faire le point. Voilà pourquoi le Sicob est placé, cette année plus que jamais, sous le signe de la rencontre des entreprises.

Rencontre et débats entre des personnalités du monde des affaires qui les constituent. Rencontre avec des chefs d'entreprises et des cadres de toutes les branches d'activité qui y travaillent.

Rencontre avec des responsables d'autres pays pour s'informer sur l'évolution des entreprises à l'étranger.

Et puis le Sicob, c'est toujours, bien sûr, la grande exposition de matériels de bureau et d'informatique, auxiliaire indispensable de l'entreprise.

Sicob 78, un rendez-vous important — ne le manquez pas.

Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation du Bureau  
**23 AU 29 SEPT 78**  
 (fermé le dimanche 24 septembre)  
 CNIT-PARIS LA DÉFENSE de 9 h 30 à 18 h  
 Convention Informatique du 18 au 22 septembre 78

**PROCHE-ORIENT**

**APRÈS CAMP DAVID**

**Paix ou non-guerre ?**

par MAURICE DUVERGER

Les accords de Camp David constituent-ils un habile camouflage d'une paix séparée entre Israël et l'Égypte, ou la première étape vers une solution acceptable pour les autres peuples arabes, Palestiniens compris ? — Il faudrait connaître les arrière-pensées des négociateurs pour répondre à cette question. Encore est-il probable qu'elles ne sont pas les mêmes pour tous, et que chacun en nourrit plusieurs à la fois, les uns pouvant se substituer aux autres et le besoin est. Constatons seulement que les textes permettant les deux interprétations.

Certes, l'accord égypto-israélien est beaucoup plus précis que le cadre global de paix qui l'accompagne. Mais ce dernier est moins anodin qu'on ne le dit. Il ignore l'O.L.P., il oublie Jérusalem, il ne contient pas le mot « autodétermination ». Mais il va finalement plus loin que beaucoup des textes qui ont, depuis trente ans, défini des autonomes intimes, lesquelles sont au-delà devenues, par la force des choses, des indépendances totales. Quelques points méritent une attention particulière, à cet égard.

D'abord, le fait que le statut provisoire et le statut final de la Cisjordanie et de Gaza doivent faire l'objet d'un accord international, négocié entre l'Égypte, la Jordanie, et l'État d'Israël. Celui-ci renonce donc à se prévaloir d'une souveraineté sur les territoires en question. Le « Grand Israël » a pris fin à Camp David : cela ne doit pas être sous-estimé. Le fait que des représentants élus de la Cisjordanie et de Gaza doivent négocier avec les interlocuteurs précédents, sur un pied d'égalité, mérite aussi d'être souligné. Il acquiesce ainsi une sorte de reconnaissance implicite comme gouvernement potentiel, doté de compétences internationales.

Notons également que rien n'empêche les électeurs de Cisjordanie et de Gaza de choisir comme re-

présentants des hommes liés à l'O.L.P. ou proches d'elle, comme ils l'ont fait déjà. Le statut provisoire pourrait d'ailleurs permettre le retour des Palestiniens en exil. Pour l'établissement d'un tel statut, certains de ceux-ci pourraient figurer à côté de Palestiniens de l'intérieur dans les délégations de l'Égypte et de la Jordanie. « comme il a été convenu mutuellement », dit le texte de Camp David. La formule est restrictive : mais le roi Hussein peut poser des conditions à l'entrée dans cette « mutualité ».

Certes, ce schéma garde un côté surréaliste, tant que le souverain de Jordanie ne l'accepte pas. Voilà un étrange accord international, dont l'application est entièrement subordonnée à l'approbation d'un tiers qui n'a pas été mêlé à sa rédaction. Sans lui, tout le « cadre de paix au Proche-Orient » s'effondre. Seul demeure le cadre pour la conclusion d'un traité entre l'Égypte et Israël. On peut imaginer que cette hypothèse a été envisagée, voire souhaitée, par l'un ou l'autre des négociateurs de Camp David qui préféreraient s'en tenir à une paix séparée avec l'Égypte.

Israël conserve en droit la possibilité de bloquer toute évolution de la Cisjordanie et de Gaza, puis que leur statut provisoire et leur statut définitif requièrent son assentiment. En fait, l'État juif bénéficie d'une grande liberté de manœuvre, une fois signé le traité avec le président Sadate. Privés de l'appui égyptien, les voisins d'Israël ne peuvent pas le contraindre militairement. Ce qu'ils n'ont pas réussi avec l'appui de la plus grande nation arabe, ils le réussiraient nettement moins sans elle. Du même coup, l'encerclement des Israéliens prendrait fin. On comprend la joie de ce peuple assiégé, à la nouvelle des accords de Camp David. On comprend aussi l'inquiétude des peuples arabes.

des peuples arabes, mais c'est une conséquence qui pourrait être décisive : il a mis en lumière qu'un des obstacles principaux à la paix au Proche-Orient tient à l'intransigeance israélienne. Ce faisant, il a permis aux Juifs américains de prendre une vue plus objective du problème, ce qui restait une certaine liberté de manœuvre ou gouvernement des États-Unis. Les accords de Camp David prolongent cette stratégie.

Sous les précautions et les réticences, ils dessinent en filigrane la perspective d'une Cisjordanie et

d'un territoire de Gaza d'abord autonome, ensuite indépendante. En s'opposant au dédoublement du mécanisme dont ils ont accepté la mise en train, M. Begin et ses successeurs risqueraient de s'opposer à l'opinion publique américaine. Or le gouvernement de Washington dépend d'elle, et lui-même peut imposer au gouvernement israélien les sacrifices nécessaires à une vraie paix. Mais tout cela suppose que les États arabes modérés finissent par s'engager dans la voie étroite qu'on vient d'ouvrir devant eux. Il leur faudra beaucoup de courage pour le faire, car on n'a guère pris soin de leur rendre attrayante...

**Libres opinions**

**Il y a trente ans, le comte Bernadotte était assassiné**

par M<sup>r</sup> MAURICE BUTTIN (\*)

**L**E 15 mai dernier, l'État d'Israël fêtait le trentième anniversaire de sa création. Si le peuple juif avait ce jour-là « trouvé une terre », le peuple palestinien avait pris le chemin de l'enfer.

Depuis des années, en ce 15 mai 1948, Juifs et Arabes affrontent sur cette terre de Palestine, sous mandat britannique depuis 1922. Les combats avaient redoublé après la décision des Nations unies du 29 novembre 1947 — en contradiction de la Charte, dont l'article premier reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — de partager la Palestine en trois entités : un État juif, un État arabe, Jérusalem et les lieux saints devant être internationalisés.

Londres, incapable de faire appliquer cette décision, avait décidé de mettre fin volontairement à son mandat le 14 mai à minuit.

Ce même jour, Ben Gourion annonçait au monde la naissance de l'État d'Israël — en violation de la résolution des Nations unies qui stipulait que « les États commenceraient d'exister en Palestine, deux mois après que l'évacuation des forces armées de la puissance mandataire aura été achevée ».

En réponse à cette proclamation, les armées d'Égypte, du Liban, de la Syrie, d'Irak et de Transjordanie traversaient la frontière de la Palestine du mandat, et occupaient le « zone arabe ». La guerre israélo-arabe commençait. Trente ans plus tard, elle dure toujours.

Le 24 mai 1948, le Conseil de sécurité ordonnait un « cessez-le-lieu en Palestine ». Il désignait le président de la Croix-Rouge internationale, le comte Folke Bernadotte, comme médiateur, spécialement chargé de faire appliquer cette mesure.

Après bien des difficultés, les deux parties acceptèrent une première trêve le 11 juin, pour une durée de quatre semaines — mise à profit par les Israéliens pour réorganiser leurs forces, — puis une seconde le 18 juillet.

Le 17 septembre 1948, le rapport du médiateur parvenait au Palais de Chaillot, où séjournait alors l'ONU. Son projet était plus favorable aux Arabes que le plan de partage voté par l'Assemblée : il envisageait de leur attribuer le Néguev ainsi que Jérusalem — avec une administration internationale pour les lieux saints, — l'ensemble de la partie arabe de la Palestine devant être rattachée à la Transjordanie.

Le médiateur affirmait de plus : « Aucun règlement ne peut être juste et complet si le droit des réfugiés arabes de retourner dans leurs foyers dont ils ont été expulsés n'est pas reconnu. »

Les Israéliens s'opposèrent contre pareilles propositions. Le jour même, le comte Bernadotte était assassiné par les extrémistes juifs du groupe Stern, en même temps que l'un de ses adjoints, le colonel français Sérot.

Dans son « Bulletin de l'étranger » du 19 septembre 1948, le Monde écrivait : « Les effets immédiats de l'odieux assassinat ne seraient faits perdre de vue que le geste des criminels affecte au premier chef les Nations unies elles-mêmes... On ne peut, hélas ! pacifier sans moyens coercitifs. Et Bernadotte l'avait encore ainsi entendu, quand il demandait au Conseil de sécurité de mettre à sa disposition une force internationale, soit-elle très embryonnaire... Les Occidentaux, s'ils prennent l'initiative de cette réalisation positive, contribueraient sans doute au repliement d'une paix chancelante : ce premier acte d'une collaboration effective avec l'Est, sur un terrain considéré comme une chasse gardée de certains intérêts particuliers, préviendrait peut-être un redressement dans d'autres secteurs critiques. »

Au lendemain de la rencontre de Camp David, le problème posé par le Monde il y a trente ans reste entier : peut-on oublier les deux absents de marque, l'U.R.S.S. et l'O.L.P., tous deux en mesure de bloquer le processus de paix envisagé... sur le dos des Palestiniens ?

Une guerre, certes, se termine toujours par des négociations. Mais aussi des négociations entre Palestiniens et Israéliens. Pas seulement entre pays arabes et Israël.

Bientôt, les lampes de Camp David seront éteintes. La France ne pourrait-elle alors avoir l'initiative d'une conférence de la paix, réunissant à Paris les Grands — la garantie soviéto-américaine étant indispensable pour maintenir un nouveau statu quo au Proche-Orient — et les moins grands de ce monde, y compris l'O.L.P., légitime représentant du peuple palestinien ?

Un seul point serait à l'ordre du jour, la clé du conflit israélo-arabe : la reconnaissance effective des droits du peuple palestinien chassé de ses terres.

(\*) Vice-président de l'Association de solidarité franco-arabe. Membre du parti socialiste.

**les collections d'automne:**

*un regard jeune à l'amphi*

ROBE "DAVID MACG" coton gratté petits carreaux 330 F

ROBE housse "ANASTASIA" 100 % viscose imprimée. 300 F

**AUX TROIS QUARTIERS**  
 METRO MADELEINE  
 RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

**L'intransigeance israélienne**

Mais il dépend également d'eux que ces accords aboutissent à une vraie paix, et pas seulement à une « non-guerre ». La tentation sera grande pour M. Begin de se borner à l'entente avec l'Égypte, et de conserver des territoires occupés qu'on ne pourra plus désamorcer lui arracher par la force. Mais il lui sera difficile de s'y abandonner si le mécanisme de l'accord de paix générale entre en jeu. En face d'un consensus de l'Égypte, de la Jordanie et des participants palestiniens sur les termes d'un statut provisoire raisonnable, il serait presque impossible à Israël de se figer dans l'intransigeance. De même, en face d'un projet de statut définitif approuvé par les deux États arabes et par les représentants élus de la Cisjordanie et de Gaza. N'oublions pas que le gouvernement de Washington est partie aux accords de Camp David.

Le voyage du président Sadate à Jérusalem, l'an dernier, n'a eu qu'une conséquence positive pour la cause

**Le premier établissement de préparation à SC.P.O**

2 centres : Neuilly et St-Germain  
 ● examen d'entrée en A.P.  
 ● entrée directe 2<sup>e</sup> année.  
 ● soutien en cours d'A.P.  
 CEPES  
 51, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly  
 (22.94.34 ou 76.48.15)

**BRUIT ET CHALEUR éliminés en 8 jours**

Une pose parfaite des doubles vitrages et autres isolants vous coupe du monde extérieur : bruit, chaleur, froid. Depuis 15 ans, nous avons équipé des milliers d'appartements. Devis gratuit. Crédit. Paris et 100 km alentour.

SAIRES - 48 ter, rue de Flandre, 75019 Paris - 296-60-13.

**LOTO Clôture des jeux mardi après-midi**

DANS LE MÊME NUMÉRO DU NOUVEL **observateur**

**Banquiers: comment ils exercent leur pouvoir**

La suite de notre grande enquête

صكبات الاموال

صحة من الامل

# AMÉRIQUES

## États-Unis

### Les élections primaires témoignent de la désaffection du public pour la politique traditionnelle

De notre correspondant

Washington. — Les élections législatives du 7 novembre — qui doivent renouveler en totalité la Chambre des représentants et remettre en jeu trente-trois sièges de sénateurs et trente-six sièges de gouverneurs vont-elles se dérouler sous le slogan : « Sortez les sorciers » ? C'est une des questions que l'on se pose ici après les élections primaires tenues dans divers États au cours des deux dernières semaines. Une autre est de savoir si le glissement à droite de l'électorat va pas entraînant un recul sévère du courant « libéral », alors même que celui-ci occupe, depuis la victoire de M. Carter, de fortes positions dans l'opinion.

Sans doute les défaites essuyées au cours de ces primaires par certains politiciens que l'on croyait solidement installés ne doivent pas faire oublier que des dizaines de congressistes et gouverneurs déjà en poste ont vu leur candidature reconduite sans problème, et n'ont même pas dans l'ouest. Mais c'est surtout des exceptions que l'on parle, et elles sont spectaculaires.

Déjà en juin, le très respecté sénateur républicain du New-Hampshire, M. Clifford Case, connu pour ses positions libérales et son soutien sans failles à Israël, avait été éliminé de la course, à la surprise générale, par un novice politique, M. Jeffrey Bell. Un cas similaire s'est produit tout récemment chez les démocrates du Minnesota — un des fiefs du parti — où la candidature pour le siège du défunt sénateur Humphrey était briguée par deux personnalités fort différentes : d'un côté, M. Donald Fraser, représentant de l'État au Congrès depuis seize ans, membre notable du groupe libéral, favorable aux programmes sociaux et à l'avortement, était soutenu par tout l'appareil politique local, par le vice-président Mondale, ancien sénateur de l'État, et par la veuve d'Hubert Humphrey. De l'autre, M. Bob Short, un hôtelier millionnaire en rupture avec le même appareil, présentait des réactions d'impôts draconiennes, n'avait pas craint de déboursier quelque 700 000 dollars de sa poche pour sa campagne. Sans doute les lois du Minnesota permettent-elles aux électeurs républicains de voter dans les primaires démocrates et réciproquement, ce qui a facilité le blocage des votes conservateurs sur M. Short. Toujours est-il que ce dernier l'a emporté nettement.

Même surprise dans le Massachusetts, où le gouverneur démocrate sortant, M. Dukakis, a été battu par un outsider, M. Edmund King, pour le renouvellement de son mandat. Dans cet État où les impôts sont particulièrement élevés (et M. Dukakis avait falli à ses promesses de ne pas les

augmenter), M. King, ancien joueur de football, puis directeur du port de Boston, s'était fait l'avocat de la « Proposition 1 », par laquelle les électeurs de Californie ont imposé à leur gouvernement, en juin dernier, une réduction brutale de la pression fiscale. Reste le paradoxe que l'État le plus libéral de la Fédération, le seul qui ait donné une majorité à M. McGovern contre M. Nixon en 1972, a choisi comme candidat démocrate au poste de gouverneur un homme qui s'est fait le champion de la peine de mort et des entraves à l'avortement.

Les mêmes primaires du Massachusetts ont pourtant confirmé la candidature au Sénat du sortant républicain M. Brooke, un « libéral modéré » qui se trouve aussi être le seul à avoir perdu les élections. M. Brooke avait admis avoir dissimulé une partie de sa situation financière lors d'un procès en divorce et sa carrière paraissait compromise jusqu'à cet état. A ce propos, on peut se demander si les accusations portées par la grande presse contre certains élus locaux ne jouent pas finalement en faveur de ces derniers. Ainsi, à Brooklyn, un représentant sortant, M. Richmond, a gagné les primaires pour le renouvellement de son siège, bien qu'il ait reconnu avoir sollicité les faveurs d'un adolescent.

Dans le Maryland, enfin, le gouverneur sortant, M. Blair Lee, a été largement battu par M. Harry Hughes, ancien secrétaire au transport de l'État. En fait, M. Lee n'avait pas été élu à ce poste, il avait été désigné par la « machine » politique locale pour remplacer l'ancien gouverneur Mandel, incarcéré l'an dernier pour corruption. M. Hughes avait d'ailleurs plus de chances de gagner qu'il avait démissionné de ses fonctions pour protester précisément contre la corruption de cette « machine » et qu'il se présentait comme l'adversaire déclaré du « big money ».

Une situation semblable s'est présentée dans le Wisconsin, où le représentant républicain Kasten, qui briguait le poste de gouverneur, a été battu par un universitaire beaucoup moins connu : celui-ci s'était targué de sa « virginité » politique.

### Discrédit de la classe politique

La diversité de ces cas incite les observateurs à conclure avec prudence. Les outsiders vainqueurs ne sont pas tous conservateurs ; ni M. Dreyfus ni M. Hughes ne peuvent être classés « à droite » pas davantage M. Marion Barry vainqueur non encore confirmé d'une primaire triangulaire démocrate pour la mairie de Washington, et qui a réouvert ce tour de force de l'emporter dans les quartiers blancs avec un passé de militant noir activiste.

Pourtant, le commun dénominateur est très clairement la désaffection du public vis-à-vis des politiciens « classiques » et des appareils, qu'il s'agisse des syndicats, des milieux d'affaires et même des organisations religieuses. La révolte fiscale illustrée par le succès de la proposition 13 en Californie a ajouté à ce phénomène une dimension « populiste » : l'État fédéral est condamné pour le rôle excessif qu'il joue dans le plan social, non plus pour ses ambitions d'extension de son pouvoir en matière de crédits militaires, lesquels n'ont jamais été votés aussi facilement. Les républicains espèrent bénéficier de ce courant lors des élections de novembre. Ils viennent de lancer une vaste campagne pour un projet de loi visant à réduire les impôts fédéraux de 23 % avec la participation active de M.M. Ford et Reagan, apparemment reconduits.

Dans les deux parties, en tout cas, les conservateurs sont en principe mieux placés pour profiter de ce courant. Encore faut-il que leurs candidats soient suffisamment nouveaux, vigoureux et fortunés, ce qui est généralement le cas. M.M. Ford et Reagan, dans le Massachusetts, et Short, dans le Minnesota, avaient d'ailleurs beaucoup plus que leurs rivaux dans leur campagne. Mais cela ne suffit pas toujours. Dans le Wisconsin, M. Dreyfus l'a emporté contre le conservateur Kasten tout en dépensant cinq fois moins que lui.

### La remontée de M. Carter

Une autre inconnue du scrutin de novembre est le rôle de M. Carter et l'aide que son succès de Camp David apportera à son parti. Il y a, quelques semaines encore, la participation du président aux campagnes locales n'était pas particulièrement désirée par les candidats démocrates, car la chute catastrophique de sa popularité — tombée à 26 % en août — en faisait une gêne plutôt qu'un atout. En fait, un redressement s'était amorcé avant même que Camp David. Les votes favorables obtenus au Congrès (notamment lorsque la Chambre a confirmé le veto présidentiel à la construction d'un nouveau port-avion nucléaire) ont permis au public l'impression que M. Carter repréait les choses en main.

Cela dit, le succès des entreprises de Camp David à l'égard plus accentué de la remontée qu'il a été perçu comme entièrement imputable aux efforts personnels du président ; c'est lui qui a écrit de sa main des passages de cette tendance, les gribouillis ne pouvant être classés « à droite », pas davantage M. Marion Barry vainqueur non encore confirmé d'une primaire triangulaire démocrate pour la mairie de Washington, et qui a réouvert ce tour de force de l'emporter dans les quartiers blancs avec un passé de militant noir activiste.

### Nicaragua

L'O.E.A. s'abstient de toute intervention

L'Organisation des États américains a adopté, samedi 23 septembre, à Washington, une résolution dans laquelle elle s'abstient de toute intervention directe dans les événements du Nicaragua. Ce texte, qui est un succès diplomatique pour le président Somoza met fin à la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères (ou de leurs représentants) des pays membres, qui avait commencé jeudi.

Les tentatives des États-Unis et de la Jamaïque pour obtenir un rapport sur les violations des droits de l'homme au Nicaragua, ainsi que celles du Mexique pour condamner la répression dans ce pays, ont été repoussées par un bloc de pays formé principalement par les régimes militaires du continent. Le texte final évoque seulement l'aide humanitaire aux réfugiés et la mission d'enquête sur l'incident frontalier entre la Nicaragua et le Costa-Rica (le 14 septembre).

De nombreuses explosions ont eu lieu, dimanche matin, dans les quartiers pauvres de Managua ne provoquant que des dégâts matériels peu importants. Elles feraient partie d'une « tactique de harcèlement » contre la garde nationale que la « fraction

Press. 42 % des Américains jugent aujourd'hui son activité « positive » ou « excellente », et ce chiffre passe à 56 % pour la politique étrangère, contre 21 % en août.

Le président est déterminé à utiliser ce capital pour la promotion des candidats de son parti en novembre, mais aussi pour « se montrer », en prévision de la bataille présidentielle de 1980. L'accueil reçu au cours des voyages qu'il a faits dans divers États depuis une semaine a été nettement plus favorable que par le passé. Il reste à savoir si ce sursaut de popularité sera assez durable et puissant pour commander le climat politique dans deux ans, et, en attendant, pour endiguer en novembre le courant conservateur et antipoliticien.

MICHEL TATU.

(Aux États-Unis, les primaires n'ont rien à voir avec un premier tour à la française, bien qu'une inappropriété de plus en plus répandue chez nous amène à confondre les deux choses. Ce langage improprie ferait-il « moderne » ? Rappelons en tout cas que « primary » désigne la course à l'investiture de leur parti des aspirants à une candidature à une fonction électorale, qu'elle soit accordée ou non par appel à la consultation populaire. — A. C.J.)

### Révélation sur la France économique de 1940: Une leçon d'histoire pour aujourd'hui.

L'histoire économique des Français durant la dernière guerre restait à écrire. Le livre d'Alfred Sauvy jette un nouvel éclairage sur ce que fut alors la vie quotidienne.

A la lumière d'informations inédites qui démythifient beaucoup de choses, il tire des leçons de l'histoire. Par l'homme le mieux informé de France.

Alfred Sauvy. La vie économique des Français de 1939 à 1945. 264 pages. 50 F.

**FLAMMARION**

en français le liège décoratif se dit **HPK**

En exigeant H.P.K., le premier fabricant français de liège, vous êtes sûr de vous offrir le meilleur du liège : des dalles toujours bien jointes, parfaitement équerrees, un contact velouté grâce au ponçage, un aspect de finition irréprochable, une facilité de pose due à l'excellente préparation des faces à encoller.

De plus, les lièges H.P.K. sont stabilisés : ils sont ainsi beaucoup moins sensibles aux variations climatiques. Vous trouverez chez H.P.K. 47 décors-liège pour habiller en beauté vos murs, vos sols, vos plafonds. Ce choix vous est un privilège H.P.K.

Lièges H.P.K. pour qu'il fasse beau et chaud chez vous

HPK

En plus de votre demande nous vous offrons gratuitement un dépliant « liège » pour le transport de votre machine

Non Adhésif  
Vente par correspondance  
Code Postal  
M

### Argentine

#### UN DIPLOMATE FRANÇAIS BLÂMÉ ET RAPPELÉ À PARIS

Le ministre des affaires étrangères a décidé de rappeler l'attaché de presse de l'ambassade de France en Argentine, qui avait déclaré le 22 septembre à Buenos Aires que les « petits problèmes » franco-argentin appartenant désormais au passé (le Monde date 24-25 septembre). Le diplomate, M. Hubert de Germiny, faisait notamment allusion à l'enlèvement de deux religieuses françaises, disparues depuis décembre 1977.

Un communiqué du Quai d'Orsay, publié le lendemain, souligne que « les propos tenus par l'attaché de presse de l'ambassade de France en Argentine concernant les Français disparus ont été à titre personnel et ne correspondent en rien aux vues du gouvernement français ». « Cet attaché de presse, poursuit le communiqué, a fait l'objet d'un blâme et va être rappelé. » « L'intérêt porté par le gouvernement au problème des Français détenus et disparus en Argentine, et plus généralement à la cause des droits de l'homme, conduit le ministère des affaires étrangères, demeure entier. »

D'autre part, un communiqué officiel a annoncé, à Buenos Aires, qu'un journaliste, M. Luis Reinaudi, et un avocat, M. Norberto Yankelevitch, enlevés à leur domicile en Argentine le 21 septembre, sont détenus par l'armée argentine et actuellement interrogés « à propos d'activités qui pourraient être liées à des tentatives visant à troubler l'ordre et la paix publics ».

**AVEC 92,9% DE SUCCÈS AU BACCALAURÉAT 1978** (dont 38,5 % de mentions)

**FIDES** établit son nouveau record pour le série D et s'impose plus que jamais comme le **SPECIALISTE DE LA PRÉPARATION AUX EXAMENS**

Examen d'entrée à Sciences Po 1977 : 60% (moyenne nationale 24%) - B.E.P.C. 78 : 90% (moyenne nationale 24%)

enseignement primaire, secondaire et supérieur privé

10, avenue de La Bourdonnais 75007 PARIS ☎ 551.53.80

Seule adresse à Paris - Au pied de la Tour Eiffel

Un prix record plus un crédit gratuit pour votre première machine électrique

**L'ELECTRA II de SMITH-CORONA** la plus performante tout électrique la plus vendue au monde!

3 positions d'antenne  
Indicateur de fin de page  
Voyant lumineux  
Passe charge  
Touche de réimpression (en 30 ms)  
Touches à répétition  
Banc d'impression à réglages

Largé chariot de 22,7 cm.  
Support papier  
Réglage de la frappe  
Rapport arithmétique  
Commande rotative lettres  
Réglage descriptif de caractères

**892<sup>F</sup>** comptant ou avec Crédit Gratuit: 225<sup>F</sup> à commander (3 mensualités de 75<sup>F</sup>)

En plus de votre demande nous vous offrons gratuitement un dépliant « liège » pour le transport de votre machine

**En cadeau**

BON DE COMMANDE à découper et à adresser avec enveloppe affranchie au CLUB FAMILIAL B.P. 44 - 50 170 CHODOL

service 125

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville ou bureau distributeur .....

Valable jusqu'au 31/10/78. Remarque: les commandes de machines « Electra II » sont traitées en priorité.

Je vous prie de m'adresser votre machine à l'adresse ci-dessus.

Expéditeur: SMITH-CORONA

ACCUSE DE RÉCEPTION par chaque boutique de vente agréée par le distributeur officiel de la marque.

à l'adresse de: CLUB FAMILIAL, Club Code: le club familial

nos garanties :

- Garantie totale 1 an pièces et main d'œuvre dans toute la France métropolitaine.
- Garantie totale de satisfaction : si vous n'êtes pas entièrement satisfait, il vous suffira de nous renvoyer la machine sous huit jours. Nous vous remboursons immédiatement votre versement.

guerre ?

opinions

LES ÉLÉMENTS DE LA VIE  
COURSES  
CARTES  
BONNEMENTS  
Le club familial

# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### Sanglante fusillade près de Dortmund entre les policiers et des terroristes présumés

De notre correspondant

Bonn. — Au moment où s'ouvre dans la prison « modèle » de Stammheim le procès de l'avocat Siegfried Gotthelb Haag, auquel on reproche d'avoir organisé la « deuxième génération » de terroristes ouest-allemands, ceux-ci viennent d'enregistrer un nouveau revers. Au cours d'une fusillade le dimanche soir 24 septembre dans une forêt proche de Dortmund, deux suspects ont été blessés et arrêtés, non sans qu'ils aient au préalable tué un policier et touché sérieusement un second. Les terroristes présumés se livraient à des exercices de tir dans une forêt lorsque le bruit des détonations attira l'attention des habitants du voisinage. Les premiers policiers qui arrivèrent sur place furent immédiatement pris sous le feu d'armes automatiques et durent appeler des renforts. Au cours des engagements, un troisième terroriste présumé parvint à s'enfuir en emportant le pistolet automatique du policier qui venait de tomber sous ses balles.

L'homme arrêté, et qui se trouve dans un état grave à l'hôpital, n'est pas encore identifié de façon absolument certaine. Il paraît s'agir cependant de Michael Knoll, âgé de vingt-sept ans, frère de Hans Peter Knoll, qui est recherché depuis bien des mois. Dans le cas de Michael, la police avait obtenu un mandat d'arrêt contre lui il y a quelques jours seulement, après que l'on ait relevé ses empreintes digitales dans l'appartement occupé par Peter Stoll, le terroriste tué par un policier le 6 septembre à Düsseldorf.

La femme qui l'accompagnait pourrait être Angelika Spielert (vingt-six ans), qui comme beau-

coup d'autres membres des mouvements terroristes a travaillé dans le bureau de M. Croissant à Stuttgart. Les suspects arrêtés à Dortmund feraient partie de l'organisation montée par l'avocat Siegfried Haag, qui prit la relève d'Andreas Baader dans la direction du terrorisme ouest-allemand.

A en croire les interprétations de la presse, Haag aurait donné aux entreprises subversives un caractère tout à fait nouveau. Du temps de Baader, la plupart des terroristes étaient des « barbudos » et vivaient en communauté et se faisaient beaucoup trop remarquer. Haag aurait donc mis sur pied une organisation de « professionnels ».

Haag lui-même se laisse pourtant arrêter sans résistance lors d'un raid sur un barrage de police le 30 novembre 1976 le long de l'autoroute Hanovre-Francfort. En bureau de détention, il avait sur lui le dossier des attentats en préparation. La police ne parvint qu'avec retard à décoder le texte prévoyant les dispositions prises pour élever le banquier Jürgen Ponto, qui fut assassiné au cours de l'opération.

Avec plus de succès, les spécialistes parvinrent à comprendre que l'opération « Margarine » était planifiée par Siegfried Haag de concert avec Hanns Martin Schleyer, dont les initiales étaient celles d'une grande marque de margarine. En dépit de cet avertissement et des précautions prises, le mécanisme monté contre le chef du patronat ouest-allemand fonctionna d'une manière plus efficace que les contre-mesures de la police.

JEAN WETZ.

## République démocratique allemande

### LES DIOCÈSES PROTESTANTES DE BERLIN-EST PROTESTENT A LEUR TOUR CONTRE LA MILITARISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Berlin-Est (A.F.F.). — Les huit diocèses protestants et la direction centrale de l'Église de Berlin-Est ont adressé, dimanche 24 septembre, un rapport au synode de la Fédération des Églises de R.D.A., dans lequel sont critiqués et l'idéalisation de la vie militaire et la militarisation des coursages de la guerre et qui résultent de l'introduction d'une préparation militaire dans l'enseignement des enfants en Allemagne de l'Est.

Cette prise de position illustre à nouveau le malaise qui persiste en R.D.A. entre l'Église et les autorités de Berlin-Est, malgré les efforts qui avaient été faits de part et d'autre en faveur d'une certaine détente depuis un an. Elle fait suite aux deux récents suicides de pasteurs (« 10 Octobre » des 21 et 24-25 septembre), qui, bien que leur caractère politique n'ait pas été établi, ont eux-mêmes contribué à tendre les rapports des dirigeants protestants et du gouvernement.

Néanmoins plus que jamais se dessine au sein de la communauté protestante de R.D.A. un vaste mouvement de renouveau spirituel. Ce mouvement, qui repose sur un conservatisme religieux prononcé, a trouvé un écho non négligeable parmi les jeunes, qui se réunissent souvent à plusieurs milliers pour des prières communes. Cette renaissance de la piété se veut apolitique, mais prend facilement l'apparence de la contestation politique. À Berlin-Est, par exemple, des jeunes gens ont apporté à l'office des Jovets militaires, qu'ils ont jetés dans une poubelle placée près de l'autel.

## Suisse

### 82 % des votants approuvent la création du canton du Jura

Berne. — La satisfaction générale est à la mesure du vaste courant qui s'est dégagé à travers toute la Suisse en faveur de la création du nouveau canton du Jura. Par 1 309 722 oui contre 281 917 non, les citoyens helvétiques ont approuvé, lors du référendum du dimanche 24 septembre (« le Monde » du 23 septembre), la révision de la Constitution fédérale qui sanctionne l'entrée de ce vingt-troisième canton au sein de la Confédération. Dépassant les prévisions les plus optimistes, ce vote ne pouvait guère être plus clair : on enregistre, dans l'ensemble du pays, 82,3 % de oui contre seulement 17,7 % de non, et tous les cantons sans exception ont largement ratifié.

À Delémont, capitale du nouveau canton, une explosion de joie a salué ces résultats. Par milliers, les Juraissiens s'étaient rassemblés en fin d'après-midi sur la place de la Liberté pour fêter l'événement. « Citoyens, citoyennes, victoire ! s'est exclamé, do hant du balcon de l'hôtel de ville, M. François Lachat, président de

l'Assemblée constituante. Plus aucune entrave de nature formelle ne pourra désormais freiner l'essor de cet État qui les Juraissiens et les Juraissiennes ont voulu avec passion et pour lequel ils ont lutté. »

À Berne, le gouvernement fédéral s'est montré particulièrement satisfait. M. Willi Bitschard, président de la Confédération, a déclaré : « Notre pays, qui passe souvent pour conservateur, a su montrer que des changements sont possibles, même si ce qui a été construit depuis cent ans a fait ses preuves. »

Deux ombres demeurent cependant à ce tableau. Pour une décision de cette importance, la participation au scrutin n'est que faible : on a enregistré que 41,5 % de votants dans l'ensemble de la Suisse. D'autre part, cette proportion a été encore plus faible dans les cantons de langue française, dont on attendait pourtant qu'ils manifestent plus nettement leur solidarité au Jura.

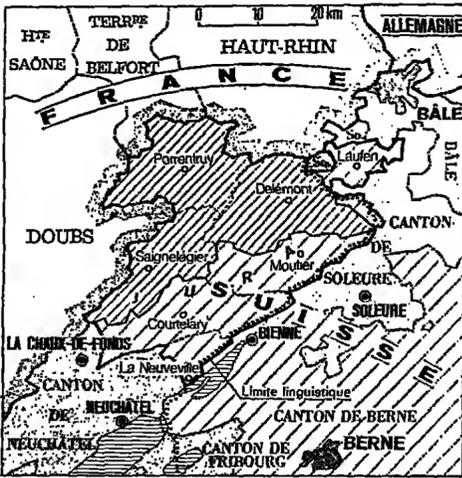
De notre correspondant

truy ou Saint-Ursanne, sur le Doubs, ont conservé un cachet médiéval, et, pour certains Suisses, l'atmosphère y est déjà presque française.

Regroupant l'étroit district de Porrentruy, des Franches-Montagnes et de Delémont, le nouveau canton compte soixante-sept mille habitants, dont cinquante mille catholiques et dix mille protestants, répartis dans quatre-vingt-deux communes. Par sa population, qui constitue un peu plus de 1 % du total de la Confédération, le Jura se situe au vingtième rang des cantons

subventions fédérales par an pour ses équipements collectifs. Son avenir économique sera sans doute tributaire de l'évolution de l'horlogerie, secteur particulièrement touché par la constante revalorisation du franc suisse. Mais de nombreux Juraissiens espèrent que la création du nouveau canton contribuera à stimuler l'essor économique de la région.

D'ailleurs, la République du Jura ne se veut pas seulement un nouveau canton, mais aussi un canton nouveau. Cette volonté de modernisme se reflète dans l'acte de la constitution que s'est donnée le Jura, même si, dans l'ensemble, elle ne diffère



Partie du Canton de Berne concernée par la voie

suisses. Avec 327 kilomètres carrés, il occupe la quatrième place pour la superficie. Sa population — 34 % des Juraissiens ont moins de vingt ans — est relativement plus jeune que dans le reste de la Suisse, et l'immigration étrangère y a aussi été moins forte qu'ailleurs.

Région longtemps agricole et d'élevage, le Jura s'est rapidement industrialisé depuis l'invention de la montre. Aujourd'hui, 58 % de ses habitants sont occupés dans l'industrie, dont plus de la moitié dans l'horlogerie. Faiblement urbanisés, le Jura compte surtout des petites et moyennes entreprises, dont vingt-quatre seulement sur deux cent trente emploient plus de cent personnes. Douze pour cent des Juraissiens travaillent encore dans l'agriculture, soit deux fois plus que la moyenne helvétique. Moins développé qu'ailleurs, le secteur tertiaire n'occupe que 31 % de la population. La mise en place d'une administration cantonale d'environ quatre cents fonctionnaires devrait entraîner la création de nouveaux emplois.

Appartenant à la catégorie des cantons financièrement faibles, le Jura devrait recevoir quelque 2 millions de francs suisses de

guère des autres chartes cantonales. Ainsi, l'article premier définit la République jurassienne comme « un État démocratique et social fondé sur la fraternité ». Pour la première fois en Suisse, il est expressément prévu de créer un bureau de la condition féminine, et la majorité civique est fixée à dix-huit ans. Selon l'article 11, la censure est interdite. Sur le plan social, le droit au travail est reconnu. L'État a notamment pour tâche de veiller à l'application du principe : « travail égal, salaire égal ». Le droit de grève et le droit au logement sont également inscrits dans la loi fondamentale. Dans le domaine de l'éducation et de la culture, l'État est tenu de favoriser « l'illustration de la langue française ».

Sur le plan politique, les citavages sont à peu près analogues à ceux du reste de la Suisse. On note cependant une légère prépondérance des démocrates-chrétiens, qui représentent 30 % de l'électorat, suivis par les radicaux et les socialistes.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

### En réponse à MM. Krieg et Debré

#### M. DE GURINGAUD : la résolution de l'Assemblée européenne sur les armements est « nulle ».

La résolution de l'Assemblée parlementaire européenne demandant « un programme d'action européen pour (...) la production d'armements classiques » (le Monde du 19 juin) « se situe hors des compétences de l'Assemblée et hors du champ d'application des traités », a répondu, dans le Journal officiel du 23 septembre, M. de Guringaud à des questions de MM. Krieg et Debré (députés R.P.R. de Paris et de la Réunion). « Le texte de la résolution est, bien entendu, nul et de nul effet », précise le ministre des Affaires étrangères.

Cette résolution avait été adoptée le 14 juin malgré l'opposition des communistes français et des gaullistes. M. Krieg avait demandé au gouvernement quelle suite il entendait donner à cette

affaire. M. Debré avait demandé à son ministre s'il n'entendait pas protester contre l'attitude de la Commission, « qui s'est déclarée compétente pour étudier le problème de l'armement alors que les affaires de la défense ne relèvent en aucune façon de ses attributions ».

Il lui demandait aussi s'il ne jugeait pas nécessaire de prendre « des garanties quant à l'ordre du jour de la future Assemblée élu par le peuple européen ». (Le thème est souvent développé par M. Debré pour s'opposer aux élections européennes.) M. de Guringaud répond que la Commission a eu une attitude « nuancée » en soulignant que seuls les aspects commerciaux et industriels de l'armement étaient de son ressort.

## L'informatique Hewlett-Packard se juge aux résultats.



### « A la Camif, les ordinateurs Hewlett-Packard ont réduit les délais d'expédition de 30 % »

Tous les jours, la Camif, 3<sup>e</sup> entreprise de vente par correspondance, doit assurer le traitement de 8 000 commandes, procéder à 12 000 expéditions, encaisser 8 000 chèques, avec la plus grande fiabilité et rapidité.

Pour réaliser son système de gestion, elle a fait l'acquisition de quatre systèmes répartis HP lui permettant de réaliser certains de ses objectifs administratifs, de réduire ainsi de 30 % les délais d'expédition et d'économiser jusqu'à deux jours de valeur sur ses encaissements.

Le réseau de quatre HP 3000 série II interconnectés desservis par 115 terminaux HP de saisie de données, assure le traitement des commandes, la gestion des stocks, les prévisions de vente et la comptabilité générale et analytique de l'entreprise.

Quelle que soit la taille de votre entreprise, votre secteur d'activité, Hewlett-Packard offre une solution personnalisée

à tous vos problèmes de calcul ou de gestion. La gamme informatique Hewlett-Packard est très complète : elle s'étend des systèmes de calcul aux réseaux de systèmes distribués.

Ces produits, ces systèmes sont conçus et fabriqués par Hewlett-Packard. En France, l'unité de production de Grenoble développe et met au point un certain nombre de matériels dont elle assure aussi l'exportation dans le monde entier. Au-delà de la vente, Hewlett-Packard offre à ses clients une véritable collaboration pour que l'utilisation du matériel choisi réponde efficacement à leurs besoins particuliers et assure un service après-vente rapide, en tout lieu et quelle que soit l'heure.

Pour mieux nous connaître, contactez-nous : Hewlett-Packard France, ZI. de Courtabœuf, BP 70. 91401 Orsay cedex - Tél. 907 78 25.

HEWLETT HP PACKARD

صكنا من الامم

EUROPE

Italie

Les mystères de l'affaire Moro

Les polémiques sur l'affaire Moro relançant l'activité politique à Rome. M. Fanfani commence à contester ouvertement la ligne du gouvernement, et les républicains envisageraient de quitter la majorité.

Là-dessus, un journal d'extrême gauche, « Il Quotidiano del Lavoratore », a publié, le samedi 23 septembre, une interview de M. Giulio Andreotti. Le président du conseil y laisse entendre que les huit lettres inédites de l'otage ont pu être diffusées par la propre famille de celui-ci qui, en tant que partie civile, avait demandé et obtenu une copie de tous les documents. Or l'avocat de la partie civile n'est autre que M. Giuliano Vassalli, ex-candidat socialiste à la présidence de la République. M. Vassalli a vivement protesté contre ces insinuations qui démontrent, selon lui, une volonté de détruire son parti. Le démenti embarrassé de la présidence du conseil ne suffit pas à éclaircir ce nouveau mystère.

Invokant la nécessité d'une « troisième voie », M. Andreotti a souhaité que les communistes sortant du « gne » où ils se trouvent actuellement entre opposition et gouvernement demande d'attendre la fin de la législature (dans trois ans) - des élections anticipées n'ayant jamais réglé les problèmes en Italie -.

De notre correspondant

Rome. — L'affaire Moro ne s'est pas conclue le 9 mai dernier avec l'assassinat du président de la démocratie chrétienne. Elle ne cesse de rebondir, illustrant les propos de l'otage lui-même, qui, de sa prison, écrivait au monde politique : « Vous ne vous débarrasserez pas de moi facilement. » Quatre mois et demi après ce drame, le mystère reste entier. Il grossit même, puisque de nouvelles questions sont soulevées chaque jour et nourrissent la thèse du « complot ». On est assailli de rumeurs, d'informations non contrôlées, de dénégations, parfois de simples suppositions qui, vraies ou fausses, finissent toutes par être utilisées à des fins politiques.

Il est clair que certains se servent du cadavre de Moro pour régler de vieux comptes ou gagner quelques points aux prochaines élections. Mais on ne peut exclure que des forces, italiennes ou étrangères, relancent sciemment l'affaire pour « déstabiliser » la vie politique. Il s'agirait en somme d'un complot a posteriori, d'une utilisation du drame par des groupes qui ne l'auraient pas forcément provoqué. Cela n'exclut pas que l'enlèvement et l'assassinat du président de la D.C. ait eux-mêmes procédé d'une conjuration.

Deux faits essentiels ne peuvent être oubliés quand on évoque Aldo Moro. D'une part, le catholique sexagénaire, destiné à devenir président de la République, était le principal artisan de la politique d'union nationale. D'autre part, son enlèvement est intervenu quelques heures avant un débat parlementaire qui devait faire entrer les communistes dans la majorité. La victime n'a donc pas été choisie par hasard. Et ce n'est pas un hasard si son cadavre devrait être découvert, cinquante-quatre jours après le rapt, à égale distance des sièges de la démocratie chrétienne et du P.C. Il s'agit bel et bien d'une affaire d'État.

L'affaire Moro est suffisamment mystérieuse pour qu'on n'en

rajoute pas. Pourtant, nombre de journaux italiens — qui avaient eu une attitude discutable pendant la détention de l'otage — s'ingèrent à construire de nouvelles énigmes avec une grande agilité. La rumeur ne manque pourtant pas : des dizaines de points, touchant aux faits eux-mêmes ou à leur utilisation politique, n'ont pas encore été éclaircis.

Les Brigades rouges étaient-elles capables de refuser cet enlèvement sans des appuis extérieurs ? Oui, répondent des spécialistes. On peut imaginer qu'un groupe de terroristes se soit entraîné au tir, qu'il ait parialement calculé son coup, prenant par surprise les forces de l'ordre et le monde politique. Toute l'affaire — de l'attentat à l'assassinat — peut se comprendre dans cette perspective. Si plusieurs détails sont suspects, aucun n'est inexplicable et n'implique nécessairement une participation d'agents secrets, italiens ou étrangers.

Ce ne sont pas les faits matériels qui nourrissent la thèse de l'enlèvement-complot, mais le raisonnement : beaucoup de monde — à gauche comme à droite, à l'Est comme à l'Ouest — avait intérêt à éliminer Moro, l'homme du compromis avec les communistes, le symbole de l'anti-Yalta. Son assassinat n'ayant apparemment rien changé à la situation politique, ces mêmes forces, ou d'autres, seraient désireuses de relancer la tension. Il reste à le démontrer et à s'entendre sur le sens des mots : si l'on entend par « complot » des simples manœuvres politiques, tout le monde complotait à Rome, tout au long de l'année.

Ce qui est très différent d'une tentative de « déstabilisation », opérée en dehors des partis, comme le furent les bombes de la période 1969-1974. Moro avait-il subi des pressions pour se retirer de la vie politique ? Certains de ses proches le laissent entendre avec insistance. On sait, en tout cas, que le président de la D.C. était inquiet.

« Ils nous le feront payer ! »

Deux témoignages frappent particulièrement. Le premier est celui de Franco di Bella, directeur du *Corriere della Sera*. Ayant rendez-vous au bureau de Moro quelques semaines avant le rapt, il fut bizarrement accosté, au pied de l'immeuble, par deux hommes armés qui prirent rapidement la fuite. En apprenant cet épisode, Moro fut bouleversé, déclarant à son interlocuteur : « Nous sommes au temps des catombes. »

Le deuxième témoignage est celui d'un ami de la victime, le sénateur démocrate-chrétien Vittorio Cervone, qui vient de déclarer à *L'Espresso* : « Moro disait : « Tu verras, ils nous feront payer » notre ligne politique. »

Mais qui nous fera payer, demandait-il ? — Nos adversaires, intérieurs et extérieurs. Il m'arrive la même chose qu'à Berlinguer. Lui, il n'est pas compris en Union soviétique ; moi, je ne suis pas compris aux Etats-Unis et, pour une part, en Allemagne. »

Jusqu'où sont allés les contacts avec les ravisseurs pendant la détention de Moro ? Il est établi que les terroristes ne se sont pas contentés de téléphoner à des journaux pour indiquer le lieu où se trouvaient des communiqués ou des lettres de l'otage. Des membres de la famille, des collaborateurs et des amis de l'homme d'État ont également entendu leur voix, à plusieurs reprises. C'est Moro lui-même qui fournissait les numéros de téléphone à ses gardiens. La police est persuadée que les contacts n'étaient pas à sens unique : les proches de Moro pouvaient joindre les terroristes.

Certains partisans de la négociation laissent entendre — comment l'ont-ils su ? — que les Brigades rouges étaient prêtes à traiter ou même à se contenter de la libération d'un seul prisonnier en échange de Moro. On aurait laissé passer cette chance. En privé, des hommes politiques vont même jusqu'à affirmer que, parmi les ravisseurs, des « colombes » et des « faucons » s'affrontaient. Le sénateur Cervone fait état, pour sa part, d'un message

de Moro qui aurait été enregistré sur bande magnétique quelques jours avant l'assassinat. Bref, certains particuliers semblent être mieux renseignés que la police...

D'autres questions restent, pour le moment, sans réponse. Elles n'ont pas trait seulement aux bizarreries d'une enquête difficile. On parle avec insistance de photographies qui auraient été prises au moment de l'attentat. Où sont-elles ? Les ravisseurs avaient promis, dans leurs derniers messages, de « communiquer au peuple » certains résultats du « procès » de Moro. Pourquoi se taisent-ils depuis l'assassinat ? Huit lettres de l'otage, inédites jusqu'à présent, ont été publiées à la mi-septembre. Par qui et dans quel but ? Corrado Alunni, considéré comme l'un des chefs des Brigades rouges, a été arrêté le 13 septembre à Milan. La presse l'a su le soir même, ce qui a été « catastrophique » pour la suite de l'enquête, selon l'un des magistrats instructeurs. Qui a vendu la mèche et pourquoi ?

La manière même dont les forces politiques posent ces questions n'est pas toujours innocente. Les équipes dirigeantes des trois principaux partis se sentent, chacune, victimes d'un complot. Les démocrates-chrétiens se déclarent persuadés qu'on veut les détruire après avoir abattu leur chef. Les communistes estiment que toutes ces manœuvres ne visent qu'à les rejeter dans l'opposition. Les socialistes, enfin, pensent qu'on veut leur faire payer le fait qu'ils ont été favorables à un compromis avec les ravisseurs.

Le citoyen moyen a bien du mal à se retrouver dans tant de machiavélisme. Habitué aux procès interminables et aux escouades qui se terminent en queue de poisson, les Italiens pensent que l'affaire ne sera pas éclaircie de sitôt. L'éditionnalisme de droite (Tudò, Lombardi) ne croyait pas si bien dire en mars dernier : « Moro appartient à ce type de protagonistes qui, lorsqu'ils disparaissent, laissent un vide encore plus grand que l'espace qu'ils avaient occupé. »

R. S.

LE NOUVEL observateur

Après le sommet de Camp David, Anouar El Sadate, le président égyptien, a été vivement critiqué par les Palestiniens et les pays arabes du « Front du refus » qui lui reprochent d'avoir cédé devant Begin.

Pourquoi le leader égyptien a-t-il fait ces apparentes concessions à Begin et à Carter ?

Qu'attend-il, en échange, du président américain ?

Le refus des Saoudiens et des Jordaniens d'accepter les décisions de Camp David est-il définitif ?

Jean DANIEL, Josette ALIA, et les correspondants du Nouvel Observateur à Jérusalem, à Damas et à Washington ont voulu savoir quels sont :

les atouts secrets de Sadate cette semaine dans le Nouvel Observateur



UN NUMERO EXCEPTIONNEL DU NOUVEL observateur

# AFRIQUE

## LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

### Le congrès du Polisario examine l'opportunité de maintenir le cessez-le-feu

Alors que le Front Polisario presse Nouakchott d'adopter une position claire sur le problème du Sahara occidental, le chef de l'Etat mauritanien, le lieutenant-colonel Mustapha Ould Mohamed Salek, a fait une ouverture en direction d'Alger. « Les relations de la Mauritanie et de l'Algérie, a-t-il déclaré, ne doivent pas être subordonnées au conflit du Sahara occidental. Sans opposition formelle de l'Algérie, nos relations avec ce pays devraient être des

relations de fraternité ou au moins de bon voisinage et d'amitié. » Le chef de l'Etat, qui a mis l'accent sur le caractère provisoire de la présence des troupes marocaines en Mauritanie, a également démenti les propos qui lui ont été prêtés par Rabat et selon lesquels son pays s'efforcerait d'absorber le Front Polisario dans le cadre d'un règlement du conflit. « Nous sommes simplement convaincus de la nécessité de trouver rapidement une solution de paix globale au Sahara », a-t-il dit.

Alger. — Le quatrième congrès du Front Polisario, qui se tient les 25 et 26 septembre « quelque part dans les territoires libérés », au sud de l'Indouf, revêt une importance particulière en raison de la situation créée par le renversement, en juillet, du président Mokhtar Ould Daddah par un groupe d'officiers désireux de parvenir à la paix. Ces assises se prononceront notamment sur l'opportunité de maintenir le cessez-le-feu décidé par le Front sur le territoire mauritanien, dès le 12 juillet, et scrupuleusement respecté jusqu'à présent.

Pour M. Mohammed Salem Ould Salek, ministre de l'Information de la République arabe sahraïe démocratique, c'est de la proclamation de ce cessez-le-feu que date l'instauration d'un climat favorable à la paix. « Nous sommes les seuls, jusqu'à présent, à avoir agi de façon concrète pour instaurer une détente et amorcer une dynamique de paix, nous a-t-il dit. Os vagues déclarations d'intention ont répondu, jusqu'à présent, à notre initiative. Nous ne pouvons nous en contenter. »

Les dirigeants du Front gardant une prudente réserve à l'égard de l'activité déployée, ces dernières semaines, par M. Giscard d'Estaing et le président Ivorian, M. Houphouët-Boigny, « il ne faudrait pas, nous a déclaré à ce propos M. Ould Salek, que l'on réédite l'erreur commise lors des accords de Madrid en 1975 et que l'on tente de régler le problème du Sahara occidental en dehors du peuple sahraï et de ses légitimes représentants. Notre représentativité, nous l'avons prouvée par les armes et sur le terrain. Rien ne peut se faire sans nous. »

Pour les Sahraouis, l'éventuelle création d'un « Etat-croûton » dans la seule partie rattachée à la Mauritanie constitue une absurdité. « De quel vifrait un tel pays, nous a demandé M. Ould Salek, puisque la Maroc a pris la contrôle des richesses du territoire au particulièrement du phosphate ? »

Notre interlocuteur dénonce « l'intransigence du roi Hassan II et sa prétention à régner la région en fonction de ses intérêts. L'obstination du Maroc et le chantage qu'il exerce, grâce à la présence sur la sol mauritanien de quelque neuf mille hommes des forces armées royales, ne pourront servir d'excuse ou de justification aux dirigeants de Nouakchott. S'ils veulent vraiment la paix, ils doivent la prouver par des actes et dépasser le stade des déclarations vagues qui entretiennent la confusion et l'équivoque. »

Les quelque trois cents congressistes désignés par la population des camps de réfugiés, les combattants et les organismes du Front, vont être

● La Société nationale industrielle et minière (SNIM), entreprise d'Etat de six mille employés, fondée en 1972 pour assurer le contrôle des principales ressources industrielles et minières de la Mauritanie, a été transformée en société d'économie mixte. Cette décision a été prise par le conseil des ministres dans la perspective de l'exploitation de nouveaux gisements au nord de Zouérate, nécessitant un investissement de 400 millions de dollars. L'Etat conserve 51 % du capital de la nouvelle société, les principaux actionnaires étant l'Arab Mining Company (Jordanie), la Banque Islamique (Arabie Saoudite) et une entreprise koweïtienne. La Libye et l'Irak ont également annoncé leur intention de participer. — (A.F.P.)

**LOTO**  
c'est pas cher

### De notre correspondant

appelés à se prononcer sur toutes ces questions et à définir le programme et la stratégie du mouvement pour les années à venir. Quelles que soient les difficultés qui restent à surmonter, la situation se présente bien plus favorablement pour lui que lors du précédent congrès d'août 1976.

Aujourd'hui, la chute du président Ould Daddah, qui avait apporté sa caution à l'action du roi Hassan II, est de nature à entamer considérablement la position marocaine dans les instances internationales et, particulièrement, à l'O.U.A. Les Sahraouis estiment qu'il sera beaucoup plus difficile désormais à Rabat d'empêcher la réunion du sommet extraordinaire de l'O.U.A. décidé à l'île Maurice en 1978. Celui-ci doit être préparé par un comité ad hoc, dont la création a été décidée par

### Le sommet ordinaire de Khartoum en juillet

Le chef de l'Etat, qui a mis l'accent sur le caractère provisoire de la présence des troupes marocaines en Mauritanie, a également démenti les propos qui lui ont été prêtés par Rabat et selon lesquels son pays s'efforcerait d'absorber le Front Polisario dans le cadre d'un règlement du conflit. « Nous sommes simplement convaincus de la nécessité de trouver rapidement une solution de paix globale au Sahara », a-t-il dit.

En attendant, les combattants du Front ont porté leurs efforts sur les forces stationnées au nord du Sahara occidental et lancé même des raids jusqu'en territoire marocain dans les provinces de Tarfaya et de Tan-Tan. Le Polisario a fait état ces derniers jours de très nombreux accrochages. Il a annoncé notamment qu'il avait abattu au nord de Smera un chasseur F-5 marocain et capturé son pilote, un capitaine. Des commandos du Front, utilisant des canots pneumatiques, auraient également mitraillé des bateaux de pêche au large des côtes du Sahara.

DANIEL JUNQUA.



## Bertrand Tiburce, René Géron, Artisans

### Artisans en publicité

Nous pensons que la créativité de l'artisan peut enrichir la rigueur du publicitaire, à condition de pouvoir s'épanouir dans une structure d'agence conçue à cet effet. C'est le but que nous nous sommes fixé en créant Tiburce Géron et Associés Mc Connells.

### Grand orchestre ou homme-orchestre ?

La spécificité des problèmes de chaque annonceur a conduit les agences de publicité à recourir à un nombre croissant de techniciens.

A priori seule une grosse structure peut tendre à intégrer ces spécialistes; elle peut alors offrir un "service complet" en accroissant d'autant les charges qu'elle répercute à l'ensemble de ses clients, y compris à ceux qui n'utilisent qu'une partie de ce service.

A l'opposé des structures pléthoriques, se sont développées des structures légères constituées d'un nombre limité de publicitaires polyvalents. Les hommes deviennent plus responsables, le coût de la prestation s'abaisse... et parfois son niveau.

### Le travail en miettes

Le choix pour un annonceur, entre une agence de type grand-orchestre et une agence de type homme-orchestre, constitue en fait une fausse alternative si l'on réalise que toute agence remplit une double fonction auprès de ses clients: la fonction d'analyse de problèmes, qui débouche sur la définition d'une stratégie globale, puis la fonction d'exécution de cette stratégie. Cette seconde fonction fait appel aux techniciens dont chacun n'est responsable que d'une parcelle de la campagne publicitaire.

### Mieux vaut s'adresser au Bon Dieu qu'à ses Saints

Notre idée est simple: nous avons créé une structure qui

## AU COURS DE LEUR RENCONTRE AU NIGÉRIA

### M. Callaghan et le président Kaunda se sont mis d'accord sur un plan d'action en Rhodésie

De notre correspondant

Londres. — La Grande-Bretagne entreprendra de nouveaux efforts pour aboutir à un règlement négocié en Rhodésie et adoptera une attitude très ferme sur le problème de la Namibie. Tel est le résultat le plus net, dit-on dans les milieux officiels, des entretiens du premier ministre, M. Callaghan, avec le président Kaunda de Zambie, et le général Obasanjo, président du Nigeria, au cours de son voyage éclair dans la petite ville de Kano (Nigéria). D'une manière générale, on se déclare très satisfait de ces conversations qui ont permis à M. Callaghan, dit-on, de réaffirmer la détermination britannique de coopérer avec les leaders africains et, du même coup, de renforcer la crédibilité de la Grande-Bretagne, passablement ébranlée par les révélations récentes sur les violations, commises et tolérées par les gouvernements britanniques, de l'embargo pétrolier contre la Rhodésie.

Cette affaire, qui avait tant mécontenté le président Kaunda et ses, en fait, à l'origine du voyage de M. Callaghan, n'aurait tenu qu'une place très limitée dans les entretiens. Le président zambien aurait décidé d'oublier le passé moyennant l'engagement de M. Callaghan d'assurer à son pays une assistance technique et financière supplémentaire. En même temps, les pré-

sidents Kaunda et Obasanjo auraient donné l'assurance à M. Callaghan que des représailles n'étaient pas envisagées actuellement contre les propriétés et installations britanniques dans leurs pays respectifs.

La confiance ainsi rétablie, M. Callaghan et le président Kaunda ont discuté de la prochaine initiative anglo-américaine en vue d'aboutir à une solution du problème rhodésien. Les deux hommes d'Etat se sont mis d'accord sur un plan d'action dont le détail n'a pas été précisé. Apparemment, le gouvernement britannique, après consultation avec Washington, est décidé à aller de l'avant en tenant la grande conférence projetée, même en l'absence de certaines des parties intéressées. M. Graham, représentant britannique chargé de mission à Salisbury, doit reprendre contact avec tous les participants, mais on laisse entendre que la conférence aura lieu même si M. Smith et les membres du gouvernement transitoire n'y participaient pas. De son côté, le président Kaunda va s'efforcer de faire revenir M. Nkomo sur sa décision de ne pas prendre part à cette réunion. Le leader nationaliste, au cours d'une interview radiodiffusée, a maintenu son intention d'être absent de cette conférence, et, d'autre part, il a déconseillé aux

Britanniques de revenir en Rhodésie. A cet égard, on précise à Londres qu'aucun contact n'a été pris avec M. Smith, contrairement à certaines informations laissant entendre que le premier ministre rhodésien souhaiterait maintenant négocier avec Londres un retour à la normalité, c'est-à-dire rendre à la Grande-Bretagne ses anciennes responsabilités administratives et militaires. En tout état de cause, dit-on, il n'est pas question d'enlever des troupes britanniques en Rhodésie ou en Zambie. La question n'a rien été discutée à Kano.

HENRI PIERRE.

### LA LOI MARTIALE EST PROCLAMÉE DANS CERTAINES RÉGIONS DE RHODÉSIE

Salisbury (A.F.P., A.P., Reuters). — Les forces rhodésiennes se sont réunies à Salisbury samedi 23 septembre après quatre jours d'opérations contre les bases de maquisards nationalistes. Un communiqué publié dimanche indique que tous les objectifs de l'armée ont été atteints, mais ne fait pas mention des pertes enregistrées de part et d'autre.

Le communiqué révèle qu'il y a eu des affrontements avec l'armée régulière mozambicaine près de Chimololo, à une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur du territoire du Mozambique. C'est dans cette région que se trouve le quartier général de l'armée de libération nationale du Zimbabwe, l'organisation militaire du dirigeant nationaliste noir Robert Mugabe.

Par ailleurs, le général Peter Wallis, chef d'état-major de l'armée rhodésienne, a proclamé dimanche la loi martiale dans certaines régions.

« La loi martiale ne veut pas dire que les forces de sécurité seront autorisées à faire n'importe quoi, précise un communiqué. Elle doit permettre de donner aux forces de sécurité une plus grande liberté d'action pour juguler avec plus d'efficacité la menace terroriste; elle sera appliquée de bonne foi et de façon responsable. »

Il semble que le communiqué ait été volontairement formulé de façon vague et équivoque. Il ne précise pas quelles sont les régions concernées par cette mesure, et les autorités militaires n'ont pas donné plus de précisions.

On ignore pour l'instant quelles seront les nouvelles prérogatives des forces gouvernementales à la suite de cette décision, le couvre-feu étant déjà en vigueur dans une grande partie du pays et les militaires jouissant d'une totale impunité pour toute action commise « de bonne foi ».

**Une nouvelle formule de cours du soir**

UN SAMEDI TOUS LES 15 JOURS UN SOIR PAR SEMAINE PENDANT 3 MOIS

**COURS DISPENSES**  
COMPRENDRE ET VIVRE LE MARKETING  
GESTION FINANCIÈRE ACTUELLE ÉCONOMIQUE  
FONCTION PERSONNELLE RELATIONS HUMAINES  
LA PRISE DE DÉCISION

2 sessions par an : inscriptions reçues dès maintenant.

Attestation de fin d'Etudes Possibilité de prise en charge par l'employeur

Documentation détaillée : Nom : Prénom : Adresse :

**CNCF CSSE**  
1, rue Monsieur le Prince 75003 Paris (Intra Muros) Tél. 328.70.50

**TGA mcconnells**  
Agence Conseil en Publicité et Marketing  
1, rue de Turbigo 75001 PARIS  
Téléphone: 236.04.14  
Télex: TGA 220 309

صكرا من الالصل

ASIE

Afghanistan

Plusieurs milliers de Pathans opposés au régime se seraient réfugiés au Pakistan

Islamabad (A.F.P.). — Plusieurs milliers d'Afghans, fuyant le régime révolutionnaire du président Taraki ont trouvé refuge au Pakistan au cours des dernières semaines, apprend-on de sources bien informées à Islamabad.

Ces réfugiés au nombre de huit ou neuf mille, selon les estimations les plus dignes de foi, ont émigré avec leur famille, leur mobilier et leur bétail dans les zones tribales de Dir et de Chitral, au nord-ouest du Pakistan, ainsi qu'au Waziristan, dans l'ouest du pays, précise-t-on de nos sources.

Des rumeurs de combats, parfois extrêmement violents, opposant l'armée afghane aux tribus païennes de l'est du pays, ont circulé à Islamabad depuis le renversement du président Daoud, le 27 avril dernier. Les nouvelles autorités procommunistes de Kaboul n'ont jamais fait état officiellement de l'existence d'une guérilla dans cette région.

Des mouvements d'opposition au régime de M. Taraki, considérés immédiatement après le coup d'Etat, notamment le Heisti-Islami, d'inspiration religieuse, ont revendiqué plusieurs coups de main contre des postes isolés. Selon ses opposants, l'opposition est intervenue à diverses reprises contre les tribus, et les combats auraient fait plusieurs dizaines de morts dans chaque camp.

configuration montagneuse de la partie orientale de l'Afghanistan ont interdit jusqu'ici toute vérification sérieuse de l'importance de la guérilla, par des observateurs étrangers.

Du côté pakistanais, on affirme de sources informées que le mouvement d'Etat a commencé quelques jours après le coup d'Etat et n'a pas cessé depuis. Islamabad n'a cependant pas fait état jusqu'à présent de l'arrivée de ces réfugiés, pour ne pas risquer d'altérer ses relations avec Kaboul. Les Afghans réclament en effet l'autodétermination des populations pathanes partagées en deux par la « ligne Durand », frontière née de la colonisation.

De plus, l'arrivée de réfugiés dans des zones montagneuses éloignées et pauvres pourrait avoir des conséquences importantes pour le Pakistan, notamment les observateurs à Islamabad. Les régions de Dir, Chitral et du Waziristan sont en effet chroniquement déficientes en vivres, notamment en céréales, et le gouvernement pakistanais ne contrôle que de loin ces zones frontalières qui n'ont jamais été totalement asséchées.

Leur administration est largement laissée au arbitrage des tribus, qui s'organisent selon le système ancestral de la Jirga, assemblée populaire des anciens. Souvent semi-nomades, les Pathans circulent à peu près librement entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Indonésie

LES CHRÉTIENS JUGENT DISCRIMINATOIRES LES RÉCENTES MESURES CONTRE LE PROSÉLYTISME

Djakarta (A.F.P.). — Une certaine agitation règne parmi les quelque dix millions d'Indonésiens chrétiens à la suite de la décision du gouvernement de limiter le prosélytisme dans ce pays à majorité musulmane.

Les principaux représentants des communautés catholiques et protestantes ont pris par deux fois ce mois-ci l'initiative sans précédent d'adresser des lettres au président Suharto, pour protester contre ce qu'ils ont appelé « l'abolition virtuelle de la liberté de religion en Indonésie ». Ils ont également affirmé que les décisions prises à ce sujet le mois dernier par le général Alamsyah, ministre des Affaires religieuses, étaient inconstitutionnelles, car l'article 29 de la Constitution garantit à tous citoyens la liberté de religion et celle d'accomplir ses devoirs religieux.

Les chrétiens considèrent que les décisions ministérielles sont discriminatoires car elles interdisent le prosélytisme aux seuls fidèles d'une des cinq religions officiellement reconnues du pays, surtout si la propagande religieuse est à ce moment en plein essor et que les moyens de persuasion tels que cadeaux, aliments ou médicaments.

La propagande religieuse au porte-à-porte est également interdite, ainsi que la distribution de tracts, livres et revues.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

LA DEMANDE D'EXTRADITION présentée par la justice américaine à l'encontre de trois officiers chiliens, dont le général Manuel Contreras, soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de M. Orlando Letelier, ancien ministre de Salvador Allende, sera examinée à huis clos par la Cour suprême. L'avocat représentant le ministère de la Justice américain, M. Alfredo Echeverry, avait demandé que la procédure soit publique. — (A.F.P.)

Chine

M. MICHEL PONIATOWSKI, ancien ministre d'Etat, président d'honneur du parti républicain, a été arrêté dimanche 24 septembre à Pékin pour une visite privée, sera mardi l'hôte à déjeuner de M. Teng Hsiao-ping et pourrait rencontrer, mercredi, le président Hua Kuo-feng, indique notre envoyé spécial à Pékin, André Foyeron. Cette arrivée coïncide avec le départ de M. Chi-rac qui a demandé que le contenu de ses entretiens avec les dirigeants chinois soit transmis à M. Giscard d'Estaing par l'intermédiaire du quai d'Orsay.

UN POÈTE CONTESTATAIRE chinois, victime d'une des dernières grandes purges d'intellectuels survenues au sein du parti communiste, avait même la fondation de la Républi-

que populaire, a été officiellement réhabilité.

Il s'agit d'Al Ching, nom de plume de Chiang Hui-cheng, qui avait fait ses études en France et dont certaines œuvres ont franchi les frontières. Son nom est réapparu samedi 23 septembre dans la presse officielle, alors qu'on ignorait tout de lui depuis les toutes premières années du régime communiste. Le Quotidien du peuple l'a en effet cité parmi les membres d'une délégation d'écrivains visitant le champ pétrolifère de Tsching, une réalisation majeure de l'industrie chinoise. — (A.F.P.)

Espagne

DEUX GARDES CIVILS ONT ÉTÉ TUÉS d'une rafale de mitrailleuse, ce lundi 25 septembre, dans la matinée, à Saint-Sebastien au pays basque espagnol. Un policier a, d'autre part, été tué, et quatre autres blessés samedi par l'explosion d'une bombe, à proximité de Vitoria, dans la province basque d'Alava. Ces deux attentats n'ont pas été revendiqués. — (A.F.P.)

Kenya

M. DANIEL ARAP MOI a été déclaré, samedi 23 septembre, seul candidat à la présidence de la Kenya African National Union (KANU), vacante depuis le décès de Jomo Kenyatta. Cette décision, annoncée par le comité exécutif du seul parti légal du Kenya, fait automa-

tiquement du président intérimaire l'unique candidat valable à la présidence de la République. Le dépôt des candidatures à la présidence de la KANU avait été prévu samedi matin, au lendemain d'un deuxième tour de scrutin décrété à la suite de la disparition de Kenyatta. Entre-temps, l'ensemble du personnel politique s'étant rallié à sa candidature, M. Moi a été le seul à se présenter au centre de conférences Kenyatta, siège de la KANU. Sa candidature, validée par le comité exécutif du parti, doit être soumise, le 6 octobre, à une conférence générale de la KANU. — (Corresp.)

Paraguay

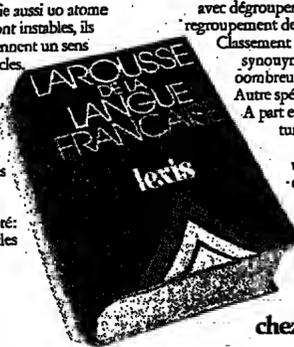
QUINZE PRISONNIERS POLITIQUES sont une grève de la faim depuis six semaines, dans différents lieux de détention d'Asuncion, en vue d'obtenir leur libération, annonce le Comité de solidarité avec le peuple du Paraguay. Deux d'entre eux, MM. Severo Acosta et Virgilio Barcelo sont privés de liberté depuis plusieurs ans. Un mouvement semblable avait été déclenché en juin dernier. Les grévistes avaient alors obtenu que quelques détenus soient aussitôt libérés, et une promesse, à ce jour non tenue, d'élargissement pour tous les autres prisonniers politiques. L'archevêque de la capitale, Mgr Rolon, a été désigné par les grévistes pour servir de médiateur avec le gouvernement.

Attention, glissement de sens.

"Célibataire" signifie aussi un atome non apparié. Les mots sont instables, ils changent de sens, ou prennent un sens nouveau au cours des siècles. Le Larousse de la langue française enregistre aussi ces nuances.

Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

Sa grande originalité: la construction des articles



avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires. Autre spécificité: une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

129 F chez votre libraire.

Larousse de la langue française: Le nouveau code de la langue.

senna selection

conseiller industriel chimie

SEMA recherche pour une mission de longue durée en Afrique Francophone un Ingénieur Chimiste âgé de 30 ans environ, ayant acquis une formation complémentaire en économie (licence, IAE, ...). Il sera détaché au sein de la Direction de l'Industrie ou le conseiller le Directeur pour la sécurité chimique. Il aura la responsabilité de l'ensemble des études (analyse de projets industriels, études de faisabilité, ...) et de la promotion des affaires nouvelles (recherche de partenaires montage, ...). Ce poste requiert un esprit généraliste et le goût de la fonction étude. A la rémunération de base à définir en fonction de l'expérience s'ajouteront les avantages habituels de l'expatriation (prime logement, etc.). Ecrire à C. Rodenhuser, à Montrouge. (Réf. 3664M)

consultant recrutement

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa délégation régionale à Lille un Consultant ayant déjà une bonne pratique de l'insertion des cadres dans les entreprises. Conseil en ressources humaines au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de potentiel humain, le recrutement et la sélection de cadres, etc. Ce poste conviendrait à un psychologue confirmé ayant une excellente connaissance de la vie des entreprises. La pratique d'une langue étrangère, allemande ou anglaise, serait appréciée, de même qu'une bonne connaissance de la Région Nord. Au salaire qui sera en rapport avec l'expérience s'ajoute un intéressement substantiel. Ecrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 7040M)

ingénieurs informaticiens de gestion

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division informatique plusieurs ingénieurs diplômés, confirmés ayant une première expérience en informatique de gestion, analyse et programmation, ou débutants. Selon leurs compétences, ils seront responsables, au sein d'une équipe, de travaux détaillés et du suivi de la réalisation des programmes, ou affectés à des postes d'assistance technique en clientèle pour participer à des études de gestion automatisée ou de systèmes informatiques. Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (X, ECP, Mines, INSA, ENSI, etc.), disposés à effectuer des déplacements et séjours en province et à l'étranger. Les rémunérations offertes dépendront essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats. Ecrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 10179M)

négoceurs grands projets

Un groupe suédois, dont l'activité s'exerce dans l'assistance aux sociétés qui participent aux grands projets de développement au Moyen-Orient, recherche des négociateurs internationaux. De 30 à 35 ans, ils auront à rechercher sur le marché international les entreprises intéressées à travailler en Arabie Saoudite, à leur présenter les programmes, à négocier des contrats d'assistance de toute nature en vue de leur agrément auprès des instances locales. Ces postes impliquent une très grande habitude des contacts à haut niveau. Une expérience commerciale dans une entreprise de génie civil internationale et la connaissance de l'Arabe seraient appréciées. Les candidats, titulaires d'un MBA américain de préférence, passant par l'Institut d'Etudes de l'Arabie, à Riyad; leur rémunération correspond au niveau recherché. Ecrire à P. Boyer, à Montrouge. (Réf. 10194M)

ingénieur commercial

Dans le cadre de son expansion, une importante société d'ingénierie recherche un ingénieur commercial pour la région du Nord. Rattaché au directeur commercial régional, en liaison avec les ingénieurs d'affaires et les ingénieurs techniques, sa mission sera de prospecter la clientèle potentielle, préparer les offres, rédiger les contrats, assurer le suivi commercial des affaires, et participer à la recherche de nouveaux créanciers. Agé de 30 ans minimum, le candidat souhaité, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Centrales, Mines, A.N., ...), possédant une expérience commerciale acquise au sein d'entreprises industrielles ou de commerce. Homme dynamique ayant un sens aigu de la vente, il est apte à concevoir et organiser. Pratique le français et l'anglais, il souhaite donner à sa carrière une dimension internationale. La rémunération sera liée à la valeur du candidat. Ecrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5043M)

responsable développement

Une agence française, polyproduits, orientée sur des spécialités, en croissance importante et pouvant faire état de bons résultats, recherche un nouveau collaborateur. Intégré dans l'équipe de direction, il consacrera ses efforts la première année à prospecter une cible déterminée de clients potentiels en majorité parisiens. Cette démarche commerciale en liaison avec les services techniques, le conduira à garder l'initiative dans la gestion de cette clientèle et à étendre son champ d'actions dans d'autres secteurs. On souhaite une personne d'un fort tonus et d'une bonne crédibilité dans un milieu d'hommes de marketing et de chefs d'entreprises, capable de participer avec aisance à l'élaboration d'un plan de campagnes publicitaires. La rémunération envisagée tiendra compte du niveau déjà atteint et comportera un intéressement à terme. La pratique de l'Anglais est souhaitable. Documentation sur demande. Ecrire à G.R. Besson, à Montrouge. (Réf. 3022M)

chef de fabrication région centre

Une Société Industrielle Française de grande réputation recherche pour une de ses unités de production, située dans une agréable villa du Centre de la France, un Chef de Fabrication. Celui-ci aura la responsabilité de l'ensemble de la production (approvisionnement, ordonnancement, production, expédition). L'atelier qui comprend environ 250 personnes fabrique des produits diversifiés à prédominance métallurgique. Pour réussir dans ce poste, le candidat devra posséder des qualités d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire. Il lui sera demandé une expérience de plusieurs années dans la direction des hommes en milieu industriel, si possible dans la branche métallurgique. Une aide à l'obtention d'un logement pourra lui être assurée. Ecrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 7063M)

spécialiste des techniques de distribution

Une des premières entreprises nationales du marché de l'habillement (CA : 2 milliards) développe la structure marketing de son siège parisien en recrutant un spécialiste des techniques de distribution. Elle lui confiera l'analyse permanente des informations (statistiques, panels, ...) à partir desquelles il élaborera la politique merchandising de l'ensemble des produits. Il sera responsable de son application par les forces de ventes régionales qu'il formera en les sensibilisant aux préoccupations de la distribution (rendement des linéaires, rotation, ...). Ce poste conviendrait à un candidat de formation E.S.C., âgé de 28 ans au moins, doté de bonnes qualités d'animation et possédant 4 ans d'expérience de merchandising, soit dans la distribution, soit chez un industriel de la grande consommation. L'importance des actions régionales à mener requiert une grande disponibilité. Ecrire à C. Rodenhuser, à Montrouge. (Réf. 3563M)

délégué commercial matériel pneumatique

Une société espagnole de dimension internationale, fabriquant et diffusant notamment des détermateurs pneumatiques et des compresseurs, recherche pour sa filiale française basée en région parisienne un Délégué Commercial. Celui-ci, au sein d'une petite équipe, devra assurer le développement commercial des produits sur l'ensemble de la France auprès d'une clientèle spécialisée. Le candidat, de niveau ingénieur, devra posséder de bonnes connaissances en moteurs diesel et en air comprimé. Il devra justifier de réelles qualités pour une activité technique et commerciale et d'une expérience dans ce domaine. La possession de la langue espagnole serait très appréciée. Le poste offre des possibilités d'évolution intéressantes. Ecrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 7064M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

- 92126 MONTRouGE - Centre Metro, 16-18, rue Barbès T64 (01) 657 13 00
89000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Delory T64 (20) 81 85 82
63008 LYON - 28, cours Vitton T64 (78) 89 25 82
13006 MARSEILLE - 9, place Félix-Baret T64 (91) 54 32 48



Conseil, Etudes, Ingénierie INFORMATIQUE, MARKETING ORGANISATION, FORMATION

MEURTHE-ET-MOSELLE : M. Servan-Schreiber reconnaît son « éclatante » défaite face à M. Yves Tondon (P.S.)

L'ampleur de la défaite de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a de quoi surprendre quand on se souvient du succès qu'il avait rencontré en se lançant dans l'aventure lorraine. C'était en juin 1970, également à l'occasion d'un scrutin partiel rendu nécessaire par la démission de M. Roger Soucheix (U.D.R.), en désaccord avec le gouvernement sur le tracé de l'autoroute Paris-Strasbourg.

Cette fois, c'est le Conseil constitutionnel qui a provoqué cette élection partielle en annulant le scrutin de mars dernier, et, contrairement à la tradition, M. Servan-Schreiber n'a pas bénéficié de la « prime » à l'investiture. Il est le cinquième des vingt-deux députés lorrains depuis le début de la V<sup>e</sup> République qui, sollicitant la confirmation de leur mandat, ont été battus.

An soir des résultats, dimanche 24 septembre, M. Servan-Schreiber a estimé que son « éclatante » défaite « dépassait évidemment les questions de personnes ». Selon lui, la question des reports de voix est négligeable. Il a ajouté : « Le marbre noir du chômage rend à juste titre sourd et aveugle. Les gens qui la subissent ou qui la redoutent, voilà la cri de la Lorraine, ce soir, qui concerne non seulement les Lorrains, mais tant et tant de Français. Mon seul devoir est de dire maintenant que si ce cri est entendu, si le sergent parce qu'il est déseigné, si le mérite de l'être, il méritait d'être compris. Il faut que tous les responsables, et personne ne sera dénoncé de ma part comme coupable de quoi que ce soit, sachent que le chômage tel que nous le connaissons ici et dans tant d'autres régions françaises rend révoltés et à juste titre chacune des familles qui le connaissent ou qui se sentent menacées. Voilà le sens de ce vote qui ne m'étonne pas. Et plus il est fort, ce cri, et plus à l'évidence il serait désirable de venir dans des calculs secondaires. Le chômage n'est pas supportable et il n'est pas supporté. Quand il atteint tant de jeunes par conséquent eux-mêmes et leur famille, — il est un phénomène national. Si ce cri est entendu, ce soir, il aura servi la Lorraine et le pays. »

Pour M. Yves Tondon, « le résultat concrétise la volonté populaire dans l'union des forces de gauche ». Il a souligné qu'au premier tour de nombreux électeurs avaient manifesté leur mécontentement « mais qu'au second « plus nombreux encore (avaient été) ceux qui ont voulu exprimer leur volonté de poursuivre la politique menée par le

gouvernement de M. Barre ». Il a poursuivi : « Il s'agit d'un désir d'aller vers un changement profond de politique, une politique qui donnerait à chacun le droit au travail, le droit à la concertation et à la réduction des inégalités. »

Commentant le « succès » de M. Tondon, M. François Mitterrand a noté que la reconquête du socialisme avec le mouvement populaire, comme à Nancy, « est une réalité politique qui n'est pas nouvelle mais accentuée depuis les dernières élections générales ». Il a ajouté : « Je ne suis pas sûr que les campagnes électorales dites à l'américaine soient le meilleur moyen de toucher nos populations qui souffrent beaucoup du chômage, de la hausse des prix et qui savent que le gouvernement gère mal les affaires du pays. Elles ont besoin de motifs de spectacle et plus de sérieux. Je n'ai aucun mot à prononcer sur le candidat qui n'a pas été élu, ce n'est pas mon genre. Mais je pense que ce succès socialiste est significatif d'un mouvement politique qui pourrait s'appeler bientôt un mouvement historique. »

Quant à M. Eric Hintermann, secrétaire général du P.S.D. (parti socialiste-démocrate), il a noté que la victoire de M. Tondon « a eu lieu dans un scrutin où l'on pouvait voter socialistes sans s'engager dans une politique communiste ». Il a expliqué : « Le même candidat n'a pas été battu en mars lorsqu'il avait fait une fracassante entrée il y a huit ans et trois mois, un empêchement de tourner en rond » qui était parfois inspiré, mais s'était placé en posture inconfortable. Après qu'il eut refusé en 1970 de jouer son rôle au sein d'une coalition qui était pourtant alors en pleine décomposition, il le retrouva en ce mois de septembre 1978 dans l'attitude d'un centriste « mal rallié », d'un « marginal », « assez étrange qui se réclamait très fort du président de la République (le scrutin de Nancy n'a pas de quoi réjouir M. Giscard d'Estaing), mais ne laissait jamais passer l'occasion de critiquer M. Barre. Aussi bien n'a-t-il récupéré au second tour que 41,53 % des suffrages exprimés alors qu'au premier, lui-même, M. Huriet soutenu par le R.P.R. et par le Centre national des indépendants et paysans et M. Parra, gaulliste désavoué par le R.P.R. et exclu des rangs de cette formation en avaient totalisé 44,69 %.

La situation est symétrique de celle de Nancy dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris (partie du quatrième arrondissement), où M. de La Malène, R.P.R., candidat unique de la majorité, ne recueillit au premier tour de scrutin que 39,20 % des suffrages exprimés alors que le 12 mars, lui-même, M. de La Malène fut élu député de la 1<sup>re</sup> circonscription de Paris, avec 44,69 % des suffrages exprimés. Le député invalidé, premier adjoint de M. Chirac à la mairie de Paris, est dans une position aussi difficile que M. Servan-Schreiber, au lendemain du premier tour de Nancy. Il arrive certes en tête du ballottage, mais les candidats de l'op-

position (P.S., P.C., P.S.U., ex-M.R.P. et L.C.R.) obtiennent à eux cinq 52,94 % des suffrages exprimés. Rien ne permet de penser que le degré des abstentionnistes du premier tour, fort nombreux (46,18 % des inscrits), profitera plus à M. de La Malène à Paris qu'il n'a profité à M. Servan-Schreiber à Nancy.

Les cinq élections partielles rendues nécessaires par les démissions du Conseil constitutionnel se soldent par autant de succès pour l'opposition. Le double échec de M. Servan-Schreiber et de La Malène mériterait d'autant plus de retenir l'attention que depuis le début de la V<sup>e</sup> République le droit ou fêta jeudi à l'Élysée le vingtième anniversaire, cinq cent quatre-vingt-quatre députés invalides y compris ceux de 1978) n'ont pas retrouvé leur siège. Le 12 mai 1963, Mme Roca (P.C.) avait été battue par M. Poudrevigne (indépendant) dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Gard. Le 25 avril 1968 M. Faggiarone (U.D.V.) avait été battu par M. Zuccarelli (radical F.G.D.S.) dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Corse. Le 18 septembre 1973 M. Durour (P.S.) avait emporté sur M. Mirfin (U.D.R.) dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Landes. Le 9 décembre 1973 M. Ibéné (appartenu à l'U.D.R.) avait battu M. Béghin (U.D.R.) dans la 2<sup>e</sup> de Guadeloupe. M. Servan-Schreiber étant le cinquième invalidé malheureux, M. de La Malène pourrait fort bien être le sixième le 1<sup>er</sup> octobre.

Les parlementaires U.D.F. réunis dans le Var, puis ceux du R.P.R. qui siègeront à partir de mercredi à Biarritz, ont de quoi s'interroger non seulement sur l'avenir de M. Servan-Schreiber à la tête du parti radical et sur celui de M. de La Malène mais

sur le bilan des quatre consultations partielles qui se sont déroulées depuis le 16 juillet. Si l'on globalise les résultats des concours tous de la Seine-Saint-Denis, du Pas-de-Calais, de la Meurthe-et-Moselle et du tour unique du Gers, le bilan est fort décevant pour la majorité ; elle recueille un nombre de suffrages qui ne représente que 29,64 % des électeurs inscrits (au lieu de 41,65 % le 19 mars) et 44,85 % des suffrages exprimés (au lieu de 49,76 %).

En présence d'une telle situation, la facilité est de prétendre qu'en l'absence d'un enjeu national le corps électoral peut se défoncer tout à son aise et prodiguer au pouvoir des avertissements sans trêve. C'est ce que ne manque pas de faire M. Chirac, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale mais son avis n'est guère partagé. M. Servan-Schreiber a raison de compter la « marée noire du chômage » parmi les facteurs qui ont causé sa perte et M. Guéna, conseiller politique du R.P.R., n'a pas tort de faire observer : « Nul doute que l'opinion traduit son mécontentement devant l'action menée depuis les élections. Chômage et vie chère ne sont pas seulement des statistiques, mais de terribles réalités, que les recettes appliquées depuis six mois ou depuis deux ans n'ont pu réduire. »

Ces réflexions désabusées contrastent avec la joie justifiée que manifestent les leaders du P.S., qu'il s'agisse de M. Mitterrand, affirmant que « le socialisme rencontre le mouvement populaire », de M. Poperein, député du Rhône, convaincu plus que jamais que ce n'est pas la question de changer de majorité ou de M. Delmas, membre du secrétariat national, constatant

« que le parti socialiste est bien devenu la principale force de rassemblement de tout ce qui s'élève à la politique de la droite ».

Il semble que bon nombre d'électeurs communistes le pensent eux aussi. Le P.C.P. comble un peu à Paris ses brèches antérieures, puisque Mme Perlebon ne perd, par rapport au 12 mars dernier, que 1,28 point de pourcentage, tandis que le recul avait été de 4,56 points le 17 septembre en Meurthe-et-Moselle (au lieu de 6,81 points le 3 septembre dans le Pas-de-Calais).

Le contraste est néanmoins saisissant avec la poussée constante générale et souvent spectaculaire du P.S. toujours par rapport au premier tour de mars : 17,77 points gagnés dans le Pas-de-Calais, 11,88 en Meurthe-et-Moselle et 10,71 à Paris. Que son candidat soit un « majoritaire » (M. Wilquin dans le Pas-de-Calais et Tondon en Meurthe-et-

Moselle) ou un « minoritaire » (Mme Arlet bien placée pour l'emporter à Paris appartenant au G.E.R.E.S.) le P.S. apparaît plus jamais comme un parti attrapé tout.

Ce n'est peut-être pas une situation idéale ni très claire, mais le sort du P.C.F. n'en est pas plus enviable pour autant, dans la mesure où il se confirme, scrutin après scrutin, que les anciens cadres comme les dirigeants socialistes laissent indifférents, pour ne pas dire plus, les électeurs.

Jean Le Lagarde explique tout cela, dans l'*Hémisphère* de ce lundi, par « le développement d'une campagne anticommuniste très pesante » et par le fait que « la droite pour stratégie de favoriser le parti socialiste contre le parti communiste français ». On attend une analyse plus sérieuse et plus fine de la part du comité central du P.C.F. qui siègera mercredi et jeudi.

RAYMOND BARRILLON.

Recul de la majorité

(Suite de la première page.)

position (P.S., P.C., P.S.U., ex-M.R.P. et L.C.R.) obtiennent à eux cinq 52,94 % des suffrages exprimés. Rien ne permet de penser que le degré des abstentionnistes du premier tour, fort nombreux (46,18 % des inscrits), profitera plus à M. de La Malène à Paris qu'il n'a profité à M. Servan-Schreiber à Nancy.

Les cinq élections partielles rendues nécessaires par les démissions du Conseil constitutionnel se soldent par autant de succès pour l'opposition. Le double échec de M. Servan-Schreiber et de La Malène mériterait d'autant plus de retenir l'attention que depuis le début de la V<sup>e</sup> République le droit ou fêta jeudi à l'Élysée le vingtième anniversaire, cinq cent quatre-vingt-quatre députés invalides y compris ceux de 1978) n'ont pas retrouvé leur siège. Le 12 mai 1963, Mme Roca (P.C.) avait été battue par M. Poudrevigne (indépendant) dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Gard. Le 25 avril 1968 M. Faggiarone (U.D.V.) avait été battu par M. Zuccarelli (radical F.G.D.S.) dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Corse. Le 18 septembre 1973 M. Durour (P.S.) avait emporté sur M. Mirfin (U.D.R.) dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Landes. Le 9 décembre 1973 M. Ibéné (appartenu à l'U.D.R.) avait battu M. Béghin (U.D.R.) dans la 2<sup>e</sup> de Guadeloupe. M. Servan-Schreiber étant le cinquième invalidé malheureux, M. de La Malène pourrait fort bien être le sixième le 1<sup>er</sup> octobre.

sur le bilan des quatre consultations partielles qui se sont déroulées depuis le 16 juillet. Si l'on globalise les résultats des concours tous de la Seine-Saint-Denis, du Pas-de-Calais, de la Meurthe-et-Moselle et du tour unique du Gers, le bilan est fort décevant pour la majorité ; elle recueille un nombre de suffrages qui ne représente que 29,64 % des électeurs inscrits (au lieu de 41,65 % le 19 mars) et 44,85 % des suffrages exprimés (au lieu de 49,76 %).

En présence d'une telle situation, la facilité est de prétendre qu'en l'absence d'un enjeu national le corps électoral peut se défoncer tout à son aise et prodiguer au pouvoir des avertissements sans trêve. C'est ce que ne manque pas de faire M. Chirac, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale mais son avis n'est guère partagé. M. Servan-Schreiber a raison de compter la « marée noire du chômage » parmi les facteurs qui ont causé sa perte et M. Guéna, conseiller politique du R.P.R., n'a pas tort de faire observer : « Nul doute que l'opinion traduit son mécontentement devant l'action menée depuis les élections. Chômage et vie chère ne sont pas seulement des statistiques, mais de terribles réalités, que les recettes appliquées depuis six mois ou depuis deux ans n'ont pu réduire. »

« que le parti socialiste est bien devenu la principale force de rassemblement de tout ce qui s'élève à la politique de la droite ».

Il semble que bon nombre d'électeurs communistes le pensent eux aussi. Le P.C.P. comble un peu à Paris ses brèches antérieures, puisque Mme Perlebon ne perd, par rapport au 12 mars dernier, que 1,28 point de pourcentage, tandis que le recul avait été de 4,56 points le 17 septembre en Meurthe-et-Moselle (au lieu de 6,81 points le 3 septembre dans le Pas-de-Calais).

Le contraste est néanmoins saisissant avec la poussée constante générale et souvent spectaculaire du P.S. toujours par rapport au premier tour de mars : 17,77 points gagnés dans le Pas-de-Calais, 11,88 en Meurthe-et-Moselle et 10,71 à Paris. Que son candidat soit un « majoritaire » (M. Wilquin dans le Pas-de-Calais et Tondon en Meurthe-et-

Moselle) ou un « minoritaire » (Mme Arlet bien placée pour l'emporter à Paris appartenant au G.E.R.E.S.) le P.S. apparaît plus jamais comme un parti attrapé tout.

Ce n'est peut-être pas une situation idéale ni très claire, mais le sort du P.C.F. n'en est pas plus enviable pour autant, dans la mesure où il se confirme, scrutin après scrutin, que les anciens cadres comme les dirigeants socialistes laissent indifférents, pour ne pas dire plus, les électeurs.

RAYMOND BARRILLON.

LE NOUVEL ÉLU

Né le 16 février 1922 à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), M. Yves Tondon travaille aux Ponts et Chaussées à Paris depuis quarante-deux ans. Ouvrier électricien, il a milité à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), Républicain au service du travail obligatoire (S.T.O.) pendant la guerre, il adhère, en 1948, à la C.F.T.C., puis à la C.F.D.T. Depuis 1961, M. Tondon est secrétaire du comité central d'entreprise de Pont-à-Mousson. Membre de la commission exécutive de la fédération départementale du P.S., parti auquel il n'adhère en 1973, M. Tondon a été élu conseiller général en mars 1974 dans le canton de Pont-à-Mousson, commune dont il est conseiller municipal depuis mars 1977.

NATIONALISATION

Le plan de sauvetage de la sidérurgie a entraîné dimanche un premier licenciement à l'Etat-U.D.R. brisé, la « turpitude de la politique » doit beaucoup regretter que l'Etat-U.D.R. ne soit pas encore tout à fait épuisé. Mais on peut lui faire confiance pour tenter bientôt une reconversion radicale.

Table with 12 columns showing election results for various constituencies (PARIS, Meurthe-et-Moselle, etc.) across different dates (24 septembre 1978, 17 septembre 1978, 19 mars 1978, 12 mars 1978, 11 mars 1978, 4 mars 1978, 20 juin 1970, 21 juin 1970, 30 juin 1968, 23 juin 1968). Columns include Inscrits, Suffrages exprimés, Abstention, and Votes for candidates like M. Tondon, Servan-Schreiber, Huriet, etc.

(1) En 1968, M. Maurice Boucellie (F.G.D.S.) ; en 1970, M. Gérard Currau (P.S.) ; en 1972, M. Patrice Gassenbach (U.G.D.-M.R.G.) ; (2) En 1968, 1970 et 1973, M. Roger Soucheix (U.D.R.) ; (3) En 1968, 1970 et 1973, M. Michel Antoine, actuel suppléant de M. Favaro ; (4) En 1973 et mars 1978, Mlle Michèle Lançon ; (5) En 1968, M. Antoine Trogès ; (6) 1970 et 1973, M. François Barre ; (7) En mars 1978, candidat de l'Union des Français de bon sens qui soutient M. Huriet ; (8) M. Patrice Kalche ; (9) M. Bernard Thiry ; (10) Mlle Marie-Thérèse Cloué ; (11) M. Pierre-Marie Albricq (Centre lorrain) ; (12) M. Luc Bourcier de Carbon (P.D.M.).

(\*) A.D.E.R. : Association pour le développement de l'expansion régionale ; U.G.P. : Union des gaullistes de progrès ; L.C.R. : Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) ; U.O.P.D.R. : Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (maoïste).

Handwritten signature in Arabic script: صليمان الامل

صوتك للأهل

LES ELECTIONS... r reconnaît... don (P.S.)

LÉGISLATIVES PARTIELLES

PARIS : la poussée socialiste au premier tour place M. de La Malène (R.P.R.) dans une posture difficile

Trois conclusions peuvent être tirées du scrutin qui s'est déroulé dimanche 24 septembre dans la seizième circonscription de Paris (15<sup>e</sup> arrondissement, partie, Plaisance)...

M. François Mitterrand en mai 1974 (53 %), ainsi qu'à celui de la liste d'union de la gauche aux élections municipales de mars 1977...

Le regroupement constitué autour de M. Jean Lecanuet n'avait manifesté aucun empressement à se présenter...

Cinq défaites, cinq leçons

Pour le parti communiste, c'est une nouvelle et sérieuse déception. Les attaques, les plus souvent infondées, qu'il lance inlassablement depuis des mois contre les socialistes...

P.C. : une réduction lente et progressive

Toutefois cette avancée socialiste ne paraît se faire que partiellement aux dépens du P.C. Ce dernier perd un point, tombant de 20,61 % à 19,33 %...

L'effacement des petits partis

De même, le P.S.U. et la L.C.R. ont hétéroclitement, passant respectivement de 1,9 % à 0,7 % et de 0,7 % à 0,5 %...

UNE ÉLECTION CANTONALE...

HAUTE-SAÛNE, canton de Noroy-le-Bourg (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 2 539; vot., 1 733; suffr. expr., 1 703. M.M. Marcollin Wicky, maire de Vallois-le-Bois...

... ET UNE ÉLECTION MUNICIPALE

LA RÉUNION, Sainte-Suzanne (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 5 377; vot., 3 880; suffr. expr., 3 779. Liste d'union nationale, 1 952 voix, élue; Liste du parti communiste réunionnais, 1 827.

Table with 10 columns: CANDIDATS ET PARTIS, 24 septembre 1978, 18 mars 1978, 12 mars 1978, 11 mars 1973, 4 mars 1973, 30 juin 1968, 23 juin 1968. Rows include candidates like M. de La Malène, Mme Avicé, Perlican, etc.

Par rapport au précédent scrutin, le candidat communiste perd 1,5 points en pourcentage. La fédération départementale du S.E.C. que préside M. Jacques Mesleil...

Bien que la campagne ait été ardue, dès le départ, par les élus de la majorité sur le thème de la lutte contre les « séparatistes », les électeurs socialistes, traditionnellement départementalistes, n'ont pas hésité à reporter leurs voix sur les candidats communistes...

Manifestation à la Guadeloupe. — Répondant au mot d'ordre des différentes organisations indiennes de la Guadeloupe, environ trois mille personnes ont manifesté sans incidents samedi 1<sup>er</sup> septembre...

Le parti socialiste démocrate, dont le secrétaire général est M. Eric Hintermann, souhaite la mise en place d'un comité de coordination entre tous les socialistes qui refaisent l'alliance avec le P.C.F. Le P.S.D. précise qu'il soutient la volonté de réformes et d'ouverture au président de la République...

LES FOURRURES MALAT

NOUVELLE COLLECTION FOURREUR FABRICANT ont la fourrure qu'il vous faut. Grand choix prêt-à-porter en sur mesure.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain (non vendu dans les kiosques) Offre un dossier complet sur : L'AVENIR DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Contre le froid et le bruit doublez vos vitrages avec Isobaie T 32 ou TA 32. Vous réduirez de 50% les pertes de chaleur dues aux vitrages...



# POLITIQUE

## Quarante ans après la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Les trotskistes s'efforcent d'exploiter la crise d'identité des P.C. occidentaux

C'est en septembre 1938, dans la région parliemane, qu'une trentaine de militants communistes, représentant onze pays, ont posé les bases de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale trotskiste. Pendant vingt ans, soumis à la double répression des communistes engagés dans le processus stalinien et des forces hostiles aux marxistes, les trotskistes sont demeurés une secte isolée, déchirée par ses luttes internes. Le nombre de militants se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale ne dépassait pas quelques milliers, répartis dans une trentaine de sections nationales.

Si le nombre de ces sections a légèrement augmenté après 1945, il aura fallu attendre la fin des années 60, et en particulier les lendemains de mai 1968, pour que le mouvement trotskiste fasse un bond en avant en dépassant ses effectifs. Il existe aujourd'hui

environ une soixantaine de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, et elles revendiquent globalement entre trente mille et quarante mille adhérents. Sa presse tire, au niveau mondial, à 250 000 exemplaires. La section la plus importante se trouve en France. Il s'agit de la Ligue communiste révolutionnaire, animée par M. Alain Krivine.

Ces chiffres ont quelque chose de dérisoire, mais ils correspondent à ce que les trotskistes jugent être un deuxième âge de leur mouvement. Ils sont effectivement en passe de sortir de l'isolement dans lequel les confinaient les autres composantes du mouvement ouvrier et ils s'efforcent à présent d'exploiter la crise d'identité que les thèmes de l'eurocommunisme ont fait surgir au sein des P.C. occidentaux en relançant, dans leur direction, le débat théorique.

Le projet de résolution élaboré par le secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale en vue du XI<sup>e</sup> congrès mondial, prévu pour le printemps de 1979, est intitulé « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat ». Les trotskistes entendent relancer et exploiter le débat sur la notion de « dictature du prolétariat », amorcé lorsque les P.C. ont abandonné ce concept qui se situe au cœur du schéma marxiste.

En choisissant ce terrain pour interpeller les P.C., les trotskistes exploitent le fait qu'ils représentent, historiquement, la continuité avec les grandes idées du communisme initial : auto-organisation ouvrière, internationalisme, conseil des travailleurs, planification démocratique et centralisée. Ils peuvent, en outre, se targuer d'avoir été les premiers, au sein du mouvement communiste, à engager la lutte « anti-bureaucratique » et à avoir dénoncé Staline.

Pourtant, les trotskistes veulent échapper à cette image qui fait d'eux les gardiens d'un héritage historique. Ils croient possible d'être un pôle de référence pour ce qu'ils appellent « l'avant-garde des masses en lutte ». C'est d'ailleurs pour eux le seul moyen de pouvoir un jour créer le parti révolutionnaire dont ils rêvent et qui ne peut surgir d'une sorte de croissance continue de leurs organisations actuelles. Celles-ci demeurent trop faibles pour peser réellement sur le cours des événements et elles subissent la conjoncture.

Cette faiblesse est compensée par l'optimisme historique inébranlable des militants trotskistes. C'est sans doute aujourd'hui le seul courant de pensée, « poli-

tique », qui croit à la « bonne nouvelle », qui pense que, selon un mot de M. Ernest Mandel, membre du secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale, « tout reste possible ». Cette sensibilité coexiste curieusement avec une conscience particulièrement aiguë des menaces qui pèsent, non seulement sur le mouvement ouvrier, mais aussi sur l'ensemble du genre humain.

Leur optimisme, les trotskistes le justifient par les crises qu'ils perçoivent aussi bien au sein des sociétés occidentales développées que dans les structures des pays socialistes d'Europe de l'Est, et même en Chine avec la liquidation du maoïsme. Il en résulte, expliquent-ils, un bouleversement de la scène internationale, mais aussi, en raison de la prolongation du ralentissement économique, des possibilités périodiques d'explosion pour des couches importantes des masses salariées. Des explosions « semi-spontanées » qui débordent les appareils politiques et syndicaux et qui provoquent des situations de rupture. A l'appui de leur thèse, ils citent, bien sûr, les événements de mai-juin 1968 en France, mais aussi le « mal rampant » italien en 1969-1970 et l'ébranlement de l'Etat en 1974-1975. Certains conflits sociaux, au Brésil, au Japon, en Argentine, leur semblent être également des signes avant-coureurs.

En vue de ces échéances, les trotskistes s'efforcent d'obtenir une recombinaison du mouvement ouvrier en passant à ses différentes composantes (social-démocrates, P.C.) la question du pouvoir. Le thème de l'autogestion, qui est désormais repris aussi bien par les P.S. que par les

P.C. et par l'extrême gauche révolutionnaire, leur paraît flou et imprécis tant qu'il n'est pas associé au « pouvoir ouvrier », c'est-à-dire à la dictature du prolétariat. Et ils citent comme exemple le cas du Portugal, où le discours sur l'autogestion a servi, soulignent-ils, de « diversion » à « Tout le débat au sein des P.C. eurocommunistes et dans les ailes gauches des P.S. va devoir intégrer ces aspects de la question », souligne M. Mandel. Deux phénomènes se développent, en effet, simultanément. D'une part, le tournant à droite des directions des P.C. eurocommunistes et leur intégration dans les projets parlementaires bourgeois. D'autre part, la recherche, dans la classe ouvrière de tous les pays où elle est puissante, de formes d'auto-organisation dans les luttes.

En ce qui concerne l'analyse de la situation au sein des P.C. d'Europe occidentale, l'unanimité ne règne cependant pas chez les trotskistes. Si un certain nombre d'entre eux se contentent d'y voir la manifestation d'un processus de social-démocratisation, d'autres — et notamment les dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale — nuancent davantage et soulignent que tout dans l'évolution actuelle ne relève pas d'un « virage à droite » : en premier lieu la critique du stalinisme. Il en résulte, selon eux, une combinaison contradictoire, donc explosive, qu'il appartient à présent aux marxistes révolutionnaires d'exploiter en ouvrant le débat théorique. Pour le mener à bien, souligne M. Mandel, les trotskistes peuvent non seulement bénéficier de l'affaiblissement de l'orthodoxie stalinienne mais aussi de la crise du maoïsme et du catholicisme.

THIERRY PFISTER.



Au Grand Palais à Paris

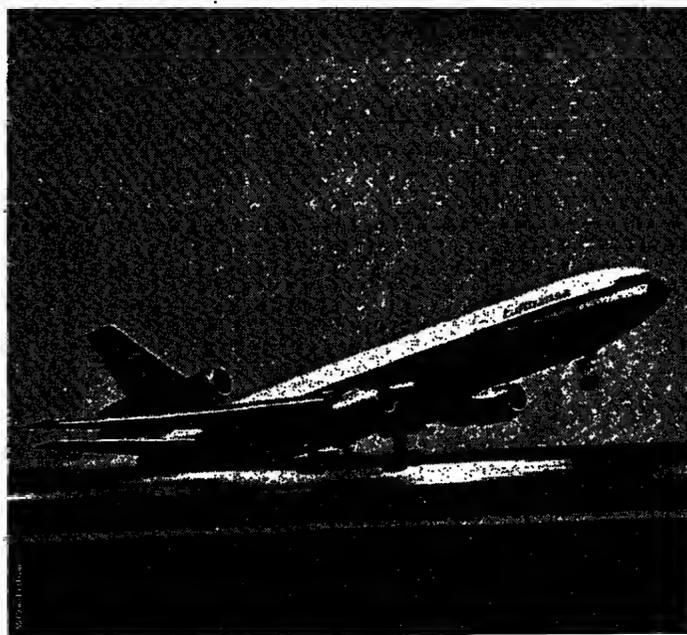
du 21 Septembre au 8 Octobre 1978

# La IX<sup>e</sup> Biennale internationale des Antiquaires

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h et le dimanche de 10 h à 20 h  
métro : Champs-Élysées-Clemenceau

## "Ils vont partout dans le monde et ils aiment le travail bien fait. Comme moi!"

(Propos authentique d'un passager.)



73 vols par semaine au départ d'Orly-Ouest vers l'Allemagne, avec d'excellentes correspondances sur 115 destinations dans le monde entier.

Lufthansa

## SUIVEZ TOUTE LA BANDE.

Suivez toute la bande des grands noms de la bande dessinée, qui séparent dans "A suivre".  
Suivez l'humour de Franquin, Delporte, Cabu, Gotlib, Goossens, Mézières dans "Pendant ce temps à Landerneau".  
Découvrez le talent de Manara dans un nouveau roman en bande dessinée: "H.P. et Giuseppe Bergman".  
Suivez le huitième épisode de "Ici même", le roman fantastique de Tardi et Forest.  
Découvrez un grand dossier: le Cirque. Avec des interviews de Zavatta, Annie Fratellini, Sampson Bouhione et Fred.  
"A suivre", le magazine du récit. 108 pages, 10 F, en vente chez votre marchand de journaux.  
En France, en Belgique et en Suisse.



JUSTICE

L'AFFAIRE DE BROGLIE

Va-t-on assister à une relance de l'enquête sur le meurtre de l'ancien député de l'Eure ?

L'instruction sur l'assassinat de Jean de Broglie est pratiquement terminée. M. Guy Floch, magistrat chargé de l'enquête, occupe depuis le 20 septembre ses nouvelles fonctions de conseiller à la cour d'appel de Paris. Le dossier n'ayant pu encore être clos, un nouveau magistrat instructeur vient d'être nommé, Mlle Martine Anzani (« le Monde » daté 24-25 septembre).

Les deux avocats dénoncent les insuffisances de l'enquête de la police « qui a soigneusement mis de côté tout ce qui pouvait toucher à la nature des relations politiques et publiques du prince de Broglie et de son entourage ». Les véritables activités des sociétés bénéficiant de la signature de Jean de Broglie, et les raisons pour lesquelles ce dernier était à la recherche de capitaux au moment de son décès n'ont pas été mises à jour. Des lacunes qui ont dit long sur la volonté de dissimuler l'affaire de Broglie derrière une vérité officielle avancée cinq jours après l'assassinat et à laquelle personne ne croit plus. Rappelons l'absence de plusieurs ministres aux obsèques du député de l'Eure, à Broglie, et, au mois de mai dernier, la refus de M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, de déférer à la convocation que lui avait adressée le juge d'instruction, M. Floch. Qu'y aurait-il à cacher ?

Treize questions parmi d'autres

La première des questions posées par les avocats de Guy Simoné vise M. Charles Bignon, ancien député de la Somme, qui a toujours démenti être l'un des trois administrateurs de la société luxembourgeoise Sodetex avec MM. Robert Leclerc, un banquier de Genève, et Jean de Broglie. Les avocats se demandent pourquoi il n'a jamais été amené à expliquer sur l'utilisation de son nom par le député de l'Eure. La Sodetex, créée le 14 mai 1968, était l'une des soixante-treize sociétés dépendant de la Matessa (Magnanarias) sœurs del Norte de Espana, qui fut en 1969 au centre d'un vaste scandale politico-financier en Espagne.

On le voit, bien des points restent obscurs dans cette affaire. Derrière quelques pierres solides à l'édifice de la vérité officielle, on découvre quelques secrets bien à l'abri, notamment le dossier des vérifications fiscales dont a fait l'objet le prince de Broglie. La police a établi que ce dernier devait au fisc la somme de 2132 470,50 francs. Mais sur quelle intervention, alors que la prince se trouvait dans la circonstance de l'inspecteur Degas, son dossier n'a-t-il pas été étudié ? Comment le contrôle opéré, en 1973, à propos de l'affaire du Viager foncier journala-t-il court ? C'est à peu près à la même époque que la présidence de la commission des finances échappa au prince de Broglie.

On ne voit, bien des points restent obscurs dans cette affaire. Derrière quelques pierres solides à l'édifice de la vérité officielle, on découvre quelques secrets bien à l'abri, notamment le dossier des vérifications fiscales dont a fait l'objet le prince de Broglie. La police a établi que ce dernier devait au fisc la somme de 2132 470,50 francs. Mais sur quelle intervention, alors que la prince se trouvait dans la circonstance de l'inspecteur Degas, son dossier n'a-t-il pas été étudié ? Comment le contrôle opéré, en 1973, à propos de l'affaire du Viager foncier journala-t-il court ? C'est à peu près à la même époque que la présidence de la commission des finances échappa au prince de Broglie.

Une partie difficile

Autant de questions auxquelles l'enquête n'a pas apporté de réponses. Autant de personnalités, tels MM. de Léon et de Varga, dont le passé trouble n'a pas été suffisamment fouillé. Pierre de Varga, par exemple, semble avoir bénéficié dans le passé de certaines protections. Le juge d'instruction de l'affaire de Broglie, M. Floch, est un homme de confiance de M. de Léon, qui fut en 1969 au centre d'un vaste scandale politico-financier en Espagne.

Les deux avocats de Guy Simoné posent enfin certaines questions sur le passé de quelques inculpés et sur les sociétés dans lesquelles figuraient le prince de Broglie, M. Dumas et M. Erien demandant au magistrat instructeur de faire des recherches sur la Société normande d'habillage et de distribution, dont le gérant était Serge Tessière, lui aussi inculpé dans l'affaire de Broglie. Cette entreprise est à l'origine d'une opération de cavalerie portant sur un million de francs. Ils demandent également que soit versé au débat le dossier existant à la D.S.T. sur Akli Rahi et les sociétés d'ormes de M. de Broglie au travers de la société Brincorn.

Traffic et fraude fiscale

M. Robert Leclerc, le banquier de Genève, administrateur de la Sodetex, qui se repose dans une clinique après un accident cardiaque, n'a pas non plus fait l'objet d'une audition. Sa banque a été fermée sur décision de la commission fédérale des banques suisses, le 9 mai 1977, et deux de ses dirigeants, Bertrand de Miralès et Charles Bouchard, se sont suicidés. M. Robert Leclerc avait tenté par voie de justice, le 17 mai 1977, donc après l'assassinat du prince de Broglie, de faire reconnaître sa démission du conseil d'administration de la Sodetex « depuis le 15 juin 1968, si non depuis le jour où l'assassinat général ordinaire de 1973 aurait dû se tenir ». Il était également désireux de « faire annuler tous actes d'administration postérieurs à ces dates, et s'interdit de faire que le prince de Broglie n'a jamais eu la qualité d'administrateur délégué avec droit de signature unique, et portant soit prononcer la nullité de tous les actes posés par le susdit de Broglie ».

Huit mille notaires en 1900 cinq mille deux cents en 1977

De notre correspondant

Valence. — Le nombre des notaires n'a cessé de diminuer depuis la dix-neuvième siècle. Il est passé de huit mille vers 1900 à cinq mille deux cents en 1977, qui établissent quatre millions et demi d'actes contre trois millions il y a dix ans. Ce n'est que cette année qu'on a enregistré une lente remontée avec la création de deux cents études.

Le Syndicat national des notaires, qui groupe plus de la moitié de la profession (et qu'il ne faut pas confondre avec le conseil supérieur du notariat), a réuni son vingt-neuvième congrès à Valence, du jeudi 21 au samedi 23 septembre, sur le thème de l'évolution du notariat, en vue de mieux répondre aux demandes du public et de s'adapter aux exigences du monde moderne. L'ensemble de la faire avec rigueur et sérieux.

Démocratisation

Certaines réformes sont déjà acquiescées et bien accueillies comme la mise au point d'un plan de restructuration, qui a permis des créations, et le groupement d'études. D'autres suscitent des réserves, tels la nécessité de s'adapter à une comptabilité moderne, les nouveaux tarifs d'honoraires, la taxe professionnelle que les notaires qui emploient moins de cinq personnes et les jeunes installés depuis 1975 ressentent comme une injustice.

Enfin le président, M. Maubrey, de Paris, a particulièrement insisté sur trois impératifs : le libre choix du client, la personnalisation du service et la maintenance d'études à dimension raisonnable. Il soulignait également que s'il paraissait la tâche image de marque du « notaire ouvrier ». « Nous ne touchons que 0,94 % d'honoraires contre 1,45 % il y a quinze ans, et il y a un autre certain groupe d'études urbaines et la majorité des études qui se trouvent dans de petites villes et à la campagne, il faut arriver demain au chiffre de dix mille notaires, mais quels notaires ? » demandait-il. C'est le grand thème de la flexion de la profession qui veut absolument se moderniser, s'humaniser et se démocratiser.

PIERRE VALLIER.

Faits et jugements

Le tribunal de Gréteil se déclare incompétent pour juger une affaire de viol.

La deuxième chambre du tribunal correctionnel de Gréteil (Val-de-Marne) s'est déclarée incompétente pour juger M. Georges Faure, chef de bassin à la piscine de Chennévières, poursuivi pour viol. Le 22 décembre 1977, après avoir été vu avec M. Georges Faure, Françoise, 21 ans, maître-nageuse dans cette piscine, accepte d'aller prendre un café chez lui. De retour à la piscine, la jeune fille se sent mal. M. Faure lui suggère de retourner chez lui où, dit Françoise, pendant de son second viol, il la viole. Le jeune fille porte plainte au commissariat de Chennévières, le lendemain, et tente de se suicider.

Permissions de sortir : « Justice pénale nouvelle » saisit les groupes parlementaires.

L'association Justice pénale nouvelle — qui regroupe le Syndicat de la magistrature, l'Union syndicale des magistrats, le Syndicat des avocats de France, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, l'Association professionnelle des avocats, la Confédération syndicale des avocats et la presse judiciaire — vient d'envoyer aux présidents des commissions des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi qu'aux présidents des groupes parlementaires, protestation contre le projet de réforme de l'exécution des peines « qui ne crée aucune peine à la décharge et supprime en fait toutes les garanties judiciaires », et qui va à rebours des réformes pénitentiaires entreprises depuis 1945, et notamment des mesures d'humanisation et d'individualisation de la peine, prises à la suite des révoltes survenues dans les prisons en 1974.

Pour le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEFAP-PEN), l'administration veut nous faire croire que cette mesure est destinée à assurer la sécurité des citoyens (...). Elle ne permet pas la mise en place de prisons de sûreté complètement fermées, sécurisées, destructrices. Une commission a été créée pour faire le tour même au conseil municipal.

La criminalité et la délinquance sont en augmentation (+ 15 % en un an).

Le nombre total des crimes et délits portés à la connaissance de la police et de la gendarmerie en 1977 a été de 2 087 819, marquant une progression de 15,74 % sur l'année précédente. Le Bulletin d'information du ministère de l'Intérieur, qui publie cette statistique, constate que la criminalité a été en 1977 la plus élevée depuis 1970. C'est la grande criminalité qui a vu son volume augmenter le plus rapidement d'une année sur l'autre (+ 18,54 %) alors que la criminalité moyenne a augmenté de 11,69 % et la délinquance de 15,54 %. Le bulletin constate un accroissement sensible du taux de réussite des services de police et de gendarmerie dans leurs enquêtes : le nombre d'affaires élucidées par rapport à l'ensemble des crimes et délits connus est passé en un an de 35,54 % à 37,30 %.

La disparition d'un DC-3 : une mission de quelques jours.

Presque neuf semaines après la mystérieuse disparition d'un DC-3 à l'aéroport de M. de Léon, le 30 et 31 août et les 1, 2, 3, 4 et 14 septembre), l'enquête administrative des policiers français ne semble pas progresser sensiblement. Toutefois, il est aujourd'hui avéré que la mission de M. Michel Winter, quarante-huit ans, et de ses deux pilotes, MM. Roland Raucoules, quarante-trois ans, et Philippe Touin, vingt-huit ans, a été terminée. Le DC-3, qui avait disparu le 30 août, a été retrouvé le 14 septembre par M. Pierre Teyssière, pilote professionnel basé à Rodez (Aveyron), se mit en quête d'un appareil DC-4, DC-4 ou DC-3 et put en fournir un à M. Winter.

Témoignage

DANS DIX MILLE ANS

Appelons-le Pierre. Il se dit lui-même « zonard », « tombé » à vingt-trois ans après une période, courte mais bien remplie, de banditisme. Il a été condamné à deux peines de cinq et quinze ans de réclusion, qui n'ont pas été confondues. Détenu depuis plus de six ans, cet ancien manœuvre non qualifié a passé son bacacalauréat en prison. Il commence maintenant des études de philosophie. « Sortir », un mot que pour lui, n'est plus de ses vies, écrit-il à l'une de ses amies : « Ici, on est le train-train habituel : parlons je suis saisi d'une crainte, et même d'une angoisse devant le vide de notre vie. Vide autour de nous, vide dans nous. Notre crime est-il si lourd que cela ?... Oui, certainement, la sortie, le retour à la vie offre un libre sera difficile, voire éprouvant, je m'y attarde, autant que je puisse m'attendre à quoi que ce soit. Mais pour être tout à fait sincère : je ne l'imagine pas concrètement. Je n'arrive pas à me persuader de cette nécessité d'un sort, de sortir. Quand je dis 1980, ça n'est pas en moi une résonance concrète ; je pourrais lire dans dix mille ans. C'est la ligne d'horizon. Vraiment, mais ne l'ai-je déjà écrit, je ressens cette impression d'être né en prison et d'y vivre jusqu'à la fin des jours (de mes jours). L'extérieur ça semble fait pour les autres. Ensuite, peut-on ne pas être traumatisé ? Quand le sort, par exemple, pour l'hôte, que signifient les images qui défilent sous nos yeux ? Un autre univers. Car nous sommes exclus : ça vit aussi bien sans nous (et sans moi) ! »

A Tulle « LA CHIENNE » EST DE RETOUR

Le pharmacien du quartier de la gare, à Tulle (Corrèze), se demandait, vendredi matin 15 septembre, pourquoi une dame lui demandait des nouvelles de l'ancienne pharmacienne et d'un certain nombre de personnes de la ville. Elle déclara s'appeler Paulette Geissler, surnommée « la chienne » ou « la grosse ». « Vous savez, dit-elle, j'ai eu il y a longtemps les honneurs de la presse. »

Il y a, en effet, trente-quatre ans, le 9 juin 1944, cette femme d'origine allemande a paradé à en compagnie du lieutenant Walter, chef de la Gestapo locale et responsable de la désignation des quatre-vingt-dix-neuf otages qui furent pendus aux balcons de la ville.

La nouvelle provoqua une vive émotion dans la ville. Les associations de résistants ont protesté et une délégation conduite par M. Charles Montagnac, président adjoint départemental de l'UFAC (Union française des associations de combattants), a été reçue à la préfecture. Une commission a été faite le soir même au conseil municipal.

Cette visite est véritablement Tulle comme une véritable provocation. Mme Paulette Geissler avait été condamnée à la Libération à trois ans de prison pour une assistance à personnes en danger. Elle a été libérée le 7 juin 1951. Mme Geissler se rendait en Dordogne, à Sorlat, pour acheter des foies gras.

ÉCHECS UNE PARTIE ANIMÉE AU CHAMPIONNAT DU MONDE

Il y eut de la poudre dans l'air à Baguio (Philippines) lors de la vingt-cinquième partie du championnat du monde d'échecs. En jouant 6-5 (Scientifique) au deuxième coup et tenant du titre Anatoly Karpov, manifestait, avec les Noirs, une humeur déjà agressive. Victor Kortchnoi, sortant sa Dame des le quatrième coup, indiquant de son côté qu'il voulait vaincre ou périr. Mené par quatre victoires à deux, il lui fallait à tout prix profiter du léger avantage dont dispose le joueur qui débute avec les Blancs.

Aux échecs, comme dans la vie, on oublie vite le déroulement des batailles, et seul le résultat compte. Il aura fallu, samedi et dimanche, quatre-vingts coups à Karpov pour obtenir une partie nulle après avoir froissé la défense.

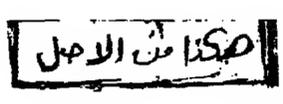
Pourtant, tout avait bien commencé pour le jeune champion du monde et par avant tout, évidemment, samedi, les Noirs étaient en bonne position. Mais un sacrifice de qualité (Tour contre Fou) vint récupérer, et un pseudo-sacrifice de Cavalier permit à Kortchnoi de reprendre l'initiative.

Il restait pour Karpov à démontrer sa science des finales. C'est ce qui fut fait, et bien fait.

CHAMPIONNAT DU MONDE 1978 (vingt-cinquième partie)

Blancs : VICTOR KORTCHNOI Noirs : ANATOLY KARPOV

1. e4	Cf3	e5	Td6
2. Cc3	d5	Fx6	Tc6
3. Fd3	Fd7	Dx6	Ld6
4. Cc4	Fc8	Cc5	Fb7
5. e5	Fc7	Cc6	Fb8
6. Fc4	Cc7	Cc6	Fc8
7. Fg5	Cc7	Cc6	Fc8
8. Cx5	Cc7	Cc6	Fc8
9. Cc6	Cc7	Cc6	Fc8
10. Cc7	Cc7	Cc6	Fc8
11. Cc8	Cc7	Cc6	Fc8
12. Cc9	Cc7	Cc6	Fc8
13. Cc10	Cc7	Cc6	Fc8
14. Cc11	Cc7	Cc6	Fc8
15. Cc12	Cc7	Cc6	Fc8
16. Cc13	Cc7	Cc6	Fc8
17. Cc14	Cc7	Cc6	Fc8
18. Cc15	Cc7	Cc6	Fc8
19. Cc16	Cc7	Cc6	Fc8
20. Cc17	Cc7	Cc6	Fc8
21. Cc18	Cc7	Cc6	Fc8
22. Cc19	Cc7	Cc6	Fc8
23. Cc20	Cc7	Cc6	Fc8
24. Cc21	Cc7	Cc6	Fc8
25. Cc22	Cc7	Cc6	Fc8
26. Cc23	Cc7	Cc6	Fc8
27. Cc24	Cc7	Cc6	Fc8
28. Cc25	Cc7	Cc6	Fc8
29. Cc26	Cc7	Cc6	Fc8
30. Cc27	Cc7	Cc6	Fc8
31. Cc28	Cc7	Cc6	Fc8
32. Cc29	Cc7	Cc6	Fc8
33. Cc30	Cc7	Cc6	Fc8
34. Cc31	Cc7	Cc6	Fc8
35. Cc32	Cc7	Cc6	Fc8
36. Cc33	Cc7	Cc6	Fc8
37. Cc34	Cc7	Cc6	Fc8
38. Cc35	Cc7	Cc6	Fc8
39. Cc36	Cc7	Cc6	Fc8
40. Cc37	Cc7	Cc6	Fc8



# ÉDUCATION

## UNE ENQUÊTE DU GUIDE PRATIQUE «L'ÉTUDIANT»

### Le lycéen d'aujourd'hui : un certain conformisme

Le guide pratique l'étudiant 1978-1979 qui sera mis en vente à partir du 15 octobre publie les résultats d'une enquête menée en mai dernier auprès des lycéens français (1). Plus de cinq mille élèves de seconde, première et terminale répartis dans deux cents lycées (publiques et privés, classiques et techniques) ont répondu aux

cent quarante questions des enquêteurs qui les ont interrogés sur leur vie au lycée, leurs études, leur professeur, leur famille, la politique, le régime, le sexe, la religion, les loisirs et tout ce qui fait la vie quotidienne des quinze-vingt ans qui préparent aujourd'hui un baccalauréat.

L'éducation donnera une première analyse dans son numéro d'octobre (2), on peut tirer une foule d'enseignements, non seulement sur la sociologie des lycéens de 1978, mais aussi sur ce milieu de jeunesse qui, en l'an 2000, formeront ce qu'on appelle les « cadres de la nation ». Voici donc le « portrait-robot » du lycéen d'aujourd'hui.

Ce lycéen-type, qui a dix-sept ans et des frères et sœurs plus âgés que lui, reconnaît qu'il a des relations « plutôt bonnes » avec ses parents, même s'il revendique souvent une plus grande indépendance. Ce sont eux qui l'hébergient, le nourrissent et ce sont eux, aussi, qui ont décidé de choisir la section où il se trouve. D'une manière générale, ce lycéen — on devrait dire lycéenne, puisque les filles représentent plus de 55 % de l'effectif — est « plutôt satisfait » de ses études et apprécie le fait d'« être au lycée ». Si on lui demande sa préférence par discipline, il place en tête l'éducation physique et sportive, après les maths et le français, ce qui est une manière de rejoindre l'utile à l'agréable. Et il classe en dernier la géographie, conformément à la tradition qui veut que les Français s'ignorent.

Notre lycéen estime que les professeurs « ne savent pas intéresser les élèves ». C'est son premier reproche. D'autres « restent trop près du programme », ou « ne sont pas assez disponibles pour les élèves ». Certains « ne s'intéressent qu'à leur carrière ». Malgré cela, il pense avoir « probablement » le bon Q.I. et sa carrière à lui, il a une idée précise de ce qu'il veut faire, il choisit un travail « pour son attrait » et aussi pour son salaire. Contrairement à l'idée reçue, il est prêt à quitter sa région et même l'Hexagone pour trouver un emploi correspondant à sa formation. Il est persuadé qu'il trouvera cet emploi, mais difficilement. Car il sait, et cela le préoccupe au premier chef, qu'il se verra affronter l'inflation et le chômage.

### La fin du ghetto

Pour se préparer un avenir, le lycéen de 1978 travaille en moyenne dix heures trente par semaine chez lui en dehors des cours. Pendant les vacances, il trouve un « job » pour gagner de l'argent de poche. Pendant l'année scolaire, il dépense en moyenne 52 F par semaine pour ses loisirs.

Il écoute la radio plusieurs fois par jour et regarde la télévision au moins une fois par semaine, mais il ne va jamais au concert ni au théâtre, et seulement « de temps en temps » au cinéma (au moins une fois par mois) comme dans les « boîtes » ou les « boums ». Il possède au moins un instrument de musique et écoute souvent des disques et cassette. Mais il n'a que les journaux (3). Inscrit dans une association sportive, il pratique au moins un sport, ce qui lui prend entre une et quatre heures par semaine. Il est plusieurs fois aux sports d'hiver.

Le lycéen moyen ne fume « jamais ou quasiment jamais » et boit très peu d'alcool. Il pense qu'il est « dangereux » et il n'est donc pas « plutôt » ou « beaucoup » « plutôt » et n'a jamais envisagé de se suicider. Bien que beaucoup de ses amies aient eu leur première expérience entre quinze et seize ans, il n'a jamais eu de relations sexuelles et s'en trouve « plutôt satisfait ». Il envisage de se marier « peut-être » et souhaite avoir deux enfants.

### M. Giscard d'Estaing en tête

61,2 % des lycéens estiment que leurs relations avec les parents sont « plutôt bonnes » ; 20,2 % excellentes ; 14,9 % « plutôt mauvaises » et 4 % franchement mauvaises.

59,1 % déclarent n'avoir jamais eu de relations sexuelles. Toutefois, un garçon sur deux déclare avoir déjà eu des relations sexuelles et seulement une lycéenne sur quatre, 15 % des filles utilisant régulièrement la pilule et 2,8 % d'autres moyens « contraceptifs ».

82,4 % n'ont jamais fumé « d'herbe » (marijuana), 8 % en ont fumé une fois (soit 50 200 lycéens), 7,8 % de temps en temps (77 700) et 1,8 % un consommation « régulièrement » (16 400).

Politiquement, 27 % des lycéens se placent dans le camp des abstentionnistes. En cas d'élection présidentielle, 27,8 % voteront pour M. Giscard d'Estaing, 25,9 % écologiste, 17,1 % pour M. Mitterrand, 9,9 % pour M. Chirac, 9,7 % pour M. Marchais et 6,9 % pour l'extrême gauche. En dehors des

Catholique, il croit en Dieu, mais à une opinion « plutôt désavouable » sur la religion et « ne pratique plus depuis longtemps ». S'il devait voter à une élection présidentielle, il voterait pour M. Giscard d'Estaing ou pour un écologiste. Il souhaite vivre à la campagne sans toucher à la terre (pas d'emploi agricole) et ne se sent pas attiré par la vie en communauté. Sa philosophie de l'existence se résume à « s'adapter à la société parce qu'il le faut bien ».

Mais où sont donc les lycéens de mai 1968 ? Dix ans après l'élection de M. Giscard d'Estaing et les fiévreuses occupations de lycée, les élèves de mai 1978 semblent avoir perdu tout espoir de « changer la vie » et se contentent d'un avenir « petit-bourgeois ». Bien sûr, le lycéen-type n'existe pas. Une

étude plus fouillée de l'enquête de l'étudiant fait apparaître les distinctions entre Paris et province, entre établissements publics et privés, entre garçons et filles, entre l'enseignement général et l'enseignement technique, etc. Il se dégage, pourtant, des réponses de ces cinq mille lycéens (un sur deux cents) une sorte de consensus social, pour ne pas dire conformisme, qui étendrait les pourfendeurs de cette « jeunesse dévoyée » d'où nous viendrait tant de mal.

Non, les lycéens ne sont pas tous ces apprentis chômeurs qui ne pensent qu'à leur carrière et qui se réjouissent de la hausse des salaires, qui ne sont pas tous des contestataires impénitents qui rejettent les études et la société. En fait, et c'est le grand mérite de cette enquête que de le montrer, on s'aperçoit que les

lycéens restent, en 1978, des jeunes privilégiés qui reproduisent assez fidèlement les mentalités et les comportements de leur siècle, privilégiés comme eux. On peut regretter ce conformisme de la « jeunesse cultivée ». On peut se réjouir de le voir enfin sortir du « ghetto » où beaucoup l'enferment un peu vite. Une chose est sûre : les lycéens s'accrochent toujours plus qu'avant en eux l'image de la décadence ou le symbole du progrès. Ils ne sont pas tout ce que nos hérautes... et nos élites.

ROGER CANS.  
(1) 500 pages, 16 F, 7, rue Thorès, 75002 Paris.  
(2) En vente à partir du mardi 26 septembre.  
(3) 51 % des lycéens interrogés lisent « régulièrement » ou « de temps en temps » le « Monde » qui est le quotidien le plus cité par eux.

### Les enfants sourds ont-ils leur place à l'école ?

Le succès de l'intégration dépend du degré du handicap

De notre correspondant régional

Lyon. — Il y a peu de temps qu'en France les sourds « moyens, sévères ou profonds » c'est-à-dire ceux qui ne peuvent pas accéder au langage écrit par le geste ou plus rarement par la technique orale, un moyen de communication. La scolarisation en milieu entendant, pratiquée dans certains pays européens à une large échelle, tend à se développer. Elle est encouragée par beaucoup de parents qui jugent efficace cette méthode d'intégration.

L'Association nationale des parents d'enfants déficients auditifs qui y est favorable, dépend cependant l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour accueillir ces enfants sourds dans des classes spécialisées pour les enfants sourds. Aussi demande-t-elle que les effectifs dans les classes recevant un handicapé auditif soient réduits à une vingtaine d'élèves au maximum, que des postes d'enseignants soient créés en plus grand nombre, que la stabilité des titulaires soit assurée.

En insistant cette question de « la scolarisation des enfants sourds en milieu entendant » au programme des journées d'études

organisées récemment à Lyon (1), l'Association européenne des centres d'audiophonologie a permis de mieux cerner la question. Certes il est facile de tomber d'accord sur les conditions qui doivent être réunies pour que la scolarisation en milieu entendant puisse être tentée. Le docteur Jean-Pierre de Reynier (Genève) les rappelle. Il faut, par exemple, que les fonctions linguistiques de l'enfant soient suffisamment développées ; cela suppose un diagnostic de la surdité dans les vingt-quatre premiers mois de la vie et un appareillage, obligatoirement stéréophonique, tout aussi précoce.

Il faut également que le corps enseignant soit préparé à l'accueil des handicapés auditifs, c'est-à-dire informé sur les problèmes de la surdité et soit disposé à avoir des contacts fréquents avec l'orthophoniste, l'audioprothésiste, le médecin. A cet égard, plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de recourir à des centres linguistiques « rassemblement après les premières expériences françaises. Ce constat — que le docteur Courtoy (Bruxelles) résume ainsi : « Nécessité de rassembler les sourds » — suppose que l'on n'entretenne pas trop d'illusions dans les familles ayant un enfant sourd profond. La scolarisation en milieu entendant n'est pas la panacée. Elle doit être proposée avec une « grande souplesse », en quelque sorte « à la carte ». Les premières expériences montrent qu'elle peut être tentée dans certains cas, mais qu'elle n'est pas une « grande réussite » dans la majorité des cas.

### Ne pas entretenir d'illusion

Même si les meilleures conditions psychologiques et matérielles sont réunies, le succès n'est pas garanti. Les résultats dépendent largement du degré de surdité. Une étude réalisée à la demande de la Communauté économique européenne et portant sur mille six cents enfants sourds montre que si les chances d'intégration s'élevaient à 100 % en cas de surdité légère, si elles sont encore de 95 % pour les sourds « moyens », elles tombent à 35 % environ pour un sourd « profond ». Ces résultats paraissent confirmés par les premières statistiques — encore très partielles — rassemblées après les premières expériences françaises. Ce constat — que le docteur Courtoy (Bruxelles) résume ainsi : « Nécessité de rassembler les sourds » — suppose que l'on n'entretenne pas trop d'illusions dans les familles ayant un enfant sourd profond. La scolarisation en milieu entendant n'est pas la panacée. Elle doit être proposée avec une « grande souplesse », en quelque sorte « à la carte ». Les premières expériences montrent qu'elle peut être tentée dans certains cas, mais qu'elle n'est pas une « grande réussite » dans la majorité des cas.

L'intégration partielle peut constituer une mesure appropriée, surtout lorsqu'elle est conduite dans des locaux adaptés à la fois une école « normale » pour entendre et une école spécialisée. Plusieurs intervenants ont souligné que l'on ne peut pas attendre qu'elle soit appliquée au maintien des établissements spécialisés ou qu'elle soit appliquée aux enfants sourds profonds. Ce n'est pas pour autant que ce spécialiste et d'autres avec lui croient à une « culture des sourds ». Certes, remarque-t-il, les handicaps auditifs adultes ont tendance à mener des activités entre sourds et même à se marier entre eux. « N'est-ce pas parce qu'ils sont victimes d'une discrimination même inconsciente — dans la société ? » Les enfants sourds ne sont pas éduqués pour accueillir les sourds au milieu d'eux », a écrit l'un d'eux. N'est-ce pas au moins l'un des mérites de l'intégration de « dédramatiser » ce type de handicap chez les jeunes entendants et d'ouvrir des perspectives de relations meilleures dans l'avenir ?

BERNARD ELIE

(1) Ces journées étaient organisées par le Centre audiophonologique de Lyon et l'U.E.R. « Techniques de réadaptation » de cette ville.

### La mort du professeur Halpern

Une vie au service de l'allergologie

par le professeur PAUL MILLIEZ (\*)

Le professeur Bernard Halpern est mort, samedi 23 septembre à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans.

« Il apparaît de temps en temps sur la surface de la terre des hommes rares, exqu岸, qui brillent par leurs vertus et dont les qualités éminentes font d'eux un état prodigieux », Bernard Halpern était de cette exceptionnelle lignée.

Si vie, qui vient de s'échapper, fut marquée par une suite d'épreuves, de « miracles » et de triomphes. Né en 1904, dans une famille juive de huit enfants, au fond d'une bourgade ukrainienne de deux cents âmes, il connut misère et persécution. Il trouva un refuge clandestin auprès d'un prêtre catholique uniate qui lui enseigna le latin, le grec, l'allemand et le français. Il savait déjà le yiddish, le russe, le polonais et l'hébreu ; il apprit l'anglais plus tard. Bernard était digne. En 1915, à onze ans, il est déporté avec les siens, en wagon à bestiaux, en Sibirie. En 1917, la révolution russe permit à sa famille de retourner dans son village ; il retrouva son curé, reprend ses leçons.

A quatorze ans, ne supportant plus l'ambiance résignée de son entourage, il s'échappa. Il ne reverra jamais ses parents (sa mère mourra dans un four crématoire à Bergen-Belsen). Il erra dans une gare, il monta dans un train de prisonniers allemands en voie de rapatriement. Il les quitta en Pologne où il vit cinq ans en donnant des leçons aux élèves avec lesquels il poursuivit ses études secondaires, achevées en 1923.

Après de longues démarches, Bernard part pour le pays de ses rêves : la France. A Nancy, il

obtint le baccalauréat, P.C.N. et première année de médecine. En 1923, il débarqua à Paris ; boulevard Saint-Michel, il demanda l'adresse d'un hôtel à une jeune Polonaise qu'il épousa quelques années plus tard. Il poursuivit sa médecine, passa des licences de sciences, gagna sa vie comme frotteur de parquets, puis devint le garçon du laboratoire de médecine expérimentale de la faculté de médecine à 30 F la vacation. Il est reçu à l'externat ; il est nommé préparateur puis maître de conférences par son patron, le professeur Gautret. Halpern s'intéressait surtout aux physiologistes et pharmacologues parisiens et enseignait les techniques de médecine expérimentale à notre génération.

Il n'a pas encore cinq ans de nationalité française ; l'Internat lui est interdit par un décret-loi de Laval. Remarque pour sa thèse sur un nouveau vaccin antituberculeux, il fut nommé assistant externe de médecine et anti-histaminiques de synthèse. En 1940, Rhône-Poulenc se rappelle à Lyon qu'Halpern quittera en 1942 à l'arrivée des Allemands. Il fut alors la médecine en montagne jusqu'à un jour où Vichy lui interdit de pratiquer. M. Tiffeneau juge opportuniste de faire publier à ce moment l'important article de Halpern sur les anti-histaminiques, à Gand, par un prix Nobel, Heymans. Les Allemands l'apprenant, veulent arrêter Halpern. Il s'enfuit avec les siens en Suisse ; sa femme et ses enfants s'établissent à Genève sous la protection du professeur Block. Pendant huit mois, Halpern sera médecin d'un camp de réfugiés.

Tout a une fin, même le malheur. La France est libre. Charpentier a épousé les Allemands. Halpern revint à la capitale avec cette phénothérapie et assure, dès le lendemain de la guerre, notre prescrite médicale. En 1945, Halpern veut entrer au C.N.R.S. Il voit Joliot qui lui demande ce qu'il a gagné chez Rhône-Poulenc : 250 000 francs ; le C.N.R.S. lui propose 38 400 F ; Joliot conseille à ce père de famille de réfléchir. La décision est vite confirmée, mais le C.N.R.S. n'a ni locaux ni argent. M. Pasteur Valléry-Radot, qui dirige un laboratoire de recherches, donne à Halpern un local et collecte les premiers fonds. Suivent quinze années de travail fécond. Halpern voit affluer les élèves de par tout ; certains n'ont que dix ans ; certains sont devenus célèbres. Il décrit avec eux les propriétés anti-histaminiques et anti-anaphylactiques des dérivés de la phénothérapie. Halpern fût après sa pénitence respiratoire, le cheminement dans l'organisme d'une protéine marquée isotopiquement. Il démontre que tous les mammifères quel que l'on ait dit, peuvent se sensibiliser. Il constate qu'un traumatisme ou une irritation favorise la fixation in loco d'un anticorps circulant. Il analyse l'anaphylaxie passive et précise les modifications vasculaires au cours du choc anaphylactique. Il montre que les gammaglobulines

(\*) Professeur de clinique médicale à l'hôpital Broca, et médecin de l'hôpital Broussais.

### MÉDECINE

#### LES TRAITEMENTS CHIMIQUES DE LA DÉPRESSION DOIVENT ÊTRE UTILISÉS AVEC PRUDENCE

« La dépression est un dérèglement de l'humeur », en donnant lors d'une table ronde organisée par le Centre de psychiatrie internationale de Paris, cette définition vague de la dépression, le professeur Pierre Deniker (Paris) a montré comment elle peut prendre les formes les plus variées, allant de la simple « tristesse » à l'état suicidaire.

Il a attiré ensuite l'attention sur le traitement chimique des états dépressifs, en soulignant la disposition des médicaments. Il a notamment insisté sur l'action de l'ibuprofène, un « anti-inflammatoire très sévère », qui n'est pas un « antidépresseur ». « Beaucoup de médicaments », a-t-il ajouté, « perdent du temps parce qu'ils sont traités avec des mauvais médicaments ». Il a insisté sur la nécessité de la prudence avec les thèmes de l'exposé du professeur Yves Felcler (Paris) sur l'angoisse. S'adressant plus directement aux pharmaciens, qui font face à l'insistance croissante des médecins, il a rappelé les différents aspects de ce symptôme : l'angoisse panique, l'angoisse paroxysmique, qu'il enregistre ce « phénomène anormal qui tient toute l'existence ». Le professeur Felcler a conclu sur une « réhabilitation » de l'angoisse, parfois nécessaire à la création.

Le professeur Jacques Paccalin (Bordeaux) s'est présenté à son tour. Il a insisté sur le fait que l'angoisse est un problème de l'angoisse et de la dépression. Il a insisté sur la nécessité d'une bonne formation psychologique du médecin généraliste. « Ce phénomène, qui doit évaluer du ghetto de sa discipline », a-t-il ajouté, « n'est pas une pathologie à proprement parler, beaucoup plus souvent qu'on ne l'imagine ». Concernant le traitement de l'angoisse et de la dépression, il a notamment rappelé que les tranquillisants anxiolytiques et anti-dépresseurs étaient à manier avec de grandes précautions par le généraliste, qui a d'ailleurs, à sa disposition d'autres méthodes, telles que la psychothérapie, la relaxation, la diète et la kinésithérapie, les uns n'excluant pas les autres.

« La C.G.T. vient d'écrire au premier ministre et au ministre du travail et de la participation pour protester contre les projets de gouvernement en matière de Sécurité sociale. Dans une lettre au ministre du travail et de la participation, la C.G.T. a refusé la nouvelle formule de contrôle des malades telle qu'elle est envisagée par les services du ministère.

Dans la lettre adressée à M. Raymond Barre, le secrétaire général de la C.G.T., M. Georges Seguy, demande à être reçu à l'hôtel Matignon afin d'être informé des perspectives gouvernementales sur l'avenir de la Sécurité sociale.

**Prepa H.E.C.**  
Admission  
en Prépa 1 : BoC C,  
en Prépa 2 : autres Boc.  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION  
102, rue de Valenciennes,  
75015 PARIS — 273-07-72

**D. E. C. S.**  
Probatoire et certificats.  
Cours de jour et de soir.  
Admission niveau Boc.  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION  
102, rue de Valenciennes,  
75015 PARIS — 273-07-72

# RELIGION

## LES FINANCES DU VATICAN

# L'Église vit-elle au-dessus de ses moyens ?

Le budget du Vatican est déficitaire depuis 1973. Il s'élevait à quelque 30 milliards de lires italiennes (1) par an (150 millions de francs) et accuse, chaque année, un déficit d'environ 10 milliards de lires, qui, cette année, atteindra quelque 12 milliards. Le cardinal Egidio Vagnozzi, préfet des affaires économiques du Saint-Siège, déclarait

récentement : « A ce rythme, notre déficit atteindra 40 milliards en 1981. » Selon la banque des règlements internationaux de Bâle, les dépenses du Vatican à l'étranger ont augmenté de 20 milliards de lires en deux ans. Quand on sait que le récent conclave a coûté environ 8 milliards de lires, qu'en cinq ans la somme

globale dépensée pour payer les salaires du personnel du Vatican a plus que doublé — passant de 7 à 15 milliards de lires — et qu'une des sources de revenu importantes, le dîner de Saint Pierre, connaît une baisse alarmante — les 8 à 10 milliards de lires annuels sont tombés à

2 milliards. — on peut se demander si l'Église ne se verra pas menacée par la banqueroute. Lorsque Jean Paul II était patriarche de Venise, il a vendu son crucifix en or, coté à 15 millions de lires, pour ordonner une œuvre d'art de son frère handicapé mentaux. Devient-il, par conséquent, un moyen de vendre les trésors du Vatican ?

La publication par la revue Concilium (numéro 137, Editions Beauchesne) d'un dessin sur les structures financières dans l'Église, auquel ont travaillé cinq auteurs, renforce un vieux débat. Dans la presse on avance parfois que le capital produit du Vatican est de 50 à 65 milliards de francs suisses ou que le portefeuille en titres s'élève à 2 milliards de livres sterling.

Absurde ! ripostent les autorités de l'Église, ces chiffres sont des plus fantaisistes. Mais, aussi longtemps que toute la cité n'aura pas été livrée sur un des aspects les plus secrets de l'organisation ecclésiastique, il est inévitable — et légitime — que l'on s'interroge sur les ressources dont dispose l'Église, sur la manière dont elle gère son « patrimoine », composé pour une part de l'argent des fidèles, et sur la corrélation ou non entre ses déclarations sur la pauvreté évangélique et la solidarité avec le tiers-monde et ses propres activités financières, étant donné qu'elle fait partie du système capitaliste.

Avec la création en 1970 par Paul VI d'une préfecture des affaires économiques du Saint-Siège, destinée à rationaliser, centraliser et exercer un certain contrôle sur les finances du Vatican — il existe cinq budgets distincts, — un coin du voile qui recouvrait ce domaine mystérieux a été levé. C'est ainsi que Giancarlo Zizola, journaliste et vaticanologue romain, e. p. u., dans un livre paru en

1977, *Quale papa? (Quel pape?)* et qui paraîtra bientôt en français, dresse le premier bilan tant soit peu sérieux sur ce « serpent de mer » insaisissable. D'emblée, Giancarlo Zizola avoue ne pouvoir prétendre, tout au plus, qu'à « une certaine dose de probabilité » dans une recherche qui se fonde seulement sur « quelques rapports officiels, très généraux publiés ces dernières années dans les Attributs della Santa Sede et sur quelques déclarations autorisées des responsables du Vatican, tendant à réduire l'importance du trésor du pape indiquée à travers des chiffres présumés, cités par certains écrivains et journalistes, dans des livres ou des articles ».

Notant que l'empire financier du Vatican fut longtemps secret pour le pape lui-même, l'auteur rappelle les « énormes efforts » déployés par Paul VI pour convaincre les diverses administrations du Vatican, et notamment des congrégations de la Curie très puissantes comme le Saint-Office, d'accepter d'être coordonnées dans une politique économique d'ensemble.

Ce qui scandalise l'opinion publique, constate l'auteur, ce n'est pas que l'Église ait des ressources, mais qu'elle en cache l'origine et l'utilisation. « Le secret, écrit-il, fait supposer que, derrière les coulisses, il y a d'immenses richesses d'origines douteuses, ou encore des trafics profitant à des particuliers, à qui le

Vatican ou l'un de ses mandataires prête un titre de banqueroute. Il est notoire qu'à la banque du Vatican — l'Institut des œuvres de religion — on accède non seulement les citoyens du Vatican et les ordres religieux, mais aussi, souvent par l'intermédiaire de prête-noms, un certain nombre de personnes qui contiennent eux-mêmes leur propre patrimoine afin de le soustraire au fisc italien. Personne n'a pu nier que l'une des voies préférées pour faire fuir les capitaux hors d'Italie lors de la nationalisation de l'énergie électrique en 1962 ou au cours des périodes de crises successives, passait par les coffres-forts du Vatican, grâce à des prête-noms complaisants qui avaient le droit d'y accéder. »

### Le secret comme instrument politique

Cela dit, la fraude fiscale n'est qu'exceptionnelle et ne touche qu'une minorité. Plus grave est l'utilisation du secret comme instrument politique. « Le secret financier du Vatican, écrit Zizola, nous apparaît ainsi comme se rattachant organiquement aux solidarités idéologiques d'une Église de pouvoir, installée parmi les pouvoirs de ce monde et, partant, en état de schizophrénie par rapport à ses fins et à sa réalité sociologique : celle d'une Église dont la majorité des fidèles se trouve de plus en plus dans l'hémisphère Sud, sur

les parties les plus pauvres de la terre. Quelles conséquences aura-t-elle dans ces zones du globe, les connaissances du fait que l'Église catholique trouve les sources de sa vie matérielle auprès des centres financiers et en contact avec les logiques économiques responsables de l'oppression des peuples ? »

Paul VI a été le premier conscient du problème. Il a déclaré à plusieurs reprises que son vœu — l'Église doit être ouverte — pour être fidèle à l'Évangile, mais qu'« on doit voir qu'elle est saine ». En 1965, peu de semaines après que l'Économiste ait écrit que le pape est « la plus grande personnalité du monde avec un portefeuille en titres représentant 1,5 milliard de plus de 2 milliards de livres sterling (16 milliards de francs), Paul VI avouait aux cardinaux qu'il ressentait « la gêne bête de nos ressources financières limitées ».

Et, dans un discours de juin 1970, il développait cette affirmation en ces termes : « On pourrait facilement démontrer que les richesses accumulées que, de temps en temps, une certaine opinion publique attribue à l'Église sont d'importance bien dérisoire et souvent insuffisantes pour les besoins modestes et légitimes de la vie ordinaire tant de nombreux catholiques et religieux que d'institutions de charité ou de services sociaux. » Cependant, il affirmait « accepter la demande que font les hommes d'aujourd'hui, spécialement ceux qui regardent l'Église du dehors,

affin que l'Église se manifeste comme elle doit être, qu'elle ne soit certes pas une puissance économique, qu'elle ne revête pas d'apparences de richesse, qu'elle ne s'occupe pas à des spéculations financières, qu'elle ne soit pas insensible aux besoins des personnes, des groupes sociaux, des nations dans l'indigence ».

Alors, « gêne bête » ou richesses fabuleuses ? G. Zizola répond, avec raison, que le Vatican n'échappe pas à la crise économique et que le curia, notamment, « vit au-dessus de ses moyens », à la suite d'une centralisation et d'une bureaucratie accrues. De mille trois cent vingt-deux personnes en 1961, les effectifs de la curie sont passés à trois mille aujourd'hui, auxquels s'ajoutent mille membres du personnel à la retraite. Les moyens « les rétributions s'élèvent à 720 000 lires (3 600 francs suisses) par mois, et un cardinal de curie peut gagner 6 000 francs. De 1970 à 1975, les traitements annuels ont doublé et les dépenses annuelles du Saint-Siège atteignent aujourd'hui 30 milliards de lires.

Les budgets du Vatican ont également été gravés ces derniers temps par des constructions importantes, comme la nouvelle salle des audiences (environ 12 milliards de lires).

### Un patrimoine de 600 milliards ?

Même si les dépenses courantes ont tellement augmenté au Vatican que, face à une situation gravement déficitaire, le cardinal secrétaire d'État, Jean Villot, a été amené en 1975 à renouer le dialogue prévisionnel de la curie, cela ne nous dit rien sur le montant du patrimoine du Saint-Siège. Paul VI en évaluait celui-ci ? Selon G. Zizola, il provient en grande partie de la convention financière conclue avec Mussolini en 1929, comme indemnité pour les biens perdus : soit 1 milliard de lires sous forme de rente (bons du Trésor) et 740 millions versés comptant. Gérés très habilement par le financier Bernardino Nogara, ces fonds atteignent 800 milliards aujourd'hui, estime M. Massimo Spada, ex-banquier du Vatican. Des investissements, en revanche, se montrant beaucoup plus prudents. D'une interview, le cardinal Egidio Vagnozzi, par exemple, a laissé entendre que les sommes ne dépassent pas 10 milliards de lires.

Quoi qu'il en soit, le Saint-Siège cherche un meilleur rendement pour ses investissements, surtout après le krach du banquier Michel Sindona, qui aurait fait perdre au Vatican la somme de 200 milliards de lires. Le cardinal Vagnozzi et le nouveau directeur de l'Institut des œuvres de religion, Mgr Paul Marcinkus, un Américain de cinquante-six ans, ont adopté une nouvelle politique qui consiste à ne prendre que des participations minoritaires dans les entreprises et surtout à vendre des actions italiennes, frappées d'un lourd impôt pour investir de préférence aux États-Unis et au Canada.

L'autre source de revenus est représentée par le dîner de Saint-Pierre, collecte qui remonte aux initiatives des catholiques français en faveur de la papauté après la « prise de Rome » en 1870. Ces cotisations — en baisse constante (2) — sont recueillies et envoyées par les évêques nationaux à l'occasion des « fêtes du pape ». D'autres ressources, enfin, proviennent des magasins de la curie du Vatican, de la vente des timbres (bénéfice de 2 milliards de lires par an) (3), etc.

Pour tenter une synthèse, pourtant risquée, conclut Giancarlo Zizola, disons qu'en additionnant les ressources financières à la disposition, comme patrimoine produit, des centres les plus importants (préfecture des affaires économiques, administration du patrimoine du Siège apostolique, Institut pour les œuvres de religion, dîner de Saint-Pierre, gouvernement, sanctuaires), on pourrait approcher d'un ensemble total de 600 milliards de lires.

Cela peut paraître un « megal » confortable, mais le problème c'est que, depuis cinq ans, le Vatican n'arrive plus à couvrir son budget et se voit obligé, pour équilibrer ses comptes, de mettre sur son capital. En d'autres termes, le Vatican vit au-dessus de ses moyens.

ALAIN WOODROW.

- (1) 1 FF = 200 lires.
(2) La contribution de dix diocèses de Paris ne dépasse pas 70 000 francs par an.
(3) On évalue à 1 milliard de lires le bénéfice rapporté par la vente des timbres. S'ils étaient vendus pendant l'hiver, qui sont très prisés par les philatélistes.

### Les institutions et les hommes

Dans le cadre de la réforme de la curie, réalisée par Paul VI en 1967, voici les principales émanations qui occupent des questions financières :

• PREFECTURE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DU SAINT-SIÈGE, présidée par le cardinal Egidio Vagnozzi, septante-deux ans. Cet ancien député apostolique aux Cortes de la République italienne est le véritable ministre des Finances et du Jean Paul II.

• ADMINISTRATION DU SAINT-SIÈGE, présidée par le cardinal Jean Villot, secrétaire d'État. Cet organisme, créé par Paul VI, est un fait divers par son secrétaire, Mgr Lorenzo Antonelli, cinquante-six ans, ancien promoteur au Vaire. De lui dépendent la section juridique de l'administration (qui gère des salaires du personnel du Vatican, des biens immobiliers, etc.) et la section extracuriale (qui s'occupe des investissements du Saint-Siège et de patrimoine provenant essentiellement de la vente de la « Latran », dirigée par M. Benedetto Agnelli, cinquante ans, successeur de Bernardino Nogara et véritable émanation grise des finances vaticanes. Il a travaillé au Crédit belge de Bruxelles et est ce qui du cardinal Benelli.

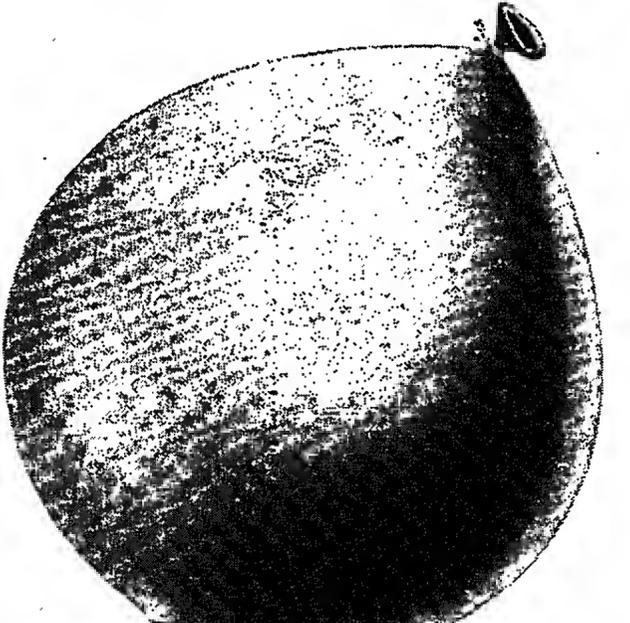
• INSTITUT POUR LES ŒUVRES DE RELIGION, présidé par Mgr Paul Marcinkus, un Américain de cinquante-six ans, envoyé à Rome il y a une quinzaine d'années par le cardinal Spellman. Cet organisme est, en fait, la banque privée du Saint-Siège. Sous une commission cardinalice de surveillance présidée par le cardinal Villot, l'Institut est chargé des activités administratives de cinq paroisses, dont trois ecclésiastiques, soit deux de rayonnement mondial, deux locales. Cette banque administre les dépôts de mille trois cent quatre-vingt-cinq autres religieux, institutions et associations dépendant de l'Église catholique, cardinaux, évêques, prêtres de la curie, citoyens de l'État du Vatican, et même de la République italienne s'ils ont les relations nécessaires.

Enfin, le Nouvel Économiste (21 août 1978), la banque gère dix mille cinq cents comptes courants et est le Paul VI était le compte 16-18). Les ses dépôts, le quotidien romain et la République aient de réviser que le ministre italien du commerce existait à récemment financé la Banque d'Italie et l'IDR des banques de sécularisation de regroupement de religion a désormais le même statut sur le marché italien que d'autres banques étrangères. Cela signifie d'une part qu'elle sera soumise à toutes les obligations fiscales liées aux opérations bancaires prescrites par la loi italienne, d'autre part qu'elle pourra ouvrir une succursale en territoire italien.

En plus de ces trois instances effectives, il y a le conseil pontifical des œuvres, présidé par le cardinal Gantini, qui coordonne l'activité des différentes associations caritatives et sociales du Saint-Siège ; l'Œuvre de la propagation de la foi, l'Œuvre de saint Pierre apôtre et des missions pontificales, Javille et Paris, le Conseil des laïcs, etc. On ignore les dimensions des interventions coordonnées par Corcum, mais on estime à quinze millions le nombre de personnes à travers le monde assistées par les institutions catholiques.

PREPAREZ LES DIPLOMES D'ÉTAT DE LA COMPTABILITÉ. Aucune limite d'âge. Aucun diplôme exigé. Début des cours de votre convenance. Possibilité de sécularisation de regroupement. Demandez la brochure gratuite 28 LM/5. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Établissement privé d'enseignement à distance et de formation permanente fondé en 1975. 4, rue des Petites-Champs, 75009 PARIS CEDEX 09. Etudes de la formation continue de la formation continue.

(Publicité) Dimanche 24 septembre, à 15 h. 30. Salle Paul-Garrel, 5, impasse Flesselles - LYON (1<sup>er</sup>). Conférence-débat : « DIEU EXISTE-T-IL ? » Entrée libre et gratuite. Organisation : Uelco des Abbés, 03300 Bellecour.



# Qui peut dégonfler vos coûts de production ?

Seriez-vous arrivés au stade où vos gains de productivité sont impuissants à enrayer l'inflation de vos coûts de production ? Alors, avant de lancer un nouveau programme d'investissement, étudiez soigneusement les avantages que vous propose la République d'Irlande. Tout d'abord, les coûts de production à l'unité sont les plus bas du Marché Commun. Cela vient non seulement des avantages de la zone Sterling mais aussi du fait que

le plupart des coûts d'exploitation sont moins élevés que dans les autres pays industrialisés du Marché Commun. De plus, le Gouvernement Irlandais peut financer une grande partie de l'investissement nécessaire à votre prochaine expansion. Enfin, vous serez totalement exonéré d'impôt sur les bénéfices à l'exportation jusqu'en 1990. Si vous êtes intéressés, appelez Ken Lynn au 720-87-10 pour convenir d'un rendez-vous ou pour obtenir simplement des précisions par téléphone.

## L'IDA Irlande



Le Gouvernement Irlandais met les experts de l'IDA à votre disposition. Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation près de 300 entreprises européennes. L'IDA IRLANDE peut concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins. L'IDA IRLANDE vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise atteigne sa pleine capacité de production, dans le respect des délais. IDA IRLANDE 34, Avenue George V - 75008 PARIS Téléphone: 720.67.10 Téléx: 860416.

VOA MCCONNELL

صوتنا من الاعمال

صلى الله عليه وسلم

RELIGION

Jean Paul I<sup>er</sup> a « pris possession » de la basilique Saint-Jean-de-Latran

Rome. — Pour la première fois depuis son élection, Jean Paul I<sup>er</sup> a quitté le Vatican, samedi après-midi 23 septembre, pour se rendre à Rome. Un voyage qui n'en est pas un, puisque des deux côtés de la frontière le pape est chez lui ; chef spirituel de l'Église catholique, il occupe aussi la charge d'évêque de Rome. C'est d'ailleurs ce dernier titre qui fait de lui le souverain pontife (et non l'inverse), comme il devait le rappeler lui-même au « pre-

nant possession » de la basilique Saint-Jean-de-Latran, « sa » cathédrale. La coutume remonte au Moyen Âge. Ce voyage d'une dizaine de kilomètres donnait lieu jadis à des cortèges grandioses : le pape était en carrosse ou sur la sedia, parfois à cheval ou juché sur une mule blanche, et il jetait à la foule des pièces d'argent. Interrompue après la chute de Rome (1870), la « prise de possession » devait être rétablie par le suite mais de manière moins voyante.

De notre correspondant

Jean Paul I<sup>er</sup> a choisi la simplicité, comme ses prédécesseurs immédiats. On a seulement sorti pour l'occasion la Mercedes découverte, immatriculée au Vatican et portant le numéro un. Face au « pape qui sourit » étaient assis les cardinaux Villot, secrétaire d'État et Confalonieri, doyen du Sacré Collège. Quelques agents en motocyclette précédèrent le cortège, réduits à quelques automobiles.

plus pauvres de la périphérie, Castel Jubleo. Jean Paul I<sup>er</sup> n'a pas improvisé son homélie. Mais il s'est exprimé à la première personne du singulier sans le « nous » pontifical. Rome, a-t-il dit, doit montrer l'exemple en étant « un modèle de vie communautaire chrétienne ». Et pour l'être, il faut « que ceux qui sont honorés », non seulement par l'affluence des fidèles dans les églises et une vie privée exemplaire, mais par « l'amour des pauvres ».

Suivant l'exemple de Paul VI, le pape n'a pas voulu que la municipalité de Rome vienne lui rendre hommage à Saint-Jean-Latran ; il a fait lui-même une escale au Capitole, qui est sur la route. Retour à une ancienne tradition ? Sans doute. Mais il se trouve que Rome est rouge depuis l'été 1976 et que son maire, M. Giulio Carlo Argan, a été élu (comme « indépendant») sur une liste communiste. L'escalade de Jean Paul I<sup>er</sup> n'avait aucune visée politique. On aurait tort d'y voir un quelconque geste en faveur du P.C.I. Rome s'est librement donné une municipalité de gauche et le Vatican en a pris son parti. Tant que premier citoyen de la ville, M. Argan, qui est un éminent historien de l'art, avait rencontré plusieurs fois Paul VI. Et il aura d'autres occasions de s'entretenir avec Jean Paul I<sup>er</sup>. En s'arrêtant à la mairie, celui-ci a simplement voulu témoigner aux Romains qu'il s'intéressait à leur ville devenue la sienne.

Cette homélie a donné au nouveau pape l'occasion de prendre position, pour la première fois, de manière très nette, presque polémique. Depuis son élection, il s'était déjà prononcé sur quelques thèmes — l'obédience, le mariage, le respect de la vie, — mais pas aussi vigoureusement qu'il l'a fait le 23 septembre pour la liturgie. « Je pourrais aussi, a dit Jean Paul I<sup>er</sup>, que Rome donne le bon exemple en matière de liturgie, célébrée pieusement, sans fausse « créativité ». Certains abus en matière liturgique ont pu favoriser par réaction des attitudes ayant elles-mêmes conduit à des prises de position insoutenables, en contraires avec l'Évangile. En faisant appel, avec affection et espérance, au sens des responsabilités de chacun devant Dieu et l'Église, je voudrais pouvoir assurer que toute irrégularité liturgique sera soigneusement évitée ».

UNE ORGANISATION INTERNATIONALE PRIVÉE ATTIRE L'ATTENTION SUR LES CHUTES D'ENGINS SPATIAUX

Genève (A.F.P.). — L'Organisation internationale de protection civile (O.I.P.C.), association privée dont le siège est à Genève, vient de lancer une mise en garde contre un « danger nouveau » : la chute d'objets lancés par l'homme dans l'espace. L'O.I.P.C. redoute « des accidents vifs des catastrophes » provoquées par la chute des objets qui tombent actuellement autour du globe. Elle attire particulièrement l'attention sur le cas des satellites porteurs de réacteurs nucléaires ou de générateurs nucléaires, et demande que soient précisées les responsabilités des puissances spatiales.

Le risque d'accidents existe, mais il est faible, et celui de catastrophes est infinitésimal. Les chutes de fragments de satellites sont bien moins nombreuses que les chutes de météorites : quatre météorites de 1 tonne, donc plus lourdes et surtout plus dangereuses que les satellites, tombent chaque jour dans l'atmosphère terrestre ; en général, des fragments atteignent le sol, et des météorites bien plus lourdes ne sont pas rares : le 10 mai 1976, une pluie de fragments, dont le plus gros pesait 1 770 kilogrammes, a arrosé 500 kilomètres carrés de la Chine du Nord-Est. Or, en deux satellites, d'après une étude de la NASA, les météorites ont blessé six personnes et n'en ont tué aucune, et l'on n'a constaté aucun dommage matériel imputable à la chute d'un satellite.

Le cas des engins porteurs de systèmes radioactifs est un risque plus important. Quatre « à nées » sont connus : Cosmos-95 au nord du Canada, au début de cette année ; un satellite américain tombé dans l'océan Indien en 1974 ; le module lunaire d'Apello-11, retombé dans le Pacifique en 1976, et un satellite Nimbus, dont le lancement échoua en 1968. Dans ce cas, cependant, le générateur à isotopes peut être récupéré intact. La encore, ces chutes n'ont pas eu de conséquences dommageables, mais elles auraient pu en avoir. Un sous-comité de l'ONU étudie actuellement l'interdiction ou du moins la réglementation des lancements d'engins porteurs de matériaux radioactifs.

S'ILS NE VEULENT PAS AGGRAVER LEUR RETARD

Les États-Unis doivent mettre au point très vite un programme de développement des utilisations de la télématique

Washington (A.F.P.). — L'utilisation rationnelle des technologies avancées des télécommunications jouera un rôle croissant dans l'information, l'éducation et la protection des populations urbaines au cours de la prochaine décennie, affirme un rapport rédigé par le Conseil national de la recherche et l'intention de plusieurs départements ministériels américains.

Le rapport souligne que les États-Unis sont en retard sur des pays comme l'Allemagne de l'Ouest, la Suède, l'Italie, le Japon, la France et la Grande-Bretagne, notamment dans l'élaboration d'un programme de longue haleine de développement de ces technologies. A moins que le gouvernement ne décide de faire faire à cette industrie des pas de géant, dit-on dans ce rapport. Les États-Unis seraient bientôt largement dépassés dans la conception de ces technologies. Ainsi les auteurs du rapport préconisent le lancement d'un programme pluridisciplinaire s'étendant sur plusieurs années, destiné à développer les utilisations possibles du téléphone, de la télévision, de la radio, des ordinateurs et des transmissions par câble, pour fournir au public des services de communication d'une conception toute nouvelle.

« Il n'est pas inné de prévoir que les technologies avancées des télécommunications seront utilisées d'abord au Japon, en Europe et au Proche-Orient, avant d'être importées aux États-Unis », affirme le rapport, qui ajoute : « Qui peut prédire l'effet que cela aura sur notre industrie des communications ? »

L'utilisation de l'ensemble de ces technologies intégrées, indique le rapport, devrait permettre de fournir au public la possibilité de s'instruire chez lui grâce à des terminaux d'ordinateur relativement peu coûteux, de placer sous surveillance constante les cardiaques, d'out des électrocardiogrammes seraient automatiquement envoyés aux hôpitaux, de fournir aux contribuables instantanément tous renseignements sur les programmes de sécurité sociale, les impôts ; grâce à des terminaux installés à des endroits précis dans les divers quartiers des villes, de protéger chez elles ou dans les rues les personnes âgées des attaques des voleurs, de réduire le coût d'utilisation de différents appareils en prévenant les usagers des périodes où les prix sont les plus élevés, d'économiser de l'énergie en substituant les télécommunications aux voyages non essentiels, etc.

DANS LE MÊME NUMÉRO DU NOUVEL observateur Banquiers: comment ils exercent leur pouvoir La suite de notre grande enquête

ISSEC Automne 1978 ISSEC

formation continue des cadres (Groupe ESSEC) Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales (Début des cours : 4 octobre 1978) formation continue des cadres (Groupe ESSEC)

1.355 cadres, ingénieurs et dirigeants d'entreprises de toutes dimensions et de tous les secteurs de l'économie ont participé ou suivent encore actuellement les programmes de l'ISSEC pour l'année 1977-1978. Créé il y a dix ans par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou

« crédits » — de quatre mois, à raison d'UNE JOURNÉE PAR QUINZAINE. Quatre crédits qui totalisent près de cinq cents heures de travail sur deux années ainsi que la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité de niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Bien que pris de 60 % des participants aient des diplômes

d'enseignement supérieur, les enseignements de l'ISSEC sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Assurés par un centre d'orientation, véritable conseil en formation, les participants bénéficient eux-mêmes de leur plan de perfectionnement personnalisé. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans).

Les cours de chaque crédit, enseignés UNE FOIS TOUS LES QUINZE JOURS, sont donnés par journaux complètes et pour les programmes d'automne 1978 à partir du 4 octobre dans les nouveaux locaux de l'ISSEC, 35, boulevard Sébastopol 75001 Paris. Au cœur de la capitale, entre le Centre Beaubourg et la Forum des Halles. Juste en face de la nouvelle station du R.E.R.

Des programmes intensifs Par groupes de 15 personnes environ, la session d'octobre 1978 de l'ISSEC comprend les enseignements suivants : Personnel et formation, Comptabilité et finance, Marketing, Les diplômes de spécialité ISSEC, La formation ISSEC, ISSEC

Personnel et formation Depuis deux ans, 430 cadres, de tous les secteurs de l'entreprise, ont participé au cours de la fonction Personnel et de la fonction Formation à l'ISSEC. 1. Techniques de base de la fonction Personnel : Proposer les méthodes techniques essentielles de la fonction Personnel et leur intégration opérationnelle. 2. Structures et Communications : Analyser les comportements humains qui résultent de l'organisation et la structure de l'entreprise. 3. Relations Industrielles : Étudier et comprendre les situations de relations et du travail en groupe dans l'entreprise. 4. Droit du travail : Faire prendre conscience aux cadres, non juristes, de l'importance des problèmes juridiques dans les rapports du travail. 5. Direction du Personnel par l'encadrement : Aider les Cadres opérationnels à réfléchir à leur rôle dans la direction et la gestion du personnel. 6. Méthodes et pratiques en Formation permanente : Proposer les méthodes disponibles pour tout formateur ainsi qu'un ensemble d'outils pédagogiques. 7. Organisation et gestion de la formation : Permettre aux responsables de formation de déterminer les orientations de leurs fonctions et établir une structure de fonctionnement.

Comptabilité et finance Plus de 900 personnes ont participé ces deux dernières années aux cours de comptabilité et de finance de l'ISSEC. COMPTABILITÉ 1. L'ISSEC enseigne les cours de base en comptabilité générale et comptabilité analytique pour tous les gestionnaires appelés à utiliser les informations économiques et financières d'origine comptable à l'intérieur de l'entreprise. 2. Le cours de contrôle de gestion permet à tous les gestionnaires d'une unité décentralisée d'étudier les aspects du contrôle de gestion et du processus de planification. 3. Le cours de Pratiques et Audit des Informations Comptables concerne tous les utilisateurs des documents comptables, les cadres administratifs et financiers et les responsables de l'outil. 4. Les cadres voulant se familiariser avec les mécanismes et problèmes fiscaux suivent avec profit le cours de Fiscalité des entreprises. FINANCE L'enseignement de la finance à l'ISSEC comprend six cours de perfectionnement : 1. Techniques de gestion financière. 2. Analyses financières et évaluation des sociétés. 3. Financement des entreprises. 4. Décisions et politiques financières. 5. Finances Internationales. 6. Anglais de finance et économie.

Marketing 635 cadres d'entreprises ont suivi depuis le début de 1978 les divers enseignements de Marketing à l'ISSEC. 1. Marketing fondamental. 2. Chef de produits. 3. Marketing des produits Industriels. 4. Etudes et recherches en Marketing. 5. Direction des ventes. 6. Communications publicitaires. 7. Distribution et merchandising. 8. Marketing et marchés étrangers. 9. Politiques de Marketing. 10. Anglais de marketing et négociation. Les autres enseignements proposés deux fois par an par l'ISSEC concernent les disciplines suivantes : Secrétariat général et problèmes juridiques, Production, Organisation, Communication dans l'entreprise, Informatique, Entreprise et environnement, Gestion de la P.M.E.

Les diplômes de spécialité ISSEC L'ISSEC délivre un diplôme de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise : PERSONNEL, FORMATION, MARKETING, CONTRÔLE DE GESTION, FINANCE, PRODUCTION, SECRETARIAT GÉNÉRAL, ORGANISATION homologués par l'État depuis 1974. Les diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accès aux différents diplômes sont réservées aux professionnels de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accès à un diplôme est accompagnée d'un projet de perfectionnement. Lorsque ce projet a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. La formation ISSEC Les cours de l'ISSEC sont enseignés à la fois par les professeurs du Groupe ESSEC et des praticiens renommés pour leur talent pédagogique. Chaque cours représente neuf journées de huit heures réparties sur quatre mois. Cette formule est particulièrement bien adaptée aux cadres en activité. Elle évite une absence prolongée et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, de la formation reçue. Ceux qui participent aux cours de l'ISSEC y trouvent non seulement une possibilité de se perfectionner, mais aussi une ouverture sur des disciplines ou méthodes nouvelles. Centre de langues Langues enseignées : ANGLAIS ALLEMAND, ESPAGNOL, ARABE, RUSSE, BRESILIEN. « APPELÉ ISSEC » CENTRE DE LANGUES 33-71-83

Centres associés de l'ISSEC : Limoges, Nîmes, Orléans, Angers, Royan... ISSEC - 35, bd Sébastopol, 75001 Paris - Tél. 233-21-88 - Etablissement privé de formation continue

# DÉFENSE

## Témoignages sur l'insoumission et le service national : Patrick, Stéphane et les autres

### Comment connaître une loi dont la diffusion est interdite ?

De M. André Brugère, professeur d'anglais et président du Mouvement d'action non violente de Saint-Quentin (Aisne) :

Stéphane Cussemers a vingt-deux ans. Un peu plus jeune que moi, il a peut-être, de ce fait, des idées moins déterminées. Certes, il ne voulait pas porter les armes. Mais — il nous le franchement — il était plus ou moins convaincu de se faire réformer. Quand il a su qu'il n'était pas réformé, il a plus ou moins inconsciemment refusé de réfléchir au problème. A tort, il l'a reporté à plus tard et est parti en vacances en Allemagne de l'Est pendant un mois. Au cours d'un quel est arrivée la lettre félicitative que sa fiancée, pour ne pas l'inquiéter, lui a cachée jusqu'au dernier moment.

#### L'irrémissible

De retour d'Allemagne, il a dû se rendre précipitamment à Verdun. Et là, il a été brutalement confronté au problème. Il devait prendre une décision. Ce qui était sûr, c'est qu'il ne pouvait pas aller contre sa conscience. Foucault dans le noir, il dit à son officier : « On fait-il s'adresser quand on ne veut pas porter l'uniforme ? ». On le mène devant le colonel, auquel il déclare : « Je demande le statut d'objeteur de conscience ». Le colonel est courtois, il va se renseigner (1). Pendant ce temps, Stéphane est mis aux arrêts. Il espère, il croit en la bienveillance des hommes qui s'occupent de son cas. Peu de temps après, la réponse arrive : « C'est impossible, il fallait demander votre statut il y a un mois. Accepteriez-vous un service non armé dans l'armée ? » Stéphane concède : « Oui, j'accepte ». Il signe les formalités ; tout va sans doute s'arranger.

**math-sup Médecine et Pharmacie**  
services préparatoire à toutes carrières médicales et pharmaciennes  
CEPES Compagnie libre de professeurs  
57, rue Ch. Laffitte, 92 Noilly  
(21.94.94 ou 745.88.13)

Mais le général dit non. Il faut qu'il porte les armes. Pour lui, en effet, Stéphane doit se soumettre à l'armée — comme autrefois à l'empereur romain, — sinon son service ne sera pas valable.

L'irrémissible commence. Stéphane entame une grève de la faim le 18 août, qu'il continue encore dans sa chambre 30 du service médecine de l'hôpital des armées Legouest, à Metz. Il en informe sa fiancée, qui, par une mauvaise transmission de courrier, ne le saura que onze jours plus tard.

Jusqu'à quand vont-ils le garder ? Je ne crois pas que les militaires le pousseront jusqu'à sa dernière extrémité. Stéphane est sérieux, poli, sincère, intelligent. Et les militaires, j'en suis sûr, s'en sont rendu compte. Ils l'ont d'ailleurs sorti de sa prison pour le mener à l'hôpital militaire, ce qui, parait-il, n'est pas la règle générale. Mais combien vont-ils prendre plaisir à le voir s'affaiblir ? Combien de kilos doit-il perdre ? Le relâcheront-ils à 30, 40, 50 ou à 70 kilos, comme ce prisonnier mort de faim dans sa prison il y a quelques années ?

Cette affaire soulève plusieurs questions :  
1) Stéphane ne connaissait pas les délais pour demander son statut. Mais comment exiger qu'un jeune sache les dates pour demander son statut, alors que toute diffusion de la loi est interdite et que les dates sont tenues aussi secrètes que possible ?

2) Quand va-t-on enfin respecter les objeteurs de conscience ? Et notamment accorder le droit à tout homme de devenir objeteur à n'importe quel moment de sa vie. Pour ma part, par exemple, je suis parti à l'armée en y croyant fermement. Ce n'est qu'au cours de mon service, et après une longue réflexion qui a duré plus de deux ans, que je suis devenu un pacifiste intégral.

3) Comment l'armée française peut-elle prétendre défendre un peuple libre alors qu'elle est la seule institution qui interdise au citoyen d'avoir des divergences ? Elle enferme en cas de rébellion ceux qu'Amnesty International n'a pas hésité à reconnaître comme prisonniers d'opinion.

4) Tous ces événements ont commencé à Verdun, ville où a été élu Elgert.

On lira ci-dessous trois témoignages sur les rapports que de jeunes Français entretiennent avec l'institution militaire en 1978.

Il ne s'agit, bien entendu, que d'instantanés pris sur le vif, de choses vécues — nu « subies » par les intéressés. Même si ces témoignages partiels et, peut-être, partiaux ne reflètent pas ceux de la majorité de jeunes Français qui accomplissent leurs obligations militaires sans regretter, il importe de connaître les sentiments de ceux qui n'ont choisi de s'interroger sur leur propre expérience.

### « Ils ne trichent pas ! »

De Mlle Adrienne Cozzille, institutrice retraitée à Thuir (Pyrénées-Orientales), dont le roman, *Objeteur de conscience, serrez jusqu'au mois prochain à Vesoul (Haut-Saône) pour l'insoumission à l'Office national des forêts* :

« Il n'a pas tué, il n'a pas volé. Il n'a ni incendié une forêt ni violé une petite fille. Il va pourtant comparaître devant la justice et il risque plusieurs mois de prison. De plus, cette peine, une fois accomplie, ne lui servira de rien, et inlassablement la justice le poursuivra. Quel est ce crime inexplicable dont même le châtiement ne peut tenir qu'au ? »

Ce crime, c'est d'être objeteur de conscience.

Il sont peu nombreux comme lui. Car il faut avoir la vocation du martyr pour sacrifier à l'idée que la guerre est l'essence même du mal et que rien ne peut le justifier, pour sacrifier donc à cette idée une carrière qui aurait généralement pu être facile, et même brillante. Ils sont marginalisés, traqués, déconsidérés, injuriés, quelquefois, incompris toujours.

Certains se référant à Dieu « Bienheureux les pauvres, les doux, les pacifiques... », d'autres à une certaine idée qu'ils se font de l'humanité. Mais ils pensent tous que la non-violence peut être un remède à la violence généralisée, cette violence que tous les citoyens de toutes tendances considèrent comme un des plus grands problèmes de notre temps.

Ils ne trichent pas, dans ce monde où le système D, cette tricherie généralisée, est considéré comme un des piliers de notre société. Car ils ne sont pas les seuls à refuser le service militaire ou, du moins, à ne pas le faire. Ils sont même une infime minorité, même pas un sur mille des 30 % ou 40 % de jeunes qui sont légalement dispensés. Ceux-ci sont-ils donc beaucoup ou quelques-uns ? La société de ce pays ne les laisserait pas penser.

Mais les objeteurs de conscience expriment leurs idées généreuses d'une façon abrupte et sans nuances. Ils n'ont pas appris à blâmer et à composer avec les forces auxquelles ils sont confrontés.

#### L'odeur du sang

Celui que je connais a un père ancien combattant de 1945 pour « le monde libre », et deux grands-pères morts depuis quelques années assez désespérés, qui étaient revenus de la guerre en 1918, pensant que les générations à venir ne verraient plus jamais ça. Il est d'origine très modeste, et pouvait espérer, après des études réussies, devenir un « Monsieur », en suivant le nerme. Ses camarades venaient de bien d'autres milieux, et ont suivi d'autres chemins.

Mais pourquoi leur chef doit-il être, pour toute leur famille, un sujet de préoccupation, d'inquiétude et d'angoisse ?  
Braves gens, ai prompts à demander qu'en tue (poussé) parait que vous êtes 65 % en faveur de la peine de mort, quelle peine demandez-vous pour celui qui profane qu'il ne faut pas élever vers l'autre une arme à la main, mais au contraire cette main tendue, et l'oreille attentive à ses paroles ?

L'odeur du sang affoie les bêtes. Sommes-nous si loin de notre ennemi érigé pour qu'elle ne fasse pas craquer aussi notre venin de civilisé, plus mince et plus fragile qu'en ne le croit souvent ? Et n'est-il pas grave que la différence entre l'homme et la bête ne soit que de savoir qu'il peut tuer, et le faire délibérément ?

La langue marche des hommes vers le progrès n'est-elle pas de trouver une voie pour sortir de ce dilemme fondamental : tuer ou être tué ?

### « On fera de vous des hommes ! »

De Patrick C., un appelé des forces françaises en République fédérale d'Allemagne :

« On fera de vous des hommes... » de les ai vu arriver, mes compagnons, de cette tranchée d'âge de dix-huit à vingt ans, le plupart résumant en eux les acquis et les bases de notre système éducatif et de la société française contemporaine. Ils portaient en eux plus de possible que de définitif. Le service national ne tenait déjà que partiellement ses promesses. Qui étaient-ils ? Ouvriers, paysans, artisans, maîtres d'apprentissage, les universités de facultés et autres grandes écoles n'étaient qu'un microcosme. Mais laissez-les la surprise initiale. Ils en savaient long, nu plutôt, leur esprit, loin d'être clos comme celui de tant de leurs parents, interrogé, dès l'abord, la diversité de l'autre. Ce sont ces questions que l'on crucifie et que l'on répondra, pas faite d'interlocuteurs : si on laisse de côté l'encadrement militaire, il n'y a personne ou presque en dehors de quelques élèves officiers de réserve (E.O.R.) isolés des autres appelés par le grade et les avantages qui s'y attachent (chambre individuelle, repas au mess, etc.). Par ailleurs, la coopération et l'exception pure et simple, l'affectation privilégiée (Paris, le Sud-Est, etc.) éliminent des cours carrières les intellectuels ou soi-disant, fils de la bourgeoisie régnante ou appelée à régner.

Ceux qui, de toute évidence, conduisent la plupart, le feront sans connaissance de ceux que l'on ne va pas tarder à traiter de « bruts ». Car les questions que le désarroi des premiers leurs suscite, cette curiosité vis-à-vis des autres, métiers, pays, origines, traditions d'effacement, vont éveiller. Il faut de ce croire à l'idée d'un service national éclairant et briseur de carcans. Il ne faut que substituer une ignorance à une autre. Entre les deux il y eut un temps où tout était possible. Mais l'institution ne fonctionne pas dans ce but. Le fameux « on fera de vous des hommes » perd son sens supposé, l'entreprise est de nivellement, non d'élevation. Dès lors, quels « hommes » seront-ils ceux qui ne peuvent résister ? A quelle idée de l'homme l'état accorde-t-il son avenir, incorporation après incorporation ? Pour quel abattoir, ces moutons et ces bœufs ?

Des lapins en temps de guerre  
Les éléments du drame pris séparément font sourire : la vie privée réduite d'un coup à la profondeur d'un tiroir-cassette dans une armoire de fer, le vêtement fanfreluché, la coupe de cheveux, les corvées baptisées « servitudes », mais effectuées dans les mêmes conditions qu'il y a un siècle. Autour, le fil de fer barbelé, dedans le gris où ne pousse fleur qu'à l'endroit prévu. Des horaires, le premier mois, pour ne pas penser pour le sommeil des absents. La science de l'ordre serré (O.S.) qui étend l'uniformité aux gestes et le « combat », admettons que ce soit l'essentiel de la vocation du service national, réduit au désespoir. Qu'est-ce qu'un soldat ? Un combattant ? Plus ou moins d'ici, en dehors de quelques volontaires et engagés des « armées d'élite ». Français, vos enfants, en cas de guerre, ce seront des lapins. En temps de paix, des hommes de ménage, tout au plus.

Le cadre mis en place, les mois vont se suivre, uniformes. La révolte de quelques-uns, les premiers temps, s'éteint d'elle-même. Oh ! aucun ralliement d'enthousiasme, mais l'insécurité qu'on devine, l'amitié, la fraternité des chambres font qu'un s'y fait. « On s'y fait ». Et surtout, lié au décompte du temps que l'on commence, que l'on va bientôt fêter et de quelle façon ! Le sautillonnement du bidasse de perm' en perm'. Entre-temps, on fait durer, on traîne, on attend, bâle au matin, cigarette au coin des lèvres, en évitant de s'énerver inutilement, car si l'on dé-

plait, et l'on marche de travers, si la casquette se perd, si le « coup de raquette » (salut) s'oublie, si le « travail » ne dit plus rien, si l'on rentre en retard, si, si... « on pince ». Rattrain résumé des journées moroses. Est-ce cela « vivre » ?

Bien sûr, à 17 h 30, la caserne se vide de ses officiers. Ils rentrent chez eux retrouver femmes et enfants. Ne reste qu'un encadrement de sous-officiers engagés. Leur tâche serait primordiale, le règlement et les textes en vigueur leur reconnaissant un rôle essentiel de charnière entre les hommes de rang et les officiers. Mais qui sont-ils pour assumer une telle tâche ? Interrogés, ils surprennent notre naïveté se fichant à l'envi du fait militaire. Ils ont pour la plupart fait le chômage, l'ennui, le manque d'argent.

A présent, en contrepartie d'une présence éligente et de la perspective de rester caporaux-chefs ou sergents à vie, ils ont bonne solide et bonne soupe, la voiture de sport à l'effrail voyant, la chaîne Hi-Fi achetée aux économies, l'essence à 1 franc et quelque le litre super, et l'autorité qu'ils souhaitent parfois exercer sur les autres. On leur dit « vous ». Ils n'ont souvent guère plus que dix-huit ou vingt ans. Tenant à la différence, ces « rampolles » (1) ont une présence inexistante dans le meilleur des cas.

#### Du rigolo à l'immonde

Alléluia, on est sans doute mis plutôt l'accent sur la tristesse par vagues, sur l'éloignement, qui fait des temps de permission un antidote efficace au cafard, derrière marchandage, sur l'isolement, sur l'absence de tout déréglé progressif, de dénaturations passagères ou définitives dont on ne rend que rarement compte. Ici, aussi, notions d'affection des autres, ils sont véritablement « nazés », ennuyés... A tel point que l'on hésite ; ne le savent-ils donc pas, qu'attendent-ils ? On n'obtient que réponses dilatoires, hypocrites ou impuissantes. Les faits montrent la duplicité ambiante.

Nous avons évoqué le régime de Monseigneur le Temps. Désormais, chaque jour qui passe grossit sa maigre queue jusqu'à donner à celui qui le clame, qui le hurle à longueur de journée, à celui qui le « pète », une autorité grandissante sur les autres, plus jeunes incorporés, « bleus ». En « compagnie, en batterie, en escadron, la hiérarchie apparemment est gérée et se traduit par des blâmes variant du rigolo à l'immonde. En lisant ce témoignage, beaucoup ne diront : « C'est connu », « Ça s'est toujours fait ». Je ne le savais pas. Il ne s'est pas agi pour nous autres de perte d'un « adulte » qui soit passé par là. Plus simplement, une grande tristesse. (...)

Mais la formation du citoyen, du patriote, est-elle pour autant accomplie ici ? Avec ce qui précède, un doute initial est érigé. Quel citoyen obtiendrait-on en érigeant la suspicion en système, en faisant de la méfiance la pierre angulaire de tout l'édifice ? Un peu plus de confiance susciterait à coup sûr plus de « mur » franchi, plus de « tir au flanc ». Le croit-on vraiment ? Faire confiance est rendre responsable, à court ou à moyen terme, par sa propre impulsion ou sous la pression des autres. Paradoxalement — mais c'est bien connu — les systèmes les plus rigides sont les plus susceptibles de rompre. Un encadrement draconien n'a jamais empêché les planqués, les embusqués, les indisciplinés. La seule confiance est que, dans ce système, l'écart, la faute, se font « en douceur ». L'essentiel, la conscience brouillée, « On bâille », mot-clé — les supérieurs hiérarchiques « bâillent », et, au-dessus d'eux, de même. Un pays où le citoyen est d'abord un « perm' en perm' ». Entre-temps, on fait durer, on traîne, on attend, bâle au matin, cigarette au coin des lèvres, en évitant de s'énerver inutilement, car si l'on dé-

(1) Les « rampolles » sont les petits grades. (N.D.L.R.)



DANS LE MÊME NUMÉRO DU NOUVEAU **observateur**  
Dans ce même numéro, une longue interview de l'historien communiste Jean Elleinstein, par Georges Mamy :  
Pourquoi le P.C. et le P.S. sont-ils condamnés à s'entendre, malgré les conflits qui opposent leurs directions respectives ?  
Quels sont les torts historiques de la direction du Parti Communiste, et les dangers de la Social Démocratie ?  
Jean Elleinstein répond et fait appel aux communistes, cette semaine dans le Nouvel Observateur.

سكنا من الامل



**JEUNES de 18 à 26 ANS et FEMMES** veuves, divorcées, chefs de famille célibataires.

vous pouvez accéder à de nombreux **EMPLOIS STABLES** en obtenant **RAPIDEMENT** la qualification professionnelle correspondant aux **BESOINS ACTUELS** du marché du **TRAVAIL**: **devenez ASSISTANT(E) de GESTION** (gestion du personnel, comptabilité, gestion commerciale, technico-commerciale)

Les assistants certifiés CEPG, intermédiaires entre la Direction et les exécutants, se placent facilement en PMI comme en grandes entreprises: en 1977-78, 80% ont été assurés d'un emploi avant la fin de leur formation. Le certificat du CEPG est connu des entreprises qui ont apprécié la compétence de plus de 500 anciens élèves. *Début du stage*: 9 OCTOBRE 1978

**FORMATION GRATUITE et REMUNÉRÉE** pendant 6 mois

**cepg CENTRE D'ENSEIGNEMENT PRATIQUE DE GESTION DU GROUPE ESSEC**  
Etablissement d'Enseignement privé. Conventionné par l'Etat - 83-85 Bd Vincent Auriol 75013 PARIS - Tél: 584.15.48

DOCUMENTATION GRATUITE (programme, dates, niveaux d'admission, formalités simplifiées, etc...)

NOM: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_

**Printemps** Hausmann

**20% D'ESCOMPTE SUR LES TAPIS DES MILLE ET UNE NUITS.**

Des tapis de Chine, d'Iran, du Pakistan, d'Afghanistan, d'Inde ainsi qu'une très belle et très rare collection de tapis russes.

Sur tous les tapis, un certificat d'authenticité vous sera délivré par un expert en douanes agréé.

La gomme de prix est aussi vaste que l'exposition, de 100 à 230.000 F. De plus, pendant toute la durée de l'exposition, il vous sera accordé un escompte de 20%.

Ainsi, un tapis Schiraz (dimensions 1,20 m x 1,70 m) d'une valeur de 2.000 F ne vous coûtera que 1.600 F.

*Tapis d'Orient*

Exposition Tapis d'Orient jusqu'au 23 Octobre.

**Crédit gratuit sur 9 mois.**

**CARNET**

**Mariages**

— On nous prie d'annoncer le mariage de **M. Claude BERNHEIM** avec **Mlle Pierrette NGOUAËDE**, qui a eu lieu le 23 septembre à Saint-Nom-la-Sévêche, dans la plus stricte intimité. La Baule, Nanbart-Bangul.

**Décès**

— Mme Etchalia Al Hassani, Mlle Lamine Al Hassani, M. et Mme Nabil Al Hassani, M. et Mme Najati Safati et leurs enfants ont le douleur de faire part du décès de **CHAMSI TAGHEDDINE AL HASSANI**, son mari, leur père et oncle, survenu à Paris, le 23 septembre 1978, 64, rue Emeriau, tour Panorama, Paris (19<sup>e</sup>). Les obsèques auront lieu à Damas (Syrie). J'ar Elabadi, rue Alhijaz, Immeuble Dr-Baddoura. Le président avertit tant lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 10 septembre 1978, à l'âge de vingt-huit ans de **Christine BARTHET**, auditeur à la Cour des comptes. De la part du commandant (S.R.) et Mme Louis Barthelet, de leurs enfants, petits-enfants et de leurs amis. Le Belvédère, Résidence des Trois-Moulines, 13100 Albiac-Frovezac.

— René Halpern, Georges et Emile Halpern, Emmanuelle et Estelle, Françoise et Georges Weil, Patrick Anne et Antoine, Marie-Christine et Jean-Claude Zyberstein, Nicolas, ont le douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père, **Bernard N. HALPERN**, docteur en médecine, commandeur de la Légion d'honneur, membre de l'Académie des sciences, membre de l'Académie de médecine, professeur honoraire au Collège de France, survenu subitement le samedi 23 septembre 1978. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir. Cet avis tient lieu de faire-part. 197, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 16 septembre 1978, à soixante-dix-sept ans, de **M. Maurice MOINE**. De la part de Mme Maurice Moine, son épouse, M. et Mme Serge Assario, M. Denis Moine, ses enfants, Jean-Pierre Assario, son petit-fils, toute la famille, à laquelle se joignent les présidents et membres du conseil de surveillance et du conseil d'administration, les collaborateurs et colabores de la Société fiduciaire de France et du conseil de surveillance. Le comité d'entreprise, qui rappelle les titres de défunt: chevalier de la Légion d'honneur, ancien président de la Fiduciaire de France, président d'honneur de la Société des experts comptables français, président d'honneur de l'Union européenne des experts économiques comptables et financiers, membre correspondant de l'Académie des sciences, arts et lettres de Rouen. Les obsèques ont eu lieu dans une stricte intimité à Boussacour (Seine-Maritime), 8, avenue Gouraud, Paris (17<sup>e</sup>), 7, Vielle-Côte-du-Canvaire, Boussacour (Seine-Maritime), 7, rue Varuquart, Paris (17<sup>e</sup>). La Fiduciaire de France, 2, rue de Villiers, 92300 Levallois. Mme Moine regrette de ne pouvoir recevoir.

— Annick Molinié (née Boissel), Vincent, Sophie, ses parents, ses amis, se réuniront une dernière fois autour de **René MOLINIÉ**, le mardi 26 septembre, à 10 h. 45, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency.

— M. et Mme Joseph Viallet, leurs enfants et leur petit-fils, M. et Mme Pierre Viallet, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Pierre Ruby, leurs enfants et leurs petits-fils, Mlle Anne Enby, M. et Mme Maurice Chipon et leurs enfants, Mme Françoise Langeal, ses enfants et sa petite-fille, M. et Mme Michel Ruby et leurs enfants, M. et Mme Francis Burekard et leurs fils, Les familles Lafuma, Jacomet, Ricard, Ruby, Millon, Tardy, ont le douleur de faire part du rappel à Dieu de **Mme Henri RUBY**, née Marie-Madeleine Lafuma, endormie dans la paix du Seigneur le 15 septembre 1978, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques ont eu lieu le lundi 18 septembre à l'église du Rosaire à La Tronche (Isère), et l'inhumation à Loup-Cailleur, dans le cimetière de famille, le mardi 19 septembre. Cet avis tient lieu de faire-part. 30, boulevard du Nord, 92340 Le Raincy.

**Anniversaires**

— Le 26 septembre sera le vingt-cinquième anniversaire de la mort prématurée et tragique du professeur **Jean ANDRIEU**, disciple et ami de professeurs Marrouzeau, Dain et Perrot. Que ses anciens collègues, élèves et amis aient en leur âme une pensée pour cet être exceptionnel.

**Alain FARCAT** nous quittait, il y a cinq ans, dans sa vingt-cinquième année, en son jour anniversaire, il est demandé à ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pour lui.

— Le 25 septembre 1978, **André SCHEIDMANN** (X 1953), était victime d'un accident. Une pensée pensée est demandée.

**Messes anniversaires**

— Pour le deuxième anniversaire de la disparition de **Roman FAJANS**, on demande une pensée, une prière. Une messe sera dite en l'église polonaise, rue Saint-Honoré, le 28 septembre, à 18 heures.

**Soutenances de thèses**

— Doctorat d'Etat Université de Paris-I, vendredi 29 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Michel Spiser; « Recherches sur Thésalonique, de la Tétrarchie à l'Iconoclasme ».

— Université de Paris-IV, samedi 30 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Ronald, Henri Rubschler; « L'agriculture et la société rurale dans le Pas-de-Calais, du milieu du dix-neuvième siècle à 1914 ».

**Visites et conférences**

**MARDI 26 SEPTEMBRE**

**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES** — 15 h., 17, quai d'Orléans, Mlle Aïcha; « Hôtel de Lauzun en l'île Saint-Louis ».

15 h., devant Saint-Pierre à Montmartre, Mme Collin; « Promenade à Montmartre ».

15 h., métro Saint-Paul, Mme Penne; « Traditions Israélites dans la rue des Rois ».

15 h., métro Cité-Universitaire, Mme Zujovic; « Le parc Montsouris et son quartier » (Causes nationales des monuments historiques).

15 h., pont Neuf, statue de Henri IV; « De la place Dauphine jusqu'à chez Frocops » (Mme Hager).

15 h., 2, rue de Sévigné; « Bâtiments inconnus et caves du Marais » (A travers Paris).

15 h., 23, rue Daru; « La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie » (Cognatianne d'Ici et d'ailleurs).

15 h., 18, la place des Deux-Écus; « Les Balles, rivales des dévotions antiques » (Mme Sarbier).

15 h., place du Futa-de-Franco; « La mosquée de Paris » (Anne Permand).

15 h., 44, rue de la Victoire; « Synagogue de la Victoire » (Paris et son histoire).

**CONFÉRENCES** — 21 h., 147, avenue de Malakof; « Le mont Saint-Michel » (Nouvelles Acropolis).

Un **SCHWEPPE** Lemon sans pulpe ? Un « Indian Tonic » sans bulles ? C'est impossible.

**HERMÈS**  
24 Faubourg Saint-Honoré

**COUTURE ET MODE MASCULINE**

Collections Automne-Hiver

Présentation à 15 h du 19 au 22 et du 26 au 29 Septembre.

Dirigé par le S.A.R.L. Le Montée.  
Général: Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications: n° 57457.

صكيا من الاميل

صكوك الامم المتحدة

# Le Monde DE L'ECONOMIE

## L'aggravation de la pression fiscale en France s'accompagne d'une restructuration du système des impôts

Les taux des trois principaux impôts français — qui assurent ensemble les trois quarts des recettes de l'Etat — resteront inchangés en 1979, a souligné M. Barre mercredi dernier à la télévision ; ce qu'il avait promis le 7 janvier à Blois. Mais, compte tenu de l'élargissement de l'assiette de ces impôts, ils prélèvent une part du produit national supérieure à celle des dernières années.

Cette évolution, d'ailleurs moins rapide depuis trois ans qu'auparavant, s'accompagne d'une modification de la structure de la fiscalité d'Etat. Avec des hauts et des bas selon les années, les impôts d'Etat

La pression fiscale d'Etat passe de 22,24 % à 23,08 % du produit intérieur, l'aggravation du poids de l'impôt s'étant fait sentir beaucoup plus avant 1976 que depuis.

2) Une autre méthode consiste à suivre l'évolution des prélèvements fiscaux tels que les récapitulent les comptes de la nation.

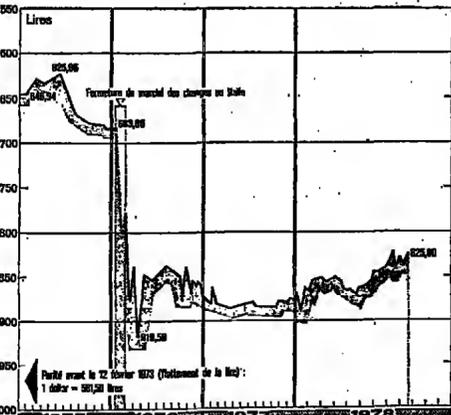
On constate alors (1) que la ponction globale de l'Etat, qui avait été en 1973 (19,7 % seulement du produit intérieur brut, marchand ou non) s'est gonflée depuis, pour atteindre 20 % en 1976 et 19,8 % en 1977. Rapportée au PIB marchand, cela donnerait 21 % en 1973, 22,8 % trois ans plus tard et 22,4 % l'an dernier.

GILBERT MATHIEU.  
(Lire la suite page 24.)

	1973	1976	1977		1978	1979
			(prévis.)	(résultats)	(prévis.)	(prévis.)
B. — Produit intérieur brut (marchand) : en milliards de francs	194,7	345,1	383,3	384,5	441,5	437,2
C. — Pression fiscale d'Etat (A + B) : en %	22,24	23,08	19,8	20,0	20,0	20,0
A. — Recettes totales de l'Etat : en milliards de francs	43,3	79,6	75,9	77,0	88,3	87,4

## Les Italiens estiment encore leur redressement très fragile

ROME. — N'en déplaise aux amateurs de clichés, l'Italie n'a jamais été « au bord du gouffre ». Simple et réaliste, elle s'est toujours adaptée aux circonstances. Et elle s'est gardée d'aller trop loin, tout en dramatisant un peu sa situation. Mais il est vrai que cette économie décollante a traversé une très mauvaise passe après la hausse du prix du pétrole et surtout en 1976. En est-elle sortie ? Plus



Dans le graphique ci-dessus, dont l'échelle des ordonnées est inversée, la forte montée du dollar pendant le premier trimestre de 1976 se traduit par une baisse de la courbe. La hausse de la devise américaine enregistrée alors sur les marchés italiens signifiait en réalité la chute de la lire. Depuis lors, celle-ci a « coté » au dollar, ou à peu près. Cependant la légère remontée de la devise italienne constatée depuis le milieu de 1977 aurait été beaucoup plus forte si la Banque d'Italie n'avait pas racheté sur le marché de considérables quantités de dollars dans le but de stabiliser le cours et de reconstruire ses réserves de changes.

De notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

## Trois poids, trois mesures

L'industrie serait-elle aujourd'hui « réhabilitée » ? Officiellement, du moins, on l'invite à jouer le jeu de l'économie de marché, et diverses mesures ont déjà illustré ce changement d'attitude.

Un esprit logique en déduirait que les

Le chemin du sous-développement est souvent long, jamais sûr. Mais il ne manque pas d'esprits pour détecter les raccourcis.

Premier exemple : celui de l'emploi. Le chômage augmente, le chômage est intolérable ; alors nombreux sont ceux qui recommandent de relâcher quelque peu les contraintes liées aux calculs

Il ne s'agit pas de « caser » des chômeurs

Alors propose-t-on fréquemment d'augmenter le recrutement dans la fonction publique et les services sociaux. On croyait pourtant les expériences britanniques et scandinaves assez connues : sans méconnaître l'utilité possible de quelques aménagements de ce genre, il est clair qu'une politique de recrutement massif dans les services publics ne pourrait conduire, à terme, qu'à une surcharge venant peser durablement sur le système productif. Le problème n'est pas de « caser » des chômeurs de façon plus ou moins

### Combien vaut l'étude de votre système comptable ?

## OBBO vous l'offre

Votre comptabilité est-elle adaptée à votre entreprise ?

- connaissez-vous l'état de votre trésorerie ?
- faites-vous des bilans prévisionnels ?
- sa manipulation est-elle simple ?
- son coût est-il peu élevé ?
- savez-vous vos clients ?

Des solutions les plus simples, par conséquent, à celles plus sophistiquées du mini-ordinateur, OBBO étudiera avec vous la solution la plus efficace.

Sur simple demande, et sans engagement, OBBO mettra à votre disposition un conseil de votre région pour traiter votre cas comme un cas personnel.

**OBBO** Systèmes de comptabilité pour une meilleure gestion.  
SICOB - Niveau I Stand B.C. 1282

OBBO - 9, rue de Neuhoupe - 75009 PARIS - tél. : 280.63.78 et 878.25.50

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Raison sociale \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

## Malaise à Genève

La tension qui a surgi entre le C.E.E. et les Etats-Unis en marge des négociations commerciales multilatérales (N.C.M.) rappelle le point nommé que j'observais lors de la dernière négociation internationale en période de crise n'est pas une opération évidente.

14 juillet, faute de pouvoir conclure, les principaux pays participants aux N.C.M. élaborent un rapport-inventaire décrivant les progrès réalisés. Cependant les Français, craignant d'être entraînés au-delà de ce qu'ils souhaitent, firent immédiatement savoir qu'ils ne se considéraient pas comme engagés (c'est la Commission de Bruxelles qui avait approuvé le document au nom des Neuf). La volonté manifestée lors du sommet de Bonn de terminer les N.C.M. le 15 décembre ne suffit pas pour dissiper le malaise qui caractérise les pourparlers genevois.

Les Français trouvaient le document du 14 juillet trop astreignant. Les Américains estimaient, au contraire, insuffisantes les concessions faites par le C.E.E. M. Strauss, leur principal négociateur, jugea qu'il fallait monter les enchères. Jamais le Congrès n'acceptera, écrit-il à Bruxelles, de proroger au-delà du 4 janvier la dérogation (waiver) qui permet à l'exécutif de ne pas appliquer, comme le voudrait la législation américaine, des droits compensateurs sur des produits importés ayant bénéficié de subventions. Saut peut-être si nous progressions de façon significative au début de l'automne... Entendez, sauf si le C.E.E. sait enfin faire preuve de compréhension.

Le waiver supprimé, la législation américaine normalement appliquée, c'est une large partie des exportations européennes vers les Etats-Unis, industrielles comme agricoles, qui se trouverait en péril. Pas question de conclure les négociations tant que cette menace n'est pas écartée, répondit M. Halmark, le vice-président de la Commission européenne, avec l'appui unanime des ministres des affaires étrangères des Neuf. La Communauté entend que la législation américaine sur les droits compensateurs soit modifiée, ou, en attendant, que la dérogation qui permet de ne pas l'appliquer soit prorogée.

Cette affaire n'est pas le seul point de blocage. Sans s'appesantir sur les problèmes qui opposent les pays industrialisés aux pays sous-développés — ceux-ci sont hostiles à l'idée que désormais les mesures de sauvegarde pourront être prises de manière sélective, — les positions des pays de l'O.C.E.E. sont encore divergentes. Les Américains sont loin d'avoir obtenu ce qu'ils veulent en matière de « police des subventions ». C'est vrai en particulier pour ce qui est des subventions agricoles : le C.E.E., sous l'influence des Français, ne tient guère à alléger sa liberté d'action. Sur le plan tarifaire, le Japon a soumis des offres globalement insuffisantes et les Etats-Unis n'ont fait aucun effort sur les produits qui intéressent le plus la Communauté (chimie, textile, acier, céramique, etc.).

Bref, parvenir à un accord complet le 15 décembre semble hors de portée. Mais avouer l'échec ou renvoyer encore une fois la négociation pourrait être politiquement catastrophique. Ne se contentera-t-on pas alors d'une conclusion modeste, qu'elle soit la maquette ou le succès important ? Surtout d'ailleurs à un sort étonnant pour une négociation aussi paradoxale ?

par ALBERT MERLIN (\*)

Les Français sont d'accord pour appliquer désormais les règles du calcul économique classique. A l'allemande. Ou à la japonaise. En fait, nous en sommes loin, si l'on en juge par l'enrochement, dans les milieux les plus divers, de réflexes intellectuels erronés et souvent rétrogrades.

Le chiffre de reprise des manœuvres spécialisées dans l'« histoire » de la productivité (cf. notamment J. Fourastié) et de faire le compte à rebours ! Ajoutons que pour guider nos premiers pas sur ce chemin, nous pourrions peut-être gagner du temps en demandant quelques recettes à certains de nos amis européens : par exemple, comment fait-on, outre-Manche, pour que la production d'une automobile nécessite deux fois plus d'ouvriers que sur le continent ?

Caricature ? C'est bien pourtant ce que nous proposons — inconsciemment, certes, — divers apôtres à la vue étonnamment courte. Pourtant, la myopie n'est-elle pas l'incapacité de voir loin — n'est-elle pas une excuse de nos jours. Elle a été soignée depuis longtemps par d'illustres docteurs ! Ici Albert Gaury, dont on croyait les enseignements connus et assimilés. Est-il si difficile de comprendre qu'à long terme le développement de l'emploi est lié à l'efficacité de l'économie, donc à son niveau de productivité globale ? Que cela implique des choix d'investissements judicieux, minutieusement calculés, et non la recherche d'une augmentation immédiate du nombre d'emplois par abaissement de la productivité ?

Le vieux « truc »

Deuxième exemple de « déviation » par rapport aux critères d'efficacité et de rentabilité à long terme : la référence à la notion de « consommation d'énergie », présentée parfois comme le nouvel élan, en fonction duquel devraient être recalées les décisions de politique industrielle. Ici nous ne saurions mieux faire que de nous reporter à une brillante analyse de M. Marcel Boiteux (1), directeur général de l'EDF. Il évoque l'exemple souvent cité de la consommation unitaire d'énergie de 25 % en vingt-cinq ans. M. Boiteux met en regard la hausse du rendement à l'hectare (double) et la production par homme (multipliée par sept). Il fait remarquer que l'ingrédient le plus rare en ce monde n'est pas l'énergie, mais l'homme capable, puis la surface de terre viable, et ensuite certaines ressources minérales ; ainsi la probabilité d'un manque de culture est-elle supérieure, à ses yeux, à celle d'un manque d'énergie.

« Il est donc tout à fait déraisonnable de se limiter à

(\*) Président de l'APEDS (Association française des économistes d'entreprise).

(1) Cf. M. Boiteux, « Mérites et limites de l'analyse énergétique », in Revue de l'énergie, mars 1978.

# LE REDRESSEMENT FRAGILE DE L'ITALIE

(Suite de la page 21.)  
On a fait baisser le niveau du malade, mais on n'a rien résolu. Pas même dans les domaines où l'intervention a été la plus vigoureuse. En regardant de près la balance commerciale, on s'aperçoit, par exemple, que les exportations qui « tirent » concernent les produits de faible niveau technologique, ceux qui sont de plus en plus concurrencés par les industries « riches-moyennes ». Les autres non seulement n'augmentent pas mais régressent. L'Italie continue, en outre, à importer de plus en plus de viande et à déséquilibrer sa balance alimentaire, alors qu'elle pourrait être un merveilleux jardin. Même les mesures qui ont été prises n'ont rien changé aux déficits du système d'imposition : l'Etat s'aligne pour l'essentiel par des

impôts indirects, la fraude dépassant 10 000 milliards de lires par an.  
Le « mal italien » n'est pas dû à la conjoncture. La première alerte grave s'est manifestée en 1973, alors que le prix du pétrole n'avait pas encore augmenté. Depuis cette date, on assiste chaque fois au même scénario : les produits locaux sont moins compétitifs, la lire se déprécie, faisant flamber les prix. Les autorités interviennent alors pour réduire la demande interne et les importations. Le système s'adapte à cette phase nouvelle. Pendant quelque temps, l'inflation interne n'excède pas beaucoup celle des autres pays. On revient au point de départ, avec un revenu diminue, des emplois réduits, moins d'investissements. Et la cycle recommence.

italiens n'étaient fortement défendus par la législation et les syndicats. Chaque année, deux cent mille jeunes arrivent sur le marché du travail et trouvent portes closes. Selon les statistiques officielles, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi atteint près d'un million sept cent mille et représente plus de 7 % de la population active. Les trois quarts d'entre elles ont moins de trente ans. Cette « autre Italie » marginale, livrée à elle-même, est une source de tension politique et sociale, perçue de violence. En 1977, on a voté d'urgence une loi sur l'emploi des jeunes avec l'appui des syndicats. Elle a été un échec complet.

## Les méfaits de l'échelle mobile

Le déficit du secteur public (qui comprend les comptes de l'Etat, mais aussi les entreprises parapubliques, les municipalités et la santé) est le plus voyant. Au début de l'année, on s'évaluait à 29 000 milliards de lires, et on envisageait de le ramener à 24 000 milliards. Mais on apprenait au printemps qu'il dépassait 35 000 milliards. C'est dire qu'on n'est même pas en mesure de prévoir son évolution. Le trou grossit à vue d'œil et pourrait devenir catastrophique si des choix n'étaient pas rapidement opérés. L'Etat n'a pas assez de recettes, il subventionne des secteurs improductifs, fait de l'assistance et entretient des clientèles politiques. Fortement endetté, le secteur public paie en intérêts une somme supérieure aux traitements de tous les fonctionnaires d'Italie. Cette situation se répercute naturellement sur la distribution des dépenses : les investissements publics sont réduits à leur plus simple expression.

Un autre point noir est constitué par le coût du travail par unité de produit. Depuis 1969 — l'époque des grandes conjonctures sociales — il ne cesse de grimper. L'industrie italienne ne peut plus se fonder, comme jadis, sur de faibles salaires : en termes réels, ceux-ci ont augmenté de plus de 20 % entre 1973 et 1977. Sans compter les grèves et l'absentéisme (plus forts qu'ailleurs), la durée du travail (plus faible), la mauvaise utilisation des hommes (difficilement déplaçables d'un poste à un autre) et des équipements. Malgré le ralentissement de la hausse des prix, le coût du travail continue son ascension : il progresse deux fois plus vite que dans la moyenne des autres pays industrialisés. « Conçue de manière à suivre presque automatiquement l'inflation, l'échelle mobile tend à en fixer le niveau et à en propager les effets », constate le récent rapport du Trésor, M. Filippo Maria Pandolfi.

L'industrie italienne tourne donc au ralenti et le chômage ne se résorbe pas. La production a diminué de 2,8 % au cours du premier semestre par rapport à la période correspondante de 1977. La « mini-reprise » qui se manifeste est aussi partielle qu'incertaine. En proie à des difficultés financières, les entreprises ne songent ni à investir ni à embaucher. Elles licencieraient volontiers si les salariés

ANVERS Centre Mondial du  
**DIAMANT**  
Le prix du jour  
vous sera communiqué  
24 h./24 h. ou n°  
TEL : 19-32-31/32-58-39  
GENERAL DIAMONDS  
PELLEAANST. 32 ANVERS

## voilà votre expansion

**FORMATION PRATIQUE  
COMPTABLE • FISCALE • SOCIALE  
DROIT • SOCIÉTÉS**  
Séminaires - Stages - Cours du jour et du soir  
C.P.C. 4, rue du Débarcadère Paris - tél. : 574.46.24

## LA BALANCE DES PAIEMENTS EST REVENUE A L'ÉQUILIBRE DE L'ANNÉE DERNIÈRE

ANNÉES	SOLDE apparent	EMPRUNTS extérieurs	REMOUBOURSEMENTS des emprunts extérieurs	SOLDE réel
1973	- 297,8	3 378	-	- 2 777,5
1974	- 3 388,2	1 342	-	- 4 306,2
1975	1 341,7	-	698,5	722,2
1976	- 1 027,08	-	235	- 744,5
1977	2 129	-	543	2 672

**FORMATION PRATIQUE  
COMPTABLE • FISCALE • SOCIALE  
DROIT • SOCIÉTÉS**  
Séminaires - Stages - Cours du jour et du soir  
C.P.C. 4, rue du Débarcadère Paris - tél. : 574.46.24

# AUTOMATIQUE



**c'est notre but !**  
Notre expérience, nos méthodes, notre rigueur sont pour vous l'assurance que vos actions de communication publicitaire seront étudiées et traitées avec le maximum de compétence.  
Notre ambition : vous aider à réaliser vos objectifs commerciaux.  
Prenez contact avec  
**SERGE MARTIAL**  
20, Avenue de l'Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01  
**296.14.00**  
**CONTESSE**  
publicité

**Souple et utile en ville. Sûre et certaine sur route.**  
Courte - 3,56 m - elle se gare où bon lui semble, et, d'un doigt se transforme en break à tout faire : c'est une 3 portes. Très stable sur la route, c'est une traction avant à 4 roues indépendantes - elle atteint sans perdre de temps (c'est une 7 cv, 1238 cc.) les vitesses autorisées en ville, sur route et sur autoroute, car sa boîte automatique ne lui fait rien perdre de sa nervosité.

Pour une « petite » elle a de « grandes allures ! »  
**HONDA CIVIC**  
Honda-France, 20 rue Pierre-Curie, 93170 Bagnolet. Tél. 360.01.00

# A PROPOS

Libération des prix industriels, affirmations répétées de la prééminence du marché, volonté de « gagner » grâce à une compétitivité supérieure, nouvelle tentative pour créer en Europe occidentale une zone de stabilité monétaire en liant derechef le franc au DM, voilà autant

de décisions prises par le président de la République et son premier ministre, et autant de thèmes proposés par eux aux Français, qui visent à organiser l'économie française sur le modèle allemand. Ce modèle est en réalité multiface, même si, comme le montre Jean Rousset, cor-

## De Ludwig Erhard à Helmut Schmidt...

Bonn. — « Nous avons confiance dans la politique économique pratiquée par la France et nous savons qu'elle sera poursuivie ». Cette affirmation prononcée par le chancelier Schmidt, une première fois lors du déjeuner offert par le président Giscard d'Estaing, le chef du gouvernement allemand y est revenu à plusieurs reprises lors du sommet franco-allemand d'Aix-la-Chapelle. Les observations ont été frappées par l'insistance avec laquelle le chancelier a souligné sa conviction de voir la France persévérer dans la voie — celle du libéralisme économique — que son parti, la social-démocratie, a fini par adopter après des années d'hésitation.

Karl Schiller (S.P.D.), promoteur de la loi dite « loi de stabilité et de croissance » (instaurant en même temps la fameuse « action concertée » le 8 juin 1971) puis imposant le mark notional le 9 mai 1971, jusqu'à Helmut Schmidt, résolu à aider les pays s'engageant à leur tour sur la route du libéralisme, où la R.F.A. a précédé il y a quelque vingt-cinq ans, quelle continuité !

## Inciter, intervenir mais ne jamais contraindre

Lorsque, le 15 septembre 1949, Konrad Adenauer est élu au poste de chancelier (qu'il occupera quatre ans), il dirige un gouvernement de coalition qui dispose d'une majorité parlementaire de 49 % des suffrages, alors que son rival, le S.P.D., n'en réunit que 31 %.

A l'époque, on est déjà bien loin du programme dit de « l'Aïen », qui prévoyait entre autres « la socialisation des moyens de production » ; le 15 juillet 1949 on a officiellement adopté l'économie sociale de marché prédisant qu'on pourra presque dire « incarnée » par Ludwig Erhard.

Des lors, les choses sérieuses peuvent commencer.

L'action poursuivie par Erhard de 1949 à 1963 — années décisives — se divise en trois grands chapitres :

a) Décisions d'inspiration néolibérale, celles qui furent rapidement célébrées par les mass media, puis tard par la Fondation Erhard, le « Prix Erhard », etc., ont définitivement lié le nom de Erhard au néolibéralisme au point de faire oublier la partie nettement moins libérale de la politique erhardienne ; il s'agit, bien entendu, essentiellement de la libéralisation des prix ;

b) Mesures purement conjoncturelles — et rapidement rapportées — nécessaires pour redres-

ser une situation gravement compromise ;

c) Enfin, des résolutions étonnantes à l'esprit du libéralisme économique et qui visaient uniquement à rendre l'économie allemande forte avant de la lancer dans l'aventure libérale, essentiellement fondation de banques d'Etat ayant à leur tête des ministres en exercice.

Deux constatations s'imposent. La première, c'est la remarquable convergence de toutes ces mesures. Qu'il s'agisse de la politique fiscale, monétaire, de la politique budgétaire ou de l'instauration de la réforme monétaire, une seule et unique cible : faire de l'Allemagne — on, plus précisément, de cette étroite bande de territoire ne dépassant pas 450 kilomètres dans son étendue — le plus large qu'est la R.F.A. une grande puissance économique.

La deuxième constatation concerne la philosophie économique telle que l'a élaborée puis appliquée Erhard et telle que l'ont reprise ses successeurs. Il s'agit pour l'Etat de s'abstenir scrupuleusement de toute mesure contraignante. Le néolibéralisme erhardien ne consiste pas seulement à ouvrir les frontières et à imposer la liberté des prix, comme on le dépeint bien souvent ; l'Etat peut et doit intervenir.

Erhard s'en est expliqué, répétant avec insistance que sou-

## L'entrée des travailleurs dans les conseils

DEPUIS le mois de juillet, la loi sur la cogestion votée en 1974 par le Parlement de Bonn est entrée en vigueur.

Réclamée par les syndicats depuis de longues années et destinée à améliorer les relations entre les travailleurs et les employeurs, ce dispositif de participation ne semble satisfaire personne pour le moment. Le recours introduit devant la Cour suprême par le patronat est surtout interprété par les salariés comme une opération politique lancée contre M. Vetter, président du D.G.B. (sept millions et demi d'adhérents).

Naguère citée en exemple pour l'équilibre des relations entre les travailleurs et les employeurs, l'Allemagne de l'Ouest, depuis trois ou quatre ans, connaît avec la chute de l'essor économique, une certaine détérioration du climat social.

A l'exception de quelques secteurs tout jours en expansion comme le commerce automobile, le ralentissement de la production fait peser sur les travailleurs la diffuse menace du chômage dans les pays qui comptent cent trente mille demandeurs d'emploi (pour une population active supérieure à celle de la France).

De plus, la crise, l'amenuisement des marges bénéficiaires, et aussi l'apparition d'un volant de main-d'œuvre disponible ont conduit les employeurs à resserrer le maillage des discussions avec les syndicats.

Les négociations sur les salaires, celles qui ont eu trait aux compressions d'effectifs dues aux restructurations et aux technologies nouvelles, sont devenues plus tendues. Elles ont parfois entraîné des grèves dans la métallurgie, les ports, les imprimeries et ailleurs. Il y a eu aussi des débrayages plus ou moins sauvages. Ces mouvements ont été d'autant plus remarquables qu'ils transgressaient sur les traditions de cogestion.

Cela dit, ces traditions constituent toujours la trame sociale et syndicale, dans un pays où les représentants des travailleurs ont un appréciable pouvoir d'intervention, grâce à la compétence étendue attribuée aux comités d'entreprise, sur les conditions de travail. Dans l'ensemble, le niveau de vie ouest-allemand est l'un des plus confortables parmi les nations industrielles. Cependant, devant cette toile de fond, la loi de 1974 sur la *Mitbestimmung* (la codétermination), au lieu d'adoucir le climat social, a, au contraire, apporté un nouvel élément de tension.

## La plainte des patrons devant la Cour suprême

De quoi s'agit-il ?  
Il a fallu deux ans pour mettre au point l'application d'un dispositif dont les ambiguïtés ne satisfaisaient personne. C'était prévisible dans la mesure où le texte voté par les socialistes et les libéraux était le fruit d'un compromis qui ne vaudra — le fait n'est évidemment pas unique — que dans la mesure où des hommes de bonne volonté et des animateurs dynamiques sauront et voudront en tirer parti.

Incontestablement, la nouvelle législation est en retrait par rapport au régime de cogestion existant en Allemagne fédérale dans les mines et la sidérurgie, en 1951. Il englobait vingt-cinq sociétés employant plus de cent mille salariés.

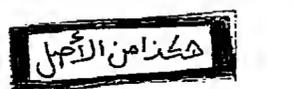
Mais la loi de 1974 est un champ beaucoup plus vaste, puisqu'elle doit s'appliquer à toutes les entreprises comptant plus de deux mille salariés.

D'importantes questions, la grande masse du patronat, après avoir si longtemps pratiqué le

dialogue et prôné la communauté d'intérêt entre le capital et le travail, assure que la nouvelle législation va trop loin. Le D.B.A. fait maintenant valoir qu'il peut y avoir des objectifs contraignants entre les deux grandes composantes.

L'entrée des travailleurs dans les conseils de surveillance, disent les patrons, constitue non seulement une atteinte au droit de propriété, mais encore un risque pour la bonne gestion. En effet, selon cette argumentation, les directeurs de l'entreprise, dont le mandat serait renouvelé tous les cinq ans à la confirmation du conseil de surveillance, seraient enclins à mener les représentants des travailleurs qui y siègent. Il serait dangereux que ces directeurs perdent leur liberté dans la discussion des revendications ou d'autres décisions à prendre, nous a déclaré le porte-parole du D.B.A. (organisation du patronat).

Lorsque les syndicats font valoir l'efficacité de la cogestion



501  
الاول

PROPOS  
a Helmut Schmidt

# DU « MODÈLE » ALLEMAND

respondant en Allemagne depuis une vingtaine d'années de divers journaux français, la R.F.A. applique effectivement, avec une remarquable continuité, les règles de l'économie sociale de marché qu'elle s'est, au départ, fixées.

Un long chemin reste à parcourir avant

que l'économie française ne ressemble à l'économie allemande. Ce qui se passe actuellement de ce côté-ci du Rhin, dans la sidérurgie, est un exemple frappant du retard pris par la France. De l'autre côté, il y a déjà plusieurs années qu'a commencé la restructuration de la sidérurgie.

Beaucoup plus souvent que les Français, les Allemands font ce qu'il faut quand il le faut...

Depuis le temps de l'occupation alliée et de la grande réforme monétaire de juin 1948, bien des choses ont changé en Allemagne, et de nouvelles réformes

introduites, notamment dans le domaine social. Joanne Roy vient de mener une enquête sur la fameuse loi sur la « mitbestimmung » (codétermination) qui continue, en R.F.A., à alimenter les controverses.

## économie sociale de marché ou « national libéralisme » ?

miques que, dans un cadre souple, ils jouissent de leur libre arbitre, c'est-à-dire que, en dernier ressort, ils décident librement.

Encore fallait-il que les partenaires en présence fussent de force à peu près égale. Il était donc nécessaire de créer un marché puissant et libéré aussi bien de la domination de l'État que de l'emprise des monopoles privés. Il fallait aussi doter au

préalable les entreprises d'une capacité compétitive leur permettant d'affronter les grands marchés internationaux.

C'est ce à quoi s'employa Ludwig Erhard.

Pour ce faire, il utilisa à fond toutes les possibilités à l'époque. Certaines étaient spécifiques de l'Allemagne vaincue de 1948 : c'était le cas, par exemple, de la réforme du 21 juin 1948.

tant plus significatives que l'Allemagne disposait déjà d'un appareil bancaire tout à fait remarquable par son étendue, sa puissance et sa souplesse. Ce qui est regrettable, c'est que le public français ne dispose pas d'étude un peu approfondie sur les banques allemandes qui représentent une puissance considérable. Mais, outre-Rhin, on n'hésite pas à considérer de nouvelles banques en fonction de leurs services ; ainsi que les médecins et les pharmaciens possèdent leur propre banque, même les Églises ont une banque, même les Kirchengemeinden, et, quand, vers les années 60, Bonn se décida à pratiquer une réelle politique d'aide au développement, fut créée une banque ad hoc, la Deutsche Gesellschaft für Wirtschaftliche Zusammenarbeit dont le capital social vient d'être

porté à 1 milliard de DM (en-déterminé contracté par les pouvoirs publics).

En plus de la banque du fonds de rééducation citée plus haut, vit également le jour le Kreditanstalt für Wiederaufbau dont le capital social de 1 milliard de DM est détenu dans la proportion de 71 % par l'État fédéral et qui, pour sa seule année 1976, a distribué, au total, 9,4 milliards de DM de crédits, dont 3 milliards pour les exportations, son gouvernement directeur pour président et vice-président le ministre des finances et celui de l'économie.

Signalons encore la banque de crédits aux transports, la Deutsche Verkehrsbank, dont A.G. qui est une filiale à 100 % des chemins de fer fédéraux allemands.

d'une « tumultueuse expansion du crédit » et reconnait que cette opération équivalait à une création de monnaie par les banques. De 2 200 millions de deutschemarks en décembre 1948, les crédits à moyen et à long terme octroyés par les banques au secteur privé passent à

9 273 millions de deutschemarks en juillet 1951 ; quant aux crédits bancaires à court terme (qui, en Allemagne, vont jusqu'à quatre-vingt-dix jours), ils présentent un accroissement plus rapide encore.

On a parlé, à juste titre, d'une « inflation par le crédit ».

### Le « péché mortel »

Fin 1950 début 1951, la jeune R.F.A. connaît une crise très grave. Il lui faut suspendre la libéralisation des échanges, recourir au contrôle des devises, faire appel à l'Union européenne des paiements, dont elle obtient un crédit de 200 millions de dollars. En avril 1951, la crise devient aiguë. Erhard, complètement seul, est attaqué par tout le monde y compris par les autres membres du gouvernement. Puis, sa politique commence à porter ses fruits. La guerre de Corée, qui a éclaté le 25 juin 1950, déclenche une gigantesque demande. Brusquement, en avril 1951, tout change. Comme l'aiguille qui oscille, hélas et finalement s'arrête sur le bon numéro, en avril 1951, pour la première fois, les importations de la R.F.A. fléchissent et ses exportations augmentent.

Pour la première fois, la balance commerciale allemande devient excédentaire. Elle ne cessera jamais plus de l'être. On ne saurait surestimer la portée de l'œuvre accomplie par Erhard.

À l'intérieur d'abord. Les gouvernements sociaux-démocrates ont recueilli son héritage et, tout en apportant des changements nécessaires, ont respecté soigneusement les principes de base, dont le plus sacré est le refus des contraintes, la préservation du « marché ». Plus tard, les gouvernements sociaux-démocrates ont la politique budgétaire et les grands programmes de dépenses publiques. Mais jamais, au grand jamais, aucun gouvernement n'a osé envisager un seul instant que de couvrir par l'État le brutal et dégraisage de des effectifs de Volkswagen en 1973-1974, ne soit d'ailleurs, la Banque des sociétés nationalisées françaises.

Après avoir frotté l'échec, Erhard a mené une action qui défie les années et dépasse les frontières. Dans son rapport du 20 octobre 1973, il a dit : « Le centre (qui ne se nomme pas encore la Bundesbank) parle

qu'il prononça lors du congrès des syndicats allemands, le chancelier Schmidt confirma son hostilité irréductible à l'égard de tout blocage et de toute forme de contrôle des prix.

Les interventions de tous les gouvernements allemands, quels qu'ils soient, se situent toujours très haut, en amont. Il s'agit de instruments classiques : taux d'escompte, modification des réserves obligatoires, contrôle des banques, fiscalité, crédit... Or, depuis même très clairement des traces d'économie de marché jusque dans la gestion de grands services publics comme par exemple les P.T.T.

Il a franchi les frontières. Depuis le dernier sommet franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, un mot revient fréquemment dans les milieux français, celui de « convergence ». Sans doute, dit-on en parlant notamment de la baisse d'inflation crocifer dans les deux pays, nous sommes encore assez loin en France du niveau (environ 2,3 %) atteint par l'Allemagne dans sa lutte contre l'inflation, mais il y a convergence, donc, rapprochement.

En R.F.A. on se félicite converger de voir que, cette convergence, la France y parvient en adoptant les méthodes qu'elle pratique depuis plus d'un quart de siècle. Cela ne doit cependant pas empêcher de voir les différences profondes qui existent entre l'époque actuelle et celle où Erhard opta pour le néo-libéralisme.

JEAN ROUSSEL.

(1) Les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, Editions Pédone, 13, rue Soufflot, Paris.

### Les sociétés d'Etat racontent l'histoire économique de l'Allemagne

Chaque régime, chaque gouvernement même, aura ajouté un chapitre à l'histoire de l'Allemagne sous la forme de sociétés d'Etat. Consulter la liste de ces sociétés (nombreuses et souvent puissantes), c'est retrouver les grandes étapes de l'histoire de l'économie allemande, recadrées par un gouvernement dirigé par Willy Brandt. Elle est marquée par la création de sociétés d'Etat dans le secteur de pétrole et surtout dans celui de la recherche nucléaire.

Amal, au fil du temps, chaque gouvernement aura laissé des traces de ses préoccupations, de ses ambitions.

Signalons que, bien entendu, cette énumération de sociétés d'Etat est très loin d'être complète. Signalons aussi que ces sociétés, gérées exactement comme des entreprises privées, ont eu pour tâche de réaliser (comme en témoigne le brutal et dégraisage de des effectifs de Volkswagen en 1973-1974), ne soit d'ailleurs, la Banque des sociétés nationalisées françaises.

Après avoir frotté l'échec, Erhard a mené une action qui défie les années et dépasse les frontières. Dans son rapport du 20 octobre 1973, il a dit : « Le centre (qui ne se nomme pas encore la Bundesbank) parle

pourquoi il créa des banques d'Etat.

Enfin, la plus récente étape pour ces efforts successifs, qui sont un peu comme des séries de sociétés déposées par les divers régimes, a commencé à partir d'octobre 1969, avec le remplacement d'un gouvernement d'orientation chrétienne-démocrate par un gouvernement dirigé par Willy Brandt. Elle est marquée par la création de sociétés d'Etat dans le secteur de pétrole et surtout dans celui de la recherche nucléaire.

Amal, au fil du temps, chaque gouvernement aura laissé des traces de ses préoccupations, de ses ambitions.

Signalons que, bien entendu, cette énumération de sociétés d'Etat est très loin d'être complète. Signalons aussi que ces sociétés, gérées exactement comme des entreprises privées, ont eu pour tâche de réaliser (comme en témoigne le brutal et dégraisage de des effectifs de Volkswagen en 1973-1974), ne soit d'ailleurs, la Banque des sociétés nationalisées françaises.

Après avoir frotté l'échec, Erhard a mené une action qui défie les années et dépasse les frontières. Dans son rapport du 20 octobre 1973, il a dit : « Le centre (qui ne se nomme pas encore la Bundesbank) parle

### L'irrésistible ascension du DM

Le monnaie et les banques ont joué un rôle souvent décisif dans l'histoire de l'Allemagne. Dans son remarquable ouvrage, indispensable à tous ceux qui s'intéressent aux relations franco-allemandes (1), l'historien français Bazley analyse en détail la période au cours de laquelle, secondée par le gouvernement travailliste MacDonald, la République de Weimar obtint d'importantes crédits internationaux pour financer le paiement de ses réparations. Le « Rentenmark », lancé par le gouvernement allemand le 15 novembre 1923, assurant les projets de république rhénane indépendante poursuivis par les Français et par Conrad Adenauer.

En 1948 aussi, la réforme monétaire fut une opération chirurgicale extrêmement brutale ; elle ne laissait subsister qu'un dixième seulement des avoirs privés.

Ce chapitre de l'histoire de la R.F.A. est trop connu pour y revenir ; en revanche, on ignore souvent le traitement infligé aux dettes et en particulier aux dettes hypothécaires. Une législation très complexe partit du principe qu'il fallait éviter que le débiteur d'une créance immobilière ne réalisât un gain à la faveur de la conversion du montant nominal de sa dette sur la base de 10 reichsmarks (l'ancienne monnaie) contre 1 deutschemark (la nouvelle monnaie). Ce système devait donner naissance à un « fonds spécial de la Fonds de rééducation des charges. Il est impossible d'évaluer, même succinctement, le mécanisme de ce système. Bornons-nous à souligner qu'il permit de faire bénéficier l'économie rennaissante d'énormes injections d'argent frais. Dans le cadre de la mobilisation du crédit des années

1949-1952, les titres de créance spéciaux appelés « créances de rééducation », véritables titres de dette publique, affrèrent aux banques privées les liquidités nécessaires pour qu'elles puissent faire face aux demandes de crédits émanant de l'économie.

C'est ce à quoi s'employa Ludwig Erhard. Pour ce faire, il utilisa à fond toutes les possibilités à l'époque. Certaines étaient spécifiques de l'Allemagne vaincue de 1948 : c'était le cas, par exemple, de la réforme du 21 juin 1948.

Evidemment, il ne suffisait pas de mobiliser le crédit et de créer des liquidités, encore fallait-il veiller à ce que ces liquidités fussent utilisées comme on l'entendait, c'est-à-dire à des fins d'investissements bénéfiques pour l'ensemble du pays. En outre, la réalisation technique exigeait un appareil approprié.

Les banques fondées par le gouvernement allemand à la fin de la guerre répondent à ce double objectif. Créations d'au-

teurs d'entreprises, en particulier, dans le secteur de la sidérurgie, ont été créées par le gouvernement allemand à la fin de la guerre.

## de surveillance ne satisfait ni les patrons ni les syndicats

dans le charbon et l'acier, où des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés sans licenciements, ils oublient que l'État a plus ou moins assumé les incidences financières, poursuit-on. Cette aide n'existera pas pour les autres entreprises, dont les charges sociales, déjà en forte progression depuis 1968, vont encore augmenter, tandis que leurs prix devront rester compétitifs. Les employeurs ont porté plainte pour faire la lumière sans attendre.

D'ailleurs, dit-on encore au patronat, la surveillance est plutôt le désir de fonctionnaires syndicaux que celui des travailleurs. Un sondage, en 1976, a montré que seulement 16 % de la population jugeait le problème très important, alors que c'est l'opinion de 21 % des travailleurs et de 37 % des syndiqués.

Et l'on ajoute qu'il y a, dans les conseils de surveillance, un bon nombre de représentants des syndicats et qui sont des politiciens du S.P.D.

C'est dans cet état d'esprit, l'ensemble du B.D.A. (patronat allemand) n'étant pas unanime, que plusieurs associations d'em-

ployeurs ouest-allemandes et quelques grandes firmes ont porté plainte devant la Cour suprême de Karlsruhe. Selon l'objectif de la loi est incompatible avec la Constitution, qui garantit le droit de propriété. En prenant à la tête de l'organisation patronale la succession de M. Schleyer, assassiné il y a sept ans par les terroristes de la R.F.A., M. Otto Esser a confirmé que le recours était maintenu. La Cour l'examinera le 20 novembre prochain mais ne se prononcera qu'en printemps.

Cette démarche a fait naître les soupçons des syndicats. Leur mécontentement est d'autant plus vif qu'à leurs yeux, comme à ceux des experts gouvernementaux, la nouvelle législation est loin de donner aux travailleurs des pouvoirs qui menacent l'ordre établi, ni dans la possession des biens ni dans les prérogatives de décision. C'est un pas en arrière, a déclaré, pour sa part, l'I.G. Metall, la puissante organisation de « métaux ». Et la démarche patronale est interprétée comme un acte hostile à l'égard du D.G.B., le puissant syndicat des travailleurs.

« Nous attendons la véritable parité »

Un côté syndical en Souabe ou en Bavière, à Berlin-Ouest ou dans la Ruhr, la réprobation soulevée par la nouvelle loi ne varie que par son intensité, quelques exceptions mises à part.

« La codétermination n'est pas paritaire, elle est simplement élargie, nous attendons la véritable parité », déclare, par exemple, Bode, président du conseil d'entreprise de l'établissement Bosch à Stuttgart (construction électrique et électronique). Le président, toujours un patron, dispose d'une double voix. Et le siège réside eux cadres à côté des employés et des ouvriers sera toujours occupé par des employés. De l'autre côté du Rhin, parler des cadres, c'est désigner les cadres supérieurs, dont les tribunaux ont donné une définition selon laquelle il s'agit de ceux qui exercent une activité très importante de gestion ou une mission élevée auprès de la di-

rection. Ce qui représente environ 1 % des effectifs. S'ils peuvent appartenir à des associations professionnelles, il leur est interdit de se syndiquer. Un syndicat, selon la loi, n'existe que s'il est capable de formuler des revendications et de faire grève pour les faire aboutir, hypothèse qui ne saurait être évoquée sans provoquer les rires : « Quelqu'un peut-il se mettre en grève contre lui-même ? »

Il est vain de faire observer aux militants ouvriers que les cadres ont, eux aussi, des intérêts à défendre en comité de surveillance. La conviction est bien ancrée que leur voix rejoindra toujours le choc patronal. « La loi actuelle, poursuit M. Bode, ne nous apporte qu'une chose : de meilleures informations sur la gestion. Peut-être eurons-nous une influence sur les propositions faites au conseil de surveillance. Celui-ci ne doit pas

perdre de vue qu'il faut garantir l'emploi ». Et d'évoquer les sept cent cinquante licenciements prononcés par la Cour suprême de Karlsruhe.

Certains de ces ouvriers sont toujours chômeurs. Comme la loi le veut, un « plan social » a été élaboré entre la direction et le comité d'entreprise, en particulier chômage partiel, etc. À la longue, il faut accepter les licenciements », constate, désabusé, M. Mayer, secrétaire général du comité central d'entreprise et membre du conseil de surveillance.

Parmi d'autres, l'opinion des syndicats du Hanovre, durement ébranlés par la récession (en particulier de la sidérurgie chimie), est pessimiste. La surveillance formelle 1976 est sans intérêt, estiment-ils. « Ce n'est pas un moyen de lutter contre le chômage », poursuit M. Mayer, secrétaire général du comité central d'entreprise et membre du conseil de surveillance.

L'appréhension est encore plus hostile parmi les syndicats de la sidérurgie, qui, on l'a vu plus haut, jouissent d'une cogenation véritablement paritaire. Ce statut, s'il n'est pas sans défaut, a été largement porteur de progrès social, notamment lors des compressions d'effectifs dans le charbon et l'acier.

Aux laminoirs géants Thyssen, à Dülberg-Rhein, M.M. Weymann et Wilking, vice-présidents du comité d'entreprise, estiment que le mobile réel de la plainte des employeurs est de faire abolir la loi de 1976. « Mais, disent-ils, nous ne laisserons pas faire.

### Le rapport de forces n'est pas équilibré

À Bonn, le ministère du travail a déposé le 17 septembre un projet de loi de « constitutionnalité » de la loi de 1976, en convenant, de plus, qu'elle donne toujours le dernier mot aux actionnaires, et que le rapport de forces n'est pas équi-

libré. Fidèle à la conception des relations sociales d'outre-Rhin, le porte-parole officiel ajoute : « À l'inverse, les patrons ne peuvent aller trop loin dans l'escalade. Si leur proposition était trop fréquente dans les

conseils de surveillance, les employeurs risqueraient des représailles à l'atelier. Or, pour les patrons, c'est l'État qui a initié la cogenation des syndicats, c'est assurer une meilleure marche de la production. »

Cependant, une question d'un autre ordre se pose au D.G.B. : n'est-il pas dangereux de gérer ce qu'il faudrait critiquer ? Non, tant que le syndicat sera conscient de ce qu'il veut, répondent les membres des comités d'entreprise en soulignant que les responsabilités de ces organisations du travail, des problèmes du personnel, le conseil de surveillance, pour sa part, est plus axé sur les questions économiques. Lorsqu'il s'agit d'investissements, nous pourrions espérer que, au lieu de les destiner à la seule rationalisation, on songera aussi à la pollution, à l'emploi, à des avan-

### Les formes de participation

● Mitbestimmung : signifie : prendre part dans un processus de décision. Plutôt que « cogenation », il convient de le traduire par « cogenation » ou participation ou codétermination.

● Cogenation dans les entreprises admissibles et minières (loi de 1951). Dans l'organisme de surveillance, le nombre des représentants du capital est égal à celui des représentants des travailleurs, parmi lesquels siègent des représentants de l'appareil syndical, existants à l'entreprise. S'y ajoute un « orléans homme », membre neutre. Un membre du comité est nommé directeur du travail. Il ne peut être contre la majorité des travailleurs.

● Cogenation dans les entreprises de plus de deux mille salariés (loi de 1976). Egal au nombre des représentants du capital, celui des représentants des travailleurs comporte les représentants de l'organisation syndicale existante à l'entreprise et un représentant des cadres supérieurs. Le président du conseil de surveillance est toujours l'employeur, sa voix compte double. Le directeur du travail est nommé à la majorité simple.

● L'organisation des autres entreprises industrielles (celles qui emploient moins de deux mille personnes, loi de 1952) comporte deux fois plus de sièges pour le capital que pour les travailleurs. Il n'existe pas de directeur du travail.

● La codétermination instituée par la loi de 1972 donne aux comités d'entreprise, plus par les travailleurs, des pouvoirs étendus d'intervention dans les affaires du personnel, sociales et économiques.

JOANINE ROY.

# L'aggravation de la pression fiscale en France

(Suite de la page 21.)  
 3) Pour actualiser ces chiffres, on peut enfin se référer au rapport économique que vient de publier le gouvernement, en annexe au projet de budget. Ce document montre qu'en deux ans, de 1977 à 1979, les recettes fiscales auront augmenté (+ 19 %), alors que le produit intérieur brut (marchand ou non) n'aura progressé que de 23,5 %. Pour 1978, l'écart est plus net : 15,3 %

## L'alourdissement prévu pour 1979

Par rapport aux rendements constatés cette année, le projet de budget pour 1979 prévoit 12,3 milliards d'impôt supplémentaire sur le revenu (+ 14 %), 3 milliards d'impôt complémentaire sur les sociétés (+ 19 %), 2,4 milliards supplémentaires de T.V.A. (+ 14 %), une « rallonge » de 11 milliards des taxes sur les produits pétroliers (+ 37 %). Les taux des trois principaux impôts restent certes inchangés, mais leur assiette est à ce point élargie — en particulier pour l'impôt sur le revenu, dont le barème n'est ajusté que de 9 % (et même de 5 % pour les deux tranches les plus élevées) alors que le coût de la vie se sera élevé en un an de près de 11 % — que le prélèvement fiscal s'accroît sensiblement.

de progrès de l'impôt, 14,3 % seulement pour le PIB.  
 Peut-être la lettre du programme de Blois n'est-elle pas ainsi violée, puisque, en janvier 1978, M. Barre avait parlé de « geler » les taux de la T.V.A. de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés. Mais bien des Français penseront que l'esprit de la promesse faite par M. Barre n'est guère respecté, puisque la pression fiscale se trouvera accrue.

## La structure change

Il y a davantage de contribuables et l'on demande à ceux-ci un effort fiscal accru. En revanche, l'impôt sur les bénéfices des sociétés rapporte moins, conséquence logique du renouveau de nombreuses branches.  
 3) Les impôts sur la fortune continuent à jouer un rôle très modeste dans la fiscalité française. Sans rapport, en tout cas, avec le flot d'écoulements déployé pour ou contre leur augmentation. Depuis 1976, leur poids n'a guère évolué : 5,6 % à 5,8 % de la fiscalité totale, mais ils ont diminué d'un tiers les quatre années précédentes (il était encore de 8,5 % en 1972).  
 Cette évolution de la fiscalité française se rapproche lentement des fiscalités étrangères, notamment européennes. A cette cadence, cependant, il faudra encore des décennies pour que les impôts sur la fortune soient assimilés véritablement à ceux de nos principaux partenaires.

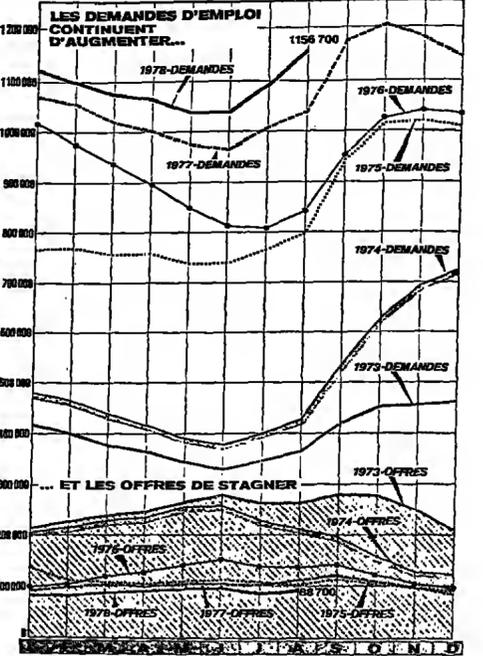
de progrès de l'activité — la crise persistant — amputait de huit milliards les recettes de T.V.A. escomptées au départ, le taux de la fiscalité d'Etat n'a pu dépasser son niveau de l'année précédente.  
 On notera d'ailleurs avec intérêt qu'en cours d'année la réalité fiscale déjoue souvent les pronostics. Tels — comme en 1978 — parce que le rendement des impôts n'atteint pas les niveaux prévus : 4,7 milliards de francs de T.V.A. en moins cette année, ainsi que 3,2 milliards de

## La structure change

Il y a davantage de contribuables et l'on demande à ceux-ci un effort fiscal accru. En revanche, l'impôt sur les bénéfices des sociétés rapporte moins, conséquence logique du renouveau de nombreuses branches.  
 3) Les impôts sur la fortune continuent à jouer un rôle très modeste dans la fiscalité française. Sans rapport, en tout cas, avec le flot d'écoulements déployé pour ou contre leur augmentation. Depuis 1976, leur poids n'a guère évolué : 5,6 % à 5,8 % de la fiscalité totale, mais ils ont diminué d'un tiers les quatre années précédentes (il était encore de 8,5 % en 1972).  
 Cette évolution de la fiscalité française se rapproche lentement des fiscalités étrangères, notamment européennes. A cette cadence, cependant, il faudra encore des décennies pour que les impôts sur la fortune soient assimilés véritablement à ceux de nos principaux partenaires.

# Nouvelle dégradation de l'emploi

## Le nombre des bénéficiaires de l'ASA a augmenté de 35 % en un an



## LA PART DES IMPOTS SUR LA CONSOMMATION A DIMINUÉ DEPUIS SIX ANS

	1977		1978		1979	
	1977	1978	1977	1978	1979	1979
● Impôts directs :						
— Impôt sur le revenu (et autres impôts perçus par voie de rétro)	17,3	20,5	22,3	23,7	22,1	22,1
— Impôt sur les sociétés	10,3	11,1	11,1	10,3	9,5	9,9
— Prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et retenues à la source	1,8	2,8	2,8	2,1	2,8	2,8
— Taxe sur les salaires	2,4	2,5	2,4	2,5	2,2	2,8
— Autres impôts directs	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6
Total	31,7	37,1	39,2	38,8	38,4	37,9
● Impôts sur la consommation :						
— Taxes sur le chiffre d'affaires	48,9	47,1	44,3	43,2	44,5	44
— Dont T.V.A.	48,7	46,9	44,1	42,7	44,5	44
— Droits de douane et taxes sur les produits pétroliers	8,5	8,2	7,3	7,8	8,2	8,5
— Contributions indirectes	4,8	3,7	3,3	3,1	3,1	3,1
— Dont impôt sur les tabacs	2,5	1,9	1,4	1,4	1,4	1,3
Total	62	67,1	64,9	58	58,8	56,5
● Impôts sur la fortune :						
— Enregistrement	4,4	3,9	3,9	3,7	3,9	3,9
— Timbre et impôt sur les opérations de Bourse	1,9	1,9	1,8	1,8	1,9	1,7
Total	6,3	5,8	5,7	5,5	5,8	5,6

### CHEFS D'ENTREPRISES, ARTISANS, COMMERÇANTS

## FORMEZ AUJOURD'HUI CEUX QUE VOUS ENGAGEREZ DEMAIN

L'objectif prioritaire du Pacte est de favoriser l'embauche, la formation, l'initiation au monde du travail des jeunes de moins de 26 ans et de certaines catégories de femmes.

Il ne peut donc réussir sans vous qui, seuls, pouvez proposer les emplois et les stages nécessaires.

Mais en même temps, le Pacte va aussi vous permettre de trouver ou de former le personnel dont vous avez besoin.

Car le problème de l'emploi des jeunes et des femmes est souvent un problème de formation et d'adaptation.

Pour vous aider, voici les avantages que le Pacte vous offre : exonérations de cotisations sociales ; pour chaque embauche de jeunes ou de femmes, sous certaines conditions, vous bénéficiez d'une exonération importante de cotisations sociales.

**PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI 78/79**

**LE PACTE : DES AVANTAGES FINANCIERS POUR EMBAUCHER, FORMER, INITIER, AU MONDE DU TRAVAIL.**

Direction du Travail et de l'Emploi de votre département.

Ministère du Travail et de la Participation.

## TROIS POIDS, TROIS MESURES

(Suite de la page 21.)  
 D'où résulte le principe du calcul de rentabilité, englobant tous les coûts, démontre cependant que l'on compare ensuite aux « avantages » attendus de l'investissement projeté : rappel banal d'une procédure universelle à laquelle personne n'a encore trouvé de substitut.

### Un thème rabâché : l'économie de devises

Mais voici un troisième thème, aussi rabâché que celui de l'emploi et de l'énergie : l'économie de devises. Certains soutiennent que nous sommes désormais aux « mauvais jours », parfois « scandaleux ». La tendance spontanée conduit inévitablement à prôner pour ces secteurs gourmands en devises une politique d'investissements massive et rapide, qui permette de réduire leurs importations.

Mais que donnent les calculs de rentabilité ? Le cas de la pâte à papier est typique : on presse l'industrie d'investir mais les structures forestières (qualités de bois inadaptées et coûts d'exploitation prohibitifs) sont telles que l'espoir de rémunérer et d'amortir le capital investi en un tel secteur apparaît, dans les conditions actuelles, largement hypothétique. Voilà donc un cas où le marché émet un « signal » qui mérite l'attention ! Ne devrait-on pas au moins s'interroger, examiner la plausibilité — ou non — d'une amélioration de la rentabilité ? A quelles conditions ? Dans quels délais ?

Pourtant — pourquoi se le cacher — la séduction du critère « économie de devises », apparaissant comme prioritaire, est à l'heure actuelle indéfectible. De sorte que fréquemment le signal négatif donné par le calcul économique pèse peu, quand il n'est pas totalement ignoré.

Conception attrayante, il est vrai : à partir du moment où l'on néglige le coût du capital, les décisions deviennent d'un coup plus faciles ! Mais il est également évident que l'on entre dans l'arbitraire. Un jour on considéra la priorité à l'économie de devises, le lendemain à l'emploi, le troisième jour à l'énergie ou à un autre critère. Trois poids, trois mesures.

LES difficultés que rencontrent les jeunes à la recherche d'un emploi n'appartiennent pas à elles seules, les nouvelles aggravations du chômage, observées au mois d'août. Les licenciements continuent à peser lourdement sur la population plus âgée.

Le total des demandes d'emploi non satisfaites, en données brutes — après correction des variations saisonnières — s'est accru en un mois de 5,7 % (1 156 700 au lieu de 1 094 200 en juillet) et de 6,7 % en un an. En données désaisonnalisées, l'augmentation mensuelle — la septième consécutive — est de 2,9 % (1 276 500 au lieu de 1 241 100) et de 8,7 % en un an.

Les statistiques détaillées que le ministère du travail publie désormais, en même temps que les données globales, montrent que la crise économique n'épargne pas les « anciens » et les salariés qualifiés.

Certes, les jeunes — et surtout les jeunes femmes — représentent une part croissante des demandes (40,5 % en août au lieu de 38 % en juillet, et 35,9 % en juin), mais l'augmentation des demandes enregistrées au cours du mois de juillet, pour la recherche d'un premier emploi, a fait place à une diminution en août : 53 300 en août au lieu de 62 800 en juillet (— 13,8 %). Est-ce encore l'effet du pacte national 1977 pour l'emploi comme l'explique le patronat ? Sans doute. Mais au ministère du travail on s'attendait à une « explosion » plus favorable, espérant que le deuxième pacte 1978 ajoute ses effets au premier.

Et le commentaire des services de M. Boulin est sévère pour le patronat : « Le comportement des employeurs qui attendent le retour des congés d'été pour bénéficier des dispositions de la loi du 6 juillet 1976 en faveur de l'emploi des jeunes a eu, en effet, des conséquences très défavorables qui affectent le marché du travail depuis quelques mois. » Et d'ajouter : « Le niveau des offres d'emploi enregistrées à l'Agence reste très faible. » Effectivement, si les offres sont en augmentation de 1,4 % par rapport à juillet dernier, ce qui peut être assimilé à une stagnation à cette époque, elles se situent à 21,2 % au-dessous du niveau de celles observées il y a un an.

Cette importante diminution annuelle reflète bien les difficultés des entreprises dont certaines stoppent l'embauche tandis que d'autres licencient. L'évolution du chômage, selon les mois d'inscription à l'Agence, est significative : 46,4 % des demandes d'emploi enregistrées en août au lieu de 42,8 % il y a un an, s'expliquent par la perte d'un emploi ; l'accroissement des personnes qui reprennent l'inscription s'explique en raison de licenciements économiques, constitue un autre indicateur inquiétant : 175 100 en août au lieu de 170 000 en juillet (+ 1,8 %) et de 128 800 il y a un an (+ 35,9 %). Autres indices défavorables : en un an, les augmentations les plus fortes du chômage sont celles qui touchent les ouvriers qualifiés (+ 16,9 %), les employés qualifiés (+ 10,1 %) et les cadres (+ 8,3 %) ; quant à l'ancienneté des demandes non satisfaites, en légère régression par rapport à juillet dernier, elle atteint 229 jours au lieu de 213 en août 1978 (236 en juillet 1978).

La situation va-t-elle s'améliorer ? Le ministère du travail ne le pense pas, du moins à court terme. Tout en continuant à fonder des espoirs sur le deuxième pacte, les jeunes titulaires que le C.N.F.F. parvient à dénoncer l'insuffisance de ce pacte), M. Robert Boulin craint que la situation globale de l'emploi ne continue à s'aggraver au cours des prochains mois. Après l'insurrection saisonnière qui sera enregistrée en début de 1979, un véritable changement de tendance pourrait, affirme-t-on, intervenir dans un an. Une prévision qui n'apporte aucun réconfort à tous ceux qui cherchent aujourd'hui du travail.

ALBERT MERLIN.

(2) Adam Smith (The Wealth of Nations), cité par Bacon et Etie. in Two New Products, Macmillan 1977.

سكنا من الاصل

صكنا ان الاجل



DIRECTEUR FINANCIER

Paris

Une entreprise de services, employant 2.200 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 60 millions de francs, recherche son Directeur Financier. Dépendant du Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes financiers, fiscaux, comptables, sociaux et administratifs. Assisté de deux Chefs Comptables et d'un responsable informatique, il aura autorité sur 25 à 30 personnes environ. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, titulaire du DECS, possédant une bonne expérience de la comptabilité anglo-saxonne, acquise soit en cabinet, soit en entreprise. Il devra être familiarisé avec l'informatique. La parfaite connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Paris. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. RÉF. A/2728M

DIRECTEUR DES VENTES

170.000 F

Équipements électriques — Une société française affiliée à un groupe international, et spécialisée dans la commercialisation d'équipements électriques, recherche son Directeur des Ventes. Basé à Paris, il sera responsable du développement des ventes sur le marché français. Il dirigera une équipe commerciale qualifiée, définira les objectifs, animera un réseau de distributeurs et assurera les contacts avec les clients les plus importants. Le candidat retenu, ingénieur diplômé (électrique ou électro-mécanique), âgé de 35 ans au moins, sera en mesure d'apporter une expérience réussie de la vente et du marketing de produits électriques ainsi que de l'animation d'équipe. Une expérience préalable en laboratoire ou bureau d'études serait appréciée. La connaissance des marchés d'État constitue un atout supplémentaire. Les contacts internationaux impliquent une bonne pratique de l'anglais. La rémunération annuelle initiale pourra atteindre 170.000 francs. De bonnes perspectives sont à envisager. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. RÉF. A/2727M

RESPONSABLE CONTROLE QUALITÉ

160.000 F

TRAILOR — Constructeur de véhicules industriels de taille internationale et leader de sa spécialité en France, recherche pour son usine de Lunéville (effectif : 1.400 personnes), située à 30 kilomètres de Nancy, le Responsable de son département Contrôle Qualité. Rendant compte au Directeur de l'Usine et en étroite liaison avec l'ensemble des unités d'études de fabrication et d'approvisionnements de l'usine et avec le service « garantie » du groupe, il aura pour principale mission de donner une impulsion nouvelle à cette fonction, en restructurant son département dont l'effectif devrait atteindre rapidement 30 personnes. Ses responsabilités couvriront la définition des différents critères et niveaux de qualité en tenant compte de la destination géographique des produits ainsi que de la mise en place des procédures de contrôle. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 32 ans et possédant des qualités hors pair d'organisation et de diplomatie. Il sera à justifier d'une très solide expérience en matière de contrôle qualité et d'une grande culture technique acquise dans le secteur industriel de la mécanique. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 160.000 francs. Pour un candidat de tout premier plan, cette position devrait déboucher sur une Direction d'usines. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. RÉF. A/2699M

CONSULTANTS HAUT NIVEAU

PACTEL FRANCE S.A., membre du groupe PA INTERNATIONAL, spécialisé dans la conception, l'étude et la réalisation de systèmes informatiques et de télécommunications, recherche des Consultants de haut niveau pour son développement en France et pays limitrophes. Les candidats retenus seront diplômés d'une école d'ingénieurs ou de niveau équivalent et auront une très large expérience en : grands systèmes en temps réel, communications et télécommunications, mini-ordinateurs, bases de données. Des qualités de contact humain et la pratique courante de l'anglais sont requises. Les rémunérations offertes sont fonction de l'expérience, du profil et des possibilités de développement de chaque candidat. Écrire à Paris. RÉF. A/2633M

RESPONSABLE ACHATS

140.000 F

TRAILOR recherche également pour son usine de Lunéville son Responsable des Achats. Rendant compte à la Direction de l'Usine, il aura à animer et contrôler une équipe d'une vingtaine de personnes et sera responsable de la gestion et de la négociation de l'ensemble des achats : matières premières, composants et contrats de sous-traitance, représentant un chiffre d'affaires d'environ 300 millions de francs. Une de ses principales missions consistera à améliorer le « sourcing » et les méthodes afin d'optimiser la rentabilité de son service. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre, âgé d'au moins 30 ans, de formation économique supérieure et pouvant justifier d'une expérience des achats acquise à un poste de responsabilité au sein d'une société industrielle appartenant de préférence aux secteurs : automobile, engins T.P. et poids lourds... La pratique de la langue anglaise est impérative et celle de l'allemand fortement souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. En cas de réussite de sa part, le candidat retenu pourra évoluer rapidement vers des responsabilités plus importantes. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. RÉF. A/2726M

RESPONSABLE EXPORT

130.000 F

Un important constructeur français de machines agricoles, leader européen dans sa branche et situé à l'Est de la région parisienne, recherche, dans le cadre de son expansion rapide à l'exportation, un Responsable de Zone. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il participera à l'élaboration de la politique commerciale à l'exportation et sera chargé d'animer une partie du réseau d'importateurs existant en Europe. Il se verra d'autre part confier une zone de grande exportation dans laquelle il recherchera et organisera de nouveaux marchés. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur commercial (HEC, ESSEC, Sup de Co...) ou d'une École Supérieure d'Agriculture, possédant une première expérience réussie de la vente à l'exportation et susceptible d'évaluer à brève échéance vers de plus larges responsabilités. La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand et/ou de l'espagnol est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. Écrire à P. FOUQUET à Paris. RÉF. A/2683BM

ADJOINT DIRECTION MARKETING

120.000 F

MB MILTON BRADLEY FRANCE, filiale française d'un groupe américain commercialisant des jeux de société et de premier âge, crée, pour faire face à un développement très important le poste d'Adjoint au Directeur du Marketing, basé en Savoie. Il assistera celui-ci dans la mise en œuvre de la politique marketing de la société. Animateur d'une petite équipe, il sera responsable du développement des produits nouveaux et du suivi des produits existants : approche des marchés, suivi des ventes, études de rentabilité, gestion des budgets publicitaires, etc... Ce poste devant évoluer à court terme convient à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP) âgé de 30 ans minimum, il pourra justifier d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans la fonction marketing d'une société commercialisant des biens de consommation à un poste de Chef de Produit ou d'administration des ventes. La pratique des méthodes de gestion américaines constituera un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs reposera sur l'expérience du candidat retenu. Il s'y ajoutera une voiture de fonction. Les réponses seront traitées confidentiellement par A. RICHARD à Lyon. RÉF. A/3470M

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Lyon

Installations électriques — Une société française occupant une place de choix dans la conception et la réalisation d'installations électriques (industries, tertiaire, logement) en France comme à l'exportation (chiffre d'affaires : 70 millions de francs hors taxes dont 20 % à l'étranger), recherche un Ingénieur d'Affaires. Rattaché au Directeur du bureau d'études (engineering et devis) il sera responsable des activités commerciales et techniques concernant la France. Il devra personnellement développer ses relations avec les donneurs d'ouvrage, et, aidé d'une petite équipe, leur proposer des devis appropriés. Conseiller technique de sa clientèle, il peut être conduit à diriger l'exécution de contrats importants. Ce poste, qui devrait évoluer rapidement vers une direction d'agence, convient à un technicien confirmé en électricité d'installation, âgé de 30 ans minimum, ingénieur diplômé (AM, Centrale, IEG) il aura exercé des activités commerciales et techniques similaires. Ou bien, responsable travaux neufs et entretien (dominante : électricité), il cherche à actualiser un potentiel commercial réel. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée à l'expérience réelle du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. RÉF. A/3471M

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

110.000 F

La filiale française d'un important groupe international, spécialisé dans le matériel de travaux publics et leader mondial sur le marché du compactage vibrant, recherche un Responsable Administratif et Financier. Basé dans la banlieue Sud-Est de Paris, il sera le collaborateur immédiat du Directeur Général et assurera l'ensemble de la gestion comptable, administrative et financière de cette société. Assisté d'une petite équipe, il sera notamment chargé de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, des budgets, des problèmes de financement et de personnel. Il sera également l'interlocuteur direct de la maison-mère dans le cadre d'un système global de reporting. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (ESC + DECS, ou équivalent), et pouvant justifier d'une expérience concrète d'au moins trois années acquise dans les services financiers d'une entreprise. Le contact international implique la connaissance des méthodes de comptabilité anglo-saxonnes et une bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. RÉF. A/2725M

INGÉNIEUR CHIMISTE

110.000 F

Production de polymères — Notre client est l'un des grands de la chimie européenne. Il recherche pour sa filiale de production de polymères implantée dans la Nord-Pas-de-Calais, un jeune Ingénieur Chimiste, afin de lui confier la responsabilité des fabrications. Sous l'autorité du Directeur d'exploitation, il aura à assurer la réalisation des programmes de fabrication en respectant les objectifs de quantité, qualité et prix de revient. Pour cela, il aura à gérer une équipe d'une petite centaine d'agents de maîtrise et ouvriers postés, et à veiller au bon fonctionnement et au bon entretien d'installations largement automatisées. Nous recherchons un jeune Ingénieur Chimiste, spécialisé si possible en pétrochimie, ayant acquis une première expérience de la conduite d'ateliers de production. La connaissance de la langue anglaise serait appréciée. L'aptitude à entretenir des relations humaines harmonieuses tant avec l'encadrement, qu'avec le personnel ouvrier est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera négociée en fonction de l'acquis autour de 110.000 francs. Les projets de développement du groupe dans les polymères alliés à sa politique sociale laissent envisager de réelles perspectives de promotion pour un candidat de fort potentiel. Écrire à S. BOSSUT à Croix. RÉF. A/4423M

CHEF DE FABRICATION

100.000 F

Un groupe industriel français, 1.500 personnes, chiffre d'affaires 300 millions de francs hors taxes, fabrique et commercialise des biens d'équipement et des automatismes, filiale d'un important groupe international, recherche pour sa principale usine, son Chef de Fabrication. Dans un esprit de très étroite collaboration avec le Chef de Production et le Directeur de l'usine, il sera responsable humainement et techniquement d'un ensemble de 250 personnes, fabriquant des produits mécaniques très diversifiés en moyenne série. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, ingénieur type Arts et Métiers, et disposant d'une première expérience de commandement en fabrication. Il devra faire preuve, avant tout, de qualités humaines et de gestionnaire. Lesalaire de départ, de l'ordre de 100.000 francs par an, sera, en fait, essentiellement fonction de l'expérience. Le poste est situé dans une région agréable à 40 km au Nord de Paris. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. RÉF. A/2729M

INGÉNIEUR MÉTHODES - ENTRETIEN

100.000 F

Un important groupe industriel crée pour l'un de ses établissements situé en métropole Nord, un poste d'Ingénieur pour prendre en charge les services Méthodes et Entretien d'une unité spécialisée dans la tôlerie et le traitement de surfaces. D'une manière générale, il aura pour mission de promouvoir la réduction des coûts ainsi qu'un niveau élevé de productivité. Sa fonction englobera en particulier la mise au point des moyens d'industrialisation, la détermination des gammes optimales de fabrication, l'étude des postes de travail ainsi que la maintenance des outillages. Pour cela il dirigera une équipe d'une quinzaine de personnes. Ce poste convient à un ingénieur diplômé possédant une expérience industrielle de plusieurs années en production ou aux méthodes. La connaissance des problèmes d'emboutissage serait un avantage. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 100.000 francs si l'acquis le justifie. D'intéressantes perspectives d'évolution sont envisagées. Écrire à D. LANDEAU à Croix. RÉF. A/4424M

CHEF DE PRODUIT

100.000 F

Une société française, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles ménagers, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs hors taxes, leader sur le plan national, crée le poste de Chef de Produit. Sa préoccupation essentielle sera le développement des produits, la recherche de produits nouveaux, l'amélioration des produits existants, leur adaptation aux exigences du marché. Très proche des usines, il conviendra l'action d'un petit bureau d'études techniques. Il sera en liaison avec l'ensemble des services techniques et commerciaux, ainsi qu'avec les principaux fournisseurs. Ce poste conviendrait à un candidat imaginatif, doté d'un sens esthétique certain, allié à une bonne ouverture sur les problèmes techniques. L'implantation des usines et du siège en trois endroits différents suppose une grande mobilité, et une résidence dans la Haute-Marne de préférence. La rémunération de départ, de l'ordre de 100.000 francs par an, sera sur-tout fonction de l'expérience. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. RÉF. A/2730M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Anecdotes et idées reçues

Depuis quatre ans, chaque dimanche à Europe 1, Eric Lipmann s'emploie à sortir la « grande musique » de son ghetto culturel...

Concerto pour violoncelle, de Stock, 220 pages.

Jusqu'à trente ans

Comme chaque année, les Jeunesses musicales se préparent à reprendre, avec le soutien moral sinon très actif des pouvoirs publics...

En province, comme à Paris, la seule condition requise c'est d'avoir moins de trente ans; pour beaucoup de gens, ce n'est pas très difficile.

Le piano qui chante

Glenn Gould vient d'enregistrer trois sonates de Beethoven. On se dit « pourquoi pas ? » en pensant à autre chose...

Le grand prix d'interprétation du concours d'orgue de Chaux-de-Fonds a été décerné dimanche à un Américain de trente-trois ans, Todd Wilcox.

Le pianiste français Michel Dalbert, déjà grand prix du concours Clara-Baskin, vient de remporter le premier prix du concours de Leeds (Grande-Bretagne).

Musique

Une grange autour d'un orgue

(Suite de la première page.)

Mais il y a un troisième orgue, dont l'histoire tient du conte de fées. Il était une fois un orgue du siècle d'or espagnol de la région de Burgos...

Que faire de cet orgue, de la taille d'un autel de cathédrale, joyau d'architecture baroque avec son large buffet luisant comme les vieilles reliures brunes et dorées d'une bibliothèque...

Ce qui fut dit fut accompli, et la grange de La Basnardière, s'il lui manque encore l'aspect du toit et de la poutrière, fait bonne figure (plus encore que le patin muresque) de « monument historique » avec ses vastes polyphonies de poutres enchevêtrées...

Une seule foule nate dans ce

conte : les tuyaux d'origine avaient disparu et, au lieu de copier les jeux antiques dans quelque instrument d'Espagne, on dota celui-ci de jeux modernes souvent passablement anachroniques.

Moments admirables On imagine les tourments d'une telle entreprise dans des conditions aussi difficiles, car il fallait tout inventer du logement des artistes à l'éclairage. C'est miracle que sur une si petite scène ait pu revivre un après aussi long et difficile.

★ Dernière représentation le 26 septembre.

< TRISTAN ET ISOLDE > à Genève

Les grandes œuvres comme Tristan et Isolde sont souvent le rendez-vous de souvenirs, de tocs et de visions ineffaçables auxquelles on craint de porter atteinte.

On ne peut plus qu'en parler de décors d'ailleurs, mais d'un environnement de couleurs et de visions d'une magnificence inégalée.

La mise en scène de Jean-Claude Ribet est proche de cette conception d'un spectacle à la limite du spectacle, point d'expressionnisme forcené ni d'agitation pour occuper le plateau...

Il n'y a guère de monstres sacrés dans le domaine wagnérien, mais Jean-Claude Ribet a réussi une œuvre d'art qui domine par Hans Sotin, roi Marke impressionnant, avec cette voix noble et chargée d'émotion.

Pourquoi tant de fidélité à ce qui n'a pas été inventé par le compositeur mais seulement adopté ? Peut-être parce que le modèle choisi par Cage — la disposition des astres dans le ciel — correspond plus qu'on ne croit à une démarche de musicien.

réputés, d'aujourd'hui; mais celui qui marque souvent de sa présence dans le phrasé, le subtil enchevêtrement thématique des pages les plus concentrées, tout en déployant de magnifiques et puissantes progressions dynamiques qui assurent la cohésion et l'intensité musicale du drame.

J. L.

★ Dernière représentation le 26 septembre.

JACQUES LONCHAMPT.

Semaine Cage à l'Athénée

LE SILENCE COMME MIROIR

Quelqu'un qui voudrait comprendre ce que c'est que cette dévotion dont parle John Cage (le dimanche 19 septembre) était venu au théâtre de l'Athénée; comme il était pressé, il est reparti sans savoir...

Il faut avoir vu et entendu les dix-sept musiciens de l'ensemble de musique vivante jouer Atlas ecclésiastiques et Winter Music (deux fois une heure vingt) sans jamais manifester la moindre impatience...

Pourquoi tant de fidélité à ce qui n'a pas été inventé par le compositeur mais seulement adopté ? Peut-être parce que le modèle choisi par Cage — la disposition des astres dans le ciel — correspond plus qu'on ne croit à une démarche de musicien.

Il y avait quelque chose de volontairement absurde dans cette série de cinq concerts avec, entre les sons éparés, le silence toujours suspendu d'un comme un miroir, mais quelque chose de drôle aussi; le terrible essai de ceux qui étaient venus pour rire.

GERARD CONDE.

Ventes

La IX<sup>e</sup> Biennale des antiquaires

I. — Art décoratif

par JEAN-MARIE GUILHAUME

La 9<sup>e</sup> Biennale internationale des antiquaires s'est installée jusqu'au 8 octobre sous les voûtes du Grand-Palais. Nous présentons dans une série de trois articles les principaux aspects de cette importante manifestation en étudiant successivement les mobiliers des dix-septième et dix-huitième siècles, les objets d'art et, au dernier lieu, les peintures et les dessins.

Paris, qui n'occupe pas la première place pour les ventes publiques, a la chance d'accueillir tous les deux ans une exposition d'antiquaires qui est aujourd'hui de l'avis de la plupart des professionnels français ou étrangers, la plus importante dans le monde.

La qualité moyenne est donc bonne, même si l'on regrette que la IX<sup>e</sup> Biennale soit plus européenne qu'internationale — avec la très belle exception de la galerie Eckler décorative canadienne, mais dirigée par un réfugié hongrois, — et que, parmi les Européens, l'Italie soit si médiocrement représentée, l'Allemagne absente. Malgré ces lacunes, la biennale est sans doute ce qu'on peut faire de mieux en 1978.

Du côté de l'art « décoratif », un bureau Masaric, une armoire

Bouffe (chez Jacques Perria), deux commodes Bouffe (chez Fabre et chez Aaron), impressionnent sous les voûtes du Grand-Palais. Nous présentons dans une série de trois articles les principaux aspects de cette importante manifestation en étudiant successivement les mobiliers des dix-septième et dix-huitième siècles, les objets d'art et, au dernier lieu, les peintures et les dessins.

Paris, qui n'occupe pas la première place pour les ventes publiques, a la chance d'accueillir tous les deux ans une exposition d'antiquaires qui est aujourd'hui de l'avis de la plupart des professionnels français ou étrangers, la plus importante dans le monde.

La qualité moyenne est donc bonne, même si l'on regrette que la IX<sup>e</sup> Biennale soit plus européenne qu'internationale — avec la très belle exception de la galerie Eckler décorative canadienne, mais dirigée par un réfugié hongrois, — et que, parmi les Européens, l'Italie soit si médiocrement représentée, l'Allemagne absente.

★ Grand Palais, de 11 heures à 23 heures dimanche, de 10 heures à 20 heures, jusqu'au 8 octobre.

Noter

Jazz

Andrew Cyrille et Maono

Maono est le nom du quartette formé autour du batteur Andrew Cyrille en France pour la première fois. Tous les membres du quartette sont de New-York et de environs.

Véritable force de la nature, celui-ci se plaît à superposer une multitude de rythmes. Alors que ses comparses jouaient le thème, il en proposa successivement des approches différentes, abandonnées aussitôt que suggérées.

★ Maono, ce lundi 25 septembre, à 20 h. 30, à la Chapelle des Lombards.

★ Ted Daniel, le 4 octobre, au Totem.

Photo

Inauguration à Lyon

En présence de M. Jean-Philippe Léautaud, ministre de la culture et de la communication; de M. Francisque Collomb, sénateur (non-inscrit), maire de Lyon, et de quatre cents invités, M. Raymond Barre a inauguré à Lyon, le 22 septembre, les salles d'exposition de la Fondation nationale de la photographie.

Le chansonnier René Paul est mort à Grasse dans la nuit du 22 au 23 septembre. Il était âgé de soixante-trois ans.

Prochain article : L'OBJET D'ABORD

★ Grand Palais, de 11 heures à 23 heures dimanche, de 10 heures à 20 heures, jusqu'au 8 octobre.

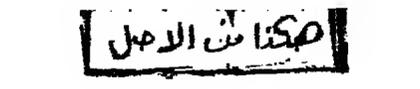
Elle altera notamment les Rencontres internationales de la photographie, créées par Lucien Clergue en Arles dès 1976, qui constituent à l'heure actuelle la seule manifestation française de portée internationale.

Créé sur une idée de Michel Goy, puis décentralisée à Lyon au château Lumière (« Le Monde » du 7 décembre 1977) et dotée cette année d'un budget de 1 000 000 francs assuré à 70 % par l'Etat et à 30 % par la ville, la Fondation ne se contenta pas d'organiser des expositions de photographies et de les faire tourner en France et à l'étranger.

L'exposition d'inauguration, qui ne sera ouverte au public que le 2 octobre, est consacrée au procédé autochrome, première photographie en couleur qu'Auguste et Louis Lumière inventèrent en 1861.

★ MORT DU CHANSONNIER RENÉ PAUL

Le chansonnier René Paul est mort à Grasse dans la nuit du 22 au 23 septembre. Il était âgé de soixante-trois ans. René Paul, pseudonyme de René Volater, avait participé à la grande époque de Montmartre à partir de 1930, on avait pu l'entendre dans de nombreux cabarets parisiens comme la Lune-Rousse, le Théâtre de Dix-Neuf, les Deux-Anes, etc., et il avait acquis une grande célébrité. Il avait été chansonnier de l'Assemblée de Radio-Luxembourg, le Club des chansonniers à Paris, et il avait présidé le Syndicat des chansonniers.



SPECTACLES

CE SOIR 25 septembre : PREMIERE

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Bernard et la Circonflexe; Dolt-on le dire ?

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 30 : Sidi-Ciné; Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Prémis sans succès aux zappelles;

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 25 septembre

Les concerts

Lucerna, 19 h. : S. Marcondas, soprano; G. Kera, piano (Schubert, Schumann, Liszt);

Jazz, pop, rock et folk

Caveau de la Bochette, 21 h. : Maxime Saury, fanfare;

Festival d'automne

Centre Femplois, 20 h. 30 : Mori El Merza.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouvrage;

cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans; (\*\*) aux moins de dix-huit ans

La cinématèque

Chaillet, mélodie; Renoir, 15 h. : Wild Bill Hickock;

Les exclusivités

L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT; AC MOMENT DU PENALTY (All.);

Les films nouveaux

LE TEMON, film français de Jean-Pierre Mocky; Saint-Lesare-Pascal, 8° (327-35-43);

STUDIO DE LA HARPE, 8° (327-35-43);

LES FAUX DURS, film américain de Michael Ritchie (v.o.);

LE MONDE DES MORTS-VIVANTS, film allemand de A. de Ceveny;

DEUX IDIOTS A MONTE-CARLO, film italien de M. Bertone;

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE

UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE

UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE

GRASSE (A.), v.o. : Saint-Michel, 8° (328-70-17);

HERLÉ, UN FILM D'ALLEMAGNE (v.o.);

LE JEU DE LA POMME (v.o.);

19H à la Cour des miracles tous les jours sauf dimanche. pas un navire à l'horizon de Henri Mitton

ABONNEMENTS RÉSERVATIONS SAISON 1978-1979. Renseignements : Tél. 622-44-34.

ATELIER THEATRE ESSAION VALVERDE COURS DE 11 h à 14 h. JEU THEATRAL - EXPRESSION VERBALE ET CORPORELLE

La Chanson de Roland 4 OCTOBRE. un film de FRANK CASSIDENTI

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI

DESPAIR. R.W. FASSBINDER. DIRK BOGARDE ANDREA FERREOL

DUSTIN HOFFMAN LE RECIDIVISTE (STRAIGHT TIME). HARRY DEAN STANTON GARY BUSEY THERESA RUSSELL

Les rencontres à la Fnac. Un dialogue ouvert à tous sur tous les problèmes d'aujourd'hui. L'érotisme en littérature; Une rencontre autour du dernier livre de Pierre Bourgeade; Une nouvelle manière de jouer Brecht; A l'auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6°

**A PARTIR DU 27 SEPTEMBRE**

bernadette lafont jean-françois stévenin

# LA TORTUE SUR LE DOS

un film de luc béraud

PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS



un film de WIM WENDERS d'après le roman de PETER HANDKE

# L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY

Salles : voir lignes programmes.

**MERCREDI**

PALME D'OR CANNES 78  
à l'unanimité du Jury

# L'ARBRE AUX SABOTS

ERMANNOLMI



A.L.A.P. LUMBROSO et le PALAIS DES SPORTS présentent

# NOTRE DAME DE PARIS

d'après le roman de VICTOR HUGO

adaptation de Alain Decaux Robert Hossein et Georges Soria

mise en scène de ROBERT HOSSEIN

au **PALAIS DES SPORTS** du 21 septembre au 30 novembre 1978

LOCATION OUVERTE AU PALAIS DES SPORTS, ET DANS LES AGENCES



## SPECTACLES

(Suits de la page 27.)

**LES NOUVEAUX MONSTRES** (Il. v.o.) : Quinzeville, 9 (133-35-40); U.G.C.-Marbut, 9 (225-47-19).

**L'ORDRE ET LA SECURITE OU MONDE** (Fr.) : U.G.C.-Opera, 2 (221-50-32); U.G.C.-Danton, 9 (229-42-62); Biarritz, 9 (723-98-23); Sceaux-Montparnasse, 19 (194-25-02).

**LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU** (Fr.) : Paramount-Mari-Vieux, 9 (193-83-90).

**RETOURE** (A. v.o.) : Studio Logos, 9 (103-25-12).

**REVE DE SINGE** (Il. v. angl.) : Palais des Arts, 9 (272-03-88).

**ROBERT ET ROBERT** (Fr.), Balaço, 9 (132-22-30).

**SOLEIL DES HERMES** (Tun. v.o.) : Subtotal, 9 (222-97-23).

**LES NOUVEAUX LARRES** (A. v.o.) : Quinzeville, 9 (133-35-40); Marignan, 9 (339-92-32) V.F.; U.G.C.-Opera, 2 (221-50-32); U.G.C.-Danton, 9 (229-42-62); Montparnasse, 19 (194-25-02); Athènes, 19 (173-42-38).

**TROGADERO, BLEU CITRON** (Fr.) : La Cite, 9 (227-99-20); Point Show, 9 (122-97-29); Pauvres, 19 (251-56-89); Montparnasse-Palace, 19 (193-83-90).

**UNE NUIT TRÈS MORALE** (Hong. v.o.) : Palais des Arts, 9 (272-03-88).

**UN SECOND SOUFFLE** (Fr.) : La Cite, 9 (227-99-20); Danton, 9 (229-42-62); Biarritz, 9 (723-98-23); Colisée, 9 (339-92-32); Olympia, 19 (194-25-02); Parisiana, 19 (193-83-90); Franca, 9 (770-33-88); Caumont-Corventon, 19 (193-83-90).

**V&S-Y MAMAN** (Fr.) : Impérial, 9 (742-72-52); Colisée, 9 (339-92-32); L'Espresso, 9 (337-35-42); Caumont-Stud, 9 (331-81-16); Montparnasse-Palace, 19 (193-83-90); Clichy-Palace, 19 (122-97-41).

**XICA DA SILVA** (Brés. v.o.) : Studio Raspail, 19 (222-38-98).

**LE COUTEAU DANS L'EAU** (Pol. v.o.) : Pantheon, 9 (103-15-04).

**LES GANNES** (Il.-All. v.o.) : Boul Mich, 9 (133-43-29).

**LE DECAMERON** (It. v.o.) : Champollion, 9 (103-31-60).

**261, ODYSSEE DE L'ESPACE** (A. v.o.) : Baummann, 9 (770-97-05).

**DOCTEUR POLAQUER** (A. v.o.) : Daumesnil, 19 (243-33-97).

**DOCTEUR ZIVAGO** (A. v.o.) : Symples Point Show, 9 (225-47-29); v.f.; Madeleine, 9 (103-31-60).

**LA GRANDE BOUFFE** (It. v.o.) : Cinécho St-Germain, 9.

**IL FAIT UNE FOIS OANS L'OUEST** (A. v.o.) : Denfert, 19 (103-06-11).

**JERONIAH JOHNSON** (A. v.o.) : Temple, 9 (172-94-56).

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOE-LAND** (A. v.o.) : Dominique, 79 (705-04-52), en matinée.

**LE LAUREAT** (A. v.o.) : St-Ambroise, 19 (100-99-18).

**LITTLE SIG MAN** (A. v.o.) : Noo-Lambert, 9 (103-31-60).

**M.A.S.B.** (A. v.o.) : Studio Gertraud, 79 (783-64-88); Daumesnil, 19.

**LA MARGUERITE** (A. v.o.) : L'Espresso, 9 (337-35-42).

**MEURTRE OANS LA 11<sup>e</sup> RUE** (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (170-10-41).

**MON ONCLE** (Fr.) : Passy, 19 (122-97-29).

**MONTY** (Fr.) : Daumesnil, 19.

**NOUS NOUS SOMMES TANT AMES** (It. v.o.) : Cluny-Boules, 9 (103-31-60).

**OR AMERICA** (A. v.o.) : Studio Bertrand, 79 (783-64-88).

**OMAS GATLATO** (Aig. v.o.) : Centre-Boucheville, 9 (178-81-77).

**ORANGE MECANIQUE** (A. v.o.) : Hauteville, 9 (163-79-21); v.f.; Haussmann, 9 (770-47-35); Métrol, 19 (222-97-41).

**PAIN ET CHOCOLAT** (It. v.o.) : L'Espresso, 9 (337-35-42).

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC** (Dan.) : 14-Juillet-Parnasse, 9 (337-35-42).

**LES PETITES MARGUERITES** (Tch. v.o.) : La Cite, 9 (227-99-20).

**PLUMES DE CHEVAL** (A. v.o.) : L'Espresso, 9 (337-35-42); New-Yorker, 9 (770-63-40).

**ROSEMARY'S BABY** (A. v.o.) : Studio Dominique, 79 (705-04-52) (sauf mardi).

**LE GREIFF EST EN PRISON** (A. v.o.) : Sorb, 9 (103-31-60); v.f.; Paramount-Gala, 19 (222-97-41).

**LE TROISIEME BOMME** (Ang. v.o.) : Kibopourana, 19 (206-50-30).

**TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI** (A. v.o.) : Luxembourg, 9 (103-31-60).

**UN EYE 42** (A. v.o.) : Gramont, 29 (72-95-20), Saint-Ambroise, 19 (700-99-18).

**UNE FEMME SOUS INFLUENCE** (A. v.o.) : Palais, 19 (173-42-38).

**LA CALIFORNIE QU'UNE FEMME DE CHAMBRE** (It. v.o.) : A-Basta, 19 (337-35-42).

**LES CONTES DE LA LUNE VAGUE** (Jap. v.o.) : St-André-des-Arts, 9 (122-48-18); 14-Juillet-Bastille, 11 (137-06-11); Olympia, 19 (194-25-02); Mac-Mahon, 19 (280-24-81).

**MIZOCUCHI** (v.o.) : Action Christiane, 9 (225-83-78); la Vie d'O'Hara, Femme païenne, Action Égyp-tienne, 11 (103-31-60); les Amants crucifiés.

**CHIFFRE-PROUVES OU CINEMA DE L'EST** (v.o.) : Olympia, 19 (194-25-02); le Premier Maître.

**CHARLIE CHAPLIN**, Asséris, 19 (754-97-53), 12 h. 15. Soirée vers (or) 14 h. 30 : la Revue de Char-lie 15 h. : le Kid; 17 h. 30 : les Fous de la Rampe; 20 h. : le Dis-tasteur; 22 h. : les Temps moder-nes.

**EL-GAERT** (v.o.) : Action-Ecoles, 9 (225-72-07); le Faucon maltais, — Action La Fayette, 9 (1878-90-50); les Fantaisies Amées 20.

**MAEX OUBIERS** (v.o.) : Nichel-Ecoles, 9 (323-72-07); les Marx au Grand magasin.

**JACQUES TATI**, Champollion, 9 (103-31-60); Jour de fête.

**L. BERGMAN** (v.o.) : Studio Op-Je-Cour, 9 (225-83-78); Soirées d'une nuit d'été.

**M. WINKLES** (v.o.) : Studio de l'Étoile, 19 (200-19-03), 14 h.

**Marilyn**: 15 h. 30 : la Rivière sans retour; 17 h. : Sept Ans de rédemtion; 19 h. : Niagara; 20 h. 30 : Troubles-moi ce soir; 22 h. : les Maris.

**COMEDIES MUSICALES** (v.o.) : Ac-tion-La Fayette, 9 (1878-90-50).

**STUDIO GALANDE**, 9 (103-72-71) (v.o.) : Satyricon; Océanographie; le Balade de Sceaux; Un man-way nommé Désir; Chiens de paille.

**CHA-TEL-VICTORIA**, 19 (v.o.) : (193-83-90). — 1. les Haute de Barlevois; in Dernier Tango a Paris; Lola Montes; Cécilia; le Droit du plus fort. — 2. L'Anne dernière à Marienbad; l'Enigme de Kaspar Hauser; Citizen Kane; Providence; Aquino, la culture ne Oieu.

**Les séances spéciales**

**AMERICAN GRAFFITI** (A. v.o.) : Luxembourg, 9 (103-31-60), 10 h. 12 h. 24 h.

**LES GONZALEZ** (It. v.o.) : Lucer-naire, 9 (244-57-34), 12 h. 24 h.

**LES DIABLES** (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 19 (700-99-18), Mardi, 21 h.

**KN BOUTE POUR LA GLOIRE** (A. v.o.) : Luxembourg, 9, 12 h.

**L'EMPIRE ORO SENG** (Jap. v.o.) : Luxembourg, 9, 12 h.

**PELLINI-ROSA** (It. v.o.) : Olym-pie, 19 (194-25-02), 18 h. (sauf sam. dim.)

**RIAROLI ET MAUDE** (A. v.o.) : Luxembourg, 9, 10 h. 12 h. 24 h.

**INDIA SONG** (Fr.) : Le Soins, 9 (225-83-90), 12 h. 20 (sauf O.).

**NATHALIE GRANGES** (Fr.) : Olym-pie, 19, 18 h. (sauf S. O.).

**REMYON OF THE PARADISE** (A. v.o.) : Luxembourg, 9, 10 h.

**THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (Ang. v.o.) : Anacia, 17 (754-97-83), S., 8 h.

**WOMEN** (A. v.o.) : Olympia, 19, 18 h. (sauf S. O.).

**Location ouverte**

# LUCERNAIRE

PUNKET PUNKET COLLEGRAM



« Rire non stop »  
(Pierre Bouillier.)

à partir du 26 septembre

# LA TABLE

(PAROLES DE FEMMES)

## THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG

dans le cadre du Festival d'Automne

### THEATRE GERARD PHILPE DE SAINT-DENIS

58 bd Jules-guesde  
Jes.243.00.59 mso-agences-copar

### Les festivals

**20 h 30 DIEU** théâtre sonore de Pierre Henry  
d'après VICTOR HUGO joué par JEAN-PAUL FARRÉ

**18 h 30 Instantané-Simultané**  
une heure de danse et musique avec MAGUY MARIN et son groupe

Vient de paraître : "DIEU" - disque Philips n° 6510 019

### LOUEZ VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE

Remplissez ce bon en indiquant 3 dates par ordre préférentiel car la contenance peut être épuisée pour l'une d'entre elles.

Retournez-le au Palais des Sports, Porte de Versailles 75015 PARIS. En y joignant un chèque bancaire ou postal (3 volets) au mandat-lettre établi à l'ordre du Palais des Sports, ainsi qu'une enveloppe timbrée à vos nom et adresse pour la réponse.

Si vos billets ne vous parviennent pas 5 jours avant le date la plus proche choisie, réclamez téléphoniquement au Palais des Sports (825.40.10). Aucune réclamation ne sera acceptée après le séance.

**PRIX DES PLACES**  
Orchestra : 60 F Balcon 1<sup>re</sup> série 45 F  
Piste : 55 F Balcon 2<sup>e</sup> série 30 F

Soirées à 20 h 30  
Matinées à 14 h 30 et 18 h le dimanche  
Relâche le lundi et dimanche en soirée

Num : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Nombre de places : \_\_\_\_\_ Cat : \_\_\_\_\_  
Prix unit. : \_\_\_\_\_  
Indiquer 3 dates différentes si possible :  
1<sup>er</sup> choix : \_\_\_\_\_ heure : \_\_\_\_\_  
2<sup>e</sup> choix : \_\_\_\_\_ heure : \_\_\_\_\_  
3<sup>e</sup> choix : \_\_\_\_\_ heure : \_\_\_\_\_

Ci-joint règlement de F. \_\_\_\_\_ à l'ordre du Palais des Sports et une enveloppe timbrée pour la réponse.

ATTENTION : jusqu'au 5 octobre, toutes les places sont réservées aux collectivités et entreprises.

**BOBINO** Jean-Claude Dauzonne présente

# GUY BEDOS

Tous les soirs 20h45. Matinée Dimanche 15h. Relâche Dimanche et Lundi soir. Location Théâtre. Agences. Tél. 222 74 34 et 222 06 38. PARKING ASSURÉ

**MERCREDI 27 SEPTEMBRE**

bernadette lafont jean-françois stévenin

# LA TORTUE SUR LE DOS

un film de luc béraud

PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS



**A PARTIR DU 26**

# THEATRE ANTOINE

SIÈGE SPECIAL 120 77 72

## JACQUELINE MAILLAN



Comédie de LEONARD SPIEGELBASS  
Adaptation BARRILET et GREY  
Mise en Scène GERARD VERBEZ

صبيحة من الامل

La cassette de 3 heures ne coûte que 168 F.



le nouveau magasin THOMSON est disponible tous les jours

RADIO-TÉLÉVISION

Le secret du génie

Ce pianiste légendaire qui nous avait fait franchir l'océan en mel...

LUNDI 25 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. FILM : LES YEUX SANS VISAGE...

CHAÎNE II : A 2

ligneroset aux Galeries Lafayette

20 h. 30. Variétés : Maxime Le Forestier...

MAXIME LE FORESTIER NOUVEL ALBUM

M. Simon Nora, inspecteur des finances...

22 h. 35. Document de création : L'Europe...

Pierre Nora L'information de la société

23 h. 5. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cinéma public) : CHOBI-ZENESSE...

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. « La Fleur », de Jean Yvane...

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Les grands voix : 20 h. 30. Soliste Betty...

MARDI 26 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponses à tout ; 12 h. 30. Midi...

CHAÎNE II : A 2

13 h. 50. Feuilleton : Le provocateur ; 14 h....

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes : 18 h. 55. Tribune...

Emissions régionales : 19 h. 55. Dessin animé...

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : P.-A. Gette (et à 14 h., 19 h. 33...

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quatuor musique ; 8 h. 2. Le matin des...

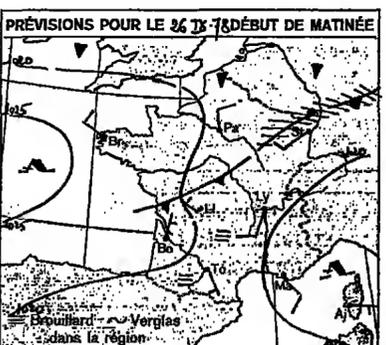
Plus ça change...

Nous vous avons souvent parlé dans ces colonnes de « TV World »...

du pays profond, de ses racines, de ses traditions...

AUJOUR'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 25 septembre...

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 24 septembre 1978 :

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2187. Grid for crossword puzzle.

pour filer ; Quand ils sont cassés, on peut avoir droit à une réduction...

CE SOIR, REGARDEZ ANTENNE 2 IL ENREGISTRE T.F. 1 ou FR 3

Le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvage...

Vertical advertisements on the left margin including 'Palais des Sports' and 'OS'.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADREES	Le info. col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,82	OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
IMMOBILIER	11,00	12,58	DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
AUTOMOBILES	32,00	36,61	IMMOBILIER	21,00	24,02
AGENDA	32,00	36,61	AUTOMOBILES	21,00	24,02
PROP. COMM. CAPITALUX	85,00	97,24	AGENDA	21,00	24,02

# ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

Si, dans le contexte de l'entreprise où vous travaillez actuellement, vos possibilités sont trop réduites et ralenties par des circonstances qui n'ont rien à voir avec vos connaissances et vos performances, vous devriez immédiatement saisir une plume et du papier et nous écrire. Nous sommes une des plus grandes firmes américaines de conseil en management, active dans le monde entier, et nous recherchons actuellement pour l'Europe plusieurs Junior Consultants et

### MANAGEMENT TRAINÉES

Chez nous, la progression de votre carrière dépend uniquement de vos connaissances. Il ne s'agit pas d'une activité de vente. Chez nous vous ne connaîtrez pas de routine étant donné que les tâches incluent la production, la vente, le marketing et la formation du personnel, et nos clients sont d'importantes sociétés actives dans des branches très diverses. Comme nos projets se répartissent dans toute l'Europe, il faut être prêt à voyager chaque semaine. Chez nous de jeunes licenciés en économie, gestion d'affaires, sociologie, psychologie, etc., entre vingt-quatre et trente-quatre ans ont les meilleures chances. Mais, même si vous n'êtes pas diplômés, vous n'êtes pas exclus d'avance si vous pouvez prouver une solide expérience dans les relations humaines. Une connaissance approfondie de l'anglais ou de l'allemand est nécessaire. Pour les éléments les plus volatiles, une rémunération très élevée est prévue après la période de formation.

Ecrivez-nous immédiatement en indiquant de préférence votre numéro de téléphone, car les premiers entretiens auront lieu dans les semaines à venir.

Ecrire sous numéro de référence M 78 45 à INSIGHT PUBLICATIONS S.A.  
boulevard de la Cambre, 42 - Bte 13 - 1050 BRUXELLES - BELGIQUE.

### LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE MOLÉCULAIRE

L.E.B.M.

Nous sommes une organisation internationale de recherche dans le domaine de la biologie moléculaire, créée par 10 Etats membres (Autriche, Danemark, France, République Fédérale d'Allemagne, Israël, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume Uni) avec un laboratoire central à Heidelberg (R.F.A.) et deux antennes à Grenoble (France) et Hamburg (R.F.A.).

Pour notre administration nous recherchons notre

### DIRECTEUR D'ADMINISTRATION

Les postulants devront être âgés de 45 à 55 ans, avoir une sérieuse expérience de gestion administrative de haut niveau et de préférence dans le domaine de l'administration scientifique. Une expérience professionnelle dans une organisation inter ou supranationale serait un atout supplémentaire. Les postulants devront maîtriser parfaitement (verbe et écriture) deux des trois langues officielles du L.E.B.M. (Français, Anglais, Allemand) et posséder de sérieuses connaissances de la troisième langue.

Le poste de directeur est localisé à Heidelberg et nous offrons pour ce poste un salaire annuel net d'au moins 75.000 deutschemarks et qui sera fonction des qualifications professionnelles du candidat retenu. Comme il est d'usage dans les organisations internationales, des allocations supplémentaires seront versées selon les situations personnelles.

Les candidatures sont à adresser à :

Sir John Kendrew, EMBL, Postfach 10.2209, D-6900 Heidelberg (R.F.A.).

### ENTREPRISE BATIMENT

recherche pour KEDDAH (Arabe Saoudite)

### UN CHEF DE PROJETS

- Ingénieur T.C.E. ayant expérience minimum 10 ans et une solide expérience des projets « CLEPS-MAIN » à l'étranger;
- Connaissance parfaite de l'ANGLAIS PARLE ET ECRIT INDISPENSABLE, arabe souhaité;
- Poste à pourvoir sous UN MOIS.

Prêtez adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations à REGIE - PRESSE, n° T 008.290 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

### UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A TROIS-RIVIÈRES

recherche

### PROFESSEUR DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Fonctions : Enseignement (théorie économique) recherche, encadrement.  
Exigence : Doctorat et expérience pertinente.  
Résidence : Trois-Rivières (130 km de Montréal).  
Contrat : Un an renouvelable.  
Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> janvier 1979.

Envoyer C.V. détaillé à M. le Directeur Département d'Administration et d'Économie U.Q.R., C.P. 500, Trois-Rivières, CANADA G5A 5 H7.

### POUR CONNAITRE TOUTES LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS OUTRE-MER, ÉTRANGER

Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, avoir des offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, demandez une documentation sur notre revue spécialisée : MIGRATIONS (T. 40) 3, rue de Montyoo - 75129 PARIS CEDEX 09.

### informaticiens DAKAR

La plus importante société privée Sénégalaise de services en informatique basée à DAKAR.

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Grandes études en DUT informatique. Avec expérience technique-commerciale acquise de préférence dans une société d'informatique. Il réglera les tâches d'apport de clients, de suivi des ventes, de gestion des relations commerciales et sera le responsable de l'activité commerciale de la société. (Rég. 4450-4)

### CHEFS DE PROJET

Ingénieurs en DUT informatique. Ils seront chargés et responsables de la mise en œuvre de systèmes informatiques de pointe.

Envoyer C.V. détaillé avec présentations sous réf. 501 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Consultant en Gestion des Ressources Humaines  
397 ter rue de Valenciennes - 75013 Paris

### offres premier emploi

Jeunes demandeurs d'emploi de 18 à 26 ans

L'Institut de Gestion Sociale ouvrira au mois d'octobre 78 un stage spécialisé de formation préparant aux fonctions de :

### GESTION - ANIMATION DE SURFACES DE VENTE

oratoires • les différents aspects de la gestion des points de vente ;  
• l'animation des hommes.

6 mois de préparation professionnelle, comprenant une formation théorique et un stage d'application en entreprise,

conçue en étroite liaison avec les entreprises de distribution.

réserve aux demandeurs d'emploi de moins de 26 ans ayant le niveau du baccalauréat.

Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle égale à 75 % du SMIC.

Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE  
11, rue Viète, 75017 PARIS.  
Tél. 766.23.50

### 7 INTERPRÈTES ANGLAIS-FRANÇAIS

Formation Ingénieur T.C.E. - F. C. - F. C. Arts et Métiers ou équivalent. RU-SELEC 61, av. F. Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 226-61-10, 226-37-26.

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le manuel spécial, MONDE EMPLOIS (T. 40) M. 72), 14, r. Clévef, Paris-9<sup>e</sup>.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par receveurs hebdomadaires. Voir Outre-Mer Informations, 47, r. Richer, Paris (9<sup>e</sup>).

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met au concours un poste de

### Professeur de mécanique des fluides

ou son équivalent. Délai d'inscription : 15 oct. 1978. Les personnes intéressées voudront bien adresser le dossier relatif à ce poste à la : Direct. Adm. 1. Ecole Polytechnique, av. de Courcouronnes, 23, av. de Cour - 1067 Lausanne (Suisse).

importante société para-publicitaire PARIS recherche pour participer à la formation de personnel africain un

### CHEF CENTRAL BITUME

Ce technicien connaissant bien la mise en œuvre des matériaux (peinte centrale et usine à émulsion) doit être disponible sous peu pour effectuer un séjour dans un pays d'Afrique noire francophone. Merci de votre lettre let de votre C.V. précisant vos préférences que vous voudrez bien adresser sans retard sous le réf. n° 1212, à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

### DANS LE CADRE DES LOIS DE JUILLET 1978 2 CYCLES DE 6 MOIS GRATUITS ET RÉMUNÉRÉS POUR LES :

- JEUNES DE 18 à 26 ans
- FEMMES EN VUE DE LEUR REINSERTION PROFESSIONNELLE (veuves, divorcées, célibataires, chefs de famille).

PRÉPARANT AUX POSTES STABLES DE :

CADRES DE GESTION FINANC. COMPTAB. ADMINISTRAT.  
CADRES DE PRODUCTION FABRICATION APPROVISIONN.

Pour lesquels existent actuellement de NOMBREUSES OFFRES D'EMPLOI

Niveau demandé : BAC + 2 à 3 ans études sup. Début des cours le 8 nov. RESTE 60 PLACES

813-79-37  
813-79-37  
TEL. A.F.R.A.M.P. : 285-25-51  
Lieu du stage : Quartier Saint-Lazare.

### IMPORTANT COMPAGNIE MINIERE AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

recherche pour son SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE

### UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

LE CANDIDAT ESTUÉ :

- sera chargé de la formation du personnel (ouvriers et maîtres) du service entretien.
- devra être titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T. et posséder une expérience minimum de 7 années dans une entreprise minière.

Le poste qui se situe en bordure de mer non loin de la capitale implique un séjour de longue durée : il pourra déboucher sur une embauche dans une entreprise française.

Envoyer C.V. + photo sous référence n° 1.023 à SPERAB, 12, rue Jean-Jaures, 93507 PUTEAUX

Pour l'un de ses importants chantiers pétroliers, situé en IRAN, Entreprise Générale recherche

### directeur de projet

responsable de la coordination des différents lots techniques, animateur des négociations et des relations commerciales avec le maître d'ouvrage, ses représentants et les administrations locales.

Ce poste, de haut niveau, conviendrait à une personnalité ayant l'expérience des gros chantiers à l'exportation (stations de pompage, ingénierie pétrolière) ainsi que les aptitudes et le caractère nécessaires aux contacts de haut niveau. Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer CV détaillé, photo et présentations sous réf. 501 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Consultant en Gestion des Ressources Humaines  
397 ter rue de Valenciennes - 75013 Paris

### ENTREPRISE BATIMENT REGION PARISIENNE SUD

recherche pour ses activités à l'étranger

### INGÉNIEUR BATIMENT T.C.E.

ayant

- parfaite connaissance de l'ANGLAIS PARLE ET ECRIT ;
- 10 ans minimum d'expérience, dont 5 ans direction chantiers.

Lieu de travail : siège de la société.

Poste à pourvoir sous UN MOIS.

Prêtez adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations à REGIE - PRESSE, n° T 008.215 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

### DEPARTEMENT ORGANISATION INFORMATIQUE DE SYSTEMES COMPTABLES D'UNE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

### POUR DETACHEMENT CHEZ UN CLIENT AFRIQUE FRANCOPHONE (18 à 24 mois) 1 ANALYSTE FONCTIONNEL EXPÉRIMENTÉ

Chargé des relations avec un sous-traitant et de l'assistance aux services utilisateurs.

PARTICULARITÉS DU POSTE : spécialité méthode et sens de l'organisation, qualités d'animation, connaissances matérielles CII EB 62/40 utiles, DECS apprécié.

LIBRE RAPIDEMENT.

Adressez C.V. et présentations sous réf. OISC 42 à R. BONNAULT, 2, avenue Roche, 75008 PARIS.

### LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Pour participer au développement de ses activités à l'étranger (Afrique du Nord, Amérique Latine, Afrique Noire...) Société para-publicitaire recherche disponibles sous peu DE JEUNES

### INGÉNIEURS DIPLOMÉS ROUTE ET VOIRIE URBAINE

Age minimum 30 ans, de préférence célibataires, attirés par des postes en séjour Outre-Mer. Il sera répondu, après examen confidentiel, à toute candidature. Vous voudrez bien écrire (joindre C.V. et préciser votre dernière rémunération) en indiquant sur l'enveloppe la référence n° 51 916 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, PARIS, qui transmettra.

مكتبة الامم

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Jeune Ingénieur** Est  
Centrale, A.M.,...  
ayant 2 à 3 ans d'expérience « fabrication »

PMI DYNAMIQUE - 200 personnes - fabrication d'articles de sport, ayant d'excellents résultats de par la rigueur de sa gestion et la souplesse de son outil de production, souhaite intégrer un jeune ingénieur ayant une première expérience de la fabrication.

Après formation dans nos ateliers et services, il sera responsable de la fabrication, et, à terme, DIRECTEUR DE PRODUCTION.

En tant que tel, il sera l'un des membres actifs de l'équipe de Direction.

Résidence ville de l'Est.

**sélé CEGOS** Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 71489/M à R. VERDET - Sélé CEGOS - 33 Quai Gallieni 92152 SURESNES.

Dans le cadre de développement de son département alimentation animale, nous recherchons pour l'une de nos filiales un

**VETERINAIRE**

ayant de préférence une expérience du terrain ou de l'alimentation animale.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Il se verra confier une fonction à prédominance technique et assurera dans le cadre du développement l'appui à la vente d'additifs.

Son lieu de travail sera dans le Centre de la France mais ses fonctions l'amèneront à de courts déplacements en France et à l'étranger.

Les conditions de rémunération et d'évolution de carrière seront l'objet d'une étude en fonction des qualités et de l'expérience du candidat.

Adresser C.V., photo et présentations au

**CANIDE** GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT 19, rue de Montmorency PARIS 3ème chargé du recrutement

**groupe pierre fabre :**  
4 usines de production dans le sud-ouest de la France ;  
1 en Espagne ;  
5 établissements dans la ville de Castres ;  
2 grands projets d'implantation : une unité de production pharmaceutique, un centre d'immunologie.

**ingénieur adjoint**  
service travaux neufs et entretien

Pour répondre aux besoins croissants du groupe, pour faire face aux études et au suivi de programmes, de plus en plus importants, de constructions, d'aménagements et d'entretien, le responsable de notre service travaux neufs, cherche son Ingénieur Adjoint.

- vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, option génie mécanique (ENSI, INSA, ARTS ET METIERS...);
- vous avez au minimum 30 ans;
- vous avez fait vos premières armes dans un cabinet d'engineering ou vous avez occupé un poste similaire à celui que nous proposons, dans l'industrie pharmaceutique ou alimentaire;
- il ne vous déplaît pas de vivre dans une région calme et pittoresque : CASTRES dans le Tarn;
- vous ne craignez pas les déplacements fréquents de courte durée.

Vous êtes, peut-être, celui qui succèdera notre chef de service, qui pourra même le remplacer dans certaines missions et qui sera susceptible de se voir confier, après avoir fait ses preuves, la responsabilité de l'entretien d'une nouvelle unité.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et rémunération souhaitée, sous référence 146 LM à M. Claude PECH.

**jacques tixier s.a.**  
Conseil en recherche de cadres et dirigeants  
125, rue de la Faisanderie, 75116 PARIS

**ingénieur ou technicien d'études et de développement - Annecy**

pour le BE chaussures de SALOMON, leader mondial de la fixation de ski. Ce poste convient à un ingénieur ou à un technicien de 28 ans environ qui prend en charge l'étude d'un produit, du prototype à la pré-série. Il a nécessairement une expérience de BE dans une entreprise développant des produits de grande série de préférence en matières plastiques. Il pratique activement un ou plusieurs sports et, si possible, le ski.

Ecrire à Mme G. DILL réf. 474 LM

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Importent organisme bancaire de l'EST cherche

**ACTUAIRE FINANCIER**

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Institut de Statistique de l'Université de Paris, ayant le sens de l'organisation, des capacités de rédaction, une expérience d'un mois au moins dans une banque ou dans une compagnie d'assurances.

La connaissance des langues allemande et anglaise sera appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à n° T. 8330 M. RICQZ-FRANCK, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**Ingénieurs Grandes Ecoles**

Pour l'étude de systèmes électroniques dans le domaine des transports publics.

Filiale en pleine expansion d'un groupe international, travaillant en liaison avec de grandes administrations françaises et étrangères sur des projets complexes nécessitant l'utilisation de techniques électroniques de pointe, recherche des ingénieurs.

Mission :  
Chacun devra assumer la responsabilité de la définition et de la garantie des performances d'un système de transport public, intégrant les aspects : contrôle, régulation, sécurité, fiabilité. Il jouira d'une relative autonomie au sein d'une équipe jeune de haute technicité.

La réussite dans ces postes suppose :

- Une formation supérieure de base : Supaéro spécialisation système ou automatique. Supélec option asservissement ou électronique industrielle ou automatique... ou équivalent.
- Une expérience de quelques années dans le domaine de l'électronique analogique et digitale.
- Une imagination créative, orientée vers des réalisations concrètes.
- Logique, rigueur intellectuelle, esprit d'analyse et bonne aptitude à la synthèse.

Lieu de travail : Lyon.

**sélé CEGOS** Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73459/M à Madame CLERE - Sélé CEGOS - 33 Quai Gallieni, 92152 SURESNES.

emplois internationaux

**state university of groningen**

**associate professor of monetary theory**  
(vac. nr. 780818/2507)

Applications are invited for appointment to Associate Professor of Economics in the Department of Economics. The Associate Professor to be appointed will be expected to teach monetary theory and money and banking in close collaboration with the Professor and the staff members of the subdepartment of macro-economics. The applicant is also expected to carry out, stimulate and supervise research in the field of monetary theory, including monetary theory of open economies. The Associate Professor should have a thorough knowledge of and an open attitude towards the different approaches within the field of monetary theory. The applicant should preferably have a PhD degree in economics, must be able to lecture in English, and prepared to learn Dutch. Experience in the field concerned, gained outside the university would be an advantage and an interest in the broader social context of one's own subjects of study is appreciated. The Associate Professor should be able and prepared to participate in managerial tasks in the department and in the faculty.

The salary (gross-amount) will be at least Nfl. 5.909,- a month and at most Nfl. 8.474,- a month.

Those wishing to bring suitable candidates to the Department's notice are requested to write to the Chairman of the Appointment Committee, Professor S.K. Kuipers, Department of Economics, University of Groningen, Postbus 800, 9700 AV Groningen, The Netherlands, who will also answer queries.

Applications should include a curriculum vitae and a complete list of publications as well as names of referees. Offprints of publications would be appreciated.

Closing date: November 15th, 1978.

**applications:**

Those wishing to apply are requested to write to the Director of the Personnel Department, University of Groningen, Postbus 72, 9700 AB Groningen, The Netherlands.

**ingénieur ESTP, TPE ZAIRE**

L'Office des Routes du Zaïre est un Organisme d'Etat qui comprend environ 6.000 personnes.

Dans le cadre de programmes d'investissements internationaux, son Délégué Général, Monsieur BAUDOIN, X 51, recherche un expert : Conseiller d'une Direction Régionale décentralisée. Il aura pour mission de concevoir, d'organiser et de contrôler le fonctionnement des services de travaux d'entretien et de construction des routes, ouvrages d'art, bacs...

Le poste conviendrait à un Ingénieur, âgé d'au moins 32 ans, ayant une expérience confirmée des travaux publics, notamment dans la direction et le contrôle de grands travaux, acquis en entreprises (sociétés d'ingéniering, T.P.,...) ou dans l'Administration.

Le travail et les conditions de vie seront difficiles mais la tâche est passionnante. Le logement est fourni, un véhicule tous terrains mis à disposition. La rémunération (dans la partie en devises est financée par un Organisme International) est intéressante.

Pour des Ingénieurs de l'Etat, le détachement pourra être sollicité.

Ecrivez rapidement sous référence 60.69-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargé de l'examen des candidatures.

**EUREQUIP**  
DEPARTMENT RECRUITMENT  
B.P. 30 - 92420 VANCRESSON

Centre de Recherches Toxicologiques, 109 km Ouest de Paris, recherche

**UN TOXICOLOGUE DOCTEUR VETERINAIRE**  
de préférence ayant expérimenté.

**UN ANATOMO-PATHOLOGISTE**  
docteur vétérinaire ou similaire expérimenté.

Ecrire avec C.V. et présentations à SEP, 25, rue de la République, 77002 EVREUX.

**S.A. PIERRE ET BERTRAND FOURMIES (NORD)**  
Constructeurs DUMPIERS MATÉRIELS pour fabrication Produits béton recherche

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
Formation Ingénieur, Anglais courant, Expérience Export, Ecrire à M. G. L. LEBLANC, 5, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

**CABINET MARKETING**  
grande ville de province recherche

**COLLABORATEUR (TRICE)**  
Né(e) partenaire, 27 a. environ, esprit ouvert, actif, vente niv. Directeur des ventes, pub., agenc. conseil ou service souh. Adr., C.V. et photo sous réf. n° 1, 6241 M. Rele Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2

**BANQUE PRIVÉE DE DÉPÔTS** recherche

pour sa DIRECTION RÉGIONALE DE SUD-OUEST A BORDEAUX

**CADRE CLASSE V ou VI**

Missions :  
- succéder le Directeur régional dans ;  
- la création de l'Agence de Bordeaux ;  
- l'animation d'un réseau d'Agences dans le Sud-Ouest.

Profil :  
- 30 ans minimum ;  
- 10 ans d'expérience bancaire et/ou diplôme d'enseignement supérieur ;  
- connaissances approfondies de toutes les opérations de banque ;  
- bonne présentation, excellents contacts humains, sans des relations publiques ;  
- honneur de service, il devra connaître la clientèle industrielle et commerciale de la région bordelaise et du Sud-Ouest si possible ;  
- rémunération sera fonction de la valeur et de l'expérience du candidat.

Ecrire avec C.V. + photo, sous réf. D 086 à ARCIAT, 34, boulevard Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

**LE CENTRE DE PROMOTION DU COMMERCE INTERNATIONAL DE NANTES** sélections

**15 futurs chargés de mission**  
pour sa cinquième promotion « 78 » (janvier à décembre)

Ingénieurs, Techniciens, Commerciaux, Administratifs et linguistes seront formés aux techniques du commerce international. Cycle défini au Centre de NANTES pendant 1 AN en alternance avec une fonction de mission dans une entreprise régionale.

Rémunération par la Direction départementale du travail en fonction de la situation antérieure.

Conditions requises :  
- être inscrit à l'« A.N.P.E. » en recherche d'un premier emploi ou licencié économique depuis moins d'un an au 1<sup>er</sup> janvier 1979 ;  
- niveau de formation : Bac + 4 ou expérience professionnelle ;  
- être bonne maîtrise de la langue anglaise ;  
- forte motivation personnelle pour l'exportation et aptitude à voyager ;  
- sans de contact et de la vente.

Adresser avant le 24 octobre 1978 :  
lettre manuscrite de candidature + C.V. accompagné de 3 photos so : C.F.C.I. - Chambre de Commerce et d'Industrie de NANTES - Palais de la Bourse, 18 X - 44040 NANTES.

**GRUPE INTERNATIONAL** recherche pour sa filiale pharmaceutique MAROCAINE

**1 Directeur d'Usine**

Ce pharmacien se verra confier :  
- la prise en charge et le fonctionnement de l'unité (gestion de la production et du personnel, gestion administrative et financière),  
- le contrôle de la qualité,  
- la supervision des services entretien et sécurité.

Ce poste nécessite des compétences techniques et professionnelles en matière de pharmacie industrielle.

Une expérience similaire de plusieurs années dans la conduite d'un établissement de plus de 100 personnes est indispensable.

Les conditions de rémunération feront l'objet d'une étude avec le candidat dont le contrat de collaboration sera français avec régime expatrié.

Adresser C.V., photo et présentations au

**CANIDE** GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT 19, rue de Montmorency PARIS 3ème chargé du recrutement

**POUR AUGMENTER SA FORCE DE VENTE** recherche

**INGENIEURS-TECHNICO COMMERCIAUX**

pour son Agence de STRASBOURG (Réf. 1313)  
pour son Agence d'AIX EN PROVENCE (Réf. 1335)

pour vente de composants périphériques et systèmes à base de microprocesseurs et automatismes.

Son salaire - Voiture société fournie

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste à TEKEL-EC-AIRTRONIC, service du Personnel B.P. N.2 - 92310 SEVRES

**LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA SARTHE** recherche le

**Responsable de son département INFORMATIQUE**

Chargé de l'animation et de la coordination des services sous sa responsabilité, il devra, en outre, en fonction de la politique de l'entreprise et des besoins des départements utilisateurs, proposer et mettre en œuvre le plan informatique.

Le candidat devra avoir une formation supérieure, le sens de l'animation, du travail en groupe, et l'expérience d'une configuration grand système. La rémunération sera fonction de l'expérience et de la qualification du candidat.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo, sont à adresser à :

Monsieur le Directeur, Caisse Régionale de Crédit Agricole, Mutuel de la Sarthe, 40, rue Dominiac, 72000 LE MANS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'un « Monde Publicité » ou d'une agence.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,86
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**LE GROUPE DES FORGES DE STRASBOURG**

Activités : mobilier et aménagement espace bureaux, biens d'équipements industriels - 5.000 personnes - Chiffre plus de 800 millions de francs.

Dans le cadre de la réalisation d'un important projet visant au confort réajustement et bases de données, son service organisation et informatique recrute :

**UN CONCEPTEUR DE SYSTEMES**  
- Attiré par la résolution des problèmes d'organisation en assistance des responsables opérationnels ;  
- De formation supérieure.

**UN INGÉNIEUR ANALYSTE**  
- Intrigué par les problèmes techniques et la recherche de solutions avec les utilisateurs pour réaliser des applications ;  
- De formation supérieure.

**UN HOMME SYSTEME**  
- Ayant un goût prononcé pour l'étude des ressources matériel et logiciel avec un objectif de meilleur emploi ;  
- Ayant une bonne connaissance de DOS/VS IBM.

Une formation complémentaire adaptée au niveau des compétences techniques et à l'expérience acquise est possible.

Postes à pourvoir à Strasbourg, ville universitaire située dans une région agréable.

Adresser un curriculum vitae manuscrit détaillé avec photographies et photo aux :

**FORGES DE STRASBOURG**  
ORGANISATION ET INFORMATIQUE  
54, rue Jean-Girardoux - B.P. 6 K  
67035 STRASBOURG CEDEX.

**IMPORTANT GROUPE ÉCLAIRAGE**  
recherche un  
**DIRECTEUR D'USINE**  
(500 personnes)  
Région Lyonnaise

Il aura sous sa responsabilité :  
Achats de Production - Personnel - Informatique - Etudes et Recherches - Gestion de Production - Fabrication Logistique Commerciale

Expérience de la fonction exigée dans l'industrie mécanique ou électrique.

Adr. lettres manuscrites avec C.V. et photo à n° 8505 Contesse Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris, cedex 01 qui transmettra.

Usine Province semi-conducteurs  
groupe multinational  
recherche

**INGÉNIEUR DE PRODUCTION**

ayant plusieurs années d'expérience dans le montage des composants électroniques actifs avec, si possible, connaissances encapsulation plastique et (ou) montage circuits hybrides.

Envoyer C.V. manuscrit avec photographies et photo, n° 8192 Contesse Publiété, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (17<sup>e</sup>), qui transmettra.

offres d'emploi

**SEMS**

Société européenne de mini-informatique et systèmes

**Groupe THOMSON CSF**  
recherche dans le cadre de son expansion

**ingénieurs technico-commerciaux**

AVANT VENTE

FORMATION : Grandes Ecoles.

EXPERIENCE : 3 à 4 ans minimum en informatique ou mini-informatique.

FONCTION : support technique au réseau de vente ; actions de promotion des produits SEMS - réponses à des appels d'offre dans les domaines de gestion, réseaux, systèmes informatiques.

Lieu de travail : LOUVECIENNES.

Adresser lettre manuscrite et C.V., Réf. ITCI, 36/38, rue de la Princesse 75340 Louveciennes.

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE COMBUSTIBLES**  
(C.A. environ 1.000.000 de francs)  
recherche pour ses organisations régionales de l'EST et du NORD DE LA FRANCE

**2 cadres commerciaux**

pour coordonner, animer, gérer les diverses activités de la Société sur le plan local.

Une forte personnalité est requise pour chacun de ces postes qui nécessitent, outre une expérience commerciale acquise sur le terrain, des capacités certaines de gestion et des qualités confirmées en matière de commandement et d'animation de personnel.

Des évolutions ultérieures dans le cadre de la branche concernée ou dans les branches de diversification de la société sont certaines pour des hommes disponibles et de valeur.

Ecrire avec curriculum vitae + photo à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 30463

**IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ**  
recherche pour une de ses filiales

**CHEF DE FABRICATIONS**

usine (400 personnes) située dans une ville agréable 80 km Ouest Paris.

Il est souhaité :  
- Ingénieur formation textile,  
- expérience en bonneterie (5 ans),  
- anglais parlé.

Poste stable.

Possibilité de logement.

Env. C.V. photo, photographies à n° 8251 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Important Groupe Métallurgique Français  
recherche pour une de ses usines (700 personnes)  
REGION NORD PARIS

**ingénieur chef de maintenance**

Formation ENSAM, ENI, ou équivalent. 35 ans environ, avec de bonnes connaissances en électricité et automatismes.

Le titulaire sera chargé de l'ensemble des travaux de maintenance (organisation, préparation, réalisation) et de dépannage s'appliquant à des installations importantes, mettant en œuvre de la grosse mécanique et des systèmes d'asservissement.

Il devra être un chef capable de diriger un effectif d'environ 100 personnes.

Une expérience confirmée réussie dans la fonction est indispensable.

Facilités de logement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et photographies sous référence 7309 à :

**OP** Organisation et Publicité

Laboratoires **Pfizer** recherchent

**délégués médicaux**

POUR LES SECTEURS SUIVANTS :

- Calvados partiel, Manche, Orne
- Charante, Charente maritime partiel, Vienne
- Nord partiel

et ITINERANTS

FONCTIONS :

- Vous serez responsable de l'information thérapeutique du Corps Médical ;
- sur les spécialités de PFIZER, l'un des premiers laboratoires mondiaux,
- et à court terme, sur de nouveaux produits majeurs, issus de sa recherche.

AVANTAGES et CONDITIONS :

- Postes accessibles aux candidats avec ou sans expérience antérieure,
- Formation technique permanente assurée,
- Niveau d'études supérieures souhaité,
- Soins des relations humaines,
- Résidences s/secteur et voiture personnelle indispensables.

STAGE DE FORMATION REMUNERE A COMPTER DU LUNDI 6 NOVEMBRE 1978.

Adresser C.V. manuscrit, photo et numéro de téléphone à : Service commercial Laboratoires PFIZER B.P. 60 86, rue de Paris - 91400 ORSAY a.m.p.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA MAYENNE

recherche

**1 ANALYSTE ORGANIQUE**

Expérience effective de l'encadrement de professionnels.

Utilisation de méthodes et de techniques évolutives d'analyse et de programmation dans le concept-ion, la réalisation et la mise en place de projets importants.

Une expérience concrète dans le domaine bancaire et en particulier « crédit » sera appréciée.

Adresser curriculum vitae et photo à : Service du Personnel, C.R.C.A.M. de la Mayenne, Boite Postale 802, 53001 LAVAL.

Société de Distribution de PRODUITS PETROLIERS filiales d'un groupe international

recherche

POUR DEPARTEMENT DE L'AUDE

**CADRE DE VENTE**

auprès des négociants et coopératives. Niveau Ingénieur agricole ou B.T.S. Expérience vente souhaitée.

Envoyer C.V. à HEC, 238, rue Vendôme, 69003 LYON (réf. 90), qui transmettra.

UNILEVER FRANCE  
recherche pour une de ses sociétés située dans la région parisienne

**Contrôleur de Gestion**

- Chargé de la mise en place et du suivi des systèmes comptables des succursales et filiales.
- Assurant le suivi d'un réseau de concessionnaires sur le plan de la gestion et éventuellement sur le plan juridique et fiscal.
- Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) il devra justifier d'une expérience de 3 à 4 ans.

La pratique de l'anglais est souhaitable.

Adresser C.V. dét. et présent. Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE référence X11/78 8, avenue Odéon 75384 PARIS CEDEX 08

**GROUPE INDUSTRIEL SPÉCIALISÉ DANS L'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE**  
recherche

**LE CHEF DE SON SERVICE EXPORT**

Il sera basé au siège de la Société dans l'Isère.

Nombreux déplacements à l'étranger. Ce poste conviendrait à un homme ayant acquis une bonne expérience dans une activité similaire. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer par lettre manuscrite C.V., photo et niveau de rémunération souhaité sous n° 4873 B à BLEU Publiété, 17, rue Label - 94306 Vincennes, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE filiale française d'un important groupe international

recherche

**ANALYSTE**

Formation supérieure (type maîtrise informatique) :

- 1) I.E.N.L. 3/12 (2 ans minimum) ;
- 2) B.O.N.P. G.A.P. II (impératif) ;
- 3) Titularisation.

Mission : développement applications nouvelles : gestion industrielle - statistiques commerciales et administratives.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en analyse ET en programmation. Directement rattaché au responsable informatique, il travaillera au sein d'une équipe de 8 personnes. Ses fonctions impliquent de nombreux contacts avec les différents services utilisateurs et une bonne pratique de l'ANGLAIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et rémunération actuelle à : S.F.L.A., Direction des Relations Humaines, usine de l'ISLE, 28800 SAINT-REMY-SUB-AVRE.

Usine Province semi-conducteurs  
groupe multinational  
recherche

**CHEF DE PRODUCTION**

ayant une expérience minimum de 5 années dans les opérations de montage de composants actifs.

Il est demandé un sens du contact humain, connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. manuscrit avec photographies et photo, n° 8192 Contesse Publiété, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (17<sup>e</sup>), qui transmettra.

**NCR FRANCE**  
Systèmes Informatiques

recherche plusieurs

**D.U.T. Gestion**

pour gestion des CONTRATS CLIENTS, ou autre affectation à l'intérieur de la Société.

Débuts ou 1 à 3 ans d'expérience. Des connaissances comptables et l'anglais sont des atouts supplémentaires.

Lieu de travail : La Défense.

Les candidats intéressés envoient lettre + CV + rémunération souhaitée sous référence MA 78091 à NCR FRANCE - Direction du Personnel - Tour Neptune - 20, Place de Seine 92090 Paris La Défense Cedex 20 ou Tél. au 77.13.31 Poste 927

**GROUPE IMPORTANT DE L'EST DE LA FRANCE**  
3033 - 570 138 - 370/148  
BURSOUILLIS 3700  
recherche

**INFORMATIENS DE BON NIVEAU**

Hommes Systèmes - Chefs de Projet Rémunération en conséquence. Généralistes n'ayant jamais réellement programmé s'abstenir.

Curr. vitae au n° 8082 « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9<sup>e</sup>).

**RESPONSABLE COMMERCIAL**  
« GRANDES SERIES »

La Société, appartenant à un groupe textile diversifié, produit et commercialise des vêtements de sport (C.A. 18 M. 154 personnes).

Le responsable recruté devra développer les ventes de grandes séries. Sa responsabilité sera complète, du marketing à l'expédition.

Le poste convient à un homme présentant une expérience réussie de vente aux grandes centres d'achat, dans le domaine de l'article de sport ou de vêtement.

Base de travail : Belfort.

Ne pas envoyer de C.V.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera nos d'informations et dossier de candidatures sur demande. Références 815 M.

CENTRE D'ESSAIS DES LANDES  
Etablissement du Ministère de la Défense

recherche

pour équipe de maintenance de matériels informatiques

**TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN**

Titulaire B.T.S. ou D.U.T. Débutant ou confirmé

Adresser curriculum vitae, photo et photographies en

**CENTRE D'ESSAIS DES LANDES**  
Service Personnel - 40115 ESCARBOUSSE - AIR

**senna selection**  
page 9

ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES  
**296-15-01**

سكنا من الاعمال

صحة من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**GERRUTI 1881**

### Gestion et prêt-à-porter de luxe

Chez nous, c'est le Secrétaire Général qui regroupe l'ensemble des fonctions Administrative, Financière et de Gestion. Devant l'ampleur de sa tâche dans un développement de nos affaires en France et à l'International, il a décidé de recruter le futur Directeur Administratif de notre société.

Celui-ci aura pour mission de le décharger de l'animation et de la gestion courante du Budget, de la Trésorerie, de la Comptabilité, de l'évolution informatique, des problèmes administratifs de Personnel.

L'expérience et la compétence dans ces domaines sont nécessaires pour occuper ce poste.

L'avenir de notre société est prometteur, celui du candidat que nous cherchons aussi.

Le poste est situé à Paris.

Adressez votre curriculum vitae, sous la référence 783 140 M, à SIRCA à qui nous avons confié l'examen des candidatures.

**Sirca**  
64, rue La Boétie 75008 Paris.

**dgi**

### La Direction Générale des Impôts

recrute

## 350 inspecteurs des impôts

Les candidats doivent être âgés de moins de 30 ans au 1er janvier 1979, titulaire d'un diplôme sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou autorisés à s'inscrire en 2ème année en vue de l'obtention de D.E.U.G. de Droit, Sciences Économiques, A.E.S., mathématiques appliquées et sciences sociales et certaines sections de sciences.

- Formation rémunérée
- Fonctions et responsabilités variées
- Accès aux emplois supérieurs
- Stabilité de l'emploi.

CONCOURS : 3-4-5 janvier 1979.  
INSCRIPTIONS jusqu'au 2 octobre 1978.

Renseignements et inscriptions :  
— pour les départements de la région Ile de France : Centre d'Etudes de Paris - RE(LE)F - 15, rue Scribe - 75456 PARIS CEDEX 09 - 742.42.80 poste 326 ou 073.10.00, en permanence.  
— pour les autres départements : Direction des Services Fiscaux.

**direction centre informatique** PARIS

PRODUCTION - TELETRAITEMENT - SYSTEME

Établissement financier cherche pour son centre de production informatique équipé de plusieurs ordinateurs, un INGENIEUR diplômé, âgé d'au moins 25 ans, ayant une expérience pratique des problèmes d'exploitation dans un environnement télétravaillant, ainsi qu'une bonne connaissance des possibilités d'OS, en vue de préparer une migration vers OS VSI ou MVS.

Il sera principalement pour missions :

- de prévoir et d'organiser l'évolution de centre, aussi bien sur le plan moyen humain, matériel et logiciel.
- qu'un niveau technique et méthodologique.

L'équipe système lui sera directement rattachée.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et références, sous référence 4463-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, RUE D'AUTEVILLE - 75010 - PARIS

**NCR FRANCE**

Systèmes Informatiques recherche

### TECHNICIENS de MAINTENANCE

Pour l'entretien en clientèle de caisses enregistrees électroniques - terminaux points de ventes - terminaux bancaires - ordinateurs de bureau.

- Niveau BAC technique.
- Connaissance de l'Anglais technique et si possible des notions d'anglais courant.
- Permis de conduire.

Formation assurée dans notre centre d'éducation en Région Parisienne.

Envoyer lettre, CV et photo à  
**NCR FRANCE - Direction du Personnel**  
98 rue de Paris - B.P. 101 - Massy 91301

**Conseiller de Gestion**  
120 000 F +

Groupe Financier (CA. 500 millions, 4 000 personnes) spécialisé dans des activités de Services aux entreprises, ayant une implantation nationale (25 établissements) recherche son Conseiller de Gestion.

Ce cadre sera chargé de poursuivre l'adaptation des instruments de gestion pour les Directions opérationnelles et d'exploitation afin d'en faciliter l'utilisation, ceci en liaison permanente avec le Directeur Général.

Il s'agit d'un poste d'analyse et de synthèse qui exige une formation supérieure avec une spécialisation du type I.C.G. complétée par une expérience d'au moins 2 ans de contrôle de gestion au sein d'un groupe doté d'un instrument informatique perfectionné. Une expérience préalable de l'analyse et la pratique de l'anglais sont des avantages souhaités. Age minimum 28 ans.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 80900 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Madame LIPSZYC.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

**SAT** Groupe C.G.E.

recherche

### ingénieur technico-commercial

grande exportation

A PARIS pour son Département Accumulateurs qui, leader mondial dans sa spécialité couvre par ses produits techniques des domaines d'activités très divers : ferroviaires - aéronautiques - téléphoniques - spatial - océanographie - O.E.M.

A POITIERS pour son Département Piles qui développe au sein de sa division technique des produits de haute technicité pour des applications médicales et O.E.M.

Il offre à de jeunes ingénieurs ayant une première expérience de vente de produits techniques industriels, la possibilité d'élargir leurs activités au niveau mondial.

Il est indispensable de parler anglais couramment, la connaissance de l'allemand sera appréciée.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence A 25-61.

**DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES**  
119, rue du Père-Wilson  
92300 Levallois-Perret.

**EXPORT MANAGER** Sud Paris

Un des premiers groupes U.S. secteur grande consommation, recherche l'EXPORT MANAGER de son importante filiale française.

Responsable de l'ensemble des activités de la société à l'exportation (Marché Commun et grande exportation) il disposera d'une large autonomie et de l'appui d'une équipe dynamique pour développer, par les marchés existants et créer de nouveaux débouchés à l'export.

Cette activité, qui nécessite de fréquents déplacements à l'étranger, conviendrait à une personne de formation supérieure ayant acquis une solide expérience de l'exportation des biens de consommation.

Réf. 603

**EKA**

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et références sous référence à EKA, 156, Av. de Suffren 75007 Paris

Pour collaboration à temps plein ou partiel, Société spécialisée dans les créations et la distribution auprès d'un vaste public de coffrets de disques; recherche

### EXPERT MUSICOLOGUE

Ayant une connaissance approfondie de la musique sous toutes ses formes (classique, musique légère, variétés...) ou spécialisé dans l'une d'elles pour :

- Imaginer de nouveaux concepts de coffrets.
- Choisir et réunir les répertoires correspondants.
- Rédiger les notes techniques ou les plaquettes de présentation de ces répertoires.
- Assurer la supervision technique de leur production, des studios à la gravure.

La pratique de l'anglais et de solides introductions dans la profession sont souhaitées.

Envoyer votre C.V. avec photo et références à HAYAS CONTACT, sous réf. n° 30623 108, Boulevard de la Chapelle 75008 PARIS.

**SANDVIK CONVEYOR**

AUBERVILLIERS

Filiale d'un important groupe international recherche

### responsable des achats

- Agé de 35 ans maximum, il doit avoir une expérience confirmée en achats matériaux et composants mécaniques nécessitant une maîtrise des modalités de négociation, et de méthodes process.
- Au sein de l'équipe de production, il est responsable des contacts fournisseurs et des contrats-programmes.
- C'est un sélecteur, assureur la gestion de ses commandes et l'émission des impôts commerciaux dont il doit assurer l'évolution.
- anglais souhaité.

Envoyer C.V., photo et références sous référence 78.65-M (diffuser et garder attentif)

**guillon selection**  
23, AV. DE LIVRY - 93230 LE BAUCY

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recherche pour MONTREUIL (93)

### UN SPECIALISTE EN AUDIO-VISUEL

**FONCTIONS**

- conception et réalisation de messages pédagogiques audio-visuels, tous médias (diaposon-vidéo - éventuellement film 16 mm et 8 1/2) sur des sujets variés concernant la formation professionnelle.
- animation d'une petite équipe dont il devra compléter la formation.

**CONDITIONS REQUISES**

- études supérieures
- maîtrise des différentes techniques audio-visuelle (photographie, enregistrement sonore, vidéo, cinéma 16 et 8 1/2).
- solide expérience professionnelle dans le domaine de la conception et de la réalisation de produits audio-visuels d'information et/ou de formation. Afin d'apprécier cette expérience, chaque candidat devra présenter, dans un second temps, un dossier des réalisations qu'il a effectuées.
- qualités de pédagogue.

Formation assurée

Si cette offre vous intéresse, adressez votre curriculum vitae très détaillé et vos prétentions à :

**afpa** A.F.P.A. - 12, place de Villiers 93108 MONTREUIL (réf. : J.C. PERIER)

**CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL**

Dans le cadre de notre Division «Organisation et Systèmes», notre nouveau: **CENTRE EUROPEEN LOGICIELS GRANDS SYSTEMES** recherche :

### jeunes ingénieurs grandes écoles

1 à 2 ans d'informatique, excellente connaissance Assembleur I.B.M./370 ; expérience V.S. et I.M.S. ou C.I.C.S. très appréciée.

Ils participeront, en équipe, à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, ainsi qu'à leur installation en clientèle.

- Pratique courante de l'anglais parlé indispensable (formation permanente assurée aux Etats-Unis).
- Promotion rapide pour les candidats ayant démontré leur aptitude à prendre des responsabilités.

Adressez C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 2113 à : **INTER P.A.** 19, rue Saint Marc, 75002 Paris. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Société spécialisée au sein d'un Groupe important dans le développement et la vente de

### produits technologiques

pour les industries alimentaires

recherche

### CHEF DE MARCHÉ

IL SERA CHARGÉ :

- de LA VENTE EN FRANCE aux clients importants de matières premières élaborées destinées aux industries alimentaires;
- de l'ANIMATION EN EUROPE d'un réseau d'agents;
- de la PARTICIPATION ACTIVE à la définition de la POLITIQUE « PRODUIT » au sein d'une équipe jeune et dynamique.

LE CANDIDAT RECHERCHE DEVRA :

- avoir une expérience de plusieurs années dans la vente de matières premières ou de produits techniques; une expérience dans le domaine des produits alimentaires serait appréciée;
- avoir une bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'italien;
- avoir le goût et la capacité de comprendre, d'analyser et de transmettre les problèmes techniques des clients;
- avoir rigueur et efficacité dans son action.

Adressez curriculum vitae et prétentions sous n° 78.188, CONFESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### jeune diplômé école supérieure de commerce

Société de produits alimentaires, à unités de production 250 personnes, chiffre 100 millions de CA, nous occupons une position de leader sur plusieurs de nos marchés.

Pour assurer notre expansion, notre Directeur Commercial souhaite faire entrer dans son équipe un jeune diplômé Ecole de Commerce pour l'assister directement dans l'activité EXPORT et lui confier en outre des responsabilités d'études commerciales et de gestion administrative pour les VENTES FRANCE.

Ce poste évolutif peut permettre à un jeune Cadre Commercial débutant, maîtrisant bien l'anglais et l'allemand, de connaître dans une société à taille humaine un début de carrière prometteur.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'envoyer vos dossiers de candidature sous réf. 3534 à Monsieur Collet, 1, rue de Berni 75008 Paris.

**bernard juliot psycom**

### CHEF DES SERVICES COMPTABLE ET INFORMATIQUE

150.000 F Paris

Une société française (500 personnes - C.A. 300 millions de francs) recherche le Chef de ses services comptable et informatique.

Sous l'autorité du Secrétaire Général, il sera chargé de la comptabilité générale, il préparera le budget et il en assurera le suivi avec analyse des écarts. Il participera à l'établissement des plans de trésorerie et de financement et il suivra la trésorerie à court terme. Il supervisera le service paye. Il sera de ce chef chargé de développer l'informatique (définition des besoins, des moyens, des programmes). Il sera assisté d'une quinzaine de personnes dont il dirigera, contrôlera et animera les activités. Le candidat devra, après deux mois de formation BESEC, ESC + DCEC, posséder une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise dans une fonction semblable. Ecrire sous référence 360/M.

**G.R.H. Conseils**  
2, avenue de Segur, 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE**  
recherche pour son Département  
**EXPLOITATION DES CHAMPS PETROLIERS**  
**UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE**

Titulaire du BTS électricité ou équivalent ; Déchargé des obligations militaires ; Ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'exploitation et de l'entretien d'équipements électriques industriels et de Centrales de fourneaux d'énergie. Il prépare les méthodes et procédures d'entretien et de réparation des équipements électriques et assure l'assistance technique aux Filiales de production installées à l'étranger.

Cette assistance nécessite des déplacements fréquents et une bonne connaissance de l'anglais. Aptitude à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 79720 à SNEAP - D.C. Recrutement, 21 avenue des Lilles Bâtiment Masseras - 64000 PAU.

**ENTREPRISE MULTINATIONALE EN EXPANSION**  
située à ANTONY (92)  
recherche  
**2 ASSISTANTS**  
pour sa Direction Administrative et Financière

Ils ont une formation supérieure de gestion (+ D.E.C.S. apprécié), une bonne connaissance de l'anglais et sont ouverts à l'information. Ils se verront confier la responsabilité de la gestion budgétaire, ils contribueront également à la mise en place et au suivi de circuits administratifs et d'outils informatiques de gestion. Jeunes cadres débutants ou avec une première expérience en l'intégration dans une équipe et doivent être capables de dialoguer avec les directeurs de départements. Ces postes offrent de larges perspectives pour un candidat de valeur.

Adresser candidature, photo d'identité, C.V. et prétentions à N° 79.988 - CONTESSE Publicité, 20 av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 04, qui tr.

La Direction Financière d'un Important Groupe Européen de Construction Automobile recherche pour étoffer ses structures  
**contrôleur de gestion industrielle**

responsable du développement et de la mise en place de systèmes de gestion permettant la consolidation et le contrôle de la PRODUCTION des différents établissements de la Société : Regroupement des informations, analyse de résultats, interprétations des ratios, contrôle des coûts et des budgets, etc... Les candidats seront âgés de 30 ans minimum, de formation supérieure (commerciale ou gestion) et devront prouver une première expérience réussie d'au moins 3 années en Entreprise dans une fonction identique. Connaissance de l'Anglais indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 455 M ou :

**Cabinet Jean-Charles MAURICE**  
Cabinet de Gestion du Personnel  
397 rue de Valenciennes - 75015 Paris

**roussel-uclaf**  
recherche pour les LABORATOIRES CASSENNE  
usine d'Osny près Cergy-Pontoise

**Un pharmacien chef de production**

Directement rattaché au Directeur de l'usine, il aura la responsabilité de l'ensemble de la production pharmaceutique : fabrication, répartition, conditionnement. Il assurera les liaisons indispensables avec l'environnement industriel : (développement, entretien, administration et gestion...).

Le candidat devra posséder une expérience industrielle de quelques années ; la poste requiert beaucoup d'initiative et un sens profond de l'organisation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à A.M.P. sous réf. 5484/S. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

**LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche  
**UN CADRE MARKETING**  
qui assistera le Directeur Commercial des produits "Grand Public" dans les domaines suivants : études de marchés, promotions, publicité.

La sélection se portera sur un Diplômé d'E.S.C., parlant allemand et ayant une première expérience dans l'un des domaines cités.

Ecrire sous référence 46778 B à :

**BIEU**

**TECHNIQUES ET DOCUMENTATIONS**  
MONTROUGE recherche  
**INGENIEURS ELECTRONICIENS AGENTS TECHNIQUES**

connaissance radar et traitement des informations pour rédaction de notices techniques et manuels d'instruction.

Postes stables et bien rémunérés. Possibilités de déplacements.

Envoyer C.V. au 61, avenue Verdier 92120 Montrouge

**INTERTECHNIQUE**  
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche :

Pour son service Organisation et Informatique : **ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMÉS** (réf. 704.)

qui seront chargés de la réalisation d'applications sur le mini-ordinateur Réalité 20 pour la gestion interne de l'entreprise.

Formation et expériences :

- Ecoles d'Ingénieurs, Maîtrise d'Informatique, Instituts de programmation ou équivalent.
- DUT Informatique, ayant expérience en analyse programmation de gestion.
- Expérience dans le domaine des applications de gestion en temps réel sur mini-ordinateur sera très appréciée.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année, Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce à Direction du Personnel.

**INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR**

**VOUS AVEZ :**

- un diplôme d'ingénieur (Centrale, A. et M.), complété par une formation en gestion ;
- une expérience déjà confirmée de la vie d'une entreprise industrielle,

et vous souhaitez travailler dans une ambiance dynamique en étant responsable du résultat de votre travail.

**NOUS SOMMES UN CABINET D'INGENIEURS CONSEILS**

français de réputation internationale spécialisée en matière d'études d'investissement.

Nous vous proposons de vous intégrer à nos équipes pour réaliser dans un premier temps des missions de mise en place de systèmes de Gestion dans des unités industrielles récemment créées dans des pays en voie de développement. La croissance de nos activités vous assurera par la suite une évolution en FRANCE ou à l'étranger dans l'un des départements du Cabinet (plans d'investissements et de développement, études de diversification d'entreprises, systèmes de Gestion, etc.).

Adresser C.V. et photo sous le numéro 8.078, à PUBLIVAL, 70, rue du Point-du-Jour 92100 BOULOGNE-SUR-SEINE.

**ingénieurs commerciaux**

Sur le marché des applications scientifiques et industrielles, ils développeront la vente de nos mini-ordinateurs. De formation scientifique, (Ecole d'ingénieur ou équivalent) ils auront une expérience de la vente de 2 à 3 ans minimum.

Postes à pourvoir : STRASBOURG - LYON - PARIS.

Pour un premier contact, envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 140 - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 31, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

mini-informatique scientifique  
**olivetti**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
banlieue SUD-OUEST, recherche  
**UN RESPONSABLE DE PRODUCTION**

pour un de ses départements. **ELECTROBOMBARDE**. Formation Grande Ecole E.S.E., A.M., etc.

Ecrire 08.172, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (19<sup>e</sup>), qui transmettra.

**informatique**

Cadre ingénieur Supérieur Sciences Exactes. Lieu : Méry sur Oise de Louviers. Médical : IBM 370/158 - 157/16 - CICS/VS. (1-6 108 terminaux 3270).

avec recherches des **INGENIEURS (INSA, ENSIMAG, ENSEIHT...)** et des **UNIVERSITAIRES**

**Option Informatique**

Vous avez 3 années d'expérience ou moins (sans débiter) et connaissez le langage Assembler.

Nous vous offrons des postes dans le service programmation, leur intégration dans des équipes structurées, dans divers projets en cours de développement.

Envoyer sous référence 040/02, votre C.V. détaillé, photo, prétentions et date de disponibilité à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

**Jeune cadre fonction personnel**

Vous voulez éprouver votre maîtrise en droit du travail et votre spécialisation en gestion du personnel.

Vous souhaitez suggérer, organiser, améliorer... Et faire tout cela au siège social (proche la Défense - 350 personnes) d'une société industrielle de 1000 personnes.

Nous vous rencontrerons si vous écrivez sous référence 7910 à :

rsc carrières - 92, rue Bonaparte 75006 Paris, qui nous transmettra votre lettre et votre CV.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche  
**UN RESPONSABLE DE PRODUCTION**

pour un de ses départements. **ELECTROBOMBARDE**. Formation Grande Ecole E.S.E., A.M., etc.

Ecrire 08.172, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (19<sup>e</sup>), qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
Sud Région Parisienne, recherche  
**INGENIEURS SUP. AÉRO, E.S.E., ENS.A.E., EN.S.T.**

(moins de 3 ans d'expérience) ayant connaissances électroniques, automatique Informatique pour essais sur systèmes embarqués.

Ecrire avec C.V. n° 80.049, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-19<sup>e</sup>, q. tr.

**vendeurs chefs d'agence**  
**180 000+ chez nous:**

Aucun vendeur ne gagne moins de 10.000 F./mois. Il a la certitude que sa rémunération augmentera régulièrement sans limitation. Il a la stabilité d'emploi.

**Pourquoi ?**

Dans notre activité, l'intérêt : le client ne commande pas qu'une fois. Le portefeuille clients se constitue progressivement (rente clients).

• le marché est « porteur », il se développe régulièrement et d'une manière importante.

Dans notre entreprise : le vendeur est considéré comme l'homme clé : il dispose de moyens d'aide à la vente, illimités : il a la sécurité que confère l'importance de notre groupe (C.A. 140.000.000) et son ancienneté (créé en 1968).

**QUE DEMANDONS-NOUS ?**

• 1 vendeur sérieux et volontaire • ayant une solide expérience de ventes similaires auprès des grandes entreprises (assurances, location de matériel, prestations de services, etc...) et y étant déjà introduit.

**QUE RISQUEZ-VOUS A ESSAYER ?**

la période d'essai est largement rémunérée (entre 4.000 et 6.000 F.) vous pouvez en savoir davantage, avant même d'être candidat, une documentation vous sera envoyée sur demande, jointe à votre CV.

Env. C.V., photo et prêt. sous réf. 5434/S A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

**Promouvoir l'innovation**

Jeune ingénieur, vos premières années d'expérience professionnelle n'ont pas éteint votre curiosité d'esprit, votre imagination, votre goût d'entreprendre... Mais elles ne les ont guère satisfaits !

Vous pourrez leur donner libre cours, vous appuyant sur des moyens documentaires puissants, tout en ne perdant jamais de vue, grâce à votre solide pragmatisme, le possible et le rentable. Ceci dans l'organisme de développement industriel, à vocation régionale, qui nous a confié votre recrutement.

Ecrivez-nous rapidement sous référence 783 143 M.

**Sirca**  
64, rue La Boétie 75008 Paris.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche  
**TECHNICIEN ELECTRONIQUE**

+ connaissances en électronique  
Expérience professionnelle minimum 5 ans.

**LA FONCTION :**  
Recrutement, sélection, définition et affectation au poste.

Env. C.V. détaillé manuscrit, photo et prétentions à A.M.P. Réf. 506/5, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-19<sup>e</sup>.

**SOCIÉTÉ DE MECANIQUE**  
**ADJOINT AU RESPONSABLE DES RECHERCHES**

Ingénieur ou Universitaire. Expér. service technique ou recherches et développement, bureau d'études, labo. essais moteurs, en construction automobile, poids lourds, moteurs marins. Diesel ou industrie pétrolière.

100.000 à 150.000 F/an.  
Ecr. 5/réf. 140 - SWEERTS, 61, rue de Valenciennes, 75015 PARIS CEDEX 07, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**  
recherche  
pour le département contrôle de son Siège Social à Paris

**UN AUDIT INTERNE**

- Spécialisé dans les problèmes informatiques,
- Capable de contrôler l'activité et les performances du centre de traitement de l'information,
- Compétent en analyse des systèmes,
- Ayant une parfaite connaissance de l'anglais,
- Expérience de 5 ans en informatique souhaitée.

Ecrire avec C.V. sous réf. 46271 B à : B.E.U. Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES - Qui transmettra

**HENKEL FRANCE**  
Filiale d'un groupe chimique européen  
recherche  
**chef de service gestion cadres**

pour sa Direction de Personnel Paris-Sud

Il recrute, suit les carrières en relation avec la hiérarchie qu'il conseille, assure la gestion administrative de 230 cadres.

Il participe à la conception et met en œuvre les méthodes de gestion particulièrement dans le domaine des rémunérations ; c'est l'un des collaborateurs immédiats du Directeur.

C'est un homme, de formation supérieure (psycho souhité) ayant commencé sa carrière il y a environ 6 ans.

Envoyer curriculum-vitae à HENKEL FRANCE D.R.H. sous la réf. 2017 12/14 au Raspail - 94250 GENTILLY

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS FILTRATION DE L'AIR**  
filiale groupe industriel multinationale  
recherche  
**jeunes ingénieurs**

A.M. - ICAM - ESSIM atouts par carrière technique ayant goût réalisations concrètes.

Ils seraient chargés dans un premier temps des études d'industrialisation d'équipements de filtration de l'air destinés aux industries nucléaires et à l'armement.

Dans un deuxième temps et suivant l'expérience acquise ils pourraient être chargés de l'animation d'un service technique de production.

Adresser C.V., prétentions à Monsieur RALLI SOLIFILTRA-POELMAN, 71, Bd National 92250 LA GARENNE COLOMBES

**IMPORTANT CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE PARIS**  
recherche  
**Chef Comptable**

**TRES QUALIFIE**

Responsable comptable administratif. Expérience paie et toutes déclarations sociales et fiscales jusqu'au bien.

Libre rapidement. Références exigées. Salaire conforme à préférences.

Pour les candidats avec qualités professionnelles demandées, envoyer CV détaillé, prétentions sous référence 7793 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

سكا من الامم

صحة من الامم

offres d'emploi

**Burroughs**

Constructeur Mondial d'Ordinateurs  
2.100 personnes en France  
48 Agences  
1 centre de formation

recherche

**LE DIRECTEUR DE SON SERVICE IMMEUBLES**

Le candidat, ARCHITECTE, sera à répondre auprès de la Direction Générale de l'ensemble des problèmes immobiliers de la société française.

- création de nouveaux locaux ;
- recherche de locaux ou de terrains en vue de leur location ou acquisition ;
- rédaction de propositions chiffrées ;
- réalisation et suivi des chantiers ;
- suivi des règlements ;
- établissement du budget annuel département « immeubles » ;
- négociation et suivi des baux commerciaux ;
- entretien et amélioration des immeubles existants ;
- suivi de la comptabilité du service.

Deux ans d'expérience et la goût des chiffres sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

- anglais courant indispensable ;
- lieu de travail : GENNEVILLE.

Env. lettre, C.V., présentations et photo à Direction du Personnel, tél. 01 42 23 43 43, 200-243, av. L.-Coty, 92231 GENNEVILLE Cedex.

**ANSWATE**

Importants S.S.C.I.  
filiale de THOMSON CSF,  
recrute

**Ingénieurs**  
option informatique  
connaissances : IBM, CI PA,  
CSC, MCS/71, PROTEL.

**analystes**  
P.I., M.S., D.I.

**analystes programmeurs**  
tous secteurs, langage et produits

- pour applications Temps Réel ou Batch et bases de données.
- différents postes, de tous niveaux, sont à pourvoir dans nos projets en cours de développement.

Adresser sous référence 61/003 M, votre C.V. détaillé, photo, références et état de disponibilité à Monsieur HOUT, ANSWATE 131, rue de la Fosse - 75116 Paris.

Discrétion assurée. Réponse rapide.

**SINTRA**

recrute  
pour service études

**DESSINATEUR E. 2**

expérience petite mécanique  
tolérance fine et pièces plastiques

**ÉLECTRONICIENS**  
AT 2 - AT 3

Niveau B.T.S. - D.U.T. ou équivalent

Expérience en techniques numériques et analogiques souhaitée

Recherche avec curriculum vitae et présentations à la

**DIRECTION DU PERSONNEL**  
28, rue Malakoff, - 92000 ANNEUILLES

**IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES**  
recherche

**DIRECTEUR DE L'INFORMATIQUE**

Mission :  
Dans le cadre de la refonte des principaux systèmes d'information, définir et mettre en œuvre les moyens informatiques correspondant au niveau de l'ensemble des Sociétés du Groupe.

Qualités requises :  
• Parfaite maîtrise des techniques informatiques.  
• Résultats effectifs dans le lancement de systèmes informatiques, plus spécialement dans le domaine de la gestion de production de série.  
• Excellents contacts à tous niveaux.  
• Sens aigu de l'objectif.

Adresser C.V. + photo et salaire actuel sous le n° 8061 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**CABINET BREVETS D'INVENTION EN EXPANSION**  
recherche

**COLLABORATEURS HAUT NIVEAU INGÉNIEURS ET/OU JURISTES**

Première lettre sous le n° 8053 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, - 75427 PARIS (9<sup>e</sup>).  
Discrétion absolue assurée.

**GENERAL ELECTRIC**  
recherche

**UN INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL**

**FONCTIONS :**  
— Commercialiser auprès des CONSTRUCTEURS DE MATERIEL DE MANUTENTION vos VARIATEURS ÉLECTRONIQUES.  
— Apporter le support technique à ces constructeurs.

**PROFIL :**  
— Une bonne formation technique (A.M., C.I.A.M., I.M.S.A.).  
— Une bonne maîtrise de la langue anglaise.  
— 2 années d'expérience professionnelle.

**LIEU DE TRAVAIL :**  
PARIS et déplacements environ 3 jours par semaine.

Adresser C.V. et présentations à GETSCO, SERVICE DU PERSONNEL, 42, AVENUE MONTAIGNE - 75008 PARIS.

**BALTEAU**

un des leaders mondiaux du contrôle non destructif  
recherche  
pour recruter la vente en France de ses équipements ultrasons

**TECHNICO-COMMERCIAUX**  
NIVEAU INGÉNIEUR ou TECHNICIEN

Expérience des procédés de C.N.D. souhaitée. Expérience des visites et du suivi d'une clientèle exigée. Références de vente appréciées.

Le poste à pourvoir en région parisienne comporte de fréquents déplacements en France.

Adr. C.V. manuscrit avec photo et présentations à BALTEAU CONTRÔLE INDUSTRIEL, 41, rue Ybry - 92535 NEUILLY-SUR-SEINE.

Dans les Services commerciaux d'une **entreprise élitiste** aux plans confondus du caractère, de la puissance de travail, de la responsabilité, de l'initiative et la maîtrise des relations humaines.

**offre exceptionnelle** portant sur la formation ou la reconversion, la rémunération, la promotion, les produits et le conditionnement du marché.

Conditions exigées : avoir 23 ans révolus et une réelle et solide formation générale

Une lettre manuscrite à A. B. PUBLICITÉ, 107, rue de la République, 92000 NANTERRE (Paris) (Merci de bien vouloir rappeler la référence)

Très importante Société Métallurgique  
recherche

**JEUNES CADRES**  
en  
**SERVICE DU PERSONNEL**

- So sentant une vocation affirmée pour les questions humaines.
- Présentant à la fois :  
• un caractère énergique et dynamique ;  
• un équilibre psychologique certain ;  
• des facultés d'adaptation aux circonstances évolutives.
- Ayant un niveau de formation correspondant au minimum à une licence (Droit du travail, I.R.P.) ou une expérience industrielle et sociale évidente.

**NOUS OFFRONS :**  
— une carrière avec possibilité de promotion dans la Société ;  
— un climat de travail moderne ;  
— une situation matérielle intéressante.

Le début de la carrière se situera dans une usine de Province.

Adresser demande manuscrite avec C.V. et photo d'identité sous le n° 80462 à CONFESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**GIRAM**

ENTREPRISE BÂTIMENT  
leader dans son secteur  
500 personnes

RECRUTE  
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION SON

**CHEF DU DÉPARTEMENT ÉLECTRICITÉ**

Sous la supervision du Directeur des départements techniques, il bénéficiera d'une large autonomie pour organiser et gérer son Département.

Il animera et coordonnera une équipe de 40 PERSONNES (dont 9 cadres et agents de maîtrise), appelée à augmenter prochainement de 30 %. Il assurera la prospective commerciale et le suivi des clients.

Une expérience de 3 ans en Electricité Bâtiment et une formation Ingénieur sont indispensables.

Veuillez écrire en précisant la rémunération actuelle à Richard Bénatoull, GROUPE BEC Conseil, 31, boulevard Sébastopol, 75001 PARIS, sous la référence M 20 X.

Discrétion et réponse rapides assurées.

Importante société française spécialisée dans la vente de matières premières pour l'industrie chimique et l'électrolyse  
recherche

**COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

Pour assurer le suivi des commandes et les relations téléphoniques avec la clientèle, vers des contacts directs allemands. Poste pouvant évoluer dans l'avenir

Adresser C.V., photo et présentations à n° 80265 CONFESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

IMPORTANT BANQUE RÉGIONALE  
cherche pour PARIS (QUARTIER OPÉRA)

**CADRE BANCAIRE**  
CLASSE VI - VII

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur de plus de 30 ans ayant :

- plusieurs années d'expérience bancaire au sein d'un département financier ;
- une excellente présentation ;
- la sens et les facilités des contacts professionnels (avec les banques, compagnies d'assurances, Caisse de retraite, etc.).

La connaissance des langues allemande et anglaise sera appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à n° 80267 M. BOGUE-PERRE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**Société Produits Chimiques**  
Région Parisienne  
recherche pour développer importante clientèle existante

**CADRE TECHNICO-COMMERCIAL**

Ayant de bonnes connaissances des matières premières et adjuvants pour les industries du caoutchouc et des plastiques.

Déplacements 50 %.

Adresser C.V. photo et présentations n° 79735, CONFESSE F., 24, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

Constructeur d'appareils et chaînes de MELANGE de haute réputation technique, à activité internationale (pour traitement d'eau, chimie, agro-alimentaire...)

recherche pour son siège basiliens SUD

**INGÉNIEUR B.E. 100.000/an**

Pour :  
— Études techniques de conception et mise au point d'appareils et installations complexes.  
— Études d'industrialisation (standardisation de sous-ensembles, rationalisation de gammes).

Les candidats de formation Ingénieur (Mécanique, Génie-chimique) seront :  
— Une expérience de 3 ans au moins dans la fonction.  
— De solides connaissances en hydraulique, automatisation et analyse de la valeur.  
— Une bonne pratique de l'Anglais.

Adr. C.V., photo et salaire actuel, sous le n° 8091 à CHOREN-RECRUTEMENT, 104, rue Lafayette - 75010 PARIS.

IMPRIMERIE CENTRALE DE PRESSE CATHOLIQUE  
KOIVANT 28 PUBLICATIONS  
recherche pour SERVICES DE DIFFUSION

**CADRE COMMERCIAL**

SERA RESPONSABLE DE L'ANIMATION D'UN RÉSEAU DE VENTE

CE POSTE DEMANDE :  
• Une formation type commercial ;  
• Une pratique réelle en matière d'organisation et d'animation d'un important réseau de vente ;  
• Solides connaissances des milieux catholiques (paroles, mouvements A.C., etc.) ;  
• Une disponibilité effective (entre 40 et 50 % du temps sur le terrain) ;  
• Une expérience Presses serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé avec présentations à R.P. Service Emploi, réf. YM., 3, rue Bayard, PARIS-8<sup>e</sup>.

LABORATOIRE SUISSE  
son équipe d'information médicale

**DÉLÉGUÉS(ES) MÉDICAUX DÉBUTANTS(TES)**

résidence sur secteur pour 22-29 pour 63-74 pour 77-91

Formation scientifique appréciée. Véhicule personnel.

Libres le 16 octobre 78 pour stage 5 semaines.

Envoyer lettre manuscrite, photo récente avec CV détaillé à LABORATOIRES ROBAPHARM, 2, square Villaret de Joyeuse 75017 PARIS

**PHILIPS**

recherche  
pour son service INFORMATIQUE

**DIPLOMÉ**  
Grandes Ecoles  
(Contrôle, Spéclet ou équivalent)

Débutant ou quelques années d'expérience. Le poste conviendrait à un candidat intéressé par l'application de l'informatique aux problèmes scientifiques et d'aide à la décision.

Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à PHILIPS, Département IMA - Service du Personnel, 6, rue Firmin-Gillot - PARIS (15<sup>e</sup>).

ENTREPRISE D'ÉLECTRICITÉ  
(30 personnes)  
SPÉCIALISÉE DANS LA PROTECTION VOL ALARME INCENDIE

recherche

**JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ**

Après quelques années d'expérience en gestion sur succursales de la Direction de l'Entreprise, envoyer C.V. détaillé, photo et présentations à la

**Sté SOCIP**, 10, rue de Villy, 75008 PARIS, qui transmettra.

PHOTOCOPIATION INFORMATIQUE

**CHEF DU SERVICE COMMERCIAL**

La Société d'éditions et d'impression compte 900 personnes et réalise un C.A. H.T. de 150 M. de F. Elle compte déjà dix ans d'expérience dans l'informatique éditoriale.

Le cadre recruté, devra analyser en permanence le marché, vendre l'activité gratuitement de textes, suivre l'exécution des travaux, former et animer les représentants.

Le poste convient à un cadre de plus de 26 ans, de formation supérieure, présentant une expérience recouvrant les aspects suivants : documentation, organisation informatique.

Lieu de travail : PARIS. Ne pas envoyer de C.V.

28, rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera notre information et dossier de candidature sur demande. Référence 515 M.

Société française importatrice de MATERIEL THÉRIEQUE grande diffusion chirurgie et conditionnement d'air, radiateur, rattaché à un groupe international leader de son marché, recherche pour son siège PARIS

**UN DIRECTEUR COMMERCIAL**

Ce cadre, si possible de formation supérieure (École de Commerce), aura vocation à participer à la direction générale de l'entreprise.

- Il devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans cette branche et de résultats positifs à un poste équivalent.
- La pratique de la langue anglaise est une condition indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à n° 80230 M. BOGUE-PERRE, 85 bis, rue Réaumur - PARIS-2<sup>e</sup>.

**ADMINISTRATION COMMERCIALE EXPORT**

Un groupe international spécialisé dans le matériel de transport développe ses activités à l'export (actuellement 45 % du C.A.). Elle propose le poste de Responsable de l'Administration Commerciale de la Division Europe.

Le titulaire de ce poste dépend du Directeur de Division et assure la liaison entre les filiales, les agences, l'usine et l'administration centrale. Il est responsable de tout le suivi commercial (de la commande de prix à la livraison de la commande) et des statistiques commerciales.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience de l'administration des ventes export de 2 à 4 ans, parlant couramment l'Anglais et si possible l'Allemand.

Les possibilités d'évolution dans le groupe sont importantes pour un élément de valeur.

Le poste est à pourvoir en banlieue Ouest de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1275 A, à

**egor**, 5, rue Meyerbeer 75005 Paris

Importante Société Sud Région Parisienne, recherche

**AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS**

Possédant B.T.S., débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Recherche avec C.V., n° 80262, CONFESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

Importante Agence de Publicité

**NEUILLY**  
recherche

**Adjoint au Directeur Comptable**

- Titulaire d'un B.T.S. comptable ou équivalent ;
- Ayant déjà 3 ans d'expérience à un poste de comptable 1<sup>er</sup> catégorie ;
- Connaissances comptabilités sur systèmes informatiques ;
- Compétences auxiliaires, déclarations fiscales et sociales, exploitation informatique, bilan de fin d'année.

Adresser curriculum vitae et présentations à : Nicole FAUCONNET, 3, rue Corbet, 95120 ERMORENT.

Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLOI, La ligne, La ligne T.C. Rows include DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITALUX.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, La ligne col., T.C.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

UNE DES TOUTES PREMIERES BANQUES AMERICAINES recherche pour son bureau de Paris UN ADJOINT AU DIRECTEUR POUR LA FRANCE

H. B. S. Filiale du Groupe THOMSON recherche 3 AGENTS TECHNIQUES

Entreprise TELECOMMUNICATIONS recherche INGENIEUR E.S.E., E.N.S.T.

IMPORTANT GROUPE TRANSPORTS A ACTIVITES MULTIPLES recherche ASSISTANTS (tes) CONFIRMES (ees)

CHEF DE PROJET ENV. 30 ANS, MIAG ou INGEN. PLATEAU

DUPITREUX CONFIRMES 1951-1958 6200. Travail en DCA, 5 jours.

Vous désirez vous spécialiser dans la Transport 2 stages rémunérés par l'Etat vous sont offerts

AGENTS COMMERCIAUX (FEMMES ou HOMMES) Paris, Libre le 1er octobre.

1) ANALYSES-PROGRAMMEURS CONFIRMES 1950-1955 Places stables.

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DE BATIMENT recherche pour PROJETS IMPORTANTS FRANCE ET ÉTRANGER

INGENIEUR ELECTRONICIN DIPLOME Plusieurs années d'expérience des systèmes de contrôle

INGENIEURS INFORMATIENS en SYSTEMES INDUSTRIELS pour des applications de télécommunication

INGENIEUR CONDITIONNEMENT D'AIR Formation Grandes Ecoles ou équivalent

RESPONSABLE de l'ADMINISTRATION et de la GESTION du PERSONNEL

ANALYSES-PROGRAMMEURS CONFIRMES 1950-1955 Places stables.

AUDITEUR INTERNE Il effectuera des missions d'audit mais participera également aux travaux d'analyses financières du Groupe.

UNE CHARGÉE D'ÉTUDES Bonne culture économique (Sciences Po, H.E.C., Droit ou équivalent)

SECRETARE STENOACTYLO bilingue anglaise, étienne française et anglaise, connaissance termes techniques appréciée.

IMPORTANT SOCIÉTÉ ASSURANCE VIE recrute ÉLÈVES INSPECTEURS Libérés O.M.

VENDEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL Aymé au moins 5 ans d'expér. dans le travail.

SECRETARE ASSISTANTE perfectionnée TRILINGUE allemand, anglais, 15 ans d'exp.

Assistante sociale POUR : - Service social, - Préparation et organisation commissions

CHAUFFEUR DE DIRECTION 30 ans minimum Bonne représentation Expérience et références

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande EXCELLENTE DACTYLO Titulaire B.E.P.C. ou CAP employé bureau

JEUNE FME - JEUNE FME LANGUE ANGLAISE MATERNELLE ANGLAISE Pour participer à création documentation techn. commerciale

ANALYSE-PROGRAMMEUR MIAGE ou 1 à 2 ans expér. I.U.T. ou 2 ans expér. pour réalisation systèmes de gestion

SECRETARE ASSISTANTE perfectionnée TRILINGUE allemand, anglais, 15 ans d'exp.

secrétaires

ÉTABLISSEMENT PUBLIC recherche la SECRÉTAIRE du CONSEIL D'ADMINISTRATION

ÉTABLISSEMENT FINANCIER CHAMPS ÉLYSÉES Filiale groupe industriel important

GROUPE PHARMACEUTIQUE région VELIZY recherche SECRÉTAIRE STENOACTYLO

SECRETARE ASSISTANTE perfectionnée TRILINGUE allemand, anglais, 15 ans d'exp.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande EXCELLENTE DACTYLO

FERMES et PLANTATIONS D'ORANGES et D'AUTRES FRUITS avec un rendement important à vendre

LE MONDE s'efforce d'éclairer de ses Annonces Classées tout lecteur qui se préoccupe de sa situation professionnelle

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET 1220 pages

cours et leçons J. F. dipl. origine américaine DONNE COURS D'ANGLAIS

autos-vente A vendre R 3 GTL, modèle 78 18.000 km, mod. 78 19.500 F

8 à 11 CV. COLLABORATEUR RENAULT vend R 16 TL (9 CV)

12 à 16 CV. ROVER 3500 B.A. VOITURE DE DIRECTION

7 à 16 CV. PORSCHE CARRERA 3 L. Numéro de série 20.000 km.

divers VOITURES DIRECTION 604 TL, TO, aut., très opt., 78

box parking PORT. zone parking souterrain à environ 300 m. du métro

LE MONDE s'efforce d'éclairer de ses Annonces Classées tout lecteur qui se préoccupe de sa situation professionnelle

LE MONDE Direction de la Publicité 5, rue des Salettes 75009 PARIS

صياغة الاعمال

صوتيات الاحل

demandes d'emploi

IMPORT - EXPORT AFRIQUE DE L'OUEST
- Homme 25 ans.
- Formation commerciale.
- 7 ans d'expérience dans le négoce des matières premières.

SOCIO-ECONOMISTE (42 ans)
- Formation Grande Ecole scientifique et Doctorat en Sciences Sociales.
- Longue expérience dans l'industrie du pétrole et du gaz (ingénieur international de haut et de bas niveau).

DIRECTEUR (55 ans)
- Grande expérience de la direction de la gestion commerciale et dynamique.
- Apptitudes particulières et efficacité pour le commercial et le dynamisme.

DELEGUE AFRIQUE DE L'OUEST
basé sur ABIDJAN
- Excellentes connaissances milieux industriels et commerciaux.
- Etudiera toutes propositions.

DIRECTION, ANIMATION OU REPRESENTATION
- 7 ans d'expérience.
- Spécialiste de la distribution, gestion et marketing.

CADRE SUP. DIRECTION GENERALE
- 45 ans - C.P.A. 73
- Spécialiste de la distribution, gestion et marketing.

CADRE ADMINISTRATIF et COMPTABLE - 42 ans
- Niveau expertise comptable, plusieurs années de direction à ANJOU, recherche situation avec larges responsabilités à Abidjan.

SUISSE
- 6 ans ADMINISTRATIF et DIRECT GENERAL d'une filiale à Zurich d'un groupe multinational à bien connu cherche poste correspondant à GENEVE

CHEF des Services Immobilier et Juridique
- 35 ans, licencié en droit privé.
- poste de direction dans société immobilière PARIS, ILE-DE-FRANCE

SECRETARIE STENOGRAPHE
- 25 ans, licenciée droit.
- 3 ans d'expérience en tant que secrétaire, CAPA, maîtrise toutes propositions.

RESPONSABLE DES DESTIN
- 30 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que responsable des destin, CAPA, maîtrise toutes propositions.

demandes d'emploi

JURISTE
- Docteur en Droit, 49 ans.
- Actuellement responsable de département juridique d'une société importante à Paris.

CADRE COMMERCIAL
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que cadre commercial, CAPA, maîtrise toutes propositions.

AGRO-PARIS ECONOMISTE
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que économiste, CAPA, maîtrise toutes propositions.

PROFESSEUR DE FRANCAIS
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que professeur de français, CAPA, maîtrise toutes propositions.

CADRE SUPERIEUR (FRANCAIS)
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que cadre supérieur, CAPA, maîtrise toutes propositions.

ACHETEUR
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que acheteur, CAPA, maîtrise toutes propositions.

CADRES HOMMES
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que cadres hommes, CAPA, maîtrise toutes propositions.

ENSEIGNEMENT
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que enseignant, CAPA, maîtrise toutes propositions.

CHEF COMPTABLE
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que chef comptable, CAPA, maîtrise toutes propositions.

SECRETARIE STENOGRAPHE
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que secrétaire, CAPA, maîtrise toutes propositions.

RESPONSABLE DES DESTIN
- 35 ans, licencié en droit.
- 10 ans d'expérience en tant que responsable des destin, CAPA, maîtrise toutes propositions.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite
- 70 appartements 5°
- 400 PARIS et AUTOUR
- SELECTION
- PAR DIRECTION

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

BOUCHAÏT 4 rue François
- 1° 1/2 chambre, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, parquet, vitrail.

Immobilier (information)

Allo! 525.25.25
Information Logement
Je cherche un logement...

Oui, nous avons un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.
Nous vous conseillons gratuitement

locations non meublées Demande
Région parisienne

locations meublées Demande
Paris

appartements achetés
Paris

appartements occupés
Paris

immeubles immeubles
Paris

INDUSTRIE SUISSE CHERCHE A LOUER OU ACHETER EN FRANCE
CENTRE DE RECREATION

locations non meublées Offre
Paris

bureaux
Paris

maisons de campagne
Paris

Immobilier (information)

Allo! 525.25.25
Information Logement
Je cherche un logement...

Oui, nous avons un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.
Nous vous conseillons gratuitement

locations non meublées Demande
Région parisienne

locations meublées Demande
Paris

appartements achetés
Paris

appartements occupés
Paris

immeubles immeubles
Paris

INDUSTRIE SUISSE CHERCHE A LOUER OU ACHETER EN FRANCE
CENTRE DE RECREATION

locations non meublées Offre
Paris

bureaux
Paris

maisons de campagne
Paris

RETAIRE RESIDENT

RETAIRE RESIDENT

RETAIRE RESIDENT

RETAIRE RESIDENT

RETAIRE RESIDENT

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs:
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)



AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Bismarck 75436 PARIS
CEDEX 09 TEL: 280.61.46 poste 71.

Ile-de-France

Nouveau plan d'aménagement pour les berges de la Seine

Remous autour du partage des eaux

Redonner à la Seine ses lettres de noblesse: l'idée n'est pas nouvelle; proposer un remodelage des berges, une répartition rationnelle des activités, une réglementation de l'habitat fluvial: la tâche est ambitieuse. Avec l'adoption récente d'un plan d'ensemble d'aménagement des berges de la Seine, les conseillers de Paris n'ont, semble-t-il, pas hésité à se lancer dans l'aventure.

Il faut affirmer-t-on, « rendre la Seine à Paris »; utiliser plus rationnellement l'espace du site. Une certitude, cependant: il n'est pas question de remettre en cause le rôle économique que joue la voie d'eau dans l'approvisionnement de Paris.

« Nous sommes un peu à l'origine de la réflexion globale engagée par la Ville, précise M. Claude Lerebour, directeur du Port autonome de Paris. Il n'y a d'ailleurs aucune incompatibilité entre les activités économiques et la vocation touristique du fleuve. » Concevoir un plus d'ensemble cohérent, regrouper les activités portuaires, soit de là à libérer certains ports du centre, comme le port de La Bourdonnais ou Saint-Yves. « Il faut examiner ces propositions cas par cas, et avec le plus grand réalisme », renchérit M. Claude Lerebour. « Nous ne sommes pas seulement des marchands de sable. Le Port autonome va mettre en œuvre une politique en faveur de la navigation de plaisance, complémentaire de celle de la Ville. » L'un des souhaits des autorités du Port n'est-il pas d'organiser un service de vedettes qui « sortirait de la capitale »? Quant à la « installation » de bateaux à l'accueil des plaisanciers, M. Lerebour estime que « le Port autonome est particulièrement adapté pour régler les problèmes de passage ».

Il n'empêche. Jusqu'ici la plaisance, c'est surtout la vocation du Touring-Club de France. Sur les 1200 mètres de quais cotés depuis 1933, il y a des Invalides à la passerelle Solferino, plus de cinq cents bateaux de toutes nationalités y transitent chaque année. « Nous ne craignons pas la concurrence, avoue M. Alain Favellé, comman-

dant du Port. Le bassin de l'Arsenal? Les petites embarcations y seront sans doute à l'abri des remous, mais le site n'est pas très agréable », ajoute-t-il. Si le projet aboutit, l'aménagement du bassin municipal de l'Arsenal, qui opère la jonction du canal Saint-Martin et de la Seine, près de la place de la Bastille, permettrait d'accueillir une centaine de plaisanciers. Encore faut-il que la demande existe, car « la navigation de plaisance », souligne M. Alain Favellé, est limitée de l'automne à l'été. Argument auquel est peu sensible ce propriétaire de bateaux, boulevard Bourdon, qui trouve, pour sa part, « l'idée d'un port à cet endroit est formidable. Le quartier pourrait enfin revivre ».

De fait, redonner aux 30 kilomètres de rives (y compris les îles) des activités de loisirs et d'animation, c'est bien l'un des objectifs du plan d'aménagement proposé par la Ville de Paris, au sein duquel se trouve le projet proprement dit du site. Pourquoi, dans ce cas, vouloir restreindre voire supprimer l'existence de bateaux commerciaux? M. Marc Jossel, responsable de « l'Éclaircie », située quai Anatole-France, ne comprend pas et s'inquiète. D'autant que, en novembre 1977, la mairie de Paris avait autorisé le stationnement de bateaux pour la vente d'huîtres, à condition de ne pas faire de dégénération. « Tous ceux qui s'arrêtent ici sont mécontents par le journal », dit-il. « Finagme mal », réchaine M. Albert Richard, propriétaire de la piscine Deligny, tout à côté, qui l'on supprime un jour la dernière place de la Seine à Paris. Depuis 1919, date où mon père l'a achetée et transformée, c'est devenu une véritable institution au même titre que les bateaux-mouches. Bien sûr il est logique que les activités commerciales aient un rapport avec l'eau. C'est bien notre cas. »

« Pas Hongkong »

Même réaction d'incompréhension chez ceux qui vivent sur les quelques quatre-vingts bateaux-logements qui longent les berges de la Seine. Car il est question de proscrire les embarcations situées entre le pont de Sully et le pont Bir-Hakeim. Que leur reproche-t-on? De dénaturer le site et de gêner la circulation fluviale, entre autres. « Parler d'animation et supprimer les bateaux sur un fleuve, c'est grotesque », fulmine le récent propriétaire d'une péniche quai de Conti. « Ce n'est tout de même pas Hongkong », ajoute-t-il. Au port de plaisance du Touring-Club de France, où stationnent à demeure des bateaux-logements, l'inquiétude est moins grande. « Nous avons choisi ce site sur une habitation flottante, et, pour notre part, nous payons avec cher le droit de stationner » (1200 F par mois de loyer), confie le résident du Marcellin, Mme Bernadette Tallédy: « elle assure le confort et les services que lui apporte le Touring-Club. » Mais, avoue-t-elle, ceux qui ne veulent

pas ou ne peuvent pas payer ne sont pas pour autant des irresponsables. Rive gauche, du côté des « squatters » ou de ceux qui pratiquent le « camping sauvage », du véritable « camping sauvage », on est en émoi. « Pourquoi prendre le prétexte de quelques péniches mal entretenues pour proscrire l'ensemble de l'habitat fluvial, grognent les propriétaires du Falstaff. Nos dossiers sont tous répertoriés au service de la navigation. Nous ne sommes pas contre l'habitat fluvial, à condition que l'on ne nous propose pas une taxe exorbitante, comme en 1975. » C'est du reste à cette date que la plupart des propriétaires ou locataires de péniches se sont regroupés au sein de l'Association de défense de l'habitat fluvial afin de faire entendre leur voix. L'esprit de solidarité règne dans ce qui s'apparente fort à une vie de village. L. P.

UN JOUR AVEC...

1250 jeunes femmes surveillent et protègent les écoliers

Trop d'enfants tués ou blessés sur le trajet de l'école. A la fin des années 60, un corps d'agents de la voie publique était créé qui n'allait cesser de se dé-

velopper. Ce sont des femmes qui ont pour mission de surveiller les entrées et les sorties des écoliers. Elles sont

aujourd'hui près de mille deux cent cinquante en Ile-de-France. Nous avons passé une journée avec l'une d'entre elles.

La tendresse au carrefour

Un petit garçon roux, le dos raidi par un cartable, attend sur le trottoir. Il suit des yeux, au milieu du carrefour, les gestes d'un agent de la voie publique attaché à la protection des écoles.

7 h 30 : Joëlle et Monique vont pointer à l'école. Elles sont assises au carrefour de la rue du Père-Corantin (quatorzième arrondissement) qui leur sont confiés, afin d'endiguer le flot ininterrompu des cinq cents enfants qui affluent déjà les rues à destination des écoles du quartier. Premiers opérations : le nettoyage. Il leur faut chasser à coups de effluet ou sous le menace d'une amende les automobilistes incivils qui s'installent au milieu des passages pour piétons. Ensuite, viennent les premières enfants.

« Dès 7 h 30, expliquent-elles, une poignée de petits commerçants à surveiller les écoliers d'Ile-de-France, et il est loin le temps où leur apparition avait suscité l'étonnement des enfants. Un gamin du septième arrondissement, surpris d'en rencontrer une à la sortie de l'école, lui avait même demandé « si elle était la mère de tous les autres policiers », et il se trouve toujours un petit, un début de l'année, pour leur crier : « Ne restez pas au milieu du carrefour, c'est dangereux, tu vas te faire écraser. » Aujourd'hui, elles font

partie de l'univers d'un quartier. Il y a tout d'abord « les enfants qui nous connaissent et chaque matin viennent nous embrasser. En passant auprès de nous, ils nous demandent comment nous allons ou bien ils s'arrêtent pour nous raconter leurs annales : les disputes de leurs parents, leur oubli d'une tenue de gymnastique, leur peur d'arriver en retard à l'école. » Il leur faut apprendre à traverser, les surveiller, les discipliner et parfois les accompagner jusque chez eux le soir.

Il y a encore les professeurs, auxquelles elles font signe qu'une place de stationnement est libre dans la rue, mais elles sont aussi « un peu des médecins de famille » : il leur faut guider les aveugles et les accompagner parfois jusqu'à leur autobus, veiller sur les personnes âgées qui souffrent de la solitude et viennent discuter quelques minutes avec elles, et pour qui elles « font parfois des courses ». Il y a enfin, de temps en temps, les jeunes femmes qui ont des peines de cœur et viennent leur demander des conseils.

Elles ont choisi cette profession « parce qu'elles aiment les enfants et qu'elles n'avaient pas les moyens de se payer des études de puériculture », ou bien « parce qu'elles ont cherché à travailler après quarante ans et qu'il n'est pas facile d'entrer dans la vie active à cet âge-là ». Mais elles sont unanimes à ne regretter qu'une chose : ne pas avoir un marteau tourné pour l'hiver. 9 heures. Les rues sont vides, les portes de l'école fermées. C'est l'heure des cabas et des filets à provisions. Elles rentrent chez elles, et reviennent à 11 heures. « Heure difficile car tous les enfants sortent en même temps », elles attendent la rentrée de 13 h 30, puis elles repartent jusqu'à 16 heures, à l'heure où les mères de famille, promenant le dimanche dans une poussière rayée, armées du goûter quotidien, commencent à corner les portes de l'école.

A 16 h 30, la fin de la garderie jette sur le trottoir les derniers enfants... La rue est désormais aux automobilistes. MARIE-CHRISTINE ROBERT.

UNE EXPOSITION SUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ

Bartholdi, Eiffel et leur « géante »

La commission d'arrondissement du dix-septième a décidé d'honorer, en une très intéressante exposition organisée par l'Action culturelle de la Ville de Paris, le centenaire de l'édification sur son territoire de la plus grande statue du monde, « La Liberté éclairant le monde », qui domine depuis 1886, du haut du rocher de Bedloe situé dans la baie d'Hudson, le port de New-York, œuvre de Frédéric-Auguste Bartholdi.

Né à Colmar en 1834, Bartholdi était venu travailler la peinture à Paris avec Ary Schetter, puis l'architecture avec Viollet-le-Duc et Lalrouze. Après la guerre, il devait faire un séjour aux Etats-Unis qui ont une grande influence sur sa carrière puisque après avoir terminé des bas-reliefs pour une église de Boston, il reçoit la commande de « sa géante » (comme il l'appellait) la Liberté éclairant le monde qui devait mesurer trois mètres de hauteur et reposer sur un piédestal de trente-quatre mètres.

Une souscription était alors ouverte en France et aux Etats-Unis pour couvrir les frais de cette fantastique entreprise, et Bartholdi faisait appel à Gustave Eiffel, ce « magicien du fer » pour qu'il accepte de calculer les conditions de cette étonnante architecture et qu'il trace les dessins des arbalétriers, treillis et amarrages d'acier et de fer forgé

qui formeraient l'énorme squelette appelé à être recouvert de cuivre rouge et de lames de bronze. Commandée en 1878, la « géante » fut achevée à Paris. Sept ans après, elle était transportée à New-York sur un navire de l'Etat pour être inaugurée le 28 octobre 1886.

En 1883, la colonie américaine de Paris décidait d'offrir à la capitale une réplique en réduction de la statue new-yorkaise. Pour cela, elle achetait à Bartholdi le modèle original en bronze qui lui avait servi pour réaliser son œuvre colossale. C'est donc la sculpture de celle-ci qui se trouve depuis le 4 juillet 1889 devant le pont de Grenelle à la pointe de l'île des Cygnes.

L'exposition à la mairie du XVII<sup>e</sup> arrondissement qui retrace toute la longue histoire de la « géante » présente aux visiteurs un choix très remarquable de maquettes, de dessins et de ma-

manuscrits et même une oruelle et un doigt de la Liberté en plâtre « grandeur nature » prêtés par le Musée des arts et techniques qui ne manquera pas de laisser rêveurs ceux qui se consacrent pas le colosse de Bedloe Island. ANDRÉE JACOB.

\* Mairie annexe des Batignolles, 16, rue des Batignolles, du 25 septembre au 23 octobre, de 10 heures à 12 h, 30 et de 13 h, 30 à 17 h, 45 (du lundi au vendredi).

Avez-vous le droit de décider un investissement en informatique conversationnelle sans avoir vu Prime?

Si vous êtes sur le point de prendre une décision d'équipement informatique qui va se chiffrer en millions de francs, vous vous documentez à fond.

Donc, vous consultez les constructeurs les plus spécialisés dans la prestation qui vous intéresse. Une démarche de plus peut faire gagner à votre société des centaines de milliers de francs.

Il existe un constructeur dont la seule vocation est le conversationnel : c'est Prime. Au Sicob, vous voyez des sociétés qui font « aussi » du conversationnel. Maintenant il vous reste à rencontrer le spécialiste. Appelez 772.91.92. PRIME : 33 rue Fernand-Forest - 92150 Suresnes. à partir du 2 Octobre : 772.91.17

PRIME

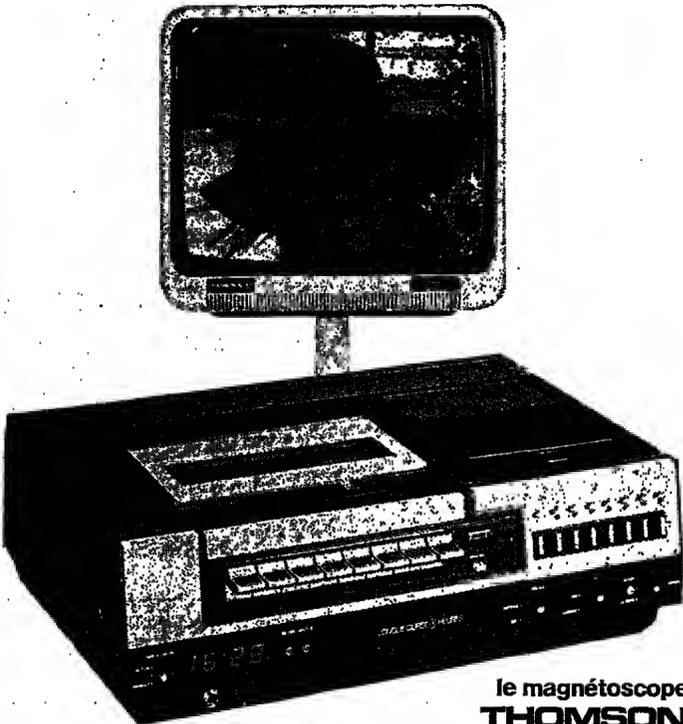
LE CONSTRUCTEUR SPECIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

Avianca advertisement featuring a map of flight routes and the text: 'A bientôt Paris. Bonjour San Juan, Caracas, Bogotá. Tous les mardis et samedis, Avianca vole de Paris aux Caraïbes et en Amérique. Etant l'unique compagnie faisant l'Europe/San Juan/Caracas/Bogotá en Jumbo 747, Avianca vous offre en outre une expérience suprême de 58 ans en Amérique du Sud, l'exclusivité de notre Service Ruana Roja, des Jumbos très spacieux et des liaisons directes couvrant toute l'Amérique Latine. Consultez votre Agent de Voyages ou appelez Avianca. La première Ligne Aérienne des Amériques. AVIANCA Paris, Bv. Capucines, 12, Tel. 00-30-44

صكنا من الاصل

# THOMSON NOUVEAU Mazzanti audio-vidéo

## REGARDEZ UNE CHAÎNE IL ENREGISTRE L'AUTRE PENDANT 3 HEURES



le magnétoscope  
THOMSON  
est immédiatement disponible

Ce nouveau système vidéo-cassettes-couleurs est conçu pour que vous ne ratiez plus un seul film, un seul match sportif, aucun grand moment de la télévision.

Car non seulement il enregistre une émission pendant que vous en regardez une autre, mais il se mettra en marche et s'arrêtera automatiquement pendant votre absence. Ainsi, c'est vous qui décidez de l'horaire de vos programmes favoris.

Ses nouvelles cassettes couleurs, que vous pourrez ré-utiliser à votre gré, ont été mises au point pour 3 heures d'enregistrement.

La cassette de 3 heures ne coûte que 158 F...

Possibilités de crédit et de crédit-bail.

Venez découvrir cette nouveauté mondiale

### Mazzanti Sa

audio-vidéo

Vidéo, Hi-Fi, Radio,  
Magnétophones Télévisions...

30 bis, Route de la Reine,  
92100 BOULOGNE  
(Porte de St-Cloud)

Tél. : 605.72.72  
604.35.22

Pour recevoir un prospectus catalogue couleur  
découpez et envoyez à Mazzanti Sa, 30 bis  
Route de la Reine, 92100 Boulogne  
NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

### Bretagne

## Incidents à Brest où quinze mille personnes défilent pour protester contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff

Brest. — Environ douze mille personnes ont manifesté, samedi 23 septembre, à Brest, pour s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire à la pointe de la Bretagne (le Monde du 22 septembre). La manifestation qui s'est déroulée en bon ordre, devait dégénérer au moment de prendre fin. Quelques deux cents jeunes gens casqués, et munis de cocktails Molotov ont attaqué des bureaux de l'É.D.F. rue Jean-Jaurès. La police a riposté. L'affrontement a été violent. Il a pris fin pendant que quelques heures d'un véritable combat de rue.

### De notre correspondant

une arrière-cour d'où ils soulevèrent leur cible à un véritable bombardement. Atteint par des cocktails Molotov, un appartement prit feu et devait être sérieusement endommagé. Des débris de magasins ont également brûlé. Place de la Liberté, des arbutus d'un jardin situé devant l'hôtel de ville se sont enflammées.

appartenant à la majorité s'étaient joints au rassemblement. Un seul orateur prit la parole, M. Jean-Marie Kerloch, maire de Plogoff (Finistère), dont la commune a fait l'objet d'un avis favorable de la part du comité économique et social de Bretagne pour accueillir une centrale nucléaire. Le conseil régional de Bretagne doit examiner cette question à son tour. Lors de sa session qui commence lundi 25 septembre. Le maire de Plogoff qui semble ne se faire aucune illusion sur le sort de sa commune, a appelé cependant tous les Bretons à se mobiliser pour faire front aux intentions de l'É.D.F. En outre, pour simuler le danger atomique, les manifestants devaient s'allonger sur la chaussée pendant plusieurs minutes tandis que l'un des organisateurs donnait lecture du plan « RAD », un plan allemand en cas de catastrophe nucléaire. Le plan français contre les radiations atomiques (si toutefois il en existe un) n'a pas été rendu public.

### Corse

## Les insulaires rejettent les propositions ministérielles pour améliorer la desserte aérienne de l'île

Ajaccio. — Réuni à Ajaccio sous la présidence de M. François Giacobbi, sénateur et président du conseil régional (radical de gauche), le comité consultatif des lignes maritimes et aériennes de la Corse a réservé un accueil plutôt frais aux propositions de M. Joël Le Theule, ministre des transports. Ces propositions contenues dans une lettre de sept feuillets adressée aux assemblées régionales ont été lues aux séances de travail réunies au mois de juillet à Paris, Ajaccio et Bastia. Elles avaient pour but de traduire dans les faits les engagements pris par le président de la République dans son discours d'Ajaccio, le 8 juin 1978.

### De notre correspondant

matière de liaisons aériennes ils résistent de son insularité ». En conséquence, le comité a décidé de « surseoir à statuer dans l'attente de propositions nouvelles ».

de sa situation géographique, ne possédant ni chemin de fer, ni autoroute pour relier le continent. Les députés R.F.R. présent, MM. Jean Bossi, Pierre Pasquini et Jean-Paul de Rocca-Seira, ont confirmé qu'ils voteront contre le budget des transports, lorsqu'il viendra devant l'Assemblée nationale, s'il n'était pas fait droit aux légitimes demandes de la Corse.

M. Hianidin, contrôleur général au ministère des transports, qui représentait le ministre à la réunion du comité consultatif, n'a pu que prendre acte de l'avis qui veut que la Corse ne soit pas lésée par les propositions ne répondant pas à l'esprit qu'avait fait naître les déclarations du chef de l'Etat, non plus qu'aux besoins spécifiques de la Corse, tels qu'en

Sur la base des trois réunions préliminaires, M. Le Theule annonçait « l'alignement de la structure tarifaire applicable pour les relations avec la Corse sur la structure en vigueur dans les autres départements ». Le ministre proposait de réduire de 15 % avec la possibilité laissée aux assemblées d'en modifier l'application, quelques améliorations des horaires d'Air France et d'Air Inter et, enfin, la substitution d'une compagnie régionale — Europe Aéro-Service — aux compagnies nationales sur les lignes entre Nice et la Corse. Mais sur ce point, M. Le Theule proposait que la région prit à sa charge une partie du déficit évalué à 4 millions de francs par Europe Aéro-Service. Ce qui fut jugé inacceptable.

L'idée essentielle qui s'est dégagée de la réunion d'Ajaccio est que l'Etat ne considérât pas les lignes aériennes comme un service public, la Corse, en raison

### LE PRÉFET DE HAUTE-CORSE DÉNONCE L'ÉPIDÉMIE D'IMBÉCILLITÉ VIOLENTE

M. Yves-Jean Benezecque, préfet de la Haute-Corse, en a appelé, une fois encore, à la « raison de tous » après la série d'attentats anti-autonomistes perpétrés en Corse dans la nuit du 22 au samedi 23 septembre. A son avis, « nul ne peut s'empêcher longtemps la responsabilité, cependant réelle et effective, de laisser se propager cette épidémie d'imbecillité violente et aveugle ».

### Centre

## M. Pierre Sudreau annonce qu'il abandonnera la présidence du conseil régional

### De notre correspondant

Tours. — M. Pierre Sudreau, ancien ministre, député app. U.D.F., a annoncé au cours de la session du conseil régional du Centre qui vient de s'achever à Orléans qu'il se solliciterait pas le renouvellement de son mandat à la tête de cette assemblée. M. Sudreau a fait part de son amertume, s'interrogeant sur l'efficacité des institutions régionales : « Si une meilleure collaboration entre l'Etat et les régions peut être instaurée, nous aurions pu faire face avec encore plus d'efficacité à la terrible conjoncture que nous subissons, a-t-il expliqué. Il ne s'agit pas de réclamer un pouvoir régional ni d'ajouter un échelon supplémentaire à celui de l'Etat. Il s'agit simplement de soumettre une meilleure répartition des tâches entre les services parisiens et les responsables locaux. Quand donc nos dirigeants comprennent-ils que les administrations parisiennes ont encore pratiquement tous les pouvoirs et sont incapables de les exercer consciencieusement ? » Autre intervenant remarquable, M. Jean Boyer, maire de Tours et député (non insc.), qui a déclaré : « Nous nous tas-

sons d'une façon scandaleusement résignée dans le chômage ». Le maire de Tours a demandé notamment une régionalisation du Fonds spécial d'adaptation industrielle récemment créé.

Le préfet de région, M. Marcel Blanc, a rappelé que tout n'était pas négatif dans la région, précisant que sur les cinquante mille emplois créés en France depuis trois ans, neuf mille l'avaient été dans le Centre, dont le taux de chômage est inférieur à la moyenne nationale (4 % contre 5,3 %).

Ce ne fut pas l'avis des représentants de la C.F.D.T. et de la C.G.T., qui ont manifesté leur mécontentement en quittant la salle lors de la réunion du comité économique et social (CES) qui s'est déroulée quelques jours avant la session du conseil régional. D'autant plus que le président du comité, M. Louis Ferrin, avait occupé la parole au représentant de la C.F.D.T. qui entendait faire une déclaration à propos de la l'intervention de la police dans une usine en grève à Tours.

REGIS GUYOTAT.

arrefour  
geante  
le droit  
conversion  
PRIA

# EQUIPEMENT

## Le réveil de l'aménagement du territoire

(Suite de la première page.)

L'idée fondamentale de la nouvelle politique d'aménagement était de mettre un terme à ce monopole économique et culturel de la région parisienne en suscitant l'expansion et la répartition équilibrée de plusieurs métropoles régionales jouant, à leur niveau, un rôle comparable à celui que Paris assumait pratiquement à l'égard de l'ensemble du territoire national.

Cependant, cette opération ne pouvait être bénéfique que si le développement de ces métropoles régionales s'effectuait en complément et non au détriment de la région parisienne, celle-ci constituant le principal élément de la puissance économique française à l'égard de la compétition internationale.

Cette politique était donc nécessairement associée à un mouvement de croissance économique générale et d'expansion des activités et de l'emploi dont les gains seraient prioritairement orientés vers les régions autres que la région parisienne, afin de rétablir progressivement entre elles un équilibre satisfaisant.

### Des métastases du cancer

Il fallut rapidement prendre conscience que cette idée devait être nuancée en raison de la faiblesse des ressources démographiques dont pouvait disposer l'ensemble du pays. Ce n'est pas par hasard que dans d'autres pays européens, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, ainsi bien qu'en Belgique et aux Pays-Bas, des métropoles provinciales, se sont spontanément constituées

dont certaines atteignent ou dépassent un million d'habitants. C'est que la densité de la population de ces pays est largement supérieure à celle de la France : plus de deux fois et demi supérieure pour l'Allemagne et presque autant pour la Grande-Bretagne, double pour l'Italie, quadruple pour les Pays-Bas.

Il fut donc nécessaire de s'orienter vers une conception de

l'armature urbaine du pays qui soit adaptée aux conditions particulières résultant du sous-peuplement.

D'une part, l'importance des métropoles régionales résulterait moins du nombre de leurs habitants que de leur fonction décentralisatrice; d'autre part, loin de les laisser phagocyter spontanément la population de leur zone d'influence, on veillerait attentivement à maintenir et à renforcer le rôle des villes moyennes et des petites villes, centres et pivots de la vie d'un territoire que la faiblesse de sa population condamne à être et à demeurer de caractère rural pour la plus grande part de sa superficie.

La France n'est pas le seul pays dans lequel une grande partie de la population est concentrée dans la capitale. On constate ce phénomène aussi bien dans les pays industriellement développés — Londres, en Grande-Bretagne; Tokyo, au Japon — que dans les pays moins industrialisés — Vienne, Athènes.

Malgré, c'est, au sein des pays évolués, le seul qui ne puisse uti-

lement compenser cette concentration dans la capitale par d'autres concentrations urbaines suffisamment peuplées.

La concentration fut encore aggravée quand le gouvernement crut devoir donner un second à la création, autour de Paris, de villes dites satellites, à l'exemple de celles qui avaient été créées autour de Londres et dont il n'était pas difficile de prévoir, dès l'origine, que, comme à Londres ces prétendus satellites ne seraient que des détachements précurseurs d'un agglomération physique de la capitale, les métastases préparant l'extension du cancer.

Il importe peu, dès lors, de constater une diminution globale de la population domiciliée sur le territoire municipal de la capitale si les locaux abandonnés par l'habitant sont imés en bureaux ou vont travailler chaque jour une population logée dans les banlieues voisines. Certes, il était nécessaire d'équiper ces villages de banlieue, devenus, en quelques années, des villes

parmi les plus peuplées du pays mais dépourvus de tout établissement éducatif et hospitalier et, en général, des services correspondant à l'ampleur de leur population. Mais était-il indispensable d'y ajouter encore d'énormes villes nouvelles pourvue de tous ces services et qui, par conséquent, ne se justifient pas comme cités-dortoirs et comportent logiquement l'implantation sur place d'entreprises nou-

velles, créatrices d'emplois pour leur population sédentaire?

Comment a-t-on pu imaginer qu'il serait possible de créer de nombreux emplois dans les provinces pour susciter la décongestion de la région parisienne tout en créant aussi d'autres emplois pour animer les villes nouvelles de cette région, en confortant et en amplifiant, de ce fait, le phénomène de concentration centralisatrice?

### Un préfet sympathique et efficace

Dès 1962, il apparut qu'il y avait, en France, deux politiques juxtaposées et contradictoires d'aménagement du territoire : la politique d'aménagement du territoire national et la politique d'aménagement de la région parisienne conduite avec ardeur par un préfet sympathique et efficace.

Ces politiques n'étant pas compatibles, il fallait choisir. En dépit des avertissements répétés des organismes consultatifs qualifiés, aucun gouvernement ne s'est décidé à choisir, et les deux politiques ont continué à se heurter et à contrarier respectivement leurs effets.

A présent, la dépression que connaissent les pays occidentaux et qui paraît devoir encore s'aggraver sous le développement des régions à la stagnation tardive qu'elle conduit, la politique des villes nouvelles à l'échec. Faute d'avoir eu le courage de choisir, on risque de voir se cumuler les inconvénients des deux doctrines après en avoir détruit les avantages.

L'expérience a dégagé une évidence qui doit être constamment présente à l'esprit dès qu'on veut définir les principes et les lignes directrices d'une politique d'aménagement du territoire : du fait de la densité de sa population par rapport à sa superficie, le territoire français demeurera nécessairement un pays à prédominance rurale.

Toute conception de l'aménagement du territoire qui ne serait pas fondée sur cette constatation ne pourrait qu'errer dans les illusions. Elle aboutirait fatalement, en dépit des bonnes intentions, à concentrer l'aménagement et l'expansion sur des zones privilégiées et restreintes de ce territoire, en délaissant délibérément la plus grande surface.

C'est cette évidence qui, depuis l'origine, a été obstinément méconnue. On a tenté d'appliquer à l'aménagement de la France les principes et les modèles inspirés des pays voisins dont la vocation industrielle prédominante est la conséquence normale d'une conjugaison entre leurs disponibilités en ressources énergétiques et matérielles et leur densité démographique; alors qu'il y a lieu de définir pour la France une politique d'aménagement originale tenant compte, à la fois, de son indigence en ressources énergétiques et industrielles et de la faible densité de sa population.

On a considéré ce caractère

rural du territoire, non pas comme une donnée fondamentale, mais comme un problème technique d'application pratique prenant rang dans une politique générale, au même titre que les questions intéressant la voirie ou les chantiers navals.

Avec une superficie de 555 000 kilomètres carrés, la France est, de loin, le plus vaste territoire de la Communauté européenne. Il en est aussi le moins peuplé. Pour parvenir à combler ce retard, il faudrait imaginer que les autres pays accusent, pendant un siècle, un taux de dépopulation élevé égal à un taux de surpopulation également élevé de la France. C'est loin d'être le cas, le problème essentiel est à long terme, des pays européens et, d'une façon générale, des pays de la race blanche étant celui de l'effondrement démographique des pays privilégiés, déjà largement minoritaires devant la croissance démographique accélérée des pays indigents.

Cette situation démographique particulière doit donc être considérée comme définitive.

Dès à présent, sur les 36 394 communes du pays, 29 seulement comptent plus de 100 000 habitants, 23 746 ont moins de 2 000 habitants; mais, ce qui est plus caractéristique, 1 495 communes seulement comptent plus de 5 000 habitants. C'est dans cette catégorie restreinte que se trouvent chefs-lieux de cantons et bourgades, dont le rôle séculaire a toujours été de constituer les relais administratifs et les centres de services du milieu rural environnant.

Si au sein d'une aussi faible population, répartie sur un espace relativement large, se constituent des concentrations locales excessives ce ne peut être qu'aux dépens des autres zones, qui se dépeuplent jusqu'à perdre toute vitalité et toute possibilité de s'associer utilement à une politique de développement et d'expansion.

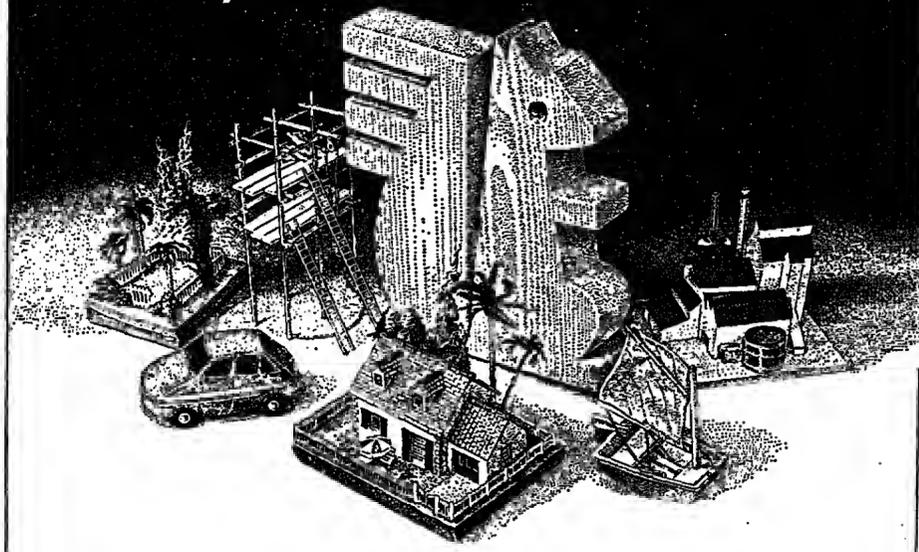
C'est le phénomène qui est en cours et auquel il faut remédier sous peine de constater l'échec définitif de la politique d'aménagement du territoire.

PHILIPPE LAMOUR.

### Prochain article :

PLEINS FEUX SUR L'AGRICULTURE

## UN PATRIMOINE, ÇA SE CONSTRUIT.



Si la fortune vient par chance ou par héritage, on est tenté de la dépenser. Parfois même, on la dilapide ! Pour ça, pas besoin de l'Ecureuil... Mais pour constituer et développer un patrimoine, alors là, l'Ecureuil

est utile ! Le patrimoine, c'est l'ambition légitime de millions de familles qui aspirent à "se partager la richesse de la France". Elles le peuvent, aujourd'hui, en sachant se servir de l'Ecureuil...

### Le premier pas

Un Français sur deux l'a déjà franchi : chaque titulaire d'un Livret de Caisse d'Epargne Ecureuil.

Le Livret A, aux intérêts totalement exonérés d'impôt, le Livret B, aux dépôts illimités, constituent une base d'épargne

souple, sûre, simple et qui rapporte. Ils servent à mieux gérer le budget, à mettre à l'abri les économies, à profiter de la rémunération la plus élevée pour de l'argent disponible.

### L'épargne pour emprunter ?

Vous souhaitez être propriétaire ? Commencez par épargner. Vous ne pouvez pas vous engager sur un montant d'épargne fixe ? Ouvrez un Livret d'Epargne-Logement. Vous l'alimentez comme vous le désirez, vous en retirez les sommes dont vous avez besoin, et les intérêts servis sont exonérés d'impôt. Au bout de 18 mois déjà, vous avez droit à un prêt à taux réduit.

Ou bien vos projets sont moins urgents, et vos revenus

réguliers ? Pensez au Plan d'Epargne-Logement. Alimentez-le régulièrement pendant 4 ans. Les intérêts que vous percevez, puis la prime que vous recevrez à la fin du Plan sont également exonérés d'impôt.

Vous pourrez alors obtenir les prêts nécessaires à l'achat, la construction ou l'aménagement de votre résidence principale, pour des montants et à des taux qui vous surprendront agréablement.

### Comment développer un patrimoine ?

L'une des solutions, vous la connaissez déjà : c'est précisément le Plan d'Epargne-Logement de la Caisse d'Epargne Ecureuil. Que vous empruntiez ou non, il constitue un investissement sûr et rémunérateur. Mais il y en a bien d'autres...

Si vous arrivez à ce moment de la vie où vous ne dépensez plus l'intégralité de vos revenus, si vous cherchez une rentabilité élevée qui vous prépare un avenir sans inquiétude, intéressez-vous à l'Ecureuil. Il a des Bons d'Epargne discrets et souples (ils sont remboursables à vue). Il a aussi les SICAV

qui vous ouvrent les portes de la Bourse dans les meilleures conditions d'arbitrage.

Et pour traiter votre cas personnel, l'Ecureuil met à votre disposition ses Conseillers en Epargne. Ils sont non seulement compétents mais impartiaux : les Caisses d'Epargne sont en effet des organismes sans but lucratif. L'avis d'un Conseiller en Epargne ne servira que votre intérêt. De la gestion de votre budget à la constitution de votre patrimoine, il n'y a qu'un pas. La Caisse d'Epargne Ecureuil vous aide à le franchir.

**Caisse d'Epargne**  
Sachez vous en servir

DANS LE MÊME NUMÉRO DU NOUVEL **observateur** Banquiers: comment ils exercent leur pouvoir La suite de notre grande enquête

Depuis 24 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc... En Vente Partout 2 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

vous êtes BACHELIER vous souhaitez vous orienter vers la **GESTION D'ENTREPRISE** ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901). recrute sa nouvelle promotion **FORMATION EN 3 ANS** alternant Stages en Entreprise et à l'Étranger - Etudes à l'Institut avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps enseignant issu de l'entreprise et à un matériel pédagogique adapté. **SESSION D'ADMISSION :** 3 Octobre 1978 Information à l'IPAG - Mme PRIEUR 184, Boulevard Saint Germain 75006 Paris Téléphone 222 09 55

صكنا من الاجل

AFFAIRES

Les embarras de M. Giraud Mission impossible

M. Giraud a eu bien du mal, dimanche soir, à expliquer aux journalistes du Club de la presse d'Europe la signification de la restructuration de la sidérurgie française que vient de décider le gouvernement...

perché, sans coordination gouvernementale préalable. Cette coordination est d'ailleurs doublement commencée. C'est elle qui a permis, sous l'autorité du premier ministre et avec l'accord de MM. Monory et Giraud, d'organiser la réduction de dettes des firmes sidérurgiques et la nouvelle répartition du capital dans les forges françaises...

Alors, qui va tenir le loi dans les nouvelles assemblées, si ce n'est pas la puissance publique; les maîtres de forges? Evidemment non, reprend M. Giraud, ce sera l'Etat. On ne veut pas le cacher...

A vouloir prouver que la restructuration de la sidérurgie est une grande affaire nationale, mais pas celle de l'Etat, et plus celle des maîtres de forges, M. Giraud n'a pu convaincre personne. Mission impossible. Il s'est mieux valu pour le ministre énoncer tout simplement les faits: à savoir que la prise en main du dossier de l'acier par les pouvoirs publics est la seule façon pour l'Etat, ses institutions financières et ses banques nationales d'éviter l'aggravation anarchique du dépeuplement sidérurgique en Lorraine et dans le Nord...

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE : on a remis les sociétés sidérurgiques à leurs créanciers.

M. André Giraud, ministre de l'Industrie, a expliqué dimanche soir au Club de la presse d'Europe à la portée et la signification du plan acier qui, selon lui, se traduira pas par une nationalisation, mais par « une prise de contrôle par l'Etat ».

Il faut féliciter le directeur du Trésor, a ajouté M. Giraud, qui a mené une négociation extrêmement difficile pour obtenir, premièrement, des sacrifices des créanciers bancaires pour la reconstitution du capital des sociétés sidérurgiques et, deuxièmement, l'appui par les actionnaires d'une partie des intérêts qui n'avaient rien à voir avec les sociétés sidérurgiques et étaient en perte (...). Jusqu'au dernier moment, des conversations très difficiles ont été menées pour qu'une partie de la propriété du groupe Vallourec soit apportée par les actionnaires, a ainsi déclaré M. Giraud, et qui est prospère.

SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON RENFORCE SA STRUCTURE DE MANÈGEMENT

Après avoir augmenté son capital par appel à l'épargne pour la première fois depuis 1976, le groupe Saint-Gobain - Pont-A-Mousson a élargi le bassin de recrutement des cadres et a renforcé sa direction. Les liaisons entre la holding et les filiales seront renforcées afin de rétablir l'unité de commandement nécessaire à un moment où il convient de rendre bénéficiaires les activités métropolitaines, à l'image des filiales étrangères.

Afin de dynamiser la gestion, renforcer le contrôle du groupe et sa cohérence, outre la nomination de M. Jacques Beigbeder comme directeur général, cinq directeurs généraux adjoints ont été nommés: M. Mer (politique industrielle), M. Casse (recherche), M. Faust (communication), M. Degeos (affaires juridiques). Pour assurer davantage d'homogénéité et qu'aucun échelon ne soit délaissé, les filiales et le résultat, la classification en six départements axés sur les marchés est remplacée par une répartition des activités en dix branches, correspondant chacune à un métier: vitrage, fibre, verre creux, amiante-ciment-bois, ciment, mécanique, papier rétractaire, entreprises, commerce.

Cette réorganisation, la première depuis huit ans, a pour objet, en outre, de réguler l'ensemble des problèmes de succession, coopant court à l'agitation de conseil. M. Roger Martin, président qui prend ses retraites dans deux ans, sera remplacé, on le sait, par M. Roger Faroux, actuellement administrateur-directeur général. MM. Cousin (communication et mécanique) et M. Van den Berg (recherche), se retireront dans le courant de 1979 pour laisser la place à MM. Refte et Mécet.

MONNAIES

Le F.M.I. va créer 176 milliards de francs de liquidités supplémentaires

(Suite de la première page.)

Les deux plus importantes décisions à l'ordre du jour de la présente session, portent donc sur la création de moyens de paiements internationaux supplémentaires et sur l'augmentation des ressources financières à la disposition du F.M.I. On pourrait, à première vue, s'étonner, étant donné le nouvel et considérable accroissement de ce qu'il est convenu d'appeler les « liquidités » internationales, auquel le dernier rapport du F.M.I. (Le Monde de l'économie - du 19 septembre) consacre ses larges développements. Etant donné aussi que le récent relèvement des quotas versés par les Etats membres — entré en vigueur le 30 avril dernier — a porté le total des avoirs du F.M.I. de quelque 29 milliards de D.T.S. à quelque 38 milliards, soit l'équivalent de près de 50 milliards de dollars.

La liquidité du F.M.I.

Quels mobiles ont poussé M. de Larosière à proposer cette double décision? La situation du F.M.I., pour s'être considérablement renforcée depuis cinq mois — elle en avait un besoin urgent — n'est pas aussi brillante que le lecteur des chiffres cités pourrait le laisser entendre. La « liquidité » — au singulier — du F.M.I., qui conditionne sa capacité à accorder de nouveaux prêts aux pays membres qui lui en font la demande, est, par définition, limitée à ses avoirs en devises effectivement utilisables dans les règlements internationaux (pour être encore plus précis: les devises dont ont besoin les pays débiteurs).

Peu importe, par exemple, du point de vue de la liquidité du F.M.I., que ses avoirs en roubles indiennes viennent aussi d'être augmentés en vertu du relèvement général des quotas et donc de celui de l'Inde aussi: la rouble est une monnaie non convertible, c'est-à-dire qu'elle peut être seulement utilisée pour acheter des marchandises en Inde, mais non pour acquérir d'autres devises. Le F.M.I. n'eura jamais à consentir des crédits en roubles, ni en sols du Pérou, ni en birs d'Ethiopie ni en pesos du Chili, ni en bahts de Thaïlande, etc. Tous les pays dont les monnaies ne servent qu'à des règlements intérieurs, et qui sont éventuellement amenés à être des emprunteurs, mais jamais des prêteurs (le F.M.I. ne leur jamais prêter les monnaies de certains de ses membres à d'autres membres). On se ferait encore une idée grossièrement erronée de la liquidité du F.M.I., en se contentant de décompter

les monnaies théoriquement « transférables », dont le total représente environ 15 milliards de D.T.S. Il est clair que la monnaie d'un pays comme le France, qui vient tout juste de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements, n'est que modérément « transférable » (rare sont les pays qui connaissent un déficit important dans leurs échanges avec le France). A plus forte raison, les devises, fussent-elles convertibles, de pays dont la balance des paiements est encore en rouge, ne sont pas utilisables par le F.M.I. (le couronne suédoise, pour donner un exemple). En définitive, les ressources effectivement disponibles représentent entre 5 et 6 milliards de D.T.S. tout au plus, y compris — faut-il le préciser — le dollar, en dépit du fait que les Etats-Unis sont déficitaires (mais le dollar reste monnaie de règlement).

Autrement dit le F.M.I., en ce qui il devrait faire face à un gros tirage, devrait probablement s'adresser une fois de plus à ses bailleurs de fonds habituels du groupe des D.T.S. Dans un communiqué conjoint américain-allemand de mars dernier, il était annoncé que les Etats-Unis pourraient tirer sur le fonds, si cela apparaissait nécessaire pour le défense du dollar. Ils disposent d'une confortable position de réserve auprès de cette institution, qui leur permettrait d'obtenir un crédit inconditionnel de quelque 4 milliards de dollars. Cependant il est, à son probable — sauf développement imprévu, que Washington formule une demande en sens. Une des raisons de cette abstention est que cela mettrait le Fonds dans une position difficile.

Selon l'expression de M. de Larosière, il est d'autant plus nécessaire que le F.M.I. reconstitue ses fonds propres qu'il a été épuisé, depuis le crise de 1974-1975, à s'endetter — notamment et surtout auprès des pays pétroliers, — pour se procurer des ressources exceptionnelles destinées à financer des crédits, également exceptionnels, ouverts aux pays membres dans le cadre des « facilités pétrolières », qui devaient, au cours des prochains mois, être relayées par le « facilité Wittveit » (du nom du précédent directeur général du Fonds). Le dette du F.M.I. a été élargi de 45 et 6,3 milliards de dollars et les premières échéances tombent en 1981. On n'avait plus créé de D.T.S. depuis la première allocation triennale de années 1970-1972 qui avait coïncidé avec une formidable explosion de « liquidités internationales », due aux achats massifs de dollars effectués, au début de cette décennie, par les

banques centrales d'Europe et du Japon. Les interventions encore plus considérables que les banques centrales d'Allemagne fédérale, de Suisse, du Japon... ont faites sur le marché des changes, en 1977 et dans les premiers mois de 1978, ont eu des effets monétaires identiques. Mais le Fonds, gardien de la stabilité, n'en a pas moins décidé de proposer l'émission de 12 milliards de D.T.S. nouveaux pendant le période 1979-1981 (au lieu de 10 milliards lors de la première allocation). Le comité intermédiaire a accepté cette proposition, sans qu'aucun participant n'émette, semble-t-il, de réserve, bien que, à la réunion de Mexico en avril dernier, le R.F.A. et, dans une moindre mesure, le France et les Etats-Unis aient encore soulevé des objections. Une partie des D.T.S. nouveaux serviront à financer l'augmentation de 50 % des quotas, puisque il est entendu que chaque pays devra verser en D.T.S. (ou équivalentement en devises — le quart de sa nouvelle contribution).

Un panier de devises

Le caractère inflationniste de la double opération décidée ne fait ainsi aucun doute, mais le sentiment général a bien été traduit par cette remarque du chancelier de l'Echiquier: « Après tout, les D.T.S. supplémentaires ne représenteront que 7 % ou à peu près des réserves existantes. » A l'occasion de la conférence de presse qu'il présidait avec M. Dennis Hesley, M. de Larosière — dont les débuts ont fait bonne impression — a justifié l'allocation de D.T.S. par des arguments à la fois juridiques (« Aux termes des statuts du Fonds, les D.T.S. doivent permettre de satisfaire les besoins de liquidité à long terme », a-t-il rappelé en insistant sur l'expression « à long terme ») et économiques (« Le leçon dont sont créées actuellement les réserves — déficit américain et em-

prunt auprès des banques sur le marché international — n'est pas le meilleur qui soit »). Les raisons évoquées ressortissent à l'idéologie qui inspire l'action du Fonds. Cependant le D.T.S. n'est qu'un panier de devises. En émettant des D.T.S., on ne fait pas autre chose que mettre en circulation des dollars, des deutschemarks, des francs français, des livres sterling, des yens, etc. (mais non des francs suisses, puisque la Suisse n'a pas adhéré au F.M.I.).

L'Arabie Saoudite administrateur permanent

Pour rendre plus étonnante la détermination de D.T.S. — composée de 30 % de dollars, — il a été convenu que le taux d'intérêt des D.T.S. ne soit assorti d'aucun surcoût et qu'il soit égal à 30 %, après utilisation (reconstitution qui équivaut un peu à une sorte de remboursement partiel) serait réduite de moitié (à 15 %).

Parmi les autres déclarations, notons que l'augmentation de moitié des quotas au F.M.I. sera uniforme pour tous les membres, à l'exception de ceux d'entre eux, presque tous des pays pétroliers (dont l'Arabie Saoudite). Les onze autres membres recevront leurs quotas s'accroître plus que proportionnellement les revanches ceux de Taiwan et du Cambodge n'augmenteront pas. De même l'Arabie Saoudite va obtenir un siège à part entière dans le conseil d'administration du F.M.I., composé jusqu'ici de vingt membres, dont cinq seulement représentant des pays à titre individuel (France, Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon). Le conseil comprendra désormais vingt et un membres pour faire place au représentant du pays qui est devenu le principal trésorier de l'organisation.

PAUL FABRA.

ÉTRANGER

ALLEMAGNE FEDERALE

Le gouvernement ouest-allemand envisage d'utiliser une partie de ses réserves de change (37 milliards de DM, soit 191 milliards de francs) pour constituer des stocks de matières premières, rapporte le journal ouest-allemand General Anzeiger. Ce quotidien écrit que le ministre des affaires étrangères est arrivé à la conclusion qu'en cas d'interruption des approvisionnements la République fédérale manquerait de matières premières importantes en quelques semaines à peine. Le ministre aurait

dressé une liste de vingt matières premières indispensables.

PORTUGAL

La balance commerciale du Portugal a enregistré un déficit de 64,5 milliards d'escudos (1,45 milliards de francs) au cours des six premiers mois de 1978, indique l'Institut national de statistiques. En valeur et par rapport aux mêmes périodes de 1977 et 1976, ce déficit est en augmentation respectivement de 45 et 130 %. Les importations portugaises ont augmenté de 60 % en volume et de 110 % en valeur entre les premiers semestres de 1976 et de 1978. — (A.P.P.)

50ème anniversaire POUR ADULTES - ÉTUDE DE L'ANGLAIS Promotion personnelle ou Formation permanente COURS INTENSIFS \* 3 ou 4 semaines ÉTUDE APPROFONDIE\* 1 à 3 trimestres \* avec laboratoires de langues OSFB GROSBY HOUSE SCHOOL en GRANDE-BRETAGNE à BOURNEMOUTH Ecole reconnue «EFFICIENT» par le Ministère anglais de l'Éducation ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-48

Syndicat National des Installateurs en Télécommunications parce qu'un service public ne peut pas rendre tous les services.

Les Installateurs en Télécommunications, dont le professionnalisme est garanti par le label "S.N.I.T." (syndicat représentatif de la profession) sauront par une étude personnalisée concevoir, installer et entretenir le réseau "dimensionné" de votre Entreprise, faisant appel aux techniques de pointe de l'Electronique, utilisant des matériels temporels ou spatiaux. Chaque Entreprise, selon son secteur d'activité, sa taille, son implantation géographique, est confrontée à des besoins spécifiques en matière de Télécommunications internes et externes. La sophistication extrême de ces installations implique un service de maintenance rigoureux que seuls les installateurs peuvent assurer, conscients des conséquences graves qu'entraînerait la défaillance d'une installation. C'est pourquoi les Installateurs qui assurent 90 % des installations complexes au niveau national, avec le concours de leurs 15 000 salariés, restent plus que jamais des partenaires indispensables dans les Télécommunications. C'est aussi pourquoi plus de 350 000 entreprises ont déjà fait appel aux Installateurs, dont la vocation est de parfaire et de mettre en œuvre les techniques des Télécommunications. Les besoins quantitatifs et qualitatifs d'une Entreprise pour qui la communication est vitale, ne sont pas ceux d'un simple usager dépendant d'un Service Public. TÉL. 727.97.49 5 RUE HAMELIN 75116 PARIS



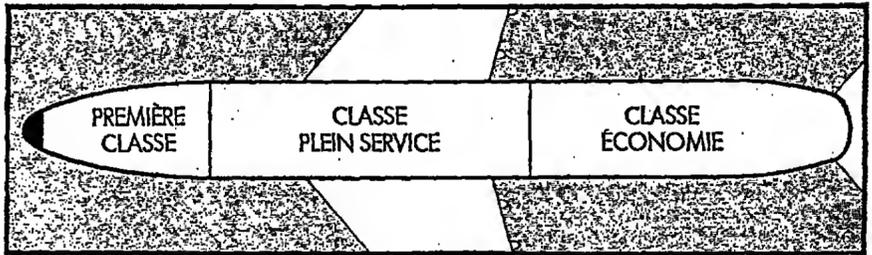
# TWA réserve à ses passagers plein tarif une classe à part.

## La nouvelle classe "Plein Service"

Le nombre sans cesse croissant de voyageurs aériens sur l'Atlantique nous a amenés à créer un service exclusivement réservé à nos passagers plein tarif, intermédiaire entre la première classe et la classe économie.

Appelé "Plein Service", il sera inauguré le 15 octobre prochain.

En votre qualité de passager plein tarif, vous pourrez profiter de ce nouveau service en précisant tout simplement à votre agent de voyages de réserver désormais votre place sur TWA.



Une cabine spéciale sur l'avion : nous avons aménagé une cabine Plein Service séparée sur nos appareils pour assurer un vol plus calme et plus confortable.



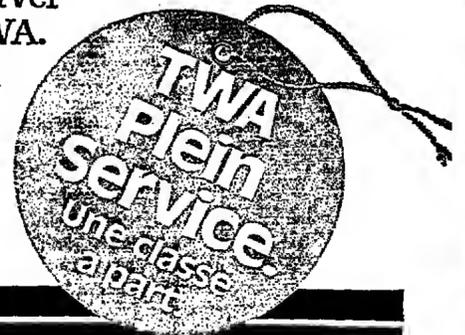
Des comptoirs d'enregistrement spéciaux : votre billet plein tarif vous donne l'accès à des comptoirs qui vous sont exclusivement réservés pour l'enregistrement. Vous y recevrez votre carte d'embarquement et choisirez en même temps votre siège si vous ne l'avez pas retenu précédemment. Avec TWA, vous n'aurez pas à faire la queue une deuxième fois dans la salle de départ.



Un service prioritaire à bord : boissons et repas vous seront servis en priorité et vous bénéficierez d'un choix de repas plus étendu.



Le choix de votre siège à l'avance : vous éviterez de vous bousculer à l'aéroport pour obtenir la place que vous préférez. Nous pouvons confirmer à votre agent de voyages le siège de votre choix, pour l'aller comme le retour, 28 jours à l'avance. Il vous suffit de le demander au moment de votre réservation.



### TWA No.1 sur l'Atlantique

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

صكنا من الامل

صحة من الاجل

SOCIAL

Le financement de l'assurance-chômage

Selon la C.G.C., l'Etat accorderait un prêt d'un milliard de francs à l'UNEDIC

M. André Bergeron a vivement critiqué, samedi 23 septembre, à Cîteaux (Creuse) l'intention du C.N.F.P. de s'opposer, lors de la réunion, mercredi prochain, du conseil d'administration... de l'UNEDIC, à toute augmentation de la cotisation d'assurance-chômage versée aux ASSÉDIC (le Monde du 21 septembre). Le secrétaire général de F.O., qui a mis le patronat en garde contre la « tentation de jouer trop longtemps avec le feu », estime, pour sa part, que « l'équilibre financier de l'assurance-chômage est très préoccupant » et qu'une rupture de trésorerie de l'UNEDIC se produira vers la mi-janvier si une solution n'est pas rapidement trouvée.

A Rouen LES ANARCHO-SYNDICALISTES : comment sortir du bla-bla-bla ?

De notre correspondant.) Rouen. — « On est en train de parler, de parler, de parler, et pendant ce temps-là les caissières de supermarchés gagnent 1 500 balles par mois. Alors, moi, je voudrais bien qu'on parle un peu de notre action concrète, que l'on jette les jalons d'un travail qui appréhenderait la réalité sociale... » La conférence nationale anarchosyndicaliste réunie les 24 et 25 septembre à Rouen, a d'abord eu à débiter l'indigestion croissante des considérations syndicalistes rétrogrades et politiques et a passé en revue les récentes « actions répressives dont ont été victimes les camarades libertaires ». Mais, au second jour, le temps presse d'aboutir. Alors les échanges deviennent plus vifs. Chacun, ici, est le représentant d'un groupuscule souvent cohérent mais peu enclin à l'ouverture, en contact avec les autres. Part-il mettre en place « des superstructures nationales susceptibles d'éclairer le mouvement, aujourd'hui numériquement bien faible » ? La question ne rencontre, seulement au niveau local et sensible d'abord les « libertaires » ? La question ne sera pas résolue, malgré l'urgence du travail collectif, affirmé par beaucoup. Certains le disent : « Il faudrait sortir du bla-bla-bla », se demander « pourquoi la classe ouvrière est absente de nos discussions ici ». Mais les scores idéologiques, les références aux grands ancêtres, sont encore trop pesantes.

En raison de la grève des hôtesses et stewards

PERTURBATIONS DANS LES VOLS D'AIR FRANCE LES 27 ET 28 SEPTEMBRE

Les hôtesses et les stewards d'Air France cesseront le travail les mercredi 27 et jeudi 28 septembre. Dans un communiqué, la direction de la compagnie nationale précise qu'« elle ne sera en mesure d'assurer, au cours de ces deux jours, qu'une partie de ses vols, parmi lesquels tous les vols Concorde et certains autres, particulièrement long-courriers ». Le Syndicat national du personnel d'aviation commercial (S.N.P.A.C.) estime dans un communiqué que « du fait des sous-effectifs chroniques, la qualité du service, à laquelle la direction paraît être attachée, est fortement remise en cause sur les avions ». A son avis, « la direction d'Air France fait subir au personnel national des conditions de plus en plus épuisantes. Elle se refuse à effectuer les embauches indispensables ».

Incidents entre grévistes et non-grévistes. — Trois ouvriers en grève de la Société Castel Frères de Thiais (Val-de-Marne) ont été blessés, vendredi 22 septembre, lors de heurts entre employés intérimaires et grévistes.

Un drapeau aux Mânes de l'Alsace, touché à l'arrière du couloir, a été admis à l'hôpital. Les grévistes, qui protestent contre une augmentation de salaire (4%) jugée insuffisante, ont tenté de s'opposer à la présence de quinze intérimaires em-

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., Yen (100), DM, Florin, P.F. (100), F.S., £ (1 000), Z.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: DM, F.S., Florin, P.F. (100), F.S., £ (1 000), Fr. franc. Rows show interest rates for various currencies.

VIENT DE PARAITRE FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète Paris 17<sup>e</sup> L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS ETRANGERS 200 pages - 21 x 27 - 49 F. franco

DANS LE MEME NUMERO DU NOUVEL observateur Banquiers: comment ils exercent leur pouvoir La suite de notre grande enquête

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI L'EXPERIENCE L'AVIS D'UN SPECIALISTE DES SYMPTOMES DES SOLUTIONS LA DIFFERENCE EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. LES BUREAUX que vous recherchez

TURBOS BERLIET. LES CHAMPIONS 78 DE L'ECONOMIE. turbo economie test TR 280 TR 305 TR 350 Berliet Renault Vehicules Industriels

# SOCIAL

## Le mystère des « équivalences »

Bernard, Diane et Catherine: de quarante-trois à cinquante-sept heures de travail, rémunérées quarante

M. Boullin, ministre du travail, a annoncé le 6 septembre: « Au cas où les négociations (sur la durée du travail) n'aboutiraient pas d'ici à la fin de l'année, le gouvernement prendrait unilatéralement les mesures législatives nécessaires, en réduisant la durée maximale du travail mais aussi les équivalences... » Un terme bien compliqué.

Bernard, Diane, Catharina, souvent sans le savoir, ont participé de ces salariés qui ont dit soumis au régime des équivalences: ils travaillent de quarante-trois à cinquante-sept heures avec une rémunération basée sur quarante heures. Bernard est coiffeur en titre dans un grand salon parisien. Il travaille théoriquement de 9 h. 30 à 18 h. 30, du lundi au vendredi. En pratique, il commence à 10 heures et termine à 19 heures. Bernard se dit « responsable » et organise lui-même sa journée: il se doit à ses clients. Selon le nombre de celles-ci, il lui arrive souvent de ne pas déjeuner, ou de ne « prendre » pour le repas, que trente minutes au lieu de l'heure réglementaire.

Dans ce même salon, Diane est « shampooineuse-permanenteuse », c'est-à-dire au bas de l'échelle des salaires. Sa journée de travail va de 9 h. 30 à 18 heures. Diane a rarement le temps de déjeuner, puisque les clientes qui travaillent dans le quartier viennent se faire coiffer à ce moment-là.

Catharina, elle, est vendeuse au commerce. Elle travaille de 9 heures à 18 h. 30 et ne prend parfois que la moitié de son heure réglementaire pour déjeuner, compte tenu du nombre de clients à servir. Elle n'a qu'un seul jour de congé: la dimanche. Son autre jour de repos hebdomadaire a été supprimé pour manque de personnel.

Si Catharina convient volontiers qu'il y a moins d'affluence le matin dans le magasin, elle n'est jamais inoccupée puisqu'elle est chargée, avec ses collègues, de nettoyer et de faire les rangements nécessaires. Bernard, Diane, travaillent quarante-trois heures trente par semaine. Catharina, en attendant qu'elle accomplisse cinquante-sept heures de travail hebdomadaire. Tous trois sont rémunérés sur la base de quarante heures par semaine.

**Quarante ans après...** Ce régime, dit des équivalences, a été institué par des décrets d'application de la loi du 21 juin 1936, qui font équivaloir une durée de présence supérieure à quarante heures, à quarante heures de travail effectif, compte tenu des moments d'inactivité de la journée.

Enfin, la tendance actuelle est de rechercher dans un cadre de libres discussions des salaires, par des accords collectifs, la solution adaptée à la situation particulière de chaque branche.

Ainsi les chaînes de grands hôtels, tels que l'ambassadeur, la Concordia-Aléxia, la Meridien appliquant maintenant des conventions collectives qui les assujettissent au régime de la semaine de quarante heures. Toutefois, la suppression totale des équivalences n'a pas été retenue par le gouvernement dans la mesure où, selon les premiers calculs, elle aggraverait les coûts de certaines entreprises (hôtels, restaurants, coiffeurs) et provoquerait, si les pouvoirs publics refusaient de créer un système de compensation, des hausses de 3 à 14 % sur les prix.

Une modification très minime des équivalences serait simplement retenue. Elle consisterait à réduire d'une heure la présence là où elle dépasse cinquante heures. Une mesure aussi timide n'aurait presque aucun effet sur l'emploi, et les conditions de travail des intéressés.

J. P. . . <sup>(1)</sup> Sauf pour le personnel des hôtels, cafés et restaurants qui doit être payé sur la base de quarante-cinq heures.

## Espoir chez Terrin

LE PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ DES ATELIERS DE LA MEDITERRANÉE VOTE LA REPRISE DU TRAVAIL

(De notre correspondant.) Marseille. — Par 266 voix pour, 96 contre et 1 bulletin nul, le personnel de la Société des Ateliers de la Méditerranée (S.A.M.) et de ses filiales (SOMERCA, OLIVA et les salariés travaillant sur un chantier à Marcoule) s'est prononcé, ce lundi 25 septembre, pour la reprise du travail qui sera effective dans la matinée du 26 septembre, suivant ainsi l'exemple qui lui avait été donné, vendredi dernier, par les salariés de Sud-Marine. Ainsi, tout le secteur industriel de Terrin cesse la grève.

Cependant, la section syndicale C.G.T. de l'entreprise, après la reprise du travail aux clauses suspensives suivantes: ouverture immédiate de négociations pour le maintien de l'emploi du personnel de la Société Oliva; fixation d'un calendrier pour une négociation entre les représentants des ministères, des employeurs, des organisations syndicales et des personnels intéressés par le redémarrage du secteur de la réparation navale.

**Hausses des salaires de 3 %** pour les sidérurgistes de l'Est. Cette majoration intervient à compter du 1<sup>er</sup> septembre, à la suite d'une réunion paritaire tenue entre la direction de l'Assimiler et les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C. Elle porte à 6 % l'augmentation des rémunérations depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Le porte-parole de la direction a indiqué que la modicité de cette augmentation découle de « la situation de crise que traverse actuellement la sidérurgie ».

**La C.N.P.F. proteste** contre la décision du gouvernement d'avancer de dix jours le paiement des cotisations de Sécurité sociale pour les entreprises de plus de quatre cents salariés. Au moment même où les difficultés économiques exigent un allègement des charges des entreprises, cette mesure va représenter, au contraire, un alourdissement de leurs charges de plus de 2 milliards de francs.

**M. Georges Ségué**, secrétaire général de la C.G.T., a répondu vendredi 22 septembre à la lettre que lui avaient adressé les sections de Bretagne de trois syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T. et F.O.) à propos des incidents consécutifs au conflit de la Société paritaire de l'ingénierie indéterminable (S.P.I.), à Rennes (le Monde du 21 septembre). Un communiqué de l'union départementale C.G.T. avait mis en cause deux journalistes rennais et publié l'adresse de l'un d'eux, « nous ne saurions évidemment approuver cela », écrit M. Georges Ségué, qui observe cependant: « L'implication régionale et nationale qui a été donnée à l'incident du 11 septembre contraste singulièrement avec le mutisme des moyens d'information que vous représentez envers ce qui se passe quotidiennement chez Citroën, à Rennes, où un patronat rétrograde viole le droit syndical, bafoue la dignité des hommes... »

## ÉNERGIE

L'AGENCE INTERNATIONALE DEMANDE UNE RELANCE DE LA PRODUCTION DU CHARBON

Les pays membres de l'O.C.D.E. doivent accroître rapidement leur production de charbon. Telle est la principale conclusion de la réunion d'automne du conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), qui s'est tenue les 21 et 22 septembre à Paris. Il serait souhaitable, selon les experts de l'A.I.E., que la production des pays de l'Agence double d'ici à 1985. « Il faut surmonter les crises dues à l'environnement, aux transports et au coût d'extraction élevés dans certains pays », a déclaré le 22 septembre M. Niels Ersoell, sous-secrétaire danois aux affaires économiques étrangères, qui préside le conseil de l'Agence. Une étude de l'A.I.E. sur les perspectives du charbon sera publiée au printemps 1979.

L'A.I.E. a constaté, par ailleurs, « le retard considérable » dans l'exécution des programmes nucléaires des différents pays, notamment en raison des problèmes d'évacuation des déchets radioactifs.

**La seconde tranche de la centrale nucléaire du Bugey (Ain)** a été raccordée au réseau dans la soirée du 21 septembre. La première tranche de cette centrale, qui comportera quatre réacteurs de 900 mégawatts, avait été mise en service le 10 mai dernier.

## FISCALITÉ

Les équipements utilisés par les motocyclistes (casques, bottes, combinaisons de cuir) sont passibles de la T.V.A. au taux normal (17,6 %), précise le ministre du budget, qui souligne que ces équipements ne sont nullement assimilés à des accessoires de luxe.

Les résultats attendus après amortissements, provisions et impôts, les plus-values de cession étant exclues. En comparant, pour le premier semestre 1978, un profit de change de 1,10 milliard de francs et une perte de change de 0,8 milliard de francs au 30 juin 1977.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE BABCOCK FIVES FIVES-CAIL BABCOCK prend une participation majoritaire chez PIERRE GUÉRIN S.A.

Les négociations engagées avec M. Pierre Guérin, fondateur et animateur de Pierre Guérin S.A., ont abouti le 19 septembre à la conclusion d'un accord aux termes duquel Fives-Cail Babcock prend le contrôle de Pierre Guérin S.A. Cette entreprise, implantée à l'origine à Mauzé (Deux-Sèvres) où se situe toujours son siège social, s'est développée ensuite en créant une usine importante à Niort. Elle emploie quatre cents personnes environ; elle est spécialisée dans l'étude et la fourniture d'appareils en acier inoxydable et elle constitue à l'heure actuelle un des premiers fournisseurs français d'installations automatisées pour les industries agro-alimentaires. Le traitement du lait et fabrication de ses dérivés, viatication, production de jus de fruits, etc., et pour les industries pharmaceutiques et des parfums. Son chiffre d'affaires est de l'ordre de 80 millions de francs, dont près de 40 % proviennent des ventes sur les marchés étrangers.

M. Guérin reste attaché à la maison qu'il a créée et lui maintient son concours. De son côté, Fives-Cail Babcock apportera à Pierre Guérin S.A. une expertise financière solide, l'appui de ses moyens d'entreprise générale et l'assistance technique de ses centres de recherches.

Le groupe Babcock-Fives, premier constructeur mondial de turbines et qui dispose également d'un filiale spécialisée dans le froid industriel, complète ainsi sa gamme de produits destinés aux industries agro-alimentaires et affirme sa vocation dans ce domaine.

## BANQUE WORMS

L'assemblée générale ordinaire du 21 septembre a renouvelé l'autorisation donnée au conseil d'administration de procéder sur ses seules délibérations à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence de 500 millions de francs ou de la contrepartie de cette somme en monnaie étrangère, en grande partie utilisée, à l'assemblée du 13 mai 1978.

L'assemblée a, en outre, ratifié la nomination comme administrateur de M. Pierre Bazy, directeur général, qui, au cours de la séance du conseil du 13 avril dernier, avait été nommé en remplacement de M. Louis-Charles de Fouchier, décédé.

## GROUPE PARCOR

Le bénéfice net consolidé du premier semestre 1978 s'élève à 15,47 millions de francs contre 7,94 millions de francs en 1977, ce qui représente une augmentation de 95,3 %.

Ces résultats attendus après amortissements, provisions et impôts, les plus-values de cession étant exclues. En comparant, pour le premier semestre 1978, un profit de change de 1,10 milliard de francs et une perte de change de 0,8 milliard de francs au 30 juin 1977.

## LA C.F.E.M.

POUR SUITE SON EXPANSION EN ARABIE SAOUDITE

La Compagnie Française d'Entreprises Métalliques (C.F.E.M.) vient de signer un contrat avec la municipalité de Riyadh, pour la réalisation de 22 500 m<sup>2</sup> d'autopontons (ouvrages de franchissements de carrefours). Ce contrat, signé en association avec une entreprise saoudienne, représente pour la C.F.E.M. plus de 7 000 tonnes d'outillages métalliques.

Rappelons que la C.F.E.M. réalise actuellement en Arabie saoudite: — un hôtel de luxe de 360 chambres à Riyadh (sa entreprise générale et un groupement) dont l'ouverture est prévue courant 1979. — Un immeuble de 13 niveaux à usage de bureaux et commerces à Jeddah (38 500 m<sup>2</sup>, en entreprise générale) pour le compte de la Siba Laden Organization. Enfin C.F.E.M. va construire à Riyadh le siège social de la Société Al Hamidi Const. Est. (7 000 m<sup>2</sup>) dont les études sont en cours d'achèvement.

## ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE

TECHNIQUE ET CROISSANCE

Le domaine du Groupe Jean Lefebvre est la route et l'omnégement des sols. Des besoins de plus en plus étendus routes, aéroports, sols industriels, sites de stationnement, terrains de sports exigent des techniques bien adaptées. Associant étroitement la chimie à ces réalisations, le Groupe Jean Lefebvre est en mesure de répondre à ces besoins spécifiques.

Le chiffre d'affaires du Groupe Jean Lefebvre a doublé et son bénéfice net a quadruplé en cinq ans. Cette politique s'est traduite par une forte croissance du chiffre d'affaires: il est passé de 1 milliard en 1973 à plus de 2 milliards de francs en 1977.

Les actions nouvelles émises par l'Entreprise Jean Lefebvre donnent droit ou dividende sur tout l'exercice en cours (jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1978).

Société mère du Groupe, l'Entreprise Jean Lefebvre émet jusqu'au 18 octobre 1978 inclus, 120.450 actions nouvelles au prix unitaire de F.250, à raison d'une action nouvelle pour 3 anciennes (régime fiscal d'opération fiscale dans les conditions et limites prévues par la Loi N° 78-741 du 13 juillet 1978).

## COURS DE P

Table listing various financial indicators, stock prices, and market data. The table is partially obscured and contains numerical values and company names.

### emprunt 1978

# 1039%

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT

## CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

ÉMISSION À PARTIR DU 25 SEPTEMBRE CLÔTURE SANS PRÉAVIS

صكنا ف الامل

1500

FINANCIERS DES SOUS

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Index name and value. Includes indices for general market, French stocks, and foreign stocks.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index name and daily value.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Dollar rate and value.

LONDRES

La baisse se poursuit. Le marché est toujours orienté à la baisse, préoccupé par les problèmes sociaux, Repli des industriels, des pétroliers et intégrateurs des mines d'or.

Table with 3 columns: Value, Change, and Previous Close for London market.

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces éphémères hebdomadaires du 25 septembre 1978 publie notamment les inscriptions suivantes: Société française des pétroles S.F.P. - Emmission au pair et cotation des 5793 540 actions nouvelles de 50 F (5 pour 4) jouissance du 1er janvier 1979.

Table with 3 columns: Value, Change, and Previous Close for B.A.L.O. market.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SCHEIDTBERGER S.A. - M. René Engen directeur au conseil d'administration de Schneider S.A. et d'Electronal, société holding du groupe Engen-Schneider, d'Etat déchargé des fonctions de président et d'administrateur délégué, qu'il exerce respectivement dans ces deux sociétés.

TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORRE

Le conseil de surveillance, ayant appris que le directeur avait, à son insu, entamé des pourparlers tendant à la cession du contrôle de la société à d'autres personnes, a décidé de démissionner.

GUYENNE ET GASCOGNE

Pour l'exercice clos au 30 juin 1978, le chiffre d'affaires est en progression de 27,5 % à 378,3 millions de francs et le bénéfice augmenté de 40,47 % à 2,32 millions de francs (+ 49,74 %), compte tenu du dividende de la filiale SOGARA. Un dividende global de 12 F sera distribué.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Lists various stocks and their market prices.

BOURSE DE PARIS - 22 Septembre - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, and % of change for Paris stock exchange.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, and Compt. précédent for the term market.

COMPEN. VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd. clôture, Dernier cours, and Compt. précédent for compensation values.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Marché officiel, Cours, Précéd. clôture, and Dernier cours for exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Or fin (à la livre), Or fin (au gramme), etc. for gold market prices.

RISE JEAN VIRE

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. DEES** — « Berlioz et la tradition », par Jean-Louis Leclercq ; « Royalties de l'ouest », par Jean-Marie Meyer ; « La civilité, sixième me sans pour l'histoire », par Philippe Cottier.
- 3-4. ÉTRANGER** — Les divisions du monde erobent l'accord de Camp David.
- LIBRES OPINIONS** : « Il y a trente ans, le comte Bernadotte était assassiné », par M<sup>me</sup> Maurice Sattin.
- 5. AMÉRIQUES** — ÉTATS-UNIS : les élections primaires témoignent de la désaffection du public pour la politique traditionnelle.
- 6-7. EUROPE** — ITALIE : les mystères de l'affaire Moro.
- 8. AFRIQUE**
- 9. ASIE**
- 10 à 13. POLITIQUE** — Quatre ans après le fondation de l'IV<sup>e</sup> Internationale : les trotskistes s'efforcent d'exploiter la crise d'identité des P.C. occidentaux.
- 14. SOCIÉTÉ JUSTICE** — L'affaire de Broglie.
- 15. ÉDUCATION MÉDECINE** — La mort du professeur Bernard Holper : « Une vie consacrée à l'otologie », par le professeur Milliez.
- 16-17. RELIGION** — Les finances de Vatican : l'Église vit-elle au-dessus de ses moyens ?
- 18. DÉFENSE** — Témoignages sur l'insomnie et le service national : Patrick, Stéphane et les autres.

**LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**  
Pages 21 à 24

- L'agrégation de la première finance en France s'accroît : signe d'une restructuration du système des impôts.
- Les italiens entrent encore très timidement dans le monde des syndicats.
- Trois poids, trois mesures, par Albert Merlin.
- A propos du « modèle » allemand : l'économie sociale de marché ou le national libéralisme ? L'entrée des travailleurs dans les conseils de surveillance ne semble satisfaisante ni les patrons ni les syndicats.

**26 à 28. CULTURE**

- VENTES : « La IX<sup>e</sup> Biennale des antiquaires » (1), par Jean-Marie Goilkaume.
- MUSIQUE : Semaine John Cage à l'Athènes ; Tristan et Isolde à Genève.

**38-39. RÉGIONS**

- ILE-DE-FRANCE : mille deux cent cinquante jeunes femmes surveillent et protègent les écoles.

**40. ÉQUIPEMENT**

- SOCIAL : le financement de l'assurance chômage.

**LIRE ÉGAGEMENT**

**RADIO-TELEVISION (29)**

annonces classées (30 à 37) ; Aujourd'hui (38) ; Carroz (39) ; Journal officiel (40) ; Météo ; rotogis (41) ; Mots croisés (42) ; Bourse (43).

**NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER**

- Étoffes imprimées exclusives.
- Tweeds et chevrottes d'Irlande.
- Draps, réversibles, poils de chameau, cachemires, linceux légers pour marabout.
- Mohairs anglais, écossais.
- Jerseys, ajourés, style "bicot".
- Carrés, panneaux et bases.
- Imprimés d'hiver depuis 15,90 F.
- Lodens d'Aubriche, cabans.
- Soieries, lamés, crâpes, dentelles.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## La grève des sidérurgistes lorrains est massivement suivie dans les usines les plus menacées

La grève générale dans la sidérurgie lorraine, organisée lundi 25 septembre par la C.G.T. et la C.F.D.T. et approuvée ensuite par F.O. et la C.F.T.C. dans certaines entreprises était largement suivie à Hagondange (100 % de grévistes selon les syndicats, 75 % selon la direction) et l'usine Sador — la plus menacée par le plan du gouvernement. Dans les autres usines de ce groupe, le mouvement de grève était diversément suivi (50 % environ à Gandrange Rombeaux).

En revanche à Solain, qui fait également partie du groupe mais qui est peu concerné par le plan de restructuration, la grève n'aurait pas touché plus de 30 % des effectifs au poste du matin. Toujours en Moselle, à la SAFT (Société des aciers fins de l'Est, trois mille personnes), l'un des fiefs de la C.F.D.T. en Lorraine, le mouvement a été très large-

## En Irak LA RÉSIDENCE DE L'AYATOLLAH KHOMEINY SERAIT ENCECLÉE PAR LA POLICE

Le Mouvement de libération de l'Irak (1) a rendu public ce lundi 25 septembre à Paris un appel qu'il adresse au président de la République d'Irak, M. Hassan al-Bakr, à la suite des informations selon lesquelles, depuis le 23 septembre, la police irakienne encercle la résidence de l'ayatollah Khomeiny, leader charismatique de la lutte contre le régime de Bachar d'Irak, réfugié en Irak.

Dans cet appel, le Mouvement de libération affirme que « le but de ses méthodes policières et répressives est d'empêcher le peuple d'avoir des contacts avec son imam. C'est un empiètement de celui-ci sur le mouvement de libération, qui est un acte de trahison. L'Irak a violé tous les engagements et traités internationaux sur les droits politiques et ethniques, ainsi que la Déclaration des droits de l'homme. L'appel affirme encore qu'il s'agit là d'un acte de collaboration directe avec le chah d'Irak et l'impérialisme international ». En conséquence, le mouvement de libération de l'Irak exige que le gouvernement irakien revienne sur les décisions prises.

(1) 10 bis, avenue de la Grande-Armée, Paris.

## POUR QUARANTE-QUATRE PARISIENS SUR CENT M. CHIRAC EST « UN BON MAIRE »

Selon un sondage publié par « l'Express » dans son dernier numéro, il apparaît que 44 % des Parisiens jugent que M. Chirac est « plutôt un bon maire », 15 % plutôt un mauvais maire, 17 % en l'un ou l'autre sens et 24 % estiment qu'il est encore « trop tôt pour juger ».

Pour 66 % des Parisiens interrogés, le problème numéro un dans la capitale est celui de la sécurité, 44 % considèrent qu'il est la propreté et 34 % considèrent qu'il est le chômage. Les autres problèmes importants sont : « améliorer la circulation et le stationnement », « la culture », « les transports », « l'éducation », « la santé », « les loisirs », « les services », « les transports », « les services », « les transports », « les services ».

## UN JEUNE FRANÇAIS DISPARAIT AU MAROC

Oujda (A.F.P.). — M. Gilbert Maynard, technicien français de vingt-six ans, travaillant depuis novembre 1977 pour la société Polysud à Oujda, dans le nord-est du Maroc, est porté disparu depuis le 16 septembre. Originaire de Lyon, ce jeune homme était parti pour une promenade à moto, mais il avait laissé chez lui son casque et ses papiers d'identité. La presse marocaine a publié vendredi 25 septembre un avis de recherche.

Les enquêteurs envisagent trois hypothèses : une grave accident survenu sur une piste éloignée ; un franchissement involontaire de la frontière algérienne distante d'une vingtaine de kilomètres et son arrestation par une patrouille de police ; un acte de vengeance lié au fait que de nombreux jeunes algériens de la région de la frontière algérienne ont été tués par la population locale.

**parlez ANGLAIS... ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSE JAPONAIS LOGOS international**

Centre privé de formation  
4, Villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 255.09.05

3, rue de l'Arrivée  
CIT Montparnasse 4<sup>e</sup> ét. 75015 PARIS Tél. 538.78.00  
TOURS - NANTES - ORLÉANS - MUNICH

**M. GISCARD D'ESTAING DÉCIDE LA CONSTRUCTION D'UN SOUS-MARIN NUCLÉAIRE SUPPLÉMENTAIRE**

Le président de la République a approuvé, ce lundi 25 septembre, le principe du lancement en 1979 de la fabrication d'un sous-marin nucléaire lance-missiles d'une nouvelle génération. Au titre du projet de budget de la défense pour 1979, une somme de 220 millions de francs a été attribuée à ce programme.

Ce sous-marin sera le premier à être doté directement du nouveau système d'arme nucléaire M. 4, et il bénéficiera d'améliorations, notamment de son système de navigation et de ses équipements électroniques. Ce nouveau sous-marin, précipité à l'Élysée, sera construit à un rythme tel que son entrée en service devra coïncider avec la livraison du premier lot de nouveaux missiles M. 4.

Le système M.4 est constitué de seize missiles à têtes multiples à bord de chaque sous-marin. Le M.4 devrait entrer en service vers 1983.

Le président de la République a précisé que cette opération devra être conduite dans le cadre de la loi de programmation militaire votée en 1976, et qui fixe les grandes dépenses pour 1976-1981, sans que soient remis en cause les programmes déjà décidés pour l'équipement de l'armée de terre, de l'armée de l'air et l'amélioration de la flotte de surface.

Depuis la première patronnie de sous-marin à la Redoutable, à la fin de 1971, la France avait prévu à ce jour la construction de cinq bâtiments du même modèle. Le sous-marin additionnel dont la décision de construction vient d'être annoncée par l'Élysée, sera un sous-marin intermédiaire entre les bâtiments actuellement en service et le programme d'une nouvelle génération.

**LECTURE RAPIDE**  
Méthode TÉLÉC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Stages intensifs : mardi 10, 17, 24 Oct. ou mardi 7, 14, 21 Nov. et journées de rappel mardi 14, 21, 28 Oct. et mardi 14, 21, 28 Nov.

Stages prospectifs : jeudi 6, 13, 20, 27 Oct. ou jeudi 13, 20, 27 Nov.

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS**  
CPM - CENTRE MALESHERBES - 108 Bd Malesherbes Paris 75017 - Tél. 766.51.34

du 15 au 30 septembre offre spéciale d'avant-saison **NICOLL** COSTUME SUR MESURES

formule 1030<sup>F</sup> avec gilet 1180 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT 29, RUE TRONCHET/PARIS 8<sup>e</sup>

## La visite du président de la République en Pologne MM. Giscard d'Estaing et Gierek soulignent la nécessité d'un « désarmement réel »

Le président de la République est rentré dimanche 24 septembre à Paris, après avoir passé une trentaine d'heures en Pologne, au pavillon de chasse d'Arlanow, où il était l'hôte de M. Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié (communiste) polonais.

Le communiqué final, publié dimanche à Varsovie, indique que les conversations ont porté sur :

- **RELATIONS FRANCO-POLONAISES** — Après avoir constaté qu'elles se développent dans de « bonnes conditions », le document souligne que les deux hommes d'Etat ont porté « une grande attention au développement de la coopération économique » entre la France et la Pologne et ont exprimé « leur volonté de l'approfondir et de l'étendre, notamment en direction des petites et moyennes entreprises et de certains secteurs particuliers ».
- **DÉTENTE** — MM. Giscard d'Estaing et Gierek ont souligné « le grand intérêt que les deux pays attachent au renforcement, ainsi qu'à l'approfondissement de la détente en Europe et dans le monde ». Ils ont marqué « l'importance que la France et la Pologne attachent à la mise en œuvre pratique de tous les principes et décisions de l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pour la consolidation du processus de détente, qui est appelé à se poursuivre ».
- **DÉSARMEMENT** — MM. Giscard d'Estaing et Gierek ont « souligné la nécessité de mettre en œuvre la coopération quantitative et qualitative aux armements, et de parvenir à un désarmement réel tenant compte du droit de chaque nation d'assurer sa sécurité, et ont échangé leurs vues sur les moyens d'atteindre ces objectifs ».

Le président de la République était accompagné de M. Jean François-Poncet, secrétaire général de l'Élysée. Du côté polonais, se trouvait auprès de M. Gierek, M. Frelak, secrétaire du comité central chargé de la politique étrangère, et M. Jablonski, président du conseil d'Etat (présidence collégiale de la République) et Jagielski, vice-premier ministre et coprésident de la commission franco-polonaise pour la coopération économique, les ont rejoints dimanche. — (A.F.P.)

**Des incidents ont marqué l'ouverture des journées parlementaires de l'U.D.F.**

De notre envoyé spécial

Ollioules. — Les journées d'étude des parlementaires U.D.F. se sont ouvertes lundi 25 septembre, au centre culturel de Châteauneuf-Vallon, à Ollioules, près de Toulon, par des incidents. Une manifestation organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. aux abords du centre avait pour objectif de faire connaître les difficultés des entreprises nauvées de la région. A 11 heures, plusieurs centaines de manifestants étaient massés à l'entrée du parc du centre culturel quand est arrivé M. Jean Lecanuet à bord de son véhicule. Malgré les appels à l'ordre des organisateurs de la manifestation, un certain nombre de manifestants sont montés sur la voiture de M. Lecanuet et d'autres ont frappé la carrosserie à coups de pierres. Le pare-brise a été entièrement défoncé et le chauffeur légèrement blessé aux mains. Les forces de l'ordre, présentes en grand nombre et proximité, n'ont pas eu le temps d'intervenir. Les organisateurs de la manifestation ont déposé la voiture et M. Lecanuet a pu se rendre au centre culturel.

Quelque cent cinquante parlementaires ont participé à l'inauguration de la manifestation. Ils ont été accueillis par MM. Roger Châteauneuf, président du groupe de l'Assemblée nationale, membre du bureau du parti républicain, et Adolphe Chauvin, président de l'inter-groupe U.D.F. du Sénat, et Maurice Arreckx, député du Var, maire de Toulon.

Les incidents de la matinée se sont déroulés à huis clos, le premier membre du gouvernement à prendre la parole devant les élus étant M. Michel d'Ornano, qui devait traiter de la politique de l'environnement.

M. Raymond Barre était attendu en fin de matinée. Il devait être présent avec les parlementaires, puis participer avec eux à une séance de travail, séance qui devait être suivie d'un débat de

le vidéo-cassettes couleur **Betamax** s'achète chez **SONY**

16, rue La Fayette - 75001-25 DÉMONSTRATION IMMÉDIATE

Les nouveaux calculateurs Hewlett-Packard en vedette à "la Règle à Calcul"

Scientifiques

- HP-31E 388,06 F.t.t.c.
- HP-32E 558,60 F.t.t.c.
- HP-32E 670,32 F.t.t.c.

Financiers

- HP-37E 511,56 F.t.t.c.
- HP-38E 817,32 F.t.t.c.

Le prix comprend : batterie, chargeur 110 ou 220 V, housse de protection, manuel d'utilisation et d'application, garantie 1 an. Démonstration vente sur stock.

**la Règle à Calcul**

1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP. 65-67 bd Saint-Germain, 75005 Paris Tél. 033 02.63.03.34.61.

**HEWLETT PACKARD**

**EP** ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation simultanée ou non, aux diplômes d'Etat :

- D.E.C.S.
- B.T.S. de distribution
- MAITRISE DE GESTION

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande

130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

سكيات الامم